

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**LES RELATIONS ENTRE L'ÉTAT ET LA SOCIETE CIVILE  
À L'EPOQUE DU PARTI UNIQUE (1923-1938)**

**THESE DE MASTER RECHERCHE**

**Ali Selçuk KAYA**

**Directeur de Recherche: Doç. Dr. Birol CAYMAZ**

**SEPTEMBRE 2010**

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**LES RELATIONS ENTRE L'ÉTAT ET LA SOCIETE CIVILE  
À L'EPOQUE DU PARTI UNIQUE (1923-1938)**

**THESE DE MASTER RECHERCHE**

**Ali Selçuk KAYA**

**Directeur de Recherche: Doç. Dr. Birol CAYMAZ**

**SEPTEMBRE 2010**

## TABLES DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	ii
ABREVIATIONS.....	iv
RESUMÉ.....	v
ABSTRACT.....	xi
ÖZET.....	xvi
INTRODUCTION.....	1
1. LA SOCIETE CIVILE.....	10
1.1 Les définitions et les théories de la société civile .....	11
1.2 De l'Empire ottoman à la République, quelques caractéristiques de la société civile en Turquie.....	28
2. LA TRANSFORMATION REPUBLICAINE, LE LIBERALISME ET LA SOCIETE CIVILE EN TURQUIE .....	42
2.1. Le Kémalisme en tant que le fondateur de la transformation républicaine.....	43
2.2. Le Kémalisme en face de l'idéologie libérale .....	61
3. LES CONDITIONS DE LA SOCIETE CIVILE DANS LE PERIODE DE JEUNE TURQUIE REPUBLICAINE .....	83
3.1. La perspective de législation kémaliste de société civile .....	84
3.2. Les institutions et les pratiques .....	90
3.2.1. Du Foyer Turc aux Maisons du Peuple : Tentative d'uniformisation culturelle.....	91

3.2.2. La presse en tant que voix de la société civile.....	99
3.2.3. Union des Femmes Turques (TKB) : Un véritable mouvement de la société civile.....	102
3.2.4. Les organisations ouvrières .....	106
3.2.5. Les organisations professionnelles .....	112
3.2.6. Les organisations sportives .....	125
3.2.7. Les organisation reconnue d'utilité publique et les autres associations civiles importantes de l'époque.....	126
3.2.8. Les organisations religieuses .....	135
3.2.9. Le système de pétition et la variation quantitative des organisations civiles .....	136
CONCLUSION.....	140
BIBLIOGRAPHIE.....	146
ANNEXES .....	161

## ABREVIATIONS

<b>LMO</b>	: <i>Takrir-i Sükun</i> - La loi sur le Maintien de l'Ordre
<b>PPF</b>	: Parti populaire des Femmes
<b>PPR</b>	: <i>TpCF</i> - Parti progressiste de la République
<b>PRL</b>	: <i>SCF</i> - Parti républicain libéral
<b>PRP</b>	: <i>CHP</i> - Parti républicain du Peuple
<b>PUP</b>	: <i>İttihat ve Terakki</i> - Parti de l'Union et du Progrès
<b>UFT</b>	: <i>TKB</i> - Union des Femmes turques

## RESUME

En ce qui concerne la place de la société civile en Turquie Républicaine, on peut dire que la réapparition du concept de société civile a eu lieu par la mise en avant de la question « *Pourquoi nous n'avons pas de civile?* » par İdris Küçükömer à partir de la deuxième moitié des années 1960. Dans ce mémoire, on a essayé de discuter les relations de la société civile avec l'Etat entre les années 1923 – 1938 où le régime monopartite est établi en Turquie républicaine. On a examiné cette période-là afin de comprendre quel était le caractère des attitudes et des politiques de l'Etat républicain envers les éléments « modernes » de la société civile qui sont hérités de la société ottomane et qui se sont surtout fleuris pendant la période de la seconde monarchie. En fait, le terme de société civile sur le quel nous nous sommes concentrés dans ce travail, représente un caractère occidental. Donc nous avons exclus les modèles civiles qui ne représentent pas d'un tel caractère moderne.

Après avoir encadré le contenu de la société civile, il faut souligner que cette période est marquée par l'idéologie kémaliste. En acceptant le Kémalisme en tant que la totalité des pratiques de l'époque monopartite jusqu'à au décès d'Atatürk en Novembre 1938, nous le considérons comme une idéologie autour de laquelle s'organise la vie sociale et politique pendant cette période donnée. D'après nous, le Kémalisme ne perçoit pas la société civile de la manière qu'il perçoit l'occidentalisation. Car, dans l'époque du régime monopartite, on a visé une occidentalisation holistique et en conséquence, on a essayé quelquefois de faire des reformes rigides et brusques. De plus, on a réalisé tous ces reformes contenant des titres les plus essentielles comme la loi et l'enseignement, ainsi que des titres culturelles comme l'alphabet et l'habillement, pas inquiétant en raison de ces conséquences d'un conflit sociale possible. Malgré tous ces efforts risqués en voie de l'occidentalisation de la société, les mêmes cadres du régime ont toujours poursuivi une politique oppressive, autoritaire et restrictive envers la société civile représentant l'un des éléments les plus importantes des sociétés occidentales et de la modernité.

On trouve le cadre théorique principal de notre recherche dans la conception Wallersteinienne, qui est le théoricien du système-monde. Wallerstein traite la

totalité du processus d'élargissement du capitalisme et de la modernité entre les années 1789 et 1989 autour du concept du « libéralisme ». Selon lui, libéralisme signifie un cadre plus large qu'un développement simple des rapports productifs capitalistes ou des antagonismes de classe. Cela comprend toutes les nouveautés économiques, sociales, juridiques, politiques et institutionnelles qui sont intrinsèques au développement du capitalisme, et les combine. Comme nous l'avons indiqué, essentiellement, cette conceptualisation du libéralisme signifie l'accordance de toutes les normes et les institutions qui apparaissent avec le capitalisme et la modernité sous la domination du paradigme libérale sur la terre. Dans ce sens du libéralisme, on peut dire qu'il exclue le conservatisme, et qu'il considère les idéologies et les systèmes totalitaires en tant que déviance historique du paradigme.

Ainsi nous avons analysé les processus de la transformation républicaine et de l'établissement du régime monopartite qui correspondent à la période de 1923 – 1938 et qui constituent le sujet de ce mémoire, dans le cadre de ce paradigme libéral en tant qu'il est défini par Wallerstein. Donc, toute la transformation réalisée par le Kémalisme avec un désir ou un but à former une société occidentale et séculaire, est essentiellement au prolongement du paradigme libéral et aussi dans le cercle libéral.

Enfin, ce cadre théorique rend la question constituant l'hypothèse principale de ce mémoire significative : le régime monopartite kémaliste, qui se situe dans le paradigme libéral et qui fait des réformes sévères consécutives vers l'occidentalisation, devient incompatible dans ce cadre de paradigme par ses attitudes et exécutions concrètes juridiques et politiques concernant la société civile en Turquie. Tant que les élites kémalistes ont détruit l'ordre ottoman, l'en ont fait un « ancien régime » et ont-ils essayé de reformer la société dans le cadre de l'Etat-nation moderne républicaniste ; ils se situent dans le libéralisme tel qu'il est défini par Wallerstein, grâce à leurs pensées et à leurs actions. D'autre part, en considérant que les mêmes cadres ont eu une attitude autoritaire et oppressive envers la question du développement d'une société civile autonome de l'Etat en Turquie, on peut dire qu'ils ont préféré une position incompatible avec une vision de société libérale qui nécessite des conditions libres pour le développement de la société civile au sens occidental et autonome.

Conformément à ce cadre théorique du mémoire et afin de pouvoir discuter l'approche du régime monopartite envers la société civile, nous avons traité le développement de la société civile en tant qu'un concept. La première chose que nous avons indiqué c'était qu'il n'existe pas de définition commune de la société civile dans les sciences sociales. Au lieu de cela, nous avons affirmé qu'un toutes les définitions et explications sur ce sujet doivent être considérées comme des contributions pour expliquer les divers aspects du phénomène de société civile et que cette pluralité des définitions nous montre qu'il s'agit d'une pluralité des formations civiles. Lorsque l'on survole l'histoire de la société civile en tant que concept spécifique, il devient clair que sa signification a vécu une véritable transformation depuis l'Antiquité. Tandis qu'au début de son émergence, le concept de société civile signifiait la société politique ou une communauté des hommes qui sont capables de devenir des membres de la cité ; le siècle des Lumières témoigne de la transformation du sens du concept vers une position plus autonome de la société politique, c'est-à-dire, de l'Etat. Enfin, il devient possible de parler de la séparation (et même de la dichotomie) entre la société civile et l'Etat, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aujourd'hui. Il y a un consensus sur la définition de la société civile contemporaine en tant que domaine non-étatique.

Après avoir situé théoriquement le concept de société civile, nous avons fait une discussion théorique sur le Kémalisme afin d'examiner la transformation de la société civile à l'époque du régime monopartite. Nous avons traité les divers aspects historiques et les événements qui fournissent la construction du régime monopartite kémaliste et du Kémalisme, en tant qu'identité et cadre politique pour les élites qui avaient effectué la transformation républicaine en Turquie. Après cela, nous avons examiné la relation entre le Kémalisme et la démocratie ; précisément, nous avons discuté la perspective de la démocratie du Kémalisme, sur son rapport avec la société civile et le libéralisme. Nous avons également examiné les réglementations juridiques et les événements concernant les institutions afin de montrer comment les éléments de société civile hérités de l'Empire ottoman ont perdu leur fonctionnalité vis-à-vis des politiques d'uniformisation et d'homogénéisation à l'époque du régime monopartite. D'après nous, il n'existait aucun élément reflétant les composants de société civile dans les réformes réalisées. Au contraire il s'agissait des pratiques



destinées à anéantir totalement la dynamique de la société civile dans le contexte des groupes civils qui avaient été organisés au sens occidental et moderne.

Lorsque l'on discute les pratiques et les politiques concrètes du régime monopartite kémaliste envers les institutions de la société civile, nous avons exemplifié plusieurs cas des rapports des mouvements de société civile avec l'Etat. Le gouvernement du PRP a mené des politiques qui présentaient une certaine continuité vis-à-vis des mouvements, des organisations et des institutions de la société civile. Par exemple, tandis que la division de l'époque monopartite en des différentes périodes est possible du fait des événements comme la distinction des années 1920 et 1930 concernant les politiques d'économie ou bien la tentative des pratiques multipartites dans l'arène politique, il ne sera pas aberrant de dire que le régime a poursuivi des politiques consistantes et continues vis-à-vis de la société civile. Des politiques de répression, de contrôle et d'orientation ont été menées sur les éléments de la société civile dès la proclamation de la République. De nombreuses organisations ou institutions ont été obligées de s'organiser conformément aux politiques du pouvoir politique et n'ont pu mener leurs activités que dans ce cadre.

Avec l'époque du régime monopartite, la République, ayant hérité une tradition patrimoniale de société civile de l'Empire ottoman, a réduit l'efficacité des organisations et des institutions de la société civile ayant émergées et s'étant développées dans l'Empire ottoman et enfin, il est devenu de plus en plus sévère vers les organisations civiles qui s'opposaient au révolutionnarisme républicain ou qui n'y rendaient pas service. Par contre, les organisations correspondant aux intérêts du nouveau régime seront supportées sous réserve d'être sous contrôle et utilisées dans la direction d'établissement des principes du régime. Les Foyers turcs qui constituent un des héritages culturels les plus importants à partir de l'époque de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle jusqu'à l'époque républicaine et qui défendent le nationalisme turc, auront un rôle majeur dans la formation des fondements culturels du nouveau régime. Le Foyers Turcs qui sont des organisations civiles soutenues et utilisées immédiatement par le nouveau régime, travailleront à partir de 1923 à jeter les bases culturelles du Kémalisme. Bien que les filiales des Foyers aient servi pour

le régime et qu'ils étaient des branches culturelles du PRP, tous les Foyers Turcs sont fermés puisqu'ils avaient apporté leur soutien au PRL.

Une autre organisation issue des mouvements féministes et de la tradition de société civile ottoman, nommément l'UFT, se fera entendre dans l'opinion publique en tant que groupe de pression et mouvement autonome et remarquable face à l'Etat jusqu'en 1927. Mais à partir de 1927, la direction de cette association a été modifiée en conséquence des politiques de répression de l'Etat, elle est totalement entrée au service du pouvoir politique. Cependant, l'UFT avait défendu passionnément le suffrage des femmes depuis les années 1920, tandis que le PRP l'avait accepté dans les années 1930. L'Union, en étant une association moderne et autonome, était l'une des défenseurs les plus nets de la révolution kémaliste. Malgré sa perspective républicaine, elle est puni par le régime monopartite et est-elle transformé en une association ne pouvant défendre les droits des femmes que dans le cadre des mesures et des délais déterminés par le pouvoir politique s'est émergé.

Sans doute, tous ces attitudes négatives et ces exécutions oppressives du régime prenaient leur force du pouvoir de la législation du PRP. La LMO restée à partir de 1925 jusqu'en 1929 mise en vigueur, a entamé le processus d'instauration, d'implantation et d'institutionnalisation du régime monopartite et l'échec de l'expérience non seulement de toutes sortes d'oppositions politiques, mais aussi des mouvements ou des organisations de la société civile. Cette loi représente une époque d'interdictions où toute opposition et la presse était réduite au silence particulièrement. Bien que la loi sur les associations de 1909 soit restée en vigueur jusqu'au décès d'Atatürk, elle a été sérieusement affaiblie surtout dans le processus de la création des tribunaux d'indépendance à la même époque. Enfin, un grand nombre d'organisations religieuses, d'associations civiles, de chambres de commerce ont été abolis. Les politiques et les pratiques oppressives appliquée par le nouveau régime envers les mouvements et les organisations réactionnaires, religieux et antimodernes, sont explicables tant qu'ils résultent du principe de laïcité du régime c'est pourquoi qu'ils sont restés hors de notre mémoire. Mais cependant, la contradiction essentielle que nous avons visé à traiter dans ce mémoire, ce sont les politiques et les pratiques oppressives envers les mouvements, les organisations et les

associations modernes et occidentales, qui étaient compatibles avec la vision du nouveau régime.

Finalement, lorsque l'on considère le régime monopartite kémaliste dans le contexte de ses pratiques et politiques envers la société civile en Turquie entre les années 1923 – 1938, il est convenable de dire que le régime était loin de percevoir la société civile en tant que l'élément essentiel dans une société occidentalisée. Plutôt, le régime est proche à un point de les considérer dans une perspective visant à former le domaine de la vie civile selon les besoins et les nécessités de la construction de la nation turque. Ici, la question essentielle c'est qu'en opprimant la société civile, le Kémalisme, en effet, s'est éloigné de sa propre vision de créer une nation occidentale libérale. En fin de compte, le manque d'une perspective attribuant un espace légitime et autonome à la société civile fait les Kémalistes incompatibles avec ce cadre libéral du monde occidental.

## ABSTRACT

Regarding the role of civil society in Republican Turkey, we can say that the resurgence of the concept of civil society took place by putting forward the question "Why we have no calendar?" by Idris Küçükömer from the mid-1960s. In this thesis, we tried to discuss the relations of civil society with the state between the years 1923 - 1938 where the single-party system is established in Republican Turkey. It was considered that this period was key to understand what was the nature of attitudes and the policies of the Republican state towards the elements "modern" civil society that are inherited from the Ottoman society and who are mainly during the flowering period the second monarchy. In fact, the term civil society on which we focused in this work represents a western character. So we excluded the civilian models that are not of such modern character.

After having supervised the content of civil society, it should be noted that this period is marked by the Kemalist ideology. By accepting Kemalism as the full practice of the monopartite era until the death of Atatürk in November 1938, we see it as an ideology which is organized around the social and political life during this period. In our view, Kemalism does not see civil society as it perceives the Westernization. For in the days of single-party system, we targeted a holistic Westernization and therefore we tried to make reforms sometimes stiff and abrupt. In addition, we achieved all these reforms containing the most essential titles such as law and education, cultural as well as titles like the alphabet and clothing, not worrying because of the consequences of a possible social conflict. Despite all these efforts in the risky path of Westernization of society, the same officials of the regime have always pursued an oppressive, and authoritarian and restrictive policy towards civil society representing one of the most important in Western societies and modernity.

The principal theoretical framework of our research designing is Wallersteinian, who is the world-system theorist. Wallerstein treats the entire enlargement process of capitalism and modernity between the years 1789 and 1989 around the concept of "liberalism". According to him, liberalism means a broader framework than simple development of capitalist productive relations and class

antagonisms. This includes all the new economic, social, legal, political and institutional issues that are intrinsic to the development of capitalism, and combines them. As we have indicated, essentially, this conceptualization of liberalism means the agreement of all the norms and institutions that appear to capitalism and modernity under the domination of liberal paradigm. In this sense liberalism, the conservatism excluded, considers the totalitarian ideologies and systems as deviance historical paradigm.

Thus we analyzed the process of transformation and the Republican establishment of single-party system that correspond to the period 1923 - 1938 and who are the subject of this work, as part of the liberal paradigm as defined by Wallerstein. Therefore, any processing performed by Kemalism with a desire or purpose to form a secular Western society, is essentially the extension of the liberal paradigm and also in the liberal circle.

Finally, this framework makes the matter constituting the main hypothesis of this dissertation significant: "the Kemalist single-party system, which is within the liberal paradigm and made important reforms in the path of Westernization becomes inconsistent in the context of this paradigm given their attitudes and performances concrete legal and political civil society in Turkey. As the Kemalist elites destroyed the Ottoman order and have made it the "old regime" and they tried to reform society in the context of the modern nation-state republicanism: they lie in liberalism as defined by Wallerstein, through their thoughts and their actions. On the other hand, considering that the same executives had an authoritarian and oppressive attitude towards the issue of developing an independent civil society of the state in Turkey, we can say that they preferred a position inconsistent with a vision of liberal society that requires free conditions for the development of civil society in the Western sense.

Under this theoretical framework of this memory and in order to discuss the approach of single-party system towards the civil society, we have treated the development of civil society as one concept. The first thing we said was that there is no common definition of civil society in the social sciences. Instead, we affirmed that all the definitions and explanations on this subject should be considered contributions to explain the various aspects of the phenomenon of civil society and that this plurality of definitions shows that it is a plurality of civilian social formations. When

you fly over the history of civil society as a specific concept, it becomes clear that its meaning has undergone a real transformation since antiquity. While at the beginning of its emergence, the concept of civil society meant political society or a community of men who can become members of the city and the Enlightenment reflects the transformation of the meaning of the concept towards a more autonomous political society, that is to say, state. Finally, it becomes possible to talk about the separation (and even the dichotomy) between civil society and state, since the nineteenth century until today. There is a consensus on the definition of contemporary civil society as non-state sector.

After situating the theoretical concept of civil society, we made a theoretical discussion on Kemalism to examine the transformation of civil society in the era of single-party system. We treated the various historical events that provided the construction of the Kemalist single-party system, as the identity and political framework for the elite who had made the transformation in the Republican Turkey. After that, we examined the relationship between Kemalism and democracy specifically; we discussed the prospect of democracy in Kemalism and its relation with civil society and liberalism. We also examined the legal regulations and the events on institutions to demonstrate how the elements of civil society inherited from the Ottoman Empire and lost their function towards the policy of standardization and homogenization at the time of single-party system. In our view, there was no element reflecting the components of civil society in these reforms. Instead, it was practices to destroy completely the dynamics of civil society in the context of civil groups that were organized in the Western and modern sense.

When discussing the practical and concrete policies of the Kemalist single-party system towards the institutions of civil society, we have exemplified many cases about the civil society and the state relationship. The PRP government has pursued policies that had some continuity vis-à-vis the movements, organizations and institutions of civil society. For example, while the division of monopartite time in different periods is possible because of events such as the distinction between the 1920 and 1930 on economic policies or practices of attempting to multiparty politics, it is not absurd to say that the regime has pursued consistent and continuous policies towards the civil society. Policies of repression, control and guidance were conducted against the elements of civil society since the proclamation of the

Republic. Many organizations and institutions have been forced to organize themselves in accordance with the policies of political power and could conduct their activities within this framework.

With the era of single-party system, the Republic, having inherited a tradition of civil society heritage from the Ottoman Empire, has reduced the effectiveness of the organizations and institutions of civil society that have emerged and have developed in the Ottoman Empire era and finally, it became increasingly harsh toward civil organizations who opposed the Republican revolutionism or who do not render service. However, organizations in line with the interest of the new regime will be supported under the condition of being subjects to be controlled and used according to the leadership principles of the regime. The Turkish Hearts Associations are one of the most important cultural legacies from the era of the Second Constitutional Monarchy to the Republican era and who defend the Turkish nationalism that have a major role in shaping the cultural foundations of the new regime. The Turkish Hearts Associations are the Turks who supported civil society organizations and used immediately by the new regime, working from 1923 to lay the cultural foundations of Kemalism. Although the subsidiaries of this association has served the regime and they were branches cultural PRP, all Turks Hearts Associations are closed because they had supported the Progressive Republican Party .

Another outcome is the feminist organization that existed in Ottoman society, namely, the Turkish Women Union was heard in public opinion as a pressure group and autonomous remarkable movement against the state until 1927. But from 1927, the direction of this association was modified as a result of repressive policies of the State, it is completely entered in the service of political power. However, TWO had passionately defended women's suffrage since the 1920s, while the PRP had accepted in 1930. The Union, being a modern and independent association, was one of the clearest defendants of the Kemalist revolution. Despite his Republican perspective, it is punished by the single-party system and it is transformed into an association that can not defend women's rights within the framework of measures and deadlines determined by political power that has emerged.

Without doubt, all these negative of the oppressive attitudes and executions of the regime took power strength of the laws of PRP. The Courts of Independence remained from 1925 until 1929 in the implementation and institutionalization of

single-party system and the failure of the experience not only all kinds of political opposition but also of movements or civil society organizations. This law represents an age of prohibitions where all opposition and the press was silenced specifically. Although the law on associations of 1909 remained in force until the death of Atatürk it has been seriously weakened, especially in the creative process of independence of the courts at the same time. Finally, many religious organizations, civic associations, chambers of commerce have been abolished. Policies and practices applied by the oppressive new regime against reactionary movements and organizations, religious and anti-modern are explainable as the result of the principles of secularism, that is why they were excluded from our research. However, the essential contradiction that we aimed to address in this memory, it is in the oppressive policies organizations and associations of modern Western type, which were consistent with the vision of the new regime.

Finally, when considering the Kemalist single-party system in the context of its practices and policies towards civil society in Turkey between the years 1923 - 1938, it is proper to say that the regime was far from perceiving civil society as the essential element in a westernized society. Rather, the regime is close to a point to consider a view to train the field of civil life according to the needs and necessities of the construction of the Turkish nation. Here, the key issue is that by oppressing the civil society, Kemalism, in fact, moved away from its own vision of creating a liberal Western nation. Ultimately, the lack of perspective of the Kemalists for giving a legitimate space for independent civil society is incompatible with this liberal framework of the Western world.



## ÖZET

Cumhuriyet Türkiye'sinde, sivil topluma ilişkin sorgulamalar, İdris Küçükömer'in 1960'lı yılların başındaki « Bizde neden sivil yok » sorusunu sorarak konuyu entellektüel gündeme taşımasıyla başlamıştır. Yaklaşık 35 yıl önce ortaya atılan bu soru üzerine gelişen tartışmalar, özellikle 1990'lı yıllarda artarak sürmüştür. Çalışmamızın temel motivasyonlarından biri olan bu soruya yanıt olabilecek bir takım ipuçlarını aramak üzere; Türkiye'de tek partili rejimin yerleştirildiği 1923-1938 arası dönemdeki Sivil Toplum ve Devlet ilişkilerini irdelemeye çalıştık. Bu dönemi incelerken, II. Meşruyet döneminde yeşermiş olan son dönem Osmanlı sivil toplumundan miras modern toplumsal oluşumların, Cumhuriyet ile birlikte ne gibi yaklaşım ve algılamalara maruz kaldığını da irdelene şans bulduk. Aslında, bu çalışmada üzerinde yoğunlaştığımız sivil toplum kavramı batılı bir kavram olarak öne çıkmaktadır. Dolayısıyla, batılı ve modern özellikler göstermeyen dinsel ve feodal sivil oluşumları ve grupları çalışmamızın dışında tuttuk.

Tez çalışmamıza konu olan 1923-1938 yılları arası Tek Parti dönemini Kemalist ideoloji tarafından şekillendirilmiş bir dönem olarak kabul etmekteyiz. Kemalist kuruluş dönemini, tek parti dönemi içinde, Atatürk'ün parti ve devletin başında bulunduğu dönem olarak kabul edersek, bu süreçte Kemalizmi, siyasal ve toplumsal hayatın çevresinde şekillendiği bir ideoloji olarak ele alabiliriz. Bize göre, Kemalizm sivil toplumu batılılaşmayı algıladığı çerçeve içinde algılamamaktadır. Çünkü tek partili rejim döneminde, bütünsel bir batılılaşma hedeflenmiş olup bunun sonucunda kimi zaman batılılaşmaya dönük çok sert reformların gerçekleştirildiği görülmektedir. Ayrıca, hukuk ve eğitim gibi reformların alfabe ve giyim gibi kültürel alanları kapsayan yenilik hareketleriyle birlikte yapıldığı bu dönem boyunca, yeni rejimin kadroları sosyal bir çatışma çıkma ihtimal ve tehlikesine rağmen reformları peşpeşe uygulamaya devam etmişlerdir. Batılılaşma yolunda ortaya konulan tüm bu riskli gayretlere rağmen rejimin kadroları batılılaşma ve modernleşmenin en önemli elemanlarından biri olan sivil toplum söz konusu olduğunda otoriter, baskıcı ve kısıtlayıcı politikalar gütmüşlerdir.

Çalışmamızın teorik çerçevesini « Dünya Sistemi » teorisini ortaya atan Wallerstein kuramı oluşturmaktadır. Wallerstein, modernitenin ve kapitalizmin

geliştiđi 1789-1989 arasındaki dönemi liberalizm kavramı etrafında kuramsallaştırmıştır. Wallerstien'a göre Liberalizm sınıfsal çatışmaların ve kapitalist üretim ilişkilerinin ötesinde bir anlama sahiptir. Bu kavram, her tür ekonomik, sosyal, hukuki, siyasal ve kurumsal yeniliklerin açıklanmasında anahtar bir kavram olarak ele alınmaktadır. Belirttiğimiz üzere, temel olarak Liberalizm'in bu şekilde kavramsallaştırılması ; liberal paradigmanın hegemonyası altındaki kapitalizm ve modernite'nin tüm kurum ve kavramlarını açıklamaya çalışmaktadır. Liberalizm'in bu anlamında, Muhafazakarlık başka ve karşıt bir ideoloji olarak algılanmakta ; diğer totaliter sistem ve ideolojiler ise paradigmadan birer sapma olarak algılanmaktadır.

Bu çalışmanın temel teorik çerçevesi, Wallerstein tarafından tanımlanan liberal paradigma ile çizilmiş olup, 1923-1938 yıllarındaki dönüşümler ve tek partili rejimin yerleşmesini ele almaktadır. Dolayısıyla, bu perspektiften bakıldığında Kemalizm'in batılı ve seküler bir toplum yaratma arzusu bu liberal paradigmanın bir uzantısı olarak ele alınabilir. Bu teorik çerçeve ışığında çalışmamızın temel hipotezi şu şekilde ortaya çıkmaktadır : liberal paradigma içerisinde ele alabileceğimiz tek partili Kemalist rejim, batılılaşma yolunda ardarda cesur reformlar yaparken sivil topluma ilişkin siyasi ve hukuki yaklaşım ve uygulamalarında bu paradigma ile uyumsuz bir konumda kalmaktadır. Kemalist seçkinler, Osmanlı düzeni yerine modern-cumhuriyetçi bir devlet ve toplum düzeni kurarken, bu düşünce ve eylemleriyle kendilerini Wallerstein'ın ortaya koyduğu liberal ilerleme çerçevesi içerisinde konumlandırmaktaydılar. Öte yandan, aynı kadroların Türkiye'de otonom bir sivil toplumun gelişmesini engelleyecek otoriter ve baskıcı politikalar uygulamaları, bu liberal - batılılaşmacı toplum vizyonuna ters düşmektedir.

Bu teorik çerçeveye uygun olarak tezimize konu olan, tek partili rejimin sivil topluma yaklaşımı hakkındaki tartışmamız bağlamında, sivil toplumun gelişimini de irdelemiş olduk. İlk belirlediğimiz noktalardan biri, sivil toplumun sosyal bilimlerde içerisinde tek bir tanımlamasının olmadığı, bunun yerine sivil toplumu açıklama yönünde yapılan tüm tanımların birer katkı olarak nitelendirilmesi gerektiğidir. Ayrıca, bu fenomenin birden çok tanımının olması da sivil toplumun farklı yapılanma modellerini açıklamak için gereklidir. Sivil toplum kavramının tarihsel köklerine uzandığımızda, kavramın antik çağlardan beri çeşitli dönüşümlere uğradığını görmekteyiz. Bu kavram ilk ortaya çıktığında, sivil toplum siyasal

toplumu, yani bir sitenin üyeleri olma yetkilerine sahip insanların oluşturduğu topluluğu açıklamak için kullanılmıştır. Ancak, aydınlama çağı bu kavrama, siyasal toplumdaki bir ayrım (hatta dikotomiden) daha net olarak bahsedilmeye başlanmıştır. Günümüzde ise, sivil toplumun tamamen devlete ait olmayan bir alanı ifade eden bir tanımlama olduğu kabul edilmektedir.

Çalışmamızda, Sivil toplum kavramını kuramsal olarak tartıştıktan sonra tek partili rejim Türkiye'sinde sivil toplumun geçirmiş olduğu dönüşümü inceledik ve buna ek olarak Kemalizm üzerine kuramsal bir tartışma yapmayı da gerekli gördük. Kemalizm'in tarihsel yönlerini ve tek partili rejimin kurulmasına dönük gelişmeleri incelerken bu dönemin aktörü olan kadroların ve siyasi kimliklerin uygulamalarını irdeleme fırsatı bulduk. Bunun ardından Kemalizm ve Demokrasi arasındaki ilişkiyi ele aldık ve daha ayrıntılı olarak Kemalizm'in demokrasiye yaklaşımını ve onun sivil toplum ve demokrasiyle olan ilişkilerini ele aldık. Bu aşamada Osmanlı toplumundan miras kalan kurumların maruz kaldığı uygulamalar ve hukuki düzenlemeleri inceleyerek, bu kurumların tek parti dönemindeki tek tipleştirme politikalarıyla işlevlerini nasıl yitirdiklerini ortaya koymaya çalıştık. Bize göre, bu dönemde gerçekleştirilen reformlar içinde sivil toplumu destekleyen ve onun gelişmesine olanak sağlayan bir yaklaşım söz konusu değildir. Aksine, batılı ve modern anlamda örgütlenmiş olan birçok sivil toplum örgütü bile tamamen bastırılmış ve 1935 yılına kadar bunların birçoğu kapatılmışlardır.

Kemalist Tek Parti rejiminin sivil topluma yönelik somut politikalarını irdelediğimizde bu ilişkiselliğe dair birçok örnek vaka çalışmamızda ele alınmıştır. CHF hükümetleri sivil toplum kurumlarına, oluşumlarına, hareketlerine karşı süreklilik arz eden politikalar izlemişlerdir. Örneğin, 1920 ve 1930'lar ekonomik ve siyasi politikalar açısından farklılık arz ederken, aynı dönemde sivil topluma karşı uygulanan politikalarda temel bir değişiklik söz konusu olmamıştır. Cumhuriyet'in ilanından itibaren sivil topluma karşı baskı ve kontrol politikaları izlenmiştir. Bu dönemde, birçok sivil organizasyonun, siyasi iktidarın politikaları doğrultusunda kalmak suretiyle, etkinliklerinin sınırlandırıldığı görülmektedir. Osmanlı imparatorluğundan patrimonyal bir gelenek devralan tek parti rejimi sivil toplumun

kurumlarının etkinliğini kısıtlamıştır ve yeni rejime hizmet etmeyen sivil toplum oluşumlarını etkisiz kılmıştır. Öte yandan yeni rejimin çıkarlarına uygun hareket eden bazı sivil toplum örgütleri de kontrol altında kalmak ve rejimin esaslarının yerleşmesine hizmet etmek kaydıyla desteklenmişlerdir. Örneğin, Türk Ocakları 2. Meşrutiyet döneminden başlayarak Cumhuriyet döneminde de Türk Milliyetçiliği fikirlerini savunması nedeniyle yeni rejimin kültürel temellerinin atılması sürecinde öncü bir rol üstlenmiştir. Bir sivil toplum kuruluşu olarak yeni rejimin temellerinin atılmasında büyük işlevi olan Türk Ocaklarının bazı şubeleri ve bazı yöneticilerinin, Serbest Cumhuriyet Fırkasını desteklemeleri sonucunda kapatılmalarına giden süreç başlamıştır.

Muhafif bir diğer örgütlenme ise Türk Kadınlar Birliği'dir. Bu organizasyon son dönem Osmanlı sivil toplum geleneğinin bir devamı olan feminist bir yapılanmadır ve 1927'ye kadar belirgin bir sivil baskı gücü olarak etkisini göstermiştir. Ancak 1927'den itibaren devletin baskılarıyla bu derneğin yönetimi değiştirilip tamamen siyasi iktidarın hizmetine girmesi sağlanmıştır. TKB, 1923 yılından itibaren, kadınların seçme ve seçilme hakkını tutkulu bir biçimde savunmuş ve bunu sürekli gündemde tutmuştur. Ancak, CHF bu hakkı TKB'nin istediği yıllarda değil, ancak 1930'lu yıllarda tanımıştır. Modern ve özgün bir dernek kimliği taşıyan bu dernek aynı zamanda Kemalist devrimin önde gelen savunucuları arasında da yer almıştır. Ancak dernek, Cumhuriyetçi perspektifine rağmen iktidar tarafından cezalandırılmış ve sadece iktidarın çerçevesini çizdiği şekilde kadın haklarını savunma misyonunu yürütebilmiştir.

Şüphesiz, tüm bu olumsuz yaklaşımlar ve baskıcı uygulamalar köklerini CHF iktidarının yasama gücünden almaktaydılar. 1925-1929 tarihleri arasında yürürlükte kalan Tahrir-i Sükun kanunu tek parti rejiminin kuruluşunu, kurumsallaşma ve yerleşmesini sağlamış ve bu süreçte sadece siyasi muhalefet deneyimleri başarısız kalmamış olup, sivil toplum örgütleri ve hareketleri de aynı akıbete uğramışlardır. Bu kanun neticesinde bir yasaklar dönemi başlamış; ve muhalefet ile basını suskunluğa mahkum eden özel bir baskı dönemi yaşanmıştır. 1909 yılında çıkartılan Dernekler Yasası 1938 yılına kadar yürürlükte kalsa da, bu dönemde kurulan İstiklal Mahkemelerinin uygulamalarıyla, yasa oldukça etkisiz bir hale getirilmiştir. Sonuç olarak, birçok sivil örgütlenme ortadan kaldırılmış ya da etkisiz kılınarak yok olmaya

mahkum edilmiştir. Yeni rejimin modernite karşıtı reaksiyoner dinsel örgütlenmeler kaşısındaki baskıcı ve yok edici tutumu, laiklik ilkesinin jakoben bir biçimde yerleştirilmesi bağlamında anlaşılabilir. Bu nedenle, bu tür vakaları tezimizin kapsamı dışında bıraktık. Ancak bu çalışmada ele aldığımız temel çelişki ; modern ve batılı dernek ve organizasyonlara karşı yürütülen baskıcı uygulamaların yeni rejimin batılılaşmacı vizyonu ile belli bir uyumsuzluk göstermesidir.

Sonuç olarak, 1923-1938 arası dönemin Türkiyesinde tek partili Kemalist rejimin sivil topluma ilişkin politikaları ve uygulamaları irdelendiğinde şu saptamayı yapmak mümkündür : Yeni rejim sivil toplumu batılılaşmış bir toplumun temel elemanlarından birisi olarak görmemektedir. Daha ziyade, yeni rejim sivil alanı türk ulusunun inşası sürecinin gerekliliklerine göre kurgulayan bir perspektif çerçevesinde ele almıştır. Burada, temel sorun sivil toplumu bastırmak ve yok etmek doğrultusunda politikalar izleyen Kemalizmin aslında kendisinin koyduğu liberal-batılı bir toplum kurma hedefinden uzaklaşması çelişkisidir. Sonuç olarak, sivil topluma özerk ve meşru bir alan yaratmayan Tek Parti dönemi Kemalizmi, Batı dünyasının en önemli kurucu öğelerinden olan bu alanı yok sayarak, kendi vizyonu ile çelişik bir durum ortaya koymuştur. Süphesiz bu durumun, Cumhuriyet döneminin ilerleyen yıllarına da belli bir etkisi olmuştur. Ancak, bu etkinin derecesi ve sonuçları hakkında daha kapsamlı bilimsel çalışmalar yapılması gerektiğine inanıyoruz.

## INTRODUCTION

Au cours du dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle, la société civile, en tant que concept, a connu un succès croissant. Durant cette période, on a commencé à discuter plusieurs notions, soit directement liées, soit référents à la société civile et ce, dans un spectre allant des médias à la recherche universitaire. Pour définir le terme brièvement, nous pouvons dire que la société civile contient la totalité des relations sociales qui s'organisent et se produisent elles-mêmes dans des domaines où l'Etat n'existe pas directement en tant que sujet effectif. Toutefois, il est nécessaire d'ajouter que ni les sociologues, ni les politologues ne sont parvenus à établir un consensus autour d'une définition commune de la société civile. Plus on a essayé de penser ce concept de société civile, plus sa définition s'est faite diverse et difficile à fixer.<sup>1</sup>

D'autre part, le concept de la société civile n'est pas le seul qui ait émergé à cette époque ou plusieurs crises financières et transformations sociopolitiques importantes ont eu lieu à l'échelle mondiale. Parallèlement au concept de société civile, des notions telles que *la mondialisation*, *le pluralisme* ou *la gouvernance* sont devenues courantes durant ce dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle. Nous pouvons donc avancer que la formation de ces nouveaux concepts sociopolitiques, y compris celui de société civile, peuvent être expliqués et compris à partir des changements paradigmatiques qu'ils marquent.

Le concept de société civile n'est bien évidemment ni une nouvelle découverte des sciences sociales, ni un phénomène totalement nouveau ; au contraire, son existence dans l'histoire des idées est très ancienne et remonte même à l'Antiquité. Mais, nous pouvons considérer que c'est lors de cette période contemporaine, à savoir le dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle, que nous avons assisté à une renaissance de la notion, semblable à celle du « phénix »<sup>2</sup>. En conséquence, il devient indispensable pour tout chercheur en sciences sociales qui se propose d'étudier la société civile

---

<sup>1</sup> John Keane, **Global Civil Society?**, Cambridge: Cambridge University Press, 2003, p. 2.

<sup>2</sup> Helmut Anheier, **Civil society : measurement, evaluation, policy**, London: Earthscan, 2004, p. 1.

d'évaluer la renaissance et l'assise théorique de ce concept, dans et à travers le contexte sociopolitique et socio-économique de la même période. Ce contexte étant également la matrice de certains changements paradigmatiques, son évaluation nous permettra d'arriver aux diverses définitions contextuelles de la société civile.<sup>3</sup>

Autrement dit, on peut dire que les événements concrets sociopolitiques qui ont mis en avant la société civile, à la fin des années 1980, ont été les questions qui étaient devenues saillantes après la dissolution de l'URSS et les événements consécutifs à la transformation des régimes socialistes. Le processus de reconstruction des pays faisant partie de l'ex-URSS fut appelé « transition vers la démocratie » par les penseurs libéraux pour qui, l'établissement de la démocratie dans ces pays était beaucoup plus important que l'établissement rapide d'un mécanisme de marché.<sup>4</sup> C'est justement à travers ce processus que le concept de société civile a gagné de l'importance et est devenu un sujet courant en science(s) politique(s). On a notamment interrogé sa fonctionnalité dans le processus de « transition vers la démocratie » de ces sociétés.<sup>5</sup> Mais avant cette période, la société civile était déjà apparue dans des contextes similaires (« la transition vers la démocratie »), particulièrement dans les pays européens et d'Amérique latine qui ont vécu des coups d'états militaires. Ainsi, l'importance qu'a eu la mobilisation sociale, dite société civile dans le processus de dissolution des administrations militaires et dans celui d'une transition vers la démocratie a souvent été souligné.<sup>6</sup>

Il sera sans doute difficile de comprendre le rôle qu'a pu jouer le concept de société civile dans le passage des régimes autoritaires aux régimes libéraux/parlementaires tout en s'attachant aux paramètres politiques. La société civile est engagée dans un processus complexe d'interactions avec les dynamiques socio-économiques et les dynamiques de transformation politique resurgies dès la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Un survol même rapide de l'histoire des

<sup>3</sup> Puisqu'on va se concentrer sur l'idée de société civile dans ce mémoire, on ne discutera pas en détail ce contexte sociopolitique et socio-économique du dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle. Pour une critique de cette période, voir Michael Hardt et Antonio Negri, **İmparatorluk**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 2008. Les diverses définitions du terme seront abordé dans le premier chapitre.

<sup>4</sup> Jorge Dominguez et Anthony Jones, **The Construction of Democracy: Lessons from Practice and Research**, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2007.

<sup>5</sup> Terry Cox et László Vass, « Civil Society and Interest Representation in Hungarian Political Development » dans **Hungary: The Politics of Transition**, Terry Cox et Andy Furlong, London: Frank Cass, 1995, p. 163.

<sup>6</sup> Gideon Baker, **Civil Society and Democratic Theory: Alternative voices**, London: Routledge, 2002, p. 53 – 71.

sociétés/du monde dans les années 1970 éclaircit le sens que peuvent avoir l'importance et la popularité croissante du concept de société civile. À l'aide de ce concept, on tente de définir une nouvelle conception des relations entre l'État et la société dans un contexte où les transformations se sont faites multiples : ainsi, l'apparition du concept de mondialisation a modifié les rapports qu'entretenaient forces sociales, économiques et politiques et également la culture avec le concept de postmodernité.<sup>7</sup> Après la promotion de la démocratie au rang de concept le plus important et le plus significatif politiquement et idéologiquement un contexte relationnel recouvrant l'ensemble des transformations et des changements sociaux, économiques et politiques du monde est apparu durant le dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle.

Néanmoins, les tentatives de lectures critiques de ladite période sont apparues parallèlement à la littérature et au discours sur la « mondialisation ». Ainsi, contrairement aux approches fidèles au paradigme de la mondialisation, les analyses marxistes insistent sur une relecture structurale, historique et critique de cette période en proposant le concept de néolibéralisme.<sup>8</sup> De ce fait, il ne faut absolument pas ignorer les significations changeantes suivant les différents contextes et les conjonctures de la société civile comme une unité conceptuelle qui explique une dimension des relations sociales quand même elle représente un terme historique qui divise horizontalement la totalité des processus socioéconomique. En toute logique, ces processus ont suscités des échos également en Turquie. De nombreux travaux académiques, y compris ce mémoire, ont tenté de discuter le nouveau sens du terme émergeant et restructuré de « société civile » dans ses paramètres historiques et actuels. Cette tendance continue encore aujourd'hui et ce mémoire a pour but de contribuer à cette littérature en prenant en compte le phénomène de société civile dans son contexte historique, d'avantage que dans ses sens et ses paramètres actuels.

Cependant, il devient aussi une question de savoir s'il est possible de parler de société civile en Orient dans le sens du terme utilisé et compris en Occident. Comme nous allons discuter dans le premier chapitre, les dynamiques essentielles de la

---

<sup>7</sup> Pour une discussion sur la postmodernité et la mondialisation, voir David Harvey, **Postmodernliğin Durumu: Kültürel Değişimin Kökenleri**, İstanbul: Metis Yayınları, 2006

<sup>8</sup> Zeynep Gambetti, « İktidarın Dönüşen Çehresi: Neoliberalizm, Şiddet ve Kurumsal Siyasetin Tasfiyesi », **İ.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, No:40, Mart 2009, pp. 145 – 148.



formation de la société civile en Occident, telle est définie en tant que espace autonome de la société politique, ont commencé à se former lors du processus de la formation des villes libres et la bourgeoisie au Moyen Age. Donc, il est encore un sujet de discussion, si l'on peut parler d'une société civile orientale.

A cause des limites de notre sujet, nous n'allons pas discuter en détaille cette question-là ni pour la société ottomane, ni pour la jeune Turquie. Mais cependant nous allons discuter ce sujet d'une manière générale, afin de pouvoir montrer ce qui est hérité à la société de Turquie républicaine. D'après nous, la société civile dans l'Empire ottoman est de nature différente que celle dans la société occidentale. Mais d'autre part, il ne peut pas être refusé que le concept et les éléments de société civile y sont présents en tant que tels. Toutefois, les organisations civiles modernes commençant à se présenter à l'époque de la réorganisation (*Tanzimat*) ont subi une boum à l'époque de la Deuxième Monarchie constitutionnelle et ont laissé un acquis important à la culture de société civile de la Turquie moderne.<sup>9</sup>

Quant à la Turquie, on peut dire que la réapparition du concept de société civile a eu lieu par la mise en avant de la question « *Pourquoi nous n'avons pas de société civile?* » par İdris Küçükömer à partir de la deuxième moitié des années 1960. Küçükömer a maintenu la popularité du concept pendant de longues années pour lui faire gagner un propre sens chez la société turque. Notre mémoire a pour but d'apporter une certaine contribution à ce débat crucial entamé il y a 40 ans environ par İdris Küçükömer, en examinant les relations entre l'Etat et la société civile pendant l'époque du régime monopartite. La période de notre sujet d'étude comprend les quinze années, depuis la proclamation de la République jusqu'au décès d'Atatürk durant laquelle il était à la présidence du Parti républicain du Peuple (PRP – *Cumhuriyet Halk Partisi*) et de l'Etat. Toutefois, la période allant de l'année 1925 où la loi sur le Maintien de l'Ordre (LMO – *Takrir-i Sükun Kanunu*) a été promulguée et jusqu'en 1938, l'année de décès d'Atatürk, signifie celle sur laquelle nous allons nous concentrer plutôt dans notre étude d'autant plus que cette période correspond à la définition de la période monopartite. Notre étude va aborder les relations des

---

<sup>9</sup>ALKAN, Mehmet Ö. (1998) “1856-1945 İstanbul'da Sivil Toplum Kurumları”, içinde **Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar**, A.N. Yücekök, İ. Turan ve M.Ö. Alkan, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları,p.103-148

organisations et des associations de société civile avec le PRP, l'Etat et le gouvernement dans cette période ce qui est marquée par l'instauration et la consolidation du pouvoir monopartite.

Dans ce mémoire, où notre effort principal consistera à comprendre la société civile dans la période de « la jeune république » entre les années 1923 et 1938, notre but principal est de comprendre quel était le caractère des attitudes et des politiques de l'Etat républicain envers les éléments de la société civile qui sont hérités de la société ottomane et qui se sont aussi fleuris pendant la même période. Partant de cette question, nous allons essayer de discuter à travers le mémoire les dynamiques et les spécificités de la fondation de la République, du PRP, du régime monopartite et du Kémalisme.

Les constatations les plus remarquables à propos l'importance de la société civile pour la liberté et la situation de la société civile en Turquie dans les années 1930 appartiennent également à Ahmet Ağaoğlu. La citation extraite d'un article d'Ağaoğlu publié en 1935 révélait la faiblesse des institutions de la société civile de l'époque:

Il semble qu'il n'y a pas d'une grande différence entre nous et les sociétés occidentales concernant les établissements et les institutions. Nous avons même dépassé les pays occidentaux dans certains points. Nous sommes certes plus avancés par rapport à plusieurs sociétés occidentales, en ce qui concerne par exemple la relation entre l'Etat et la religion, la famille, le statut attribués à la femme dans la société turque. D'autre part, nous avons su adopter la liberté des associations et de leur établissement inéluctables pour la multiplication des liens reliant l'individu à la société afin qu'elles deviennent absolument un des principes de notre loi d'organisation fondamentale qui est la Constitution; et c'est ainsi que quelques associations allaient être fondées. Cependant, le nombre de celles-ci ne dépassait pas quelques centaines, or dans les autres pays, par exemple en France, ce nombre correspondait à 60 mille. C'est-à-dire, tout le monde, y compris les fermiers, étaient attachés à la communauté et à son alentour par des liens associatifs alors que 10% de nos concitoyens et même citoyens des villes ignorent tels liens d'association. Les associations sur place-à l'exception de quelques unes- semblent ne pas exister... Il est, de faite, étrange qu'un peuple comme le notre qui devrait apprécier davantage l'utilité de ces institutions n'y soit attaché de plus près; par exemple, n'existerait-il pas chez nous une association des écrivains, des artisans? En fait, pourquoi n'y aurait des associations de philosophie, d'économie, des professeurs, etc. pourtant leurs fondateurs n'en savent rien.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Esat Öz, **Tek Parti Yönetimi ve Siyasal Katılma**, Ankara: Gündoğan Yayınları, 1992, p. 299.

Ces énoncés d'Ağaoğlu résument vraiment bien la question et ils sont très remarquables dans la mesure qu'ils constatent la situation aux années 1930 au cours desquelles les régimes libéraux se régressent. Dans ce processus, les associations susceptibles de nuire à l'existence du régime monopartite ou de contredire la structure monolithique du système (de but relativement politique et culturel ou ayant une telle image) ont été dissoutes et les autres (comme étant des associations professionnelles, représentantes des masses plus larges) organisées au sein du parti. Le fait que les associations auxquelles la politique était interdite soient intégrées au sein du Parti Populaire Républicain et qu'elles exercent des activités sous contrôle de celui-ci n'a pas été considéré comme intérêt pour la politique, la fidélité et le service à la révolution républicaine et aux réformes réalisées étant valorisés plus que tout. La devise "La science doit suivre la révolution" affichée à l'université dans ces années montre une acceptation idéologique préalable qui doit être évaluée dans ce contexte. Il peut être affirmé que cette attitude uniformisatrice du PRP s'intégrant de plus en plus à l'Etat et rendant officielle l'intégration du Parti et de l'Etat en 1936 à l'encontre de la société civile a régressé l'affiliation et l'intérêt aux associations le long des années 1930 et en général le long de l'époque monopartite.<sup>11</sup>

Nous allons considérer et interpréter ces fondations dans un cadre théorique et historique ce qui est développé par Immanuel Wallerstein sous le titre de « libéralisme ». Pour Wallerstein, le concept de libéralisme peut être considéré en tant que notion définitive de l'histoire englobant les années 1789 et 1989, c'est-à-dire, l'époque du processus d'élargissement du capitalisme et de la modernité à l'échelle du monde. Le libéralisme, tel qu'il est conceptualisé par Wallerstein, signifie un cadre plus large qu'un développement simple des rapports productifs capitalistes ou des antagonismes de classe, et cela comprend et combine toutes les nouveautés économiques, sociales, juridiques, politiques et institutionnelles qui sont intrinsèques au développement du capitalisme. Quant au contexte de Turquie, nous traitons les processus de transformation républicaine et d'établissement du régime monopartite qui correspondent à la période de 1923 – 1938 et qui constituent le sujet essentiel de ce mémoire, dans le cadre de ce paradigme libéral. Donc, nous proposons que toute la transformation réalisée par le Kémalisme avec un désir ou un

---

<sup>11</sup> *ibid.*, p. 226.

but à former une société occidentale et séculaire, est essentiellement au prolongement du paradigme libéral et aussi dans le cercle libéral.

Après avoir montré la dimension politique et historique de l'époque de fondation et mis cette dimension dans le contexte théorique tel qu'il est expliqué par Wallerstein sous le titre de libéralisme, nous serons capables de discuter les relations entre la société civile et l'Etat républicain. La problématique essentielle de ce mémoire est de comprendre si la perspective et l'approche du régime monopartite kémaliste envers la société civile est compatible avec sa vision sociopolitique occidentaliste, c'est-à-dire, sa vision historique envers le libéralisme tel qu'il est définie par Wallerstein. Pour préciser plus cette problématique, nous pouvons dire que le but de ce mémoire est de rechercher le caractère des relations entre l'Etat républicaine et la société civile au sens que ces relations montrent si le régime monopartite possédait une vision de société civile ce qui est compatible avec sa vision de créer un Etat-nation et une société occidentale.

Dans le cadre de cette problématique de notre mémoire, notre hypothèse c'est qu'en considérant ses attitudes et exécutions concrètes juridiques et politiques concernant la société civile, le régime monopartite kémaliste, qui se situe dans le paradigme libérale et qui fait des reformes sévères consécutives vers l'occidentalisation, devient incompatible dans ce cadre de paradigme de libéralisme. Tant que les élites kémalistes ont détruit l'ordre ottoman, l'ont fait un « ancien régime » et ont-ils essayé de reformer la société dans le cadre de l'Etat-nation moderne républicaniste ; ils se situent dans le libéralisme tel qu'il est défini par Wallerstein, grâce à leurs pensées et leurs actions. D'autre part, en considérant que les mêmes cadres ont eu une attitude autoritaire et oppressive vers la question du développement d'une société civile autonome de l'Etat en Turquie, on peut dire qu'ils ont préféré une position incompatible à une vision de société libérale qui nécessite la liberté de la société civile. Enfin, notre but dans ce mémoire est de rechercher et discuter cette relation problématique.

Ce mémoire comporte de trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous allons essayer d'expliquer qu'est-ce que la société civile et comment sa signification a-t-elle transformé pendant les siècles. Ici, nous allons proposer qu'alors que la société civile

signifiait la société politique à l'Antiquité, de plus en plus, elle s'est transformée en une position autonome de l'Etat à partir de la fin du Moyen Age. Et quant à l'Empire ottoman, nous allons essayer d'expliquer pourquoi et comment est il difficile de parler d'une société civile dans le sens occidental qui marque l'autonomie des dynamiques civiles en tant que *sine qua non* de son existence. D'après nous, au mesure qu'il n'existe pas d'une espace autonome civique ottomane, une société civile qui limite, contrôle et même combat la force de l'Etat, ne pourrait pas se développer afin de garder ses propres intérêts dans le sens civique.

Dans le deuxième chapitre, nous allons discuter les divers aspects du Kémalisme, en tant qu'une identité et un cadre politique pour les élites qui avaient effectué la transformation républicaine en Turquie, afin de faire une introduction à l'étude des relations entre l'Etat et la société civile entre les années 1923 et 1938. Dans le premier sous chapitre, nous allons traiter l'aspect historique et les événements qui fournissent la construction du régime monopartite kémaliste. Après cela, nous allons regarder à la relation entre le Kémalisme et l'idéologie libérale ; précisément, nous allons discuter la perspective de libéralisme du Kémalisme, sur son rapport avec la société civile. Ici, nous allons discuter le libéralisme au sens qu'il est expliqué par Wallerstein dans les termes historiques. Selon nous, la politisation et la mobilisation du Kémalisme autour des concepts de néopatrimonialisme et de tutelle, révèlent le rapport entre le Kémalisme et le libéralisme. Dans cette relation, les droits démocratiques, sont rendus instrumentales pour la construction de la nation, la modernisation et la stabilisation politique. Conformément à cela, la société civile est codifiée par le régime monopartite, en tant que dynamiques sociales qui doivent bouger et agir dans le cadre politique désigné pour la nouvel Etat-nation et qui doivent toujours être sous le contrôle.

En partant cette discussion théorique, ce qui constitue dans le même temps la problématique du mémoire, nous allons passer au dernier chapitre où va-t-on traiter les pratiques et les politiques concrètes du régime monopartite kémaliste envers les institutions de la société civile en exemplifiant quelques cas. De cette manière, nous allons acquérir la chance de montrer la dimension pratique et historique du fait qu'on discute théoriquement. Précisément, dans le troisième chapitre nous allons regarder premièrement aux réglementations juridiques, et après, aux événements concernant

les institutions. Avec ce chapitre, nous allons essayer de montrer comment les éléments de société civile hérités de l'Empire ottoman ont perdu leur fonctionnalité vis-à-vis des politiques d'uniformisation et d'homogénéisation à l'époque du régime monopartite. D'après nous, il n'existait aucun élément reflétant les composants de société civile dans les réformes réalisées. Au contraire il s'agissait des pratiques destinées à anéantir totalement la dynamique de la société civile. Finalement, les rapports des mouvements de société civile avec l'Etat seront abordés dans ce chapitre afin de pouvoir comprendre le regard de l'Etat vis-à-vis de la société civile.

## 1. LA SOCIETE CIVILE

Les écrits qui portent sur la mondialisation mettent très fréquemment l'accent sur la complexification due à la multiplication des relations supra étatiques entre les différentes sociétés ; relations qui doivent intégrer certaines particularités du système mondial, né après la Deuxième Guerre mondiale. Dans cette perspective, la nouveauté la plus significative de la mondialisation est que ces relations supra étatiques offrent une matrice pour créer de nouvelles relations sociales et surmonter les contraintes des perspectives nationales<sup>12</sup>.

À cet égard, le processus de mondialisation s'accompagne de l'apparition de nouveaux concepts et principes politiques, parallèlement à sa propre évolution. Ce contexte de mondialisation stimulant les nouveaux concepts et principes tels que *la gouvernance*, *la subsidiarité*, etc. est le produit de la quête des nouveaux modèles fonctionnels qui permettront de mieux comprendre le monde restructuré.<sup>13</sup>

D'autre part, les penseurs marxistes proposent une approche plus structuraliste pour prendre compte des dynamiques de ce processus en critiquant l'incapacité du terme « mondialisation » à expliquer à lui seul les relations énormément élargies et complexes entre les individus et les cultures. À ce stade, l'infrastructure de cette dynamique, communément appelée « mondialisation », ne peut être saisie qu'en considérant l'échelle d'élargissement du capitalisme et les processus de transformation des rapports de production. Autrement, des concepts comme la gouvernance, la subsidiarité, etc. s'apparaîtraient comme le propre produit de la mondialisation tandis qu'ils ne sont que les sous-produits du néolibéralisme qui est la marque de la nouvelle formation hégémonique du capitalisme après les années 1980. Le point important pour les penseurs marxistes réside dans la coïncidence entre la

---

<sup>12</sup> Jonh Tomlinson, **Kültürel Emperyalizm**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 1999, p. 253.

<sup>13</sup> Pour une critique marxiste du concept de *gouvernance*, voir Sonay Bayramoğlu, « Küreselleşmenin Yeni Siyasal İktidar Modeli: Yönetişim », **Praksis**, No 7, 2002, pp. 85 – 116. Pour la relation entre la gouvernance et la subsidiarité, voir Korel Göymen, **Türkiye'de Yerel Yönetişim ve Yerel Kalkınma**, İstanbul: Boyut Yayınları, 2010.

popularité du terme de société civile, qui dans une perspective fonctionnelle, sert à expliquer des relations sociales et entre le processus de restructuration néolibérale.<sup>14</sup>

Parallèlement à ce que l'on a indiqué ci-dessus, la mondialisation/ou le néolibéralisme construit ladite piste des changements paradigmatiques : le paradigme qui popularise et revitalise le terme de société civile est ce qui explique la transformation du capitalisme au niveau mondial dans le dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle.<sup>15</sup> Dans ce chapitre, où nous allons discuter le concept de société civile, nous traiterons d'abord ses diverses définitions et théories, et après nous discuterons la possibilité de parler d'une société civile ottomane.

### 1.1 Les définitions et les théories de la société civile

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, il n'existe pas de définition commune de la société civile dans les sciences sociales. Au lieu de cela, nous pouvons affirmer que toutes les définitions et explications sur ce sujet doivent être considérées comme des contributions pour expliquer les divers aspects du phénomène de société civile et que cette pluralité des définitions nous montre qu'il s'agit d'une pluralité des formations civiles. Par exemple, pour Keane, la société civile est, dans son sens le plus abstrait, « *un ensemble d'institutions qui protègent et transforment leurs propres identités en pratiquant toute sorte de contrainte et de contrôle sur les institutions étatiques par le biais des activités non étatiques poursuivies par leurs membres.* »<sup>16</sup> Ou, par une expression similaire, la société civile est « *l'espace dans lequel sont situées les organisations volontaires qui ne se trouvent pas sous le contrôle et la contrainte du pouvoir étatique.* »<sup>17</sup> D'après Tosun, la société civile est « *l'espace des organisations autonomes fondées par les individus afin de faire prononcer les intérêts, les demandes, les problèmes sociaux, alimentées par les activités et les sources volontaires et qui restent hormis l'espace du pouvoir étatique.* »<sup>18</sup> Pour Belge, la société civile est « *la société qui, ayant acquis une*

<sup>14</sup> Zeynep Gambetti, *op.cit.*, p. 148.

<sup>15</sup> Sungur Savran, « Küreselleşme mi, Uluslararasılaşma mı? », *Sınıf Bilinci*, No. 16, Kasım 1996, p. 24-25.

<sup>16</sup> John Keane, *Demokrasi ve Sivil Toplum: Avrupa'da Sosyalizmin Açmazları Toplumsal ve Siyasal İktidarın Denetlenmesi Sorunu ve Demokrasi Beklentisi Üzerine*, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 1994, p. 35.

<sup>17</sup> TÜSEV, *Türkiye'de Sivil Toplum: Bir Değişim Süreci*, İstanbul: TÜSEV Yayınları, 2006, p. 38.

<sup>18</sup> Gülgün Erdoğan Tosun, *Demokratikleşme Perspektifinden Devlet Sivil Toplum İlişkisi*, İstanbul: Alfa Yayınları, 2001, p. 161.



*habitude d'exercer quelque chose, hors de l'autorité de l'Etat, n'en attend pas tout et développe une relation indépendante, hors de l'Etat qui n'est pas pourtant conflictuelle (hostile).* »<sup>19</sup> Selon Doğan, la société civile repose sur le fait que les gens sont des êtres sociaux avant d'être des êtres économiques faisant partie d'une classe. A ce titre, la famille, la tribu, la religion, l'association, la communauté et les mouvements idéologiques qui disposent d'une identité sociétale constituent la société civile.<sup>20</sup> En considérant cette pluralité des définitions, nous gageons qu'il est encore possible de les augmenter et d'en y ajouter de nouvelles.

Bien sûr, l'une des raisons qui sous-tend cette pluralité, est le peu de temps écoulé depuis la réémergence de la notion de société civile en tant que phénomène. En d'autres termes, il est possible de dire que la société civile moderne et contemporaine est une conception relativement jeune. Mais, dans le même temps, cette difficulté de définition provient également du fait que la société civile est une conception assez ancienne. Plus précisément, ce sont les significations diverses, acquise au cours des différentes périodes d'un passé remontant jusqu'à l'Antiquité qui font la difficulté d'une définition contemporaine de cette notion. Dans le cadre de ce mémoire, nous ne chercherons donc pas à développer une définition du concept de société civile qui serait considérée comme valide ou meilleure que les autres. Au contraire, nous utiliserons les définitions existantes qui nous aideront à mieux comprendre la société civile de la période de la jeune république. Enfin, indiquons que toute tentative de définition dans ce mémoire sera tirée de l'une des définitions existantes dans la littérature des sciences sociales.

Avant d'étudier précisément les réalités passées de la société civile, en commençant par l'Antiquité, établissons d'abord une classification générale et historique du concept. Il existe un consensus dans la littérature des sciences sociales autour d'une triple segmentation des périodes consécutive que le concept de société civile a traversée pour aboutir à son sens contemporain.<sup>21</sup> Selon cette segmentation, l'Antiquité avec Aristote en Grèce et Cicéron à Rome, fournit les premières acceptions de ce concept. A cette époque, le concept de société civile signifie l'unité

<sup>19</sup> Murat Belge, « Sivil Toplum Nedir? », **Sivil Toplum ve Demokrasi Konferans Yazıları**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, STK Eğitim ve Araştırma Birimi, 2003, p. 10.

<sup>20</sup> İsmail Doğan, **Sivil Toplum: Ondan Bizde de Var**, İstanbul: Sistem Yayınları, 2001, p. 27.

<sup>21</sup> John Ehrenberg, **Civil Society: The Critical History of an Idea**, New York: NYU Press, 1999.

ou l'espace sociopolitique établi par des individus capables d'être membre de la cité. Plus précisément, la société civile antique correspond à la société politique où seuls les citoyens sont traités comme des membres de cette société.

Dans un deuxième temps, au cours de la période postmédiévale, le concept gagne un nouveau sens, lorsque la féodalité commence à se dissoudre et les villes (et bien sûr la bourgeoisie) à prendre de l'importance. Durant cette période où le capitalisme commence à se développer, nous pouvons constater que le sens antique du concept de société civile commence à évoluer, notamment grâce aux contributions de Hobbes, Locke et Ferguson. A partir de cette époque empreinte de l'esprit des Lumières, la société civile signifiera la communauté composée par les individus qui entretiennent des relations de marché, de commerce, de production, mais qui sont aussi, d'une manière ou d'une autre, en contact avec les pouvoirs politiques. Ainsi, les droits civils indiqueraient un ensemble de notions où toutes les libertés de l'individu ont été réunies. Toutefois, lors de cette période, la notion de société civile n'est pas définie comme une entité complètement indépendante ou autonome de la société politique ; ces deux notions sont facilement remplaçables l'une par l'autre.

Enfin, nous pouvons considérer que le sens modern du concept a commencé à se former avec Hegel et Tocqueville (et tous ces philosophes qui les suivront ou qui développeront leur propres formulations en débattant avec eux). A partir d'Hegel, la distinction entre société civile et Etat -ce qui commençait déjà à apparaître au siècle des Lumières- s'établit théoriquement. Après cette rupture théorique, la diversité des acceptions de la société civile, se fait de plus en plus grande et aboutit à des thèses affirmant l'existence d'une dichotomie entre la société civile et l'Etat (correspondant aux thèses actuelles). En considérant le rapport entre société civile et société politique/Etat à la lumière de cette arrière-plan historique, nous constatons qu'à partir de l'époque postmédiévale, la société civile a quitté lentement sa position archaïque où elle pouvait encore se confondre avec la société politique pour adopter, aujourd'hui, une position clairement distincte, voire opposée à la société politique/l'Etat.

Pour comprendre les origines de ce concept, intéressons-nous plus précisément à son arrière-plan historique. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, on trouve la

conception la plus ancienne de la société civile, chez Aristote. Aristote, définit la société civile par le terme *koinonia politike* dans son œuvre « La Politique » et décrit le concept comme une société politique de citoyens censés être libres et égaux dans le systèmes des normes fixées par les lois, un public moral.<sup>22</sup> Tant dans « La Politique » que dans « L'Éthique à Nicomaque », Aristote considère la communauté politique comme une communauté suprême qui embrasse tout le reste. Selon Aristote, la communauté politique vise le plus haut des desseins en visant le bien de tous : c'est-à-dire, la vie heureuse. Pour Aristote, la *polis* devient le seul espace pour la communauté politique et bien évidemment, pour la vie heureuse.<sup>23</sup> John Ehrenberg explique ainsi cette relation entre la vie heureuse et la polis dans la pensée d'Aristote:

La méthode téléologique d'Aristote l'a amené à considérer la *polis* comme la plus inclusive et souverain de toutes les associations humaines car elle vise à la plus inclusive et souverain de toutes les fins humaines. La famille et le village existent pour le bien de la « vie simple », mais la cité existe pour le bien de la « bonne vie » et la perfection complète et autosuffisante du développement moral de l'homme.<sup>24</sup>

Selon Ehrenberg, ce qui différencie Aristote, de Platon, c'est qu'Aristote reconnaît plus que Platon la multiplicité des sphères dans lesquelles les personnes vivent, s'incarnant dans les genres les plus divers d'organisations sociales. Et pourtant, Aristote les subordonne entièrement à la plus complète, c'est-à-dire la communauté politique. De plus, en citant cette phrase aphoristique d'Aristote, Ehrenberg explique bien la perspective aristotélicienne de la société civile en tant que communauté politique des hommes civils : « *L'homme, parvenu à toute sa perfection, est le premier des animaux, il en est bien aussi le dernier quand il vit sans lois et sans justice.* »<sup>25</sup>

Les origines antiques du concept de société civile lui ont donné son étymologie. La société civile, telle qu'elle est définie par Aristote en tant qu'unité des citoyens de la *polis* de la Grèce antique, marque la notion de « cité » et le synonyme de « cité » en Latin est *civitas*. Pour cette raison, il nous faut maintenant regarder du côté de Rome et de Cicéron pour percevoir l'autre sens de la société

---

<sup>22</sup> Gülgün Erdoğan Tosun, *op.cit.*, p. 30.

<sup>23</sup> Mark Young, *Negotiating the Good Life: Aristotle and Civil Society*, Hampshire: Ashgate Publishing, 2005, p. 17.

<sup>24</sup> John Ehrenberg, *op.cit.*, p. 10

<sup>25</sup> *ibid.*, p. 14.

civile durant l'Antiquité. A Rome du temps de Cicéron, la notion de « *societas civilis* » liée non seulement à l'Etat, mais également aux règles établis dans une communauté politique civilisée – à savoir, son système juridique, la participation des citoyens dans les multiples vies « civiles ». Ehrenberg indique que pour Cicéron, la république est fondée entre l'accord sur la justice et la communauté d'intérêt. Selon ce dernier, la *societas* (partenariat) des citoyens, et le droit constituent le lien de la société civile, ce qui rend nécessaire une certaine égalité des droits.<sup>26</sup>

Selon la comparaison traditionnelle entre les civilisations grecques et romaines, la Grèce et les cités-Etats ont fait montre d'une véritable productivité dans le champ philosophique, tandis qu'il les Romains ont beaucoup avancé dans le domaine juridique et dans le sens d'une institutionnalisation étatique. Alors que la conception grecque de la société civile, inspirée par Aristote, possédait une dimension philosophique puisqu'elle définit la *polis* comme le seul espace d'une vie heureuse, la conception de la société civile à Rome, inspirée par Cicéron, signifiait la citoyenneté et les normes juridiques communes. Nous pouvons affirmer que le concept antique de société civile, en tant qu'il est perçu dans ces deux civilisations, a signifié la société politique.

La société civile qui est définie durant la période antique par les termes *koinania politike* et *societas civilis*, sera définie, après cette époque, au Moyen Age, par des notions qui marquent la société politique. Le philosophe Augustin d'Hippone se distingue comme la figure la plus importante ayant contribué à la pensée de la société civile à l'époque médiévale ; époque qui peut être caractérisé par le féodalisme, une hiérarchie politique rigide et une cosmologie religio-centrique. Augustin d'Hippone avait posé les principes politiques de la société médiévale dans son travail « *Civitas Dei* » (Cité de Dieu), qu'il a commencé en 413 et achevée 13 ans plus tard. Dans cette œuvre philosophique, Augustin pose les bases d'une société civile chrétienne. Au cœur de sa pensée se trouve une dualité qui repose sur l'idée de deux villes : *Civitas Terra* (La Cité terrestre) et *Civitas Dei* (La Cité de Dieu).<sup>27</sup> L'utilisation du mot *civitas* est influencée par la formation politique classique de la cité-État et doit être comprise comme une forme de gouvernance ou polis. Dans le

<sup>26</sup> *ibid.*, pp. 19 – 28.

<sup>27</sup> Levent Köker et Mehmet Ali Ağaoğulları, **İmparatorluktan Tanrı Devletine**, Ankara: İmge Yayınları, 2004.

dualisme d'Augustin, la relation entre l'Église et l'État est définie par la supériorité de l'autorité ecclésiastique. Ici, la loi divine transcende le pouvoir séculaire. La société civile chrétienne est fondée sur la prémisse de la fragilité de l'homme symbolisé dans la doctrine par la chute d'Adam et Eve, c'est à dire, le péché originel. Le péché de l'homme rend l'autonomie politique et les choix individuels impossibles, selon la vision du monde d'Augustin. Il produit un ordre hiérarchique dans lequel la guerre, la propriété, l'esclavage, et l'État fournissent les piliers de la société politique. Bien que l'Église affirme sa suprématie sur la sphère séculaire, il enjoint les fidèles à accepter l'autorité de l'État dans leur vie quotidienne. La réalité de la société civile dans la pratique est souvent très différente de sa conception théologique. Mais un sentiment général de la Chrétienté définit la société civile comme une construction politique et sociale.<sup>28</sup>

Enfin, en considérant une époque où les relations socioculturelles étaient déterminées par la religion, en toute cohérence, la pensée de la société civile trouvait son essence dans les idéologies religieuses. D'autre part, on peut affirmer que l'ascétisme a créé un espace de vie important pour la société civile occidentale du Moyen Age, où la vie quotidienne était devenue lourdement religieuse et où les espaces formés par l'ascétisme ont constitué l'une des milieux sociaux médiévaux les plus importants. Selon Powell et Guerin, l'importance du monastère dans la société civile européenne au cours de la période médiévale ne peut pas être surestimée. Sa forme commune à l'Europe occidentale, en a fait un centre pour la société civile. Même si les moines formaient une microsociété discrète, ils ont interagit avec le monde extérieur à travers la prédication, l'apprentissage et la guérison. Mais à la fin du Moyen Age, le monachisme est entré en déclin. Le début de la Réforme a conduit à la suppression des monastères, notamment dans les pays protestants comme l'Angleterre. Leur rôle dans la société civile en tant que centres d'activités communales dans une société essentiellement rurale, a également commencé à être contesté par l'émergence de la vie urbaine.<sup>29</sup>

---

<sup>28</sup> Alâeddin Şenel, *Siyasal Düşünceler Tarihi Tarihöncesinde İlkçağda Ortaçağda ve Yeniçağda Toplum ve Siyasal Düşünüş*, İstanbul: Bilim ve Sanat Yayınları, 1997.

<sup>29</sup> Fred Powell et Donal Guerin, *Civil society and social policy: Voluntarism in Ireland*, A. & A. Farmar, 1997, p. 66.

La dimension principale de la société civile médiévale qui doit être soulignée est le début de l'apparition des villes européennes au X<sup>ème</sup> siècle. A partir de ce siècle, les espaces urbains (*portus*) qui se forment autour des châteaux-villes, ont changé l'atmosphère de ces vieilles villes et ont fini par devenir complètement des villes bourgeoises.<sup>30</sup> Murat Belge, en rattachant cette formation d'espaces à la tradition urbaine gréco-romaine, affirme que cela a fondé les conditions qui visent au développement d'une société civile en Occident<sup>31</sup>. Selon lui, les relations du commerce et de la production capitaliste qui se développent au cœur du féodalisme à la fin du Moyen Age, ont revalorisé les villes et les ont transformées en des espaces émancipateurs pour la société civile. Sennett avance une idée similaire sur ce sujet, en indiquant que les citadins médiévaux avaient mis le slogan *Stadt Luft macht frei* (L'air urbain émancipe) sur plusieurs ville de Hansa, afin de déclarer la liberté de déterminer leur propre vie séculaire.<sup>32</sup> Bien sur, on peut comprendre celle-ci faisant les villes provinciales émancipatrices pour la société civile par rapport au centre. C'est-à-dire, qu'alors même que les centres politiques médiévaux ont intensifié leurs mécanismes d'oppression et d'hégémonie sociopolitique, les villes médiévales sont devenues attractives pour la société civile. Murray Bookchin décrit ainsi cette oppression médiévale, mentionnée, qui ne permet pas la survivance de la société civile :

L'Empire romain, n'a jamais toléré les éléments qui sont loin de l'étatisme et qui questionnent l'autorité et la bureaucratie de la souveraineté. Pour cette raison-là, on n'a jamais permis aux unions des artisans d'outrepasser les associations de funérailles ou les associations amicales pour organiser des festivals ; puis, on les a empêché d'acquérir des fonctions directrice et préservant l'économie. Ces institutions étaient essentiellement demi-religieuses qui comportent des spécificités culturelles.<sup>33</sup>

Comme l'on voit, puisque l'oppression au centre (c'est-à-dire, l'oppression romaine) était à une telle mesure, il a apparu une atmosphère convenable pour la société civile qui l'encourage à se développer. D'après Şerif Mardin, les libertés urbaines apparues à ce stade constituaient une des caractéristiques la plus importante du progrès historique occidental. Outre plusieurs libertés obtenues par les groupes urbains face aux seigneurs féodaux, le progrès le plus important concernant la société civile c'est qu'à ce stade, chaque groupe urbain puisse commencer à travailler en

<sup>30</sup> Kürşat Bumin, **Demokrasi Arayışında Kent**, İstanbul : Ayrıntı Yayınları, 1999, s. 50.

<sup>31</sup> Murat Belge, **op.cit.**, p. 14.

<sup>32</sup> Richard Sennett, **Gözün Vicdanı**, İstanbul : Ayrıntı Yayınları, 1999, s. 159.

<sup>33</sup> Murray Bookchin, **Kentsiz Kentleşme: Yurttaşlığın Yükselişi ve Çöküşü**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 1999, s. 177

constituant une identité collective et en se réfugiant derrière cette identité. Par conséquent l'obtention par les groupes mûrissant dans la ville d'une « personnalité juridique » a ouvert la voie pour les villes de pouvoir devenir de plus en plus des entités aut DIRIGEANTES.<sup>34</sup> L'idée de préserver la source de la richesse émergeant dans les villes et d'en profiter a conduit à l'entente des nobles avec la bourgeoisie urbaine. Donc, le droit et les institutions urbaines, ayant vu le jour dans ce processus caractérisé par la modification considérable du tissu urbain, ont préparé un terrain propice à la constitution de la société civile.

Le fait que l'argent dispose d'un large domaine d'utilisation, l'augmentation des richesses, la généralisation de la propriété et l'émergence des nouvelles modes de vie grâce à l'économie de marché se développant au XIII<sup>ème</sup> siècle à travers l'Europe ont conduit également à l'émergence du phénomène de la société civile.<sup>35</sup> Ainsi, l'émergence de l'Etat-nation moderne et de la société civile moderne à l'Occident a eu lieu du fait des conditions originales vécues par les sociétés occidentales. La souveraineté théocentrique de l'église au Moyen Age est entrée dans un processus de rupture avec le temps et l'individu a gagné son « autonomie » consécutivement à la transformation subie. Donc, nous pouvons dire que la société civile moderne, en tant que telle, est un produit de la modernité occidentale. Les compositions politiques et philosophiques constituant la surface interne de la modernité occidentale ont été déterminantes également en ce qui concerne l'émergence des valeurs qui rendent significative la société civile. De ce point de vue, l'autonomie et l'originalité de l'individu qui se mettent au premier plan et se concrétisent par l'humanisme sont primordiales. La conception d'individu ayant conscience de ses droits et ses responsabilités au lieu de la conception de sujet reconnaissant sans questionner les dogmes religieux du Moyen Age fut une des dynamiques fondamentales dans la constitution de la société civile.<sup>36</sup>

Brièvement, la dissolution des relations productives féodales, l'émergence des villes libres, de la bourgeoisie (en tant qu'une *classe pour soi*) et des principes des libertés individuels, propriétaires et juridiques (*habeas corpus*) au sein des privilèges

<sup>34</sup> Şerif Mardin, **Türkiye'de Toplum ve Siyaset**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, pp. 10–11.

<sup>35</sup> Ömer Çaha, « Osmanlı'da Sivil Toplum », **AÜ Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, vol. 49, no. 3, 1994, p. 80.

<sup>36</sup> Özkan Yıldız, « Sivil Toplum, Demokrasi ve Çoğulculuk », **Sivil Toplum**, vol. 2, no. 5, 2004, p. 86.

pourrissantes aristocratiques ; tous ces développements sociaux, politiques et économiques ont préparé le chemin en Occident pour la formation de la modernité et du capitalisme. Donc, la société civile aussi s'est reformée tout au long de cette période des changements révolutionnaires par rapport à la vie tranquille du Moyen Age.<sup>37</sup> Vers la Renaissance et les Lumières, on commence à rencontrer aux quelques débats sur les nouvelles définitions du concept de société civile en tant qu'une notion qui porte les quêtes des hommes pour la liberté et l'autonomie de la société politique.

Hobbes doit être considéré comme l'une des pionnières de ce nouveau paradigme de la société civile ce qui commence à se différencier de son ancien définition qui l'identifie avec la société civile ou l'Etat. D'après Hobbes, l'Etat est « *societas naturalis* » formé par les individus libres et égaux en tant que antithèse de l'état naturel et la société civile est une société institutionnalisée et formée postérieurement. Puis, le contrat social est créé non pas par une société mais par un Etat. Dans son œuvre intitulé « *Leviathan* », Hobbes appel cette formation forcée, c'est-à-dire, la création de la pouvoir de l'Etat, sous le même nom de *Leviathan*. Quant à l'intégration de la société, elle n'est réalisée que par le pouvoir étatique. Selon lui, les lois naturelles ne dictent pas la création de la société civile en abandonnant l'état naturel. De ce point de vue, Hobbes a mis au premier plan la qualité conflictuelle et agressive de l'individu.<sup>38</sup> Nous pouvons trouver cette perspective à sa phrase la plus célèbre : « *Homo homini lupus* ». Après tout, on peut dire que Hobbes s'est fortement opposé à l'idée civique lui-même, plaidant en faveur d'un gouvernement fort et souverain, doté de tout droit de commander à ses sujets. En fait, Hobbes a rendu un moyen sophistiqué de la monarchie absolutiste. Mais dans la façon particulière dont il l'a fait, il a fondé les bases de la théorie de la légitimation politique moderne. Le rôle de Hobbes est essentiel à l'établissement de la théorie du contrat social. À cet égard - et sans doute contre sa propre volonté –la pensée politique de Hobbes doit être considéré cruciale pour la société civile.<sup>39</sup>

Un autre philosophe de la même époque, qui est surtout connu pour ses contributions au libéralisme et à la théorie du contrat social, c'est John Locke. Mais

---

<sup>37</sup> Alaeddin Şenel, **op.cit.**

<sup>38</sup> Gülsün Erdoğan Tosun, **op.cit.**, p. 32.

<sup>39</sup> Mehmet Ali Ağaoğulları, Cemal Bali Akal et Levent Köker, **Kral-Devlet ya da Ölümlü Tanrı**, Ankara: İmge Yayınları, 1994, p. 56.



cependant il se diffère politico-idéologiquement de Hobbes dans le contexte de ses pensées sur les principes politiques de la pouvoir d'Etat. En général, contrairement à Hobbes, Locke a fait valoir contre le régime absolutiste et en faveur de la séparation des pouvoirs. Son importance particulière à l'égard de la société civile tient à son interprétation du rôle de l'Etat moderne. En bref, Locke peut être décrit comme le premier théoricien du contrat, qui a examiné l'Etat d'être rien, mais un instrument indispensable de l'application des lois.<sup>40</sup> Selon Locke, l'Etat n'accorde pas de droits. Au lieu de cela, il protège seulement le droit naturel de tout individu. En outre, Locke a affirmé que toute société a le droit de renverser le gouvernement, si elle n'agit pas de façon légitime, c'est-à-dire, agissant sans le consentement des gouvernés ou faillant dans la protection de la vie, la liberté et la propriété. Locke croit que cette trilogie devrait être l'essence de la vie civile. Enfin, il a grandement contribué à l'idée de la société civile à travers son plaidoyer pour la tolérance. L'évocation de l'administration civile dans l'approche politique de Locke indique que pour lui, la société civile et la société politique deviennent les alternatives de l'une et l'autre.<sup>41</sup>

Au-delà de contribuer à la formation de la société civile en tant qu'un concept, la philosophie politique de Locke a renforcé indirectement les bases les plus importantes de la société civile grâce à ses contributions à la pensée des Lumières et aux principes politiques démocratiques. Les nouvelles institutions et principes modernes comme le républicanisme, le libéralisme économique et politique, la liberté d'expression, l'autorité de la loi, ceux qui trouvent leurs bases et légitimités philosophique à la pensée des Lumières, ont créé un bond qualitative et quantitative énorme dans l'histoire occidentale. Concernant le sujet de ce mémoire, peut-être, l'émergence d'une sphère publique sous la forme de la société civile doit considérée comme l'aspect le plus important du siècle des Lumières. Il a été défini par le droit de s'associer librement en tant que citoyens comme un précepte de base de la société démocratique. Cette sphère publique a été politique, mais il était aussi social et culturels de caractère. Nouvelles sensibilités intellectuelles et morales ont redéfini les relations humaines avec la nature. Les réalités pratiques de cette reconfiguration civilisationnelle se sont apparues dans une effusion de nouvelles idées politiques et

---

<sup>40</sup> Mehmet Akad et Bihterin Vural Dinçkol, **Genel Kamu Hukuku**, İstanbul: Der Yayınları, 2002, pp. 114–115.

<sup>41</sup> Gülgün Erdoğan Tosun, **op.cit.**, p. 33.

sociales, assistée par l'émergence d'une culture de masse de la presse écrite et d'une société vigoureuse des cafés.<sup>42</sup>

Adam Ferguson, qui est un personnage contemporain et un concitoyen de Locke, est une autre philosophe politique qui pense à son époque sur le concept de société civile. Il est bien connu par son œuvre intitulé « *An Essay on the History of Civil Society* ». Bien que Ferguson soit souvent identifié comme le créateur du terme la « société civile », le terme a été en fait dans l'usage commune au cours de son temps, ce qui dénote une unité sociale plus grande et différente d'une tribu et les plus avancés ou civilisés que les types grossiers ou barbares. Il a également été le synonyme de la société sous un gouvernement, une compréhension datant de l'époque classique et Ferguson englobe en partie cette conception générale, mais la développe également.<sup>43</sup>

La principale contribution de Ferguson ici réside dans son insistance sur le caractère auto-organisant et spontané de la société civile ainsi que les connotations positives normatives auxquels il imprègne le terme. Bien que Ferguson définit nulle part systématiquement ce qu'il entend par « la société civile », il est évident que cela signifiait beaucoup plus pour lui que tout simplement vivre sous un gouvernement et qu'elle n'était pas limitée aux sociétés économiquement développées. Selon Ferguson, la société civile est (et a toujours été) notre habitat. Elle est un état d'ordre social ; une condition où un peuple s'est organisé et en particulier, où il auto-organise ; où tous deux normes informelles et lois positives génèrent la bonne conduite et l'utilisation de la violence est modérée et réglementée. C'est pourquoi le marché, les organisations bénévoles sociales et religieuses, ainsi que l'État et ses institutions juridiques, politiques et militaires sont tous comme relevant de la société civile.<sup>44</sup>

Comme nous avons donné des exemples majeurs ci-dessus, avec le XVII<sup>ème</sup> siècle, la société civile a commencé à être étudiée pour la première fois dans le contexte des concepts de contrat social et de passage à l'état civil des gens vivant à

---

<sup>42</sup> Nous devons y ajouter qu'en dehors de cette sphère publique prospère ont été les classes inférieures. La société des Lumières a, d'une manière rude, appliqué la raison à la réglementation de la pauvreté. Cela produit un système de charité publique qui a transformé sa signification eschatologique dans un système séculaire de contrôle social.

<sup>43</sup> John Keane, *op.cit.*, 1994, p. 54.

<sup>44</sup> Hüsamettin İnaç ve Selami Erdoğan, « Farklı Kuramsal Perspektifler Çerçevesinde Sivil Toplum Tartışmalarının Karşılıklı Analizi », *Ege Akademik Bakış Dergisi*, no. 11, pp. 2–3.

l'état de nature suite à un accord parmi eux était prévu.<sup>45</sup> La transformation du concept de société civile vers son sens contemporaine se commence à partir de la deuxième moitié du XVIIIème, avec Paine et Rousseau. A la première moitié du XIXème siècle, Tocqueville et Hegel renforcent cette transformation. Dans la pensée de Hobbes, Locke, et Ferguson on ne peut pas rencontrer à une conception de société civile en tant qu'une entité autonome et séparé de la société politique et de l'Etat. Surtout, ces penseurs l'utilisent comme le synonyme de la société politique.<sup>46</sup> Paine, qui est l'une des penseurs qui clarifient la distinction entre la société civile et l'Etat, attire l'attention en réalisant cette rupture théorique pour la première fois. Dans son pamphlet très influent, intitulé « Common Sense », publié en 1776, Paine a introduit le terme « société civilisée » comme une forme de l'association naturelle et autorégulatrice potentiellement, contrebalancé au « gouvernement », qui a été, à son avis, au mieux un mal nécessaire et artificiel. Bien que Paine ait été vague sur ce qu'il entendait précisément par la société civile, il a popularisé les valeurs et les idées qui ont façonné cette vision alternative du monde, où les citoyens actifs associent librement à la poursuite de la liberté et de l'égalité. Outre, sa publication de l'œuvre « Rights of Man » au cours de 1791-1792, a fourni un modèle pour « la civilisation démocratique moderne ».<sup>47</sup> Ce livre est devenu le texte de base révolutionnaire de son temps. Paine a y fait valoir que tous les hommes et les femmes naissent égaux, avec des droits égaux. Ce fut la base des droits civils, ce qui est appelé aujourd'hui les droits de l'homme. Paine a considéré la société civile comme la base pour la réalisation de l'égalité des droits pour tous les citoyens. Il a embrassé une philosophie radicale de l'égalité dans laquelle un Etat-providence serait construite qui donnerait: un droit à l'assistance aux pauvres; l'enseignement élémentaire, les allocations familiales pour les enfants de moins de 14, les pensions de vieillesse, les prestations de maternité, les indemnités funéraires, l'expérience de travail pour la formation des jeunes et les travaux publics pour les chômeurs. Afin de payer pour son Etat-providence, Paine a préconisé une réduction des dépenses militaires et un système

---

<sup>45</sup> Mete Tunçay, « Sivil Toplum Kuruluşları ile İlgili Kavramlar », **Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar**, A.N. Yücekök, İ. Turan ve M.Ö. Alkan, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları, 1998, p. X.

<sup>46</sup> Krishan Kumar, « Civil Society: An Inquiry into the Usefulness of an Historical Term », **The British Journal of Sociology**, vol. 44, no. 3, 1993, p. 377.

<sup>47</sup> Thomas C. Walker, « The Forgotten Prophet: Tom Paine's Cosmopolitanism and International Relations », **International Studies Quarterly**, vol. 44, no. 1, 2000, pp. 51-72.

d'impôt progressif sur le revenu. On peut faire valoir que le message de Paine a prévu les politiques de la démocratie sociale et de l'Etat-providence du XXème siècle.<sup>48</sup>

Les débats sur la relation entre l'Etat et la société ont continué à rester un sujet de discussion fondamental dans la pensée politique européenne en passant à travers les débats sur « le droit naturel » et « le contrat social » et on peut dire que c'est Hegel qui a réalisé l'étude la plus détaillée à ce propos. Hegel considère la société civile comme une étape d'une classe sociale, d'un progrès social et la définit comme l'étape entre la famille et l'Etat. Il utilise le terme « *Bürgerliche Gesellschaft* » afin de définir cette dimension de classe du concept. Dans ce domaine, les individus, les classes sociales, tout type d'institutions et d'établissements sociaux expriment la société civile et dans cette société les individus sont interdépendants par les liens juridiques et économiques. Hegel dissout et intègre l'individu et la société civile dans l'institution étatique, d'après cette approche.<sup>49</sup> Selon Hegel qui attribue des caractéristiques négatives à la société civile, celle-ci constitue un espace de vie éthique situé entre la famille et l'Etat et produit dans le processus historique. Selon la pensée de Hegel qui défend que la société civile conduirait à des conflits sociaux, la société civile constitue l'espace ou le milieu dans lesquels s'effectuerait le contrat. Hegel affirme que l'individu ne va s'orienter que vers ses propres intérêts comme la structuration, en dehors du domaine économique de l'Etat, ce qui nous mène à dire que la société civile est le domaine de conflit des intérêts individuels particuliers. La domination des fins et des intérêts privés signifie la dissolution et la dislocation de la société civile et l'existence de l'Etat est inévitable afin de ne pas permettre cette dissolution.<sup>50</sup>

Juste comme Paine et Hegel, Tocqueville aussi distingue la société civile du domaine de l'Etat, mais, il se distingue en y ajoutant la société politique comme une troisième unité.<sup>51</sup> Son œuvre « Démocratie en Amérique » est une citation caractéristique influente non seulement dans son temps, mais aussi dans la littérature contemporaine de la société civile. Les descriptions enthousiastes de Tocqueville des municipalités et de l'autonomie administrative, qui sont en contraste avec la

<sup>48</sup> Robin West, « Thomas Paine's Constitution », *Virginia Law Review*, vol. 89, no. 6, 2003, pp. 1413-1461.

<sup>49</sup> İsmail Doğan, *op.cit.*, p. 25.

<sup>50</sup> Ali Yaşar Sarıbay, *Siyasal Sosyoloji*, İstanbul: Der Yayınları, 1998, p. 150.

<sup>51</sup> Krishan Kumar, *op.cit.*, p. 381.

bureaucratie aristocratique de la France, forment la majeure prise de pied dans « Démocratie en Amérique » pour les théoriciens et les praticiens de la société civile contemporaine. Tocqueville a décrit un monde où la liberté a été équilibrée avec le devoir, l'indépendance équilibrée avec la retenue, où le peuple a gouverné de manière efficace au niveau local, se tournant rarement vers l'Etat pour l'aide. L'importance des associations dans l'histoire et la formation sociale des États-Unis est un aspect clé de l'analyse de Tocqueville à travers son analyse de nombreux sujets, y compris les spécificités institutionnelles du gouvernement démocratique, comment fonctionne le fédéralisme, l'esprit des institutions juridiques, ainsi que le maintien d'un gouvernement démocratique à travers l'inculcation des bonnes mœurs. Ils étaient en effet les associations politiques, plutôt que les associations civiques, qui ont occupé la plupart de l'attention de Tocqueville dans ce livre.<sup>52</sup> Les associations sont non seulement essentielles pour lutter contre la tyrannie de la majorité au sein des gouvernements démocratiques, mais Tocqueville affirme aussi que les associations aident à maintenir l'équilibre entre le centre et la périphérie par être un contrepoids à la tendance naturelle de la démocratie pour créer de grandes administrations centrales. Tocqueville peut être considéré comme un théoricien de l'État et de la société civile, concerné par les actions de l'objet des associations et par l'égalité des conditions créées par la démocratie, en regardant vers l'histoire et l'avenir.

Jusqu'ici, nous avons essayé de définir le concept de société civile, en tant qu'un concept engendré dans le développement de la société et de l'ethos bourgeoise occidentale. On peut dire que tous ces penseurs qu'on avait mentionnés, ont discuté la société civile à la mesure qu'elle ouvrît la voie pour une société plus libre, démocratique et plurale. Bien sur, Karl Marx et l'une des penseurs de cette époque où l'on a commencé à parler de la société civile en tant qu'une entité se différenciant de l'Etat ou de la société politique. Mais, il est clair que la vision de Marx est strictement différente que celles des penseurs bourgeois. Car, la vision du monde de Marx ou l'idéologie marxiste suit un monde dans lequel les classes et les Etats vont se dissoudre. Cependant, tandis qu'il a une « autre » perspective pour la société civile, il aussi en parle dans ses œuvres. Pour Marx, la société civile est l'ensemble des relations économiques entre les individus qui émergent dans le développement évolutif des forces de production. La différence essentielle, en tant que telle, qui

---

<sup>52</sup> Keane, *op.cit.*, 2003, p. 36.

distingue Marx de ses contemporains se montre par le fait qu'il ait développé un point de vue destiné à dépasser la dichotomie entre la société civile et l'Etat.<sup>53</sup>

Dans la perspective de Marx, la société civile ne disparaît pas en la personne de l'Etat mais au contraire elle est reproduite car la classe puissante et dominante des moyens de production dans la société civile fixe également l'Etat et ses normes.<sup>54</sup> On peut trouver sa conception plaine de la société civile dans son œuvre intitulé « Idéologie allemande ». Il y explique la société civile ainsi :

La forme des échanges, conditionnée par les forces de production existant à tous les stades historiques qui précèdent le nôtre et les conditionnant à leur tour, est la société civile qui, comme il ressort déjà de ce qui précède, a pour condition préalable et base fondamentale la famille simple et la famille composée, ce que l'on appelle le clan, dont les définitions plus précises ont déjà été données ci-dessus. Il est donc déjà évident que cette société bourgeoise est le véritable foyer, la véritable scène de toute histoire et l'on voit à quel point la conception passée de l'histoire était un non-sens qui négligeait les rapports réels et se limitait aux grands événements historiques et politiques retentissants. (...) Le terme de société civile (*bürgerliche Gesellschaft*) apparut au XVIII<sup>e</sup> siècle, dès que les rapports de propriété se furent dégagés de la communauté antique et médiévale. La société civile en tant que telle ne se développe qu'avec la bourgeoisie; toutefois, l'organisation sociale issue directement de la production et du commerce, et qui forme en tout temps la base de l'État et du reste de la superstructure idéaliste, a toutefois été constamment désignée sous le même nom.<sup>55</sup>

Les idées de Marx sur la société civile ont inspirés les générations consécutives des intellectuelles. Cependant, on peut dire que l'idéologie marxiste a engendré plusieurs interprétations de ses idées dans le XX<sup>e</sup> siècle, et on peut rencontrer à quelques approches marxistes qui interprètent la société civile d'une manière différente que celui de Marx. L'une de ces intellectuelles c'est Gramsci, un philosophe et journaliste marxiste italien, qui est devenu célèbre à partir des années 1920. Gramsci reformule le concept de société civile ainsi : l'Etat = la société politique + la société civile.<sup>56</sup> L'analyse de société civile faite par Gramsci en tant que théoricien de superstructure, consiste en la spécification des domaines politique, culturel et économique avec lesquels elle est considérablement en relation. Néanmoins le concept d'hégémonie qui est au premier plan chez Gramsci, décrit un type de contrôle social et politique. Ici, le contrôle rassemble la contrainte au sens de pouvoir physique et le consentement au sens de persuasion intellectuelle, morale et

<sup>53</sup> Mehmet Yetiş, « Marx ve Sivil Toplum », *Praksis*, no. 10, Yaz Güz 2003, p. 35.

<sup>54</sup> Ömer Çaha, *op.cit.*, p. 82.

<sup>55</sup> Karl Marx, *Alman İdeolojisi (Feuerbach)*, Ankara: Sol Yayınları, 1992, p. 41.

<sup>56</sup> Gülgün Erdoğan Tosun, *op.cit.*, p. 45.

culturelle. Bien que les deux concepts coexistent, les classes, les relations entre l'Etat et la société civile reposent sur le consentement plutôt que la contrainte.<sup>57</sup> Dans la perspective de Gramsci, l'hégémonie, en tant que telle, repose sur la société civile puissante, indépendante, reconnaissant de l'autonomie aux institutions privées comme l'éducation, l'église, le parti, le syndicat qui constituent la source du consentement.<sup>58</sup> En somme, Gramsci soutient que les Etats dépourvus d'une société civile doivent immédiatement la construire par la main étatique et affirme que la société civile est un ensemble de relations privées des institutions qui assurent le fonctionnement de l'hégémonie en question quand il définit la société civile comme l'hégémonie culturelle et politique d'un certain groupe social sur l'ensemble de la société.<sup>59</sup>

Avant de conclure, nous devons aussi ajouter qu'on a témoigné à une prolifération des théories de la société civile dans le XX<sup>ème</sup> siècle. Parmi ces théories, celui de Habermas comporte une importance essentielle. Même on peut dire que le concept de « espace publique », tel est conceptualisé par Habermas, a amené des nouvelles dimensions à la perspective de société civile.<sup>60</sup> Habermas attribue à la société civile un rôle essentiel: la société civile reprend ces déficits qui sont vécus par les différents groupes dans le monde. Ces opinions et intérêts publics influencent potentiellement les électeurs qui, à leur tour, ont un impact sur la concurrence entre les partis politiques. En fin de compte, les électeurs peuvent contester la légitimité d'un gouvernement.<sup>61</sup> Dans le même temps, cependant, Habermas n'attribue pas à la société civile une position centrale. Comme l'un d'entre différents domaines de la communication politique, la société civile se situe à la marge de la sphère publique politique ; ou il est même un élément extérieur à la sphère publique. Cette dernière perception est également indiqué par l'affirmation que la société civile dispose sur « son propre, plus ou moins autonomes sphères publiques ».<sup>62</sup>

<sup>57</sup> Faruk Ataay ve Ceren Kalfa, « Modern Prensten Postmodern Prense: Gramsci'nin Siyasal Parti Kuramı Üzerine », **Akdeniz Üniversitesi İİBF Dergisi**, no.15, 2008, pp. 28–29.

<sup>58</sup> Asiye Aka, « Antonio Gramsci ve Hegemonik Okul », **Balıkesir Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi**, vol. 12, no. 21, Haziran 2009, pp. 28–29.

<sup>59</sup> Gülğün Erdoğan Tosun, **op.cit.**, p. 48.

<sup>60</sup> Pour une explication brève du concept « espace publique », voir Jürgen Habermas, « Kamusal Alan : Ansiklopedik Bir Makale », **Birikim**, No 70, 1995, pp. 62 – 66.

<sup>61</sup> Jeffrey Alexander, **The Civil Sphere**, New York: Oxford University Press, 2006, pp. 71–72.

<sup>62</sup> Myra Marx Ferree, William A. Gamson, Jürgen Gerhards and Dieter Rucht, « Four models of the public sphere in modern democracies », **Theory and Society**, vol. 31, no.3 June, 2002, pp. 300 – 302.

Afin de conclure ce sous-chapitre, faisons un petit résumé de tous ce que nous avons discuté jusqu'ici. Lorsque l'on survole l'histoire de la société civile en tant que concept spécifique, il devient clair que sa signification a vécu une véritable transformation depuis l'Antiquité. Tandis qu'au début de son émergence, le concept de société civile signifiait la société politique ou une communauté des hommes qui sont capables de devenir des membres de la cité, le siècle des Lumières témoigne de la transformation du sens du concept vers une position plus autonome de la société politique, c'est-à-dire, de l'Etat. Enfin, il devient possible de parler de la séparation (et même de la dichotomie) entre la société civile et l'Etat, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aujourd'hui. Il y a un consensus sur la définition de la société civile contemporaine en tant que domaine non-étatique.

Donc, ayant la conscience des limitations d'aucune définition de la société civile, nous pouvons essayer de définir la société civile moderne/contemporaine en tant qu'une espace sociale, où l'on s'efforce à limiter la couchette de l'Etat, du pouvoir et de la société politique en faveur des libertés individuelles et les droits civiques. D'autre part, en se fiant aux acquisitions historico-sociales, les sujets composants de la société civile s'efforcent aussi à tenir la capacité d'effectuer et de former de l'Etat en un frontière ou une distance précise. Les relations entre la société civile et l'Etat se répandent dans une scala partant des situations concrètes conflictuelles allant jusqu'à la coopération, et il y a toujours une relation stressée entre eux. Parce que la société civile est en position fragile et faible devant les instruments de force de l'Etat et l'Etat aussi est obligé de garder sa légitimité dans la société civile. En somme, il est possible de dire qu'il y s'agisse d'une corrélation de l'Etat forte – la société civile faible. Plusieurs penseurs défendent cette séparation dans le sens d'une vraie dichotomie. Parmi eux, Wood se distingue en tant qu'un penseur socialiste qui souligne l'importance de la société civile pour un nouvel système socialiste :

Cette dichotomie correspond apparemment à l'opposition entre la coercition, telle qu'elle est inscrite dans l'Etat, et la liberté ou l'action bénévole, qui appartient à la société civile. La société civile peut être submergée ou éclipsée de différentes manières et de degrés par l'Etat, et les différents systèmes politiques ou des 'régions historiques' entières peuvent varier selon le degré d'autonomie qu'ils accordent à la sphère non-étatique. Il s'agit d'une caractéristique particulière de l'Occident, par exemple, qu'il a donné lieu à une séparation particulièrement bien développée de l'Etat



et de la société civile et, partant, une forme particulièrement avancée de la liberté politique.<sup>63</sup>

Cependant, tandis que ces deux dynamiques semblent d'être strictement en cotés dichotomes, il ne faut pas surestimer cette relation « conflictuelle ». Car, dans la chaque instance, la société civile n'a aucune chance de rompre toutes ces relations/interactions avec l'Etat. Elle suit ses activités dans les frontières juridiques déterminées par l'Etat, mais d'autre part, elle a la liberté de combattre avec ces frontières. Il est toujours impossible de parler d'une équivalence des forces ou des pouvoirs de la société civile et l'Etat. Dans le sous-chapitre suivant, nous allons discuter les conditions historiques sociopolitiques pour une société civile ottomane en considérant tous ce que nous avons expliqués ici sur le concept de la société civile.

## **1.2 De l'Empire ottoman à la République, quelques caractéristiques de la société civile en Turquie**

La société civile, en tant qu'on l'a expliquée jusqu'ici, prend diverses significations dans la formation historique –partant de l'Antiquité et allant jusqu'au siècle moderne : En générale, nous pouvons dire qu'alors que la société civile signifiait la société politique au début, elle s'est transformé en une position autonome de l'Etat. Cependant, quand on arrive au XX<sup>ème</sup> siècle, nous témoignons à une sorte de régression de l'autonomie des sociétés civiles avec la formation des Etats-nations dans les sociétés qui peuvent être considérées dans le cadre des modernisations tardives. C'est-à-dire, tant que les nouveaux Etats-nations se sont devenus hyperpuissants, les sociétés civiles, qui se sont héritées du Moyen Age, ont aussi perdu leurs domaines autonomes. Donc, pendant ce processus elles se sont devenues faibles et ont été oppressées par les interventions uniformisantes des sociétés politiques.<sup>64</sup> Hoffman explique cela dans le contexte de la formation des pouvoirs totalitaires au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Il exprime que l'Europe, dans le sillage des succès militaires et diplomatiques initial de l'Allemagne nazie, est devenu de plus en plus dominé par des régimes autoritaires et fermé toutes les associations volontaires et méprisé la démocratie libérale :

---

<sup>63</sup> Ellen Meikins Wood, « The Uses and Abuses of Civil Society », **Socialist Register**, vol. 26, 1990, p. 64.

<sup>64</sup> Stefan-Ludwig Hoffmann, **Civil Society 1750–1914**, New York: Palgrave Macmillan, 2006.

L'une des premières choses qu'un régime totalitaire fait pour protéger son pouvoir est de supprimer la vie associative locale. Les Fascistes allemands et les Staliniens soviétiques ont comme remplacé les associations avec des organisations de masse centralisées et contrôlées. Cela n'a pas du jour au lendemain. En Union soviétique, la vie associative avait un renouveau étonnant, mais de courte dans les années 1920. (...) Seulement avec l'avènement du stalinisme dans les années 1930 que 'l'organisation sociale' s'est devenu quelque chose tout à fait différente. Pour être actif dans la société sous le stalinisme signifiait le service à l'Etat socialiste et à sa protection militaire. Les organisations à cette période se ressemblaient juste superficiellement à des associations volontaires de la Russie pré-révolutionnaire. Comme dans l'Allemagne nazie, tous les citoyens soviétiques devaient être des membres des organisations de masse qui ont été contrôlés avec rigueur par le parti et surveillés étroitement par la police et des services secrets.<sup>65</sup>

Dans ce mémoire, où l'on essaie de discuter la société civile dans le processus de la formation du régime monopartite en Turquie, il est aussi possible de parler de l'importance de l'influence de la construction de l'Etat-nation turc sur la société civile qui est héritée de la société ottomane. Mais afin de pouvoir discuter cela, nous devons rechercher s'il est possible de parler d'une société civile ottomane dans le sens d'une société qui s'est commencé à se moderniser depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Pour cette raison-là, dans ce sous-chapitre, nous allons regarder à l'accumulation historique de la société civile ottomane, au contexte sociopolitique, qui conditionne l'existence du phénomène, et en somme au caractère essentiel du régime ou de l'ordre ottoman en voie de l'organisation des relations sociales, économiques et politiques. On peut parler de trois dimensions analytiques essentielles qui différencient la société ottomane de celles occidentales dans le sens des conditions vitales pour l'émergence de la société civile libre. Ces trois dimensions sont la relation de centre-périphérie, le système de *millet*, et le patrimonialisme.

Beaucoup des théories qui expliquent les rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale met la *relation de centre-périphérie* au centre de leurs analyses.<sup>66</sup> Grâce à cette conceptualisation des relations binaires, les questions comme la division du travail internationale ou l'intégration des économies locales à l'économie mondiale devient plus évidentes. Il est aussi possible de dire que le point commun des principaux modèles qui expliquent bien l'histoire de la vie politique turque, c'est

---

<sup>65</sup> *ibid.*, p. 83 – 84.

<sup>66</sup> Pour l'une de ces analyses, voir Immanuel Wallerstein, **Modern Dünya Sistemi 1. Cilt: Kapitalist Tarım ve 16. Yüzyıl'da Avrupa Dünya-Ekonomisinin Kökenleri**, İstanbul: Bakış Yayınları, 2004.

qu'ils abordent la politique dans le cadre d'un conflit mutuel entre les élites centrales et les forces traditionnelles périphériques. Selon cette perspective, la lutte et l'interaction entre ces deux pôles déterminent et forment la culture et le champ politique turc.

On peut trouver l'explication de la base socioéconomique de cette décomposition à la discussion sur la lutte entre le « centre » et la « périphérie », conceptualisée par Şerif Mardin. En partant du postulat d'Edward Shils, qui énonce que chaque société a un centre,<sup>67</sup> Mardin a abordé la relation du centre avec la périphérie comme une rupture et en a affirmé qu'il existe une rupture entre le gouvernement (officiel et local) et son peuple et aussi entre le centre de l'Etat et l'Anatolie à l'échelle spatiale. Malgré l'effort entrepris dans le domaine administratif et poursuivi depuis des années, avec la modernisation, les relations échelonnées n'ont pas pu être établies entre le centre et la périphérie. Selon Mardin, l'axe principal de la division sociale dans l'Empire ottoman dont l'histoire et la culture sont très différentes de la ligne du développement occidental, n'est pas celui des classes sociales et des conflits de classes; la division et le conflit principaux circulent entre le centre et la périphérie. Selon Mardin, le centre et la périphérie sont les composants fondamentaux de la vie politique ottomano-turque et l'essentiel du sujet est l'effort du centre pour mettre la périphérie sous son contrôle.<sup>68</sup>

D'après Mardin, la permanence à partir de l'Empire ottoman jusqu'à la République de Turquie réside en la conception du centre et le conflit entre le centre et la périphérie, et la rupture semble se baser sur cette relation qui est vécue dans l'axe de l'Etat-nation. La conception de centre axée sur l'Etat-nation suppose que la modernité obtiendrait la probabilité en transformant la périphérie en personnalité moderne et ce en niant les formes culturelles et les constructions d'identités symboliques constituant la périphérie au lieu de les reconnaître. A ce point de vue, une véritable conception d'Etat-nation agit de concert avec une conception de « nation organique et homogène » qui s'identifierait avec la formation de l'Etat moderne. C'est pourquoi la gestion de société indexée sur le centre tend à définir la

<sup>67</sup> Âlim Arlı, « Devletin Sürekliliği, Devrimin Muhafazası, Toplumun Denetimi Sorunu: Merkez Çevre Paradigmasının Sınırlılıkları Üzerine Notlar », **Toplum ve Bilim**, no. 105, 2006, p. 101.

<sup>68</sup> Ahmet Çiğdem, Fethi Açikel, Nemci Erdoğan et Tanıl Bora, « Şerif Mardin'le Merkez Çevre Analizi Üzerine », **Toplum ve Bilim**, no. 105, 2006, p. 7.

périphérie en tant que « la nation qui sera modernisée et se deviendra contemporaine » alors qu'elle détermine l'utilité publique et la volonté générale dans le domaine politique identique à l'Etat. La périphérie ne doit pas contenir des diversités, au contraire elle doit subsister comme une « entité homogène et organique ». <sup>69</sup>

Un autre auteur, Heper a été un des figures qui a utilisé le paradigme de centre-périphérie afin d'expliquer la politique turque. Heper désigne les personnes et les groupes détenant l'autonomie de l'Etat et l'absolutisme sur la politique par la notion de centre. <sup>70</sup> Soulignant la détermination de la politique turque par l'attitude de l'élite bureaucratique militaire dominante et par la tradition de l'Etat héritée de l'Empire ottoman, Heper précise qu'à l'époque de la République la politique centrée sur le centre était remplacée non pas par la politique centrée sur la société civile mais aussi par la politique centrée sur les partis politique (bureaucratiques-centralistes). <sup>71</sup> Les catégories du centre et de la périphérie utilisées dans le cadre culturel par Mardin afin de représenter la rupture entre le gouvernant et la société civile, sont aussi utilisées par Heper qui les repose sur un axe centré sur l'Etat pour la compréhension d'un contexte où l'Etat encadre le centre, où donc l'activité politique est poursuivie sous le monopole de l'Etat et les probables foyers d'activité politique alternatifs sont d'emblée immobilisées. Dans ce cadre nous rencontrons l'Etat lui-même comme le principal acteur politique puisqu'il monopolise le domaine d'activité politique.

En interprétant la modification des relations du centre et de la périphérie lors du passage de l'Empire ottoman à la République, Sunar et Sayarı affirment que le précipice entre le centre et la périphérie était réduit, bien que peu, par les organisations religieuses-islamiques et notamment par les sectes dans l'Empire ottoman, tandis qu'à l'époque républicaine l'abolition totale de ces structurations par le pouvoir séculier avait augmenté le précipice et la tension entre le centre et la périphérie. <sup>72</sup> En somme, l'Etat accaparant le centre met en même temps sous sa domination le domaine d'activité politique et/ou les foyers de politique alternatifs

<sup>69</sup> Şerif Mardin, **Türkiye'de Toplum ve Siyaset**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, pp. 35–79.

<sup>70</sup> Suavi Aydın, « Paradigmada Tarihsel Yorumun Sınırları: Merkez Çevre Temellendirmeleri Üzerinden Düşünceler », **Toplum ve Bilim**, no. 105, 2006, p. 79.

<sup>71</sup> Ahmet Yılmaz, « Neo Liberal Dönüşüm Sürecinde Türkiye'de Devlet Toplum İlişkileri, Toplumsal Sınıf Merkezli Bir Yaklaşım », **Marmara Üniversitesi İİBF Dergisi**, vol. 20, no. 1, 2005, p. 117.

<sup>72</sup> İlkay Sunar et Sabri Sayarı, **State, Society and Democracy in Turkey**, Bahçeşehir University Publication, 2004, p. 71.

relâchés (qu'on peut lire comme la périphérie) ou bien ne peuvent pas accéder au centre ou bien quand ils y accèdent le conflit s'approfondit dans la mesure où ceux-ci n'intériorisent pas les normes d'activité politiques déterminées par les élites. Ceci constitue un fait clé pour la compréhension des troubles du processus de démocratisation en Turquie dans la mesure qu'elle est considérée dans les travaux de Heper comme une des causes essentielles de l'instabilité politique.<sup>73</sup> A propos ce sujet, l'interprétation de İnsel nous fournit une bonne compréhension de la relation centre-périphérie dans l'Empire ottoman :

En ayant la conscience des limites analytiques des théories de centre-périphérie, il ne sera pas mauvais de définir les relations sociopolitiques dominantes dans la société ottomane comme une lutte permanente du centre contre l'autonomie possible de la périphérie.<sup>74</sup>

La deuxième dimension qui nous intéresse dans le contexte de la recherche d'une société civile ottomane, c'est le système social ottoman dit le système de *millet* (*millet sistemi*). Le début de ce système a traditionnellement été daté de peu de temps après la conquête de Constantinople et on peut dire qu'il a fonctionné pour la surdétermination et la formation des relations sociales entre les divers groupes ethniques/religieuses qui vivent dans l'Empire ottoman. Dans ce système, les peuples du sultan ottoman ont été identifiés grâce à la participation de leur communauté religieuse, connue sous le nom de *millet*.<sup>75</sup> Dans le début du XIXème siècle, l'Empire ottoman a reconnu quatre de ces communautés. Au près de millet musulman qui est au pouvoir il y avait trois autres millets non-musulmans subordonnés, à savoir : les chrétiens orthodoxes (les Grecs, les Roumains, les Bulgares, les Serbes, les Albanais, les Valaques, et les chrétiens arabes), les Arméniens et les Juifs.<sup>76</sup> Chaque millet a connu une certaine autonomie financière et juridique et a été dirigée par son chef religieux le plus important basé à Constantinople, qui était responsable devant le gouvernement central pour l'accomplissement des compétences de la Communauté et des devoirs tout au long de l'Empire ottoman. Selon Jenkins, qu'est-ce qui allait devenir le système de millet semble avoir évolué sur plusieurs siècles comme un

<sup>73</sup> Aylin Özman et Simten Coşar, « Siyasal Tahayyülde Devletin Belirleyiciliği: Metin Heper Çalışmaları Üzerine Bir İnceleme », *Doğu Batı*, no. 16, 2001, pp. 81-95.

<sup>74</sup> Ahmet İnsel, *Düzen ve Kalkınma Kışkırcısında Türkiye: Kalkınma Sürecinde Devletin Rolü*, İstanbul: İletişim Yayınları, 1996, p. 86.

<sup>75</sup> Arshi Khan, « Osmanlı İmparatorluğu: Çokkültürlülüğün Doğulu Mimarı », *Osmanlı*, tome 4, Ankara: Yeni Türkiye Yayınları, 1999, pp. 229-235.

<sup>76</sup> Benjamin Braude, « Millet Sisteminin İlginç Tarihi », *Osmanlı*, tome 4, Ankara: Yeni Türkiye Yayınları, 1999, pp. 245-254.

produit de la concentration de la puissance ecclésiastique premièrement et puis communale dans les patriarchats de Constantinople :

Grande partie de la dynamique de ce processus semble provenir non pas de l'Empire ottoman mais des patriarchats de Constantinople eux-mêmes, ce qui exploitaient leur proximité avec l'administration centrale pour accroître leur pouvoir et prestige par rapport aux collectivités locales, puis utilisaient la hiérarchie ecclésiastique afin de consolider leur prééminence. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, d'abord le patriarchat orthodoxe et puis arménien avait réussi à établir eux-mêmes à la fois comme les leaders de leurs communautés et en tant que les représentants de ces communautés à l'administration centrale, et semblent avoir tenté de légitimer leur autorité de facto en prétendant qu'ils avaient été officiellement accordées par Mehmet II. La situation a également adapté l'Empire ottoman, que son pragmatisme initial progressivement cédé la place à un système de gouvernement plus étroitement en phase avec les enseignements traditionnels sunnites sur la réglementation des communautés non musulmanes.<sup>77</sup>

Ces deux dimensions analytiques, qui expliquent les deux aspects fondamentales de l'administration ottomane, nous montrent que la société ottomane a été installée sur une tradition, qui marque la peur du changement sociopolitique dans les frontières de l'Empire. Alors que la relation entre le centre et la périphérie marquait le contrôle total du centre sur la périphérie, jusqu'aux premiers essais de la modernisation au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle, il ne s'agit pas d'un pouvoir central qui toujours force la périphérie à l'intégration aux nouveaux modes et niveaux technologiques, politiques, économiques ou juridiques. Par contre, il s'agit d'une perspective administrative ou politique, qui vise à garder ou à conserver l'état actuel comme telle est.<sup>78</sup> Egalement, le système de millet garantit les statuts isolés et gelés des communautés non-musulmanes. Alors que ces communautés avaient la capacité ou la possibilité pour l'avancement de la modernisation dans l'Empire, le système leur met à un distance stable et empêche l'intervention modernisatrice à la société ottomane.<sup>79</sup> Cependant, dans le même processus en Occident, nous témoignons aux relations de centre-périphérie, où il s'agit d'un échange nouveaux modes et niveaux technologiques, politiques, économiques ou juridiques.

---

<sup>77</sup> Gareth Jenkins, **Political Islam in Turkey: running west, heading east?**, New York: Palgrave Macmillan, 2008, p. 34.

<sup>78</sup> Erdoğan Aydın, **Osmanlı Gerçeği: 'Nizam-ı Alem'in Gayri Resmî Tarihi**, İstanbul: Su Yayınları, 1999, p. 253.

<sup>79</sup> Par exemple, alors que l'imprimerie était arrivée beaucoup plus en avance aux communautés non-musulmanes ottomanes, les musulmans ne l'avaient pas utilisé. Il semble que le système de millet fonctionne ici en tant qu'une barrière devant le développement de l'imprimerie pour la société ottomane en générale.

La troisième dimension qui nous permet d'analyser les conditions pour l'émergence d'une société civile ottomane, c'est le concept de patrimonialisme.<sup>80</sup> En précisant qu'il n'existe pas de la société civile dans l'Empire ottoman du genre occidental et décrivant le gouvernement comme un despotisme oriental, Mardin essaie d'expliquer son point de vue au sein de la conception wébérienne de « la bureaucratie patrimoniale ». Selon Mardin, le modèle de gouvernement bureaucratique constitue l'obstacle majeur devant la société civile qui créerait de la pluralité et de l'espace de liberté entre l'individu et le pouvoir politique.<sup>81</sup> La structure étatique, mettant sous contrôle tous les éléments économiques et politiques, a développé une éthique et un symbolisme tout à fait différents du féodalisme et du capitalisme occidentaux, et donc, dans ce contexte ni le développement de la propriété, ni celui du marché, ni de la personnalité morale n'ont été possibles.<sup>82</sup>

L'Etat bureaucratique patrimoniale est obligé de répandre son autorité à toutes les extrémités de la société et de créer une image de dignité convenable. C'est pourquoi il classe les groupes et les couches sociales en suivant perpétuellement les mouvements et les regroupements sociaux, il donne un rôle précis à chaque couche et garantit avec soin le comportement convenable au rôle attribué.<sup>83</sup> Mardin évalue les variantes économiques et les relations et les pratiques modelés sous l'égide de ceux-ci dans le cadre d'une mentalité économique qui est l'extension des conceptions patrimoniales implicites en abordant les faits de stratification et de classes sociales dans le cadre du patrimonialisme wébérien :

Pensez un système où les valeurs centrales sont les plus influentes -et une société où le manœuvre social est le pouvoir politique poursuivi avec une grande passion- et où non seulement le pouvoir politique contrôle l'économie par le biais du contrôle de l'Etat sur le mécanisme du marché mais aussi une très grande partie des terres exploitables est sous le contrôle de l'Etat. Pensez une société où le statut est le premier déterminant du revenu contrairement aux sociétés occidentales « capitalistes », où les prébendes, les richesses ne sont légitimes que quand elles sont reconnues par l'Etat. Dans une telle société les mécanismes comme la personnalité morale qui rendraient permanente la propriété privée sont considérablement limités; le droit s'est développé non pas

---

<sup>80</sup> Nous devons y ajouter aussi que ce concept auquel on se réfère pour l'explication de la position de domination de l'Etat face à la société est également utilisé pour décrire l'aspect post-républicain le plus souvent.

<sup>81</sup> Şerif Mardin, *op.cit.*, p. 39.

<sup>82</sup> *ibid.*, p. 210, 41.

<sup>83</sup> *ibid.*, p. 36.

comme l'auxiliaire des relations du marché mais étant essentiellement issu du droit pénal.<sup>84</sup>

Selon Mardin, le produit final du changement social turc dispose encore aujourd'hui dans son arrière-plan d'un élément « ottoman ». Donc, en analysant le cas ottoman, Mardin définit le système économique actuel de la Turquie contemporaine comme le nouveau patrimonialisme tardif plutôt que le capitalisme bien que celui-ci contienne les caractéristiques du capitalisme à des degrés de plus en plus croissants. Cette interprétation de Mardin est compatible avec celui de İnsel, qui partage la définition du patrimonialisme faite par Weber ainsi qu'il n'est qu'une forme de l'hégémonie : selon Weber, dit İnsel, la forme de l'hégémonie patrimoniale signifie tous les sortes d'hégémonies dont la direction essentielle est déterminée par les traditions ; mais dont les exigences sont effectuées au nom d'une loi absolue personnelle. Ensuite, İnsel explique son propre point de vue, ainsi :

Nous pensons que cette notion possède une signification plus profonde que d'être juste une forme de l'hégémonie ; d'après nous, le patrimonialisme est une forme de l'organisation sociale. Toutes les terres et les hommes dans cette organisation appartiennent à un patrimoine d'un Etat ; l'identité de l'Etat et celle du sultan se sont emboîtées, elles se sont intégrées.<sup>85</sup>

Selon İnsel, l'une des conséquences la plus importante du patrimonialisme c'est qu'une tradition administrative, qui se considère comme le garant unique de la société, de plus en plus s'est établi en Turquie grâce au patrimonialisme. La structuration de l'Etat turc sur les fonds du patrimonialisme ottoman, a élargit l'espace ontologique d'une subconscient collective étatiste.<sup>86</sup>

En somme de tous ce que nous avons expliqués jusqu'ici, on peut dire qu'il est beaucoup plus difficile de déterminer s'il y existe une sorte de société civile ottomane ou de la différencier dans une vaste pluralité des institutions ottomanes sociales et politiques, qui se sont développées dans un système social fermé et gardé par les normes morales traditionnelles et islamiques. D'après nous, il est impossible de parler d'une société civile dans l'époque classique ou prémoderne ottomane dans le sens d'une société civile occidentale qui se commence à s'émerger aux villes libres à partir du début du Moyen Age. Tandis que le système de millet de l'Empire

---

<sup>84</sup> **ibid.**, p. 198.

<sup>85</sup> Ahmet İnsel, **op.cit.**, p. 43.

<sup>86</sup> **ibid.**, p. 144.



ottoman a fourni quelques libertés sociopolitiques aux communautés non musulmanes, quand on considère le système social ottoman en sa totalité, il est impossible de dire que ces libertés autorisées aux sociétés civiles mineures ne se soient pas élargi envers la société ottomane. Pour cette raison-là, on peut dire que le système de millet a mené à la suffocation d'une société civile ottomane au début de son développement.

Poursuit de cette idée, on peut dire qu'il sera inconvenient de concevoir les institutions ottomanes qui ont été des éléments essentiels de la culture, la vie quotidienne et la société ottomane, comme *lonca*, *tarîqat*, ou *medrese*, parmi les vraies institutions d'une société civile ottomane. Sans doute, on ne peut pas négliger le fait que ces institutions portent des quelques caractères de la société civile ; mais cependant, comme elles n'étaient pas capable à se devenir autonome de l'Etat ottoman, et comme elles toujours étaient institutionnalisées par l'Empire ottoman afin de renforcer le système patrimoniale, il se devient difficile pour nous de leur définir comme des vraies parties d'une société civile ottomane de l'époque classique.

Des plusieurs penseurs aussi soulignent cette aspect de la quête d'une société civile ottomane. En un terme général, l'image de l'Etat dans la culture politique ottomane s'est développée sur toute sorte de privilèges, d'intérêts, de structures, d'entreprises et d'entités privés. Ömer Çaha précise que la culture politique ottomane constitue un obstacle majeur devant l'épanouissement des éléments de la société civile. A l'époque du déclin de l'Empire la bureaucratie a guidé un projet de mutation sociale s'inspirant des institutions occidentales. L'Etat a été transformé en une institution absolue par premièrement le sultan et puis la pesanteur de la tradition centraliste-bureaucratique au sein de la structure politique ottomane. C'est pourquoi les classes étant les éléments essentiels de la société civile comme l'aristocratie et la bourgeoisie observées à l'Occident n'ont pas vu le jour.<sup>87</sup>

Le XIX<sup>ème</sup> siècle, qualifié par Yücekök comme l'époque d'ouverture à l'impérialisme occidental, est censé être le début du modèle d'organisation de la société civile ottomane au sens moderne. Le contrôle de l'Etat sur les rapports de production avant cette période n'a pas donné lieu à la pluralité qui garantirait

---

<sup>87</sup> Ömer Çaha, **op. cit.**, p. 85.

l'émergence de la société civile du fait de l'aspect statique et monolithique de la structure de la société.<sup>88</sup> D'après Doğan, la société ottomane est également traditionnelle et dans les sociétés traditionnelles, l'espace de la vie individuelle est étroit devant le groupe et la communauté. Donc, l'émergence des formations censées se réaliser à l'initiative de l'individu paraît ainsi difficile dans cette structure. Bien que l'orientation des groupes vers certains mouvements et le fait qu'ils soient à la base de plusieurs formations soient des événements fréquents, il est difficile que ces derniers soient des formations se reposant sur l'individu.<sup>89</sup>

Un trait tranchant de la culture politique ottomane est qu'elle s'est développé sur les valeurs originaires du statu quo plutôt que sur celles originaires du marché. Selon Çaha, c'est une conséquence naturelle de la structuration bureaucratique centraliste. Le fait que les classes économiques n'aient pas pu se développer convenablement a incité les sujets ottomans à acquérir d'autorités et de positions au sein de l'Etat et a transformé cette situation à un dogme.<sup>90</sup> La structure culturelle traditionnelle de la société ottomane et l'Islam, étant une valeur sociale, ont joué un rôle renforçant le pouvoir absolu incarné par le Sultan.<sup>91</sup>

La participation du peuple à l'administration a été limitée dans l'Empire ottoman de sa fondation jusqu'à son effondrement. Une révolte sérieuse contre la dynastie n'a jamais eu lieu dans cette structure sociale où le sultan était le seul pouvoir absolu. Ahmet İnel explique cette observation ainsi :

Pendant l'histoire ottomane, on ne rencontre à aucune jacquerie autonome contre le pouvoir central. Même dans les moments les plus violents et denses durant les jacqueries du XVII<sup>ème</sup> siècle, les leaders des mouvements dont la paysannerie a été également un élément d'entre eux, sont des titulaires affaiblissantes de timar, et leurs revendications ont toujours été limitées au slogan : « donnez-nous les têtes ».<sup>92</sup>

Néanmoins les divers groupes culturels constituant la société ont vécu de manière intégrée dans leurs régions mais une formation susceptible de s'opposer à l'administration au sens politique n'a pas été possible. N'est-il pas aussi possible de

<sup>88</sup> Ahmet Yücekök, « Türkiye'de Sivil Toplum Örgütleri Gelişiminin Toplumsal Aşamaları ve Süreci », **Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar**, A. N. Yücekök, İ. Turan et M.Ö. Alkan, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları, 1998, p. 13.

<sup>89</sup> İsmail Doğan, **op. cit.**, p. 30.

<sup>90</sup> Ömer Çaha, **op. cit.**, pp. 83–85.

<sup>91</sup> Ahmet Yücekök, **op. cit.**, p. 13.

<sup>92</sup> Ahmet İnel, **op. cit.**, p. 94.

qualifier les organisations censées être celles de société civile dans l'Empire ottoman comme les éléments de la société civile au sens actuel. Par contre, ces organisations à base d'association artisanale avaient une grande importance dans l'Empire ottoman du point de vue sociale et rendaient grand service notamment pour ce qui est de l'intégration du peuple.

L'approche de Şerif Mardin est aussi convenable avec ce point de vue, car elle consiste à bénéficier davantage de concepts de manière analytique et à contribuer à la formation du cadre culturel qu'il considère être incomplet dans la sociologie turque. Nous pouvons dire que Mardin analyse la société ottomane et les diverses dimensions de la relation « gouvernant-gouverné » par le concept de société civile. Şerif Mardin exprime-t-il ainsi s'il est possible de parler de l'existence d'une société civile ou ses éléments dans l'Empire ottoman :

Dans l'Empire ottoman on peut parler de l'existence partielle des éléments d'une dynamique « civile » correspondant à la définition de ceux qui témoignent d'un despotisme oriental dans la mesure où un espace de propriété privée garanti par la Sharia échappe à leurs yeux. On peut encore alléguer l'existence de la société civile et affirmer la présence de la « société civile » en ce qui concerne le déroulement de la vie privée à l'écart des « Normes du Sultan » protégée par une sorte d'immunité. L'image devient un peu plus troublé quand on prend en considération le travail des corporations, le contrôle de l'état sur les artisans et leur mise à l'écart des institutions politiques. Mais considérant seulement l'Occident, on ne peut pas prétendre que ces contrôles étaient destinés à la corruption et à la disparition de la « société civile ». Ce qui manquait au système, en fait, c'étaient les cités libres et les établissements de type « Stande, Rechts Gemeinschaften » que les français appellent les « corps constitués ».<sup>93</sup>

Dans les débats menés au fond, on défend que ces structurations de « société civile préliminaire » ne ressemblent pas du tout aux formations de la société civile occidentale concernant ni les fonctions et les objectifs, ni la structure organisationnelle, ni la façon d'agir. Une partie des institutions sociales et économiques assumant la fonction de société civile s'insèrent complètement dans la bureaucratie officielle (publique) compte tenu du domaine d'action et du contenu des décisions prises. Quelques autres institutions peuvent être considérées comme des établissements professionnels mis sur pied par les hauts responsables de l'Etat. Il est nécessaire d'évaluer *medrese* agissant dans le domaine d'éducation, les membres du corps scientifique (les oulémas) et les organisations sectaires dans le premier groupe

---

<sup>93</sup> Şerif Mardin, **op. cit.**, p. 29.

et de penser les corporations et les organisations artisanales similaires dans le deuxième groupe.<sup>94</sup>

Ayant parlé des conditions nécessaires pour l'émergence de la société civile dans le premier chapitre, soulignons encore une fois que ces conditions toujours marquent la paramètres essentielles de la modernité occidentale : C'est-à-dire, la vie urbaine libre, la bourgeoisie et les droits civiques sont des principaux paramètres qui ont fait possible pour la formation des sociétés civiles d'une manière autonome des sociétés politique au sein des sociétés européennes qui sont en traine de la route de la modernité. Pour cette raison-là, s'il est de parler des premières institutions modernes de la société civile dans l'Empire ottoman, nous devons attendre la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Après que les reformes de Tanzimat qu'il s'est devenu possible de rencontrer aux exemples préliminaires des institutions civiles dans l'Empire.

Pour concrétiser cette dynamique d'émergence, on peut dire que les sociétés civiles dans l'Empire ottoman ont commencé à s'émerger dans un cadre effectif suite aux années 1860 et expriment une nouvelle ère non seulement du point de vue de constitution en des associations mais aussi du point de vue des sujets comme la presse, l'opinion publique, l'opposition politique, la structuration de l'administration. L'association que les médecins des Etats alliés ont fondée sous le nom *Societe Medicales de Constantinople* suite à la Guerre de Crimée a pris plus tard le nom *Société Impériale de Médecine (Cemiyet-i Tibbiye-i Şahane)*. A la suite de ces événements la première association musulmane turque nommée *Société Scientifique Ottomane (Cemiyet-i İlmiyye-i Osmaniye)* a obtenu les autorisations nécessaires en présentant une requête au Sultan.<sup>95</sup>

A la fin de l'époque ottomane l'événement le plus important concernant la société civile a eu lieu sous la Deuxième Monarchie constitutionnelle. A cette époque-là, les organisations non gouvernementales volontaires commencent peu à peu à se substituer aux organisations corporatistes à l'Ottoman et au système pénal à

---

<sup>94</sup> Ahmet Cihan et İlyas Doğan, **Osmanlı Toplum Yapısı ve Sivil Toplum**, İstanbul: 3F Yayıncılık, 2007, pp. 35-37.

<sup>95</sup> Mehmet Ö. Alkan, « Sivil Toplum Kurumlarının Hukuksal Çerçevesi 1839–1945 », **Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar**, A.N. Yücekök, İ. Turan et M.Ö. Alkan, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları, 1998, p. 49.

travers le cadre libéral créé par la loi sur les Associations en 1909.<sup>96</sup> Notamment dans la décennie entre les années 1908 et 1918, 20 partis politiques, 37 institutions politiques ou sociales se sont émergées. A cette époque 150 chambres de commerce et 51 unions d'entreprises de petite taille ont été créées en conséquence des économies politiques libérales limitées au Parti de l'Union et du Progrès (PUP - *İttihat ve Terakki Partisi*). Dans la même période 14 associations féministes se sont émergées, ainsi l'égalité des femmes et des hommes a commencé à être discutée. A part l'émergence des mouvements féministes, les premières grandes organisations ouvrières et les grèves ont eu également lieu à cette époque.<sup>97</sup>

Un autre point qu'on doit souligner c'est que les associations et les regroupements fondés au sein de diverses nations, les non musulmans étant en premier lieu, dans la communauté ottomane visaient dans une première étape de se débarrasser de l'hégémonie de leur propre communauté traditionnelle tandis que plus tard ils se sont orientés en faveur des Etats-nations qui rompront plus tard avec l'Empire. Ainsi ces entités, dans l'Empire ottoman, ont constitué le pouvoir des Etats-nations qui vont bientôt être fondés plutôt que de constituer une société civile. Bref, la préhistoire ottomane de la société civile a été la victime de l'Etat-nation avec les termes de Yerasimos<sup>98</sup>.

Même si toutes ces indications prouvent que la société civile dans l'Empire ottoman est de nature différente que celle dans la société occidentale, il ne peut pas être refusé que le concept et les éléments de société civile y sont présents en tant que tels. Toutefois, les organisations civiles modernes commençant à se présenter à l'époque de la réorganisation (l'époque des Tanzimat) ont subi une boum à l'époque de la Deuxième Monarchie constitutionnelle et ont laissé un acquis important à la culture de société civile de la Turquie moderne.<sup>99</sup>

---

<sup>96</sup> Un grand nombre des organisations non gouvernementales créées à cette époque, sont héritées comme la culture et la politique patrimoniale par l'époque républicaine. Mais cependant, comme nous allons discuter dans les chapitres suivants, une grande partie de celles-ci ont été abolies par le régime monopartite jusqu'en 1935.

<sup>97</sup> Bénédict Lionel, *State and Civil Society in Turkey and Argentina: A Comparative Analyse*, Boğaziçi Üniversitesi Kütüphanesi, p. 141.

<sup>98</sup> Stefanos Yerasimos, *Az gelişmişlik Sürecinde Türkiye 3. Kitap I. Dünya Savaşından 1971'e*, İstanbul: Belge Yayınları, 1992, pp.27-81.

<sup>99</sup> Alkan M.Ö.(1998) "**1856-1945 İstanbul'da Sivil Toplum Kurumları**" *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar*, A.N. Yücekök, İ. Turan ve M.Ö. Alkan, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları, p.58

Enfin on peut avancer que la relation du centre avec la périphérie dans l'Empire Ottoman a été transmise à la République avec une qualité similaire. Bien que le cadre kémaliste ait essayé de modifier cette structure par une révolution de superstructure, il n'a pas eu de succès au sens propre du terme. Cette structure dans l'Empire ottoman n'a pas gagné un caractère centrifuge avec le passage à la République, elle a perduré à l'époque du parti unique de manière à maintenir la conception présente avec des institutions, des concepts et des normes modernes.<sup>100</sup> Comme nous avons indiqué au-dessus, il s'agit d'une relation stressée entre l'Etat-nation et la société civile, et même dans quelques exemples, il est possible de rencontrer à une destruction totale de l'infrastructure nécessaire pour la formation de la société civile. Quant en Turquie, ce sont les élites kémalistes qui avaient fondé l'Etat-nation turc dans les conditions d'un régime monopartite. Donc, dans le chapitre suivant, nous allons discuter la relation entre le Kémalisme et la société civile.

---

<sup>100</sup> Ali Yaşar Sarıbay, « Türkiye'de Demokrasi ve Sivil Toplum » dans **Küreselleşme Sivil Toplum ve İslam**, Ali Yaşar Sarıbay et Fuat Keyman, Konya: Vadi Yayınları, 1997, pp.88-89.

## **2. LA TRANSFORMATION REPUBLICAINE, LE LIBERALISME ET LA SOCIÉTÉ CIVILE EN TURQUIE**

Dans le chapitre précédent, nous avons essayé d'expliquer qu'est-ce que la société civile, et comment sa signification a-t-elle transformé pendant les siècles. Nous avons dit qu'alors que la société civile signifiait la société politique à l'antiquité, de plus en plus, elle s'est transformée en une position autonome de l'Etat à partir de la fin du Moyen Age. Quant à l'Empire ottoman, nous avons essayé d'expliquer pourquoi et comment est il difficile de parler d'une société civile dans le sens occidental qui marque l'autonomie des dynamiques civiles en tant que *sine qua non* de son existence. D'après nous, au mesure qu'il n'existe pas d'une espace autonome civique ottomane, une société civile qui limite, contrôle et même combat la force de l'Etat, ne pourrait pas se développer afin de garder ses propres intérêts dans le sens civique.

Dans ce chapitre, nous allons discuter les divers aspects du Kémalisme, en tant qu'une identité et un cadre politique pour les élites qui avaient effectué la transformation républicaine en Turquie, afin de faire une introduction à l'étude des relations entre l'Etat et la société civile entre les années 1923 et 1938. Dans le premier sous chapitre, nous allons traiter l'aspect historique et les événements qui fournissent la construction du régime monopartite kémaliste. Après cela, nous allons regarder à la relation entre le Kémalisme et le libéralisme; précisément, nous allons discuter la perspective de la démocratie du Kémalisme, sur son rapport avec la société civile. En partant cette discussion théorique, ce qui constitue dans le même temps la problématique du mémoire, nous allons passer au chapitre où va-t-on traiter les pratiques et les politiques concrètes du régime monopartite kémaliste envers les institutions de la société civile en exemplifiant quelques cas. De cette manière, nous allons acquérir la chance de montrer la dimension pratique et historique du fait qu'on discute théoriquement.

## **2.1. Le Kémalisme en tant que le fondateur de la transformation républicaine**

L'époque du régime monopartite exprime un progrès considérable concernant la formation de la tradition de l'Etat en Turquie et un processus des changements importants concernant le passage à une structure sociale et étatique moderne après la structure ottomane traditionnelle et le fait qu'elle constitue une époque où plusieurs réformes destinées à ce but sont réalisées. Dans ce sous chapitre le processus de l'émergence et du développement du régime monopartite sera abordé avec ses traits généraux.

En Turquie, les débats académiques et publics sur le Kémalisme ont commencé à augmenter notamment après les années 1990. La raison essentielle de l'intensification de ces débats à cette époque est certes l'émergence des demandes sociales en termes ethnique, religieux et culturel ainsi que l'animation des débats de société civile encore dans ces années. De nombreuses recherches académiques réalisées concernant l'époque du régime monopartite-kémaliste avancent que le nouveau système mis sur pied par la République visait une démocratie libérale de type occidental. Les réalités comme les deux tentatives de vie politique multipartite, le transfert du pouvoir politique en 1950 au Parti démocrate de manière pacifique et l'abandon du pouvoir politique aux civils après chaque coup d'Etat militaire sont devant nous comme des preuves importantes concernant la visée de l'établissement kémaliste d'un régime libéral vraiment de type occidental.

En plus, malgré certaines inspirations et pratiques, la non transformation du système kémaliste au fascisme ou au communisme considérés être des modèles très réussis dans les années 1930 nous fait penser que la volonté et l'idéal du Kémalisme qui devrait être évalué comme un projet de modernisation plutôt qu'une idéologie étaient la réalisation des objectifs des démocraties de l'Europe occidentale par divers moyens. Cependant lorsque les pratiques de l'époque du parti unique sont prises en considération on pense que l'importance et la fonction de la société civile dans la modernité occidentale n'étaient pas bien comprises ou bien la société n'était pas encore prête pour cela. En fin de compte pour l'élite kémaliste modernisant on peut dire qu'une société civile efficace n'a été prévue que suite à la réduction à zéro de la



mémoire sociale et à l'instauration de l'infrastructure nécessaire pour la modernisation. C'est pourquoi le gouvernement monopartite a empêché ou a essayé d'utiliser en mettant sous contrôle toute formation civile contrairement au développement de la société civile. Toute organisation non gouvernementale résistant à ce contrôle et à cette utilisation ou ne rendant pas suffisamment de service a été obligée à se dissoudre.

Pour prendre la route à la discussion de l'établissement du régime monopartite ou le Kémalisme, ce serait un bon choix de commencer avec la discussion des quelques patterns de la modernisation républicain turc. Tout d'abord, si l'on veut de faire une brève définition de la transformation républicaine de la Turquie, on peut la considérer comme une conséquence et un dérivé du projet de la modernisation de l'Empire ottomane qui s'est commencée formellement avec le Tanzimat. Sans doute on ne peut pas traiter d'une manière déterministique cette « conséquence » en tant qu'un *telos*. Mais, la République de la Turquie peut être vue plutôt dans le prolongement du processus de la modernisation turque, avec une sorte d'une négation. Car, elle refuse les éléments qui résident parmi les spécificités structurelles de l'ordre socioéconomique et politique de la société ottomane, grâce aux mêmes institutions et instruments héritées de la même structure. D'autre part, cette négation force inévitablement la République à conserver et à reproduire quelques éléments de la société ottomane. Donc, l'histoire de la Turquie au début du XX<sup>ème</sup> siècle, ce qu'on peut lire comme la transformation républicaine de l'Etat ottoman, est une expérience originelle de la nationalisation.

C'était un projet d'une « nation ottomane » qui s'est devenue la réponse principale de l'Etat et des intellectuels ottomans à la dynamique de la désintégration engendrée par les mouvements nationaux au XIX<sup>ème</sup> siècle. Le but de la modernisation ottomane retardée, comme ceux au moyen Europe, était d'harmoniser le mécanisme de l'Etat de l'empire avec les institutions moderne, et sur cette base-là, d'empêcher les nationalisations originelles des éléments de l'empire. Comme nous avons mentionné au-dessus, différente que les mouvements de la modernisation en Occident, la modernisation ottomane ne se basait pas sur un leadership d'une classe bourgeoise capitaliste ; en place de cela, nous y voyons les élites bureaucrates et les dirigeants de l'armée, qui se sont groupés autour du palais, en tant que leaders. De

cette manière, on rencontre à une classe des intellectuelles organiques dont intérêts sont interférés avec ceux de l'Etat, plus qu'une « intelligentsia »<sup>101</sup>. Le but essentiel de cette classe était de vivifier l'Etat en fortifiant ses fonds ; pour cette raison, d'entreprendre des réformes fonctionnel. Alors donc, c'était un produit de la tradition de l'Etat patrimonial, qui dominait tous ces intentions politiques. Donc, cette tradition s'est efforcé à développer l'instrument bureaucratique –dans le sens Wébérien- et les nouveaux principes forcés par la modernisation capitaliste, sous son tutelle.

En étant l'un des empires multinationaux, l'Empire ottoman aussi avait peu de chance d'échapper de « la crise de légitimité » qui s'est apparue à la fin de la paix de Metternich à 100 ans, sous le nom de nationalisme. L'apparition des nations dans la scène de l'histoire en tant qu'un rêve, qui déclenche les révolutions libérales à partir du début du XIX<sup>ème</sup> siècle, étant « les communautés imaginées » comme il est expliqué par Benedict Anderson<sup>102</sup>, problématisait la légitimité administrative des empires multinationaux<sup>103</sup>. Les faits essentiels, qui restructurent la mentalité des élites ottomanes pendant la fin de siècle, sont ceux démographiques et géographiques comme l'exode musulman vers l'Anatolie, et les grandes pertes des terres.

Le processus de la désintégration des Balkans, qui se commence par la révolte serbe en 1804, a montrée exactement la perte de Roumélie avec l'indépendance de la Bulgarie en 1908, et de l'Albanie en 1912. Quand on regarde au bilan général, l'Empire ottoman avait perdu 1.1 millions m2 de ces terres à 3 millions m2 ; et 5 millions de sa population à 24 millions, entre les années 1908 – 1914.<sup>104</sup>

Nous pouvons estimer que ces événements énormes sociopolitiques et le déficit continu du budget ottoman ont influencé les administrateurs et les élites ottomanes d'une manière traumatique. Donc, nous pouvons dire que le projet de la modernisation ottomane suivi depuis le Tanzimat a été mis en crise juste avant la guerre. Parmi les principales conséquences de cette crise du projet de la modernisation ottomane, les deux dimensions se deviennent importantes puisqu'elles permettent de comprendre la fondation de la république mieux : la crise de légitimité de l'Etat, et conformément à celui, la crise idéologique des élites bureaucratiques.

<sup>101</sup> Fikret Başkaya, **Paradigmanın İflası: Resmi İdeolojinin Eleştirisine Giriş**, İstanbul: Özgür Üniversite Kitaplığı, 2008, pp. 42 – 46.

<sup>102</sup> Benedict Anderson, **Hayali Cemaatler: Milliyetçiliğin Kökenleri ve Yayılması**, İstanbul: Metis Yayınları, 2004.

<sup>103</sup> Eric Hobsbawm, **Devrim Çağı 1789 – 1848**, Ankara: Dost Kitabevi Yayınları, 1998.

<sup>104</sup> Ali Engin Oba, **Türk Milliyetçiliğinin Doğuşu**, Ankara: İmge Yayınları, 1995, p.119.

Au regard des classes dirigeants ottomanes, la solution possible d'une telle crise de légitimité pourrait être une guerre effective, et il a été, ainsi. Mais d'autre part, la guerre a donné la chance au PUP, qui est l'héritier des Nouveaux Ottomans et des Jeunes Turcs, pour qu'ils puissent dénouer la crise idéologique, en montrant des pratiques nationalistes. On peut trouver l'expression la plus claire de cette crise idéologique dans l'article fameuse de Ziya Gökalp, intitulée « *İslamlaşmak, Medenileşmek, Muasırlaşmak* ». Selon Gökalp, qui peut être vue comme le plus important idéologue du PUP, la solution de cette crise était de faire un choix parmi l'ottomanisme, le panislamisme, et le panturquisme<sup>105</sup>. Enfin, le PUP, en étant l'organisation d'une génération qui a vécu tous ces grandes ruptures et traumas, a choisi un rêve d'une nation turque. Après la formation de ce cadre idéologique qu'il est devenu possible les pas pratiques de la « purification » de l'Anatolie des populations arméniennes et grecques, qui avaient formées 20% de la population à 16,3 millions vivante dans les frontières de la Turquie aujourd'hui au du début de la guerre.<sup>106</sup> La guerre d'indépendance nationale, étant un prolongement de la Première Guerre mondiale, a dénoué cette crise politique en faveur de la modernisation nationaliste et du républicanisme, en transformant radicalement la classe des élites bureaucrates ottomanes en des nationalistes turques. Donc, on peut dire que la transformation républicaine de l'Etat ottoman est la réalisation d'un rêve d'une nation turque ce qui est songé par une clique des élites bureaucratiques ottomane. Pour cette raison, la dynamique essentielle de cette transformation n'est que le nationalisme, et ce chemin, sur lequel la République de la Turquie s'élève, forme le cadre de référence du Kémalisme.

Le gouvernement d'Ankara, qui s'est formé par le mouvement dirigé par les ex-officiers de l'armée ottomane sous le nom de l'Association pour la Défense des Droits d'Anatolie et de Roumélie<sup>107</sup> (*Anadolu ve Rumeli Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti*)

<sup>105</sup> Kemal Karpat, « Ziya Gökalp'in Korporatifçilik, Millet-Milliyetçilik ve Çağdaş Medeniyet Kavramları Üzerine Bazı Düşünceler », **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi, tome 1: Tanzimat ve Meşrutiyet'in Birikimi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2001, pp. 330-331.

<sup>106</sup> Yahya Sezai Tezel, « Tanzimat Sonrası İmparatorluk ve Cumhuriyet Türkiye'sinde 'Muhafazakarlık' Sorunsalı: Devamlılıklar, Değişmeler ve Kırılmalar », **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi, tome 5: Muhafazakarlık**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, pp. 23-27.

<sup>107</sup> Celui-ci recevra plus tard le nom de Parti républicain du Peuple : « *Le Parti Républicain du Peuple né en tant qu'un parti d'assemblée était une extension de l'Association pour la Défense de Droits de l'Anatolie et de Roumélie. La création officielle du parti est suite aux élections. La date du 9 Septembre 1923 est une date généralement acceptée en ce qui concerne la date de création du Parti*

fondée après le Congrès de Sivas et menant la lutte lors de la guerre d'indépendance et reposait sa légitimité sur cette association, et aussi des forces nationales (*Kuvva-i Milliye*). Ces ex-officiers de l'armée ottomane, en refusant l'accord de Sèvres signé par le gouvernement de Bab-ı Ali en 1920, s'est réclamé comme le seul pouvoir légitime, en s'alliant avec la classes capitaliste, les grands propriétaires foncières, et la paysannerie musulmanes-turques, qui remplacent la bourgeoisie et la paysannerie chrétiennes durant la guerre.<sup>108</sup> On peut considérer les négociations de Lausanne, comme la déclaration de cette nouvelle structuration du pouvoir : le gouvernement d'Ankara a participé dans les négociations à Lausanne, au nom de « la Turquie de la nation musulmane – turque » après avoir proscrit le sultanat, et comme ça, il a posé les fondements de la transformation républicaine. De cette manière, cette nouvelle équipe a terminé le travail hérité du PUP, en les liquidant même.<sup>109</sup>

On peut dire que la loi de « *Hıyanet-i Vataniye* » du 15 avril 1923 est plus importante que la date où on avait énoncé la fondation de la République, le 29 octobre 1923 ; c'est-à-dire, on peut considérer la législation de cette loi comme la vraie déclaration de l'hégémonie du group kémaliste.<sup>110</sup> Les pratiques politiques des Kémalistes dans le processus de la législation de cette loi nous montre que les Kémalistes, en tant qu'un groupe politique radicale, s'orientait à réaliser la modernisation nationaliste d'une manière autoritaire sous le control de l'armée, en conquérant le pouvoir total dans le parlement fondateur. De l'autre coté, le Kémalisme signale toujours une hégémonie d'une classe. Cette alliance des classes est composée de l'armée, dans le contexte qu'elle suivre la position d'être « *l'intelligentsia* » héritée de l'empire ottomane, et qu'elle est glorieuse de la guerre d'indépendance nationale ; de la bureaucratie civile qui est dominée par l'armée ; et des grands propriétaires foncières et de la bourgeoisie industrielle corporal.<sup>111</sup>

---

*Républicain du Peuple. Or cette date est celle de l'approbation du statut du nouveau parti qui sera créé. La date à laquelle la requête de fondation signée d'Atatürk au Ministère de l'Intérieur est 23 Octobre 1923. »* Voir, Nevin Yurdseven Ateş, « Halk Fırkası Kurulurken », **Toplumsal Tarih**, vol. 10, no. 58, 1998, p. 11.)

<sup>108</sup> Fikret Başkaya, **op.cit.**

<sup>109</sup> Stefanos Yerasimos, **Az gelişmişlik Sürecinde Türkiye 3. Kitap I. Dünya Savaşından 1971'e**, İstanbul: Belge Yayınları, 1992, pp.27–81.

<sup>110</sup> Ahmet Kuyaş, « Neden Cumhuriyet? », **Cogito**, no. 15, 1998, p.116.

<sup>111</sup> Fikret Başkaya interprète le leadership de M. Kemal et son équipe de cette coalition construit par les classes qui maintiennent ce nouveau régime moderniste, comme « une dictature bonapartiste originale ». Voir, Fikret Başkaya, **op.cit.**

Sans doute, la formation d'une sorte de monopole politique des Kémalistes n'a pas été un processus lisse. Tant dans les deux premiers parlements, il s'agit d'une vraie opposition politique contre les Kémalistes. Tandis que les Kémalistes se sont prétendus comme les fondateurs et les porteurs de la République, le Parti progressiste de la République (PPR - *Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası*) fondé le 17 Novembre 1924 a été en opposition aux degrés précis avec les Kémalistes durant l'institutionnalisation du pouvoir national. Mais enfin, tous les deux étaient les nationalistes turques, et ils envisagent de réaliser l'idéal national (*Millî Mefkûre*). Le point de différenciation s'est caché dans le contenu de cet idéal : tandis que les politiques traditionalistes -y compris tous les opposants des Kémalistes- s'opposent à la radicalisation de la modernisation turque, et à la négation de la pluralité de la nation ; les Kémalistes, qui conservent la tradition de l'Etat patrimonial et la structuration actuelle du pouvoir, ont peur du réactionisme et de la mobilisation des classes inférieurs. Pour cette raison-là, comme nous le verrons au-dessous, la société civile, telle est héritée de la société ottomane, s'est devenue de plus en plus, en une source des risques sociopolitiques pour les dirigeants de la jeune république.

On peut décrire la nouvelle République turque en tant qu'une étape et une expérience de la modernisation turque qui se forme à la base de la relation entre la civilisation et la culture et au centre d'une culture nationaliste.<sup>112</sup> Les nouveaux cadres bureaucrates inspirés par Gökalp, en réalisant le rêve d'une nation turque, pour pouvoir adapter la structure ethnoculturelle héritée de la société ottomane à cette forme-là, ils ont réuni l'idéal de l'union religieux patrimonial avec la nouvelle identité nationale.

La République turque avec sa structure d'Etat-nation, a transformé le nationalisme officiel, étatiste à l'identité turque. De cette manière, la transition de la servitude patrimoniale des Ottomans au compatriote patrimonial républicain est réalisée. Cette transition a reformé l'identité du compatriote ottoman et elle l'a reconstituée à la base ethnique. On peut penser le compatriote patrimonial républicain dans le cadre de « l'ethnicité spéculative » telle qu'elle est définie par Balibar :

---

<sup>112</sup> Tanıl Bora, « Muhafazakarlığın değişimi ve Türk muhafazakarlığında bazı yol izleri », **Toplum ve Bilim**, no. 74, 1997, p. 14.

Je nomme la communauté fondée par l'Etat national l'ethnicité spéculative. (...) L'ethnicité spéculative, n'est pas la même chose avec la nation idéale qui est l'objet du compatriote, mais elle est indispensable pour elle ; parce que si l'ethnicité spéculative n'existait pas, la nation ne pourrait pas être plus qu'une notion abstraite ou une pensée qualitative, l'invitation du compatriote ne parvient à personne. L'ethnicité spéculative sert à voir l'Etat comme une expression d'une union existante antérieurement, à l'estimer comme la 'mission historique' : le serveur de la nation et enfin à idéaliser la politique.<sup>113</sup>

On peut interpréter les pratiques politiques de M. Kemal et ses amis<sup>114</sup> dans ce processus de fondation de la république, dans le cadre d'une opération duale: d'une part, ils ont attaché l'autorité et l'indépendance de l'Etat à la base du nationalisme et ils ont déclaré qu'ils sont les représentants de cette autorité; d'autre part, ils ont transporté la modernisation héritée des bureaucrates ottomans à un niveau plus radical. Donc, nous pouvons identifier le Kémalisme, en tant que la définition la plus générale de cette opération duale, qui vise d'une part à créer une société occidentale, et d'autre part, une société civile sans une espace de vie autonome. Selon Nur Betül Çelik,

Le discours kémaliste nationaliste prévoit une relation conjecturée attentivement entre la nation et l'Etat : la nation et l'Etat sont des raisons d'être pour eux-mêmes. Mais, leurs différences restent insignifiantes. L'union de l'Etat avec la nation est justifiée par le mythe de la société congénère.<sup>115</sup>

Donc, il est possible de dire que ce mythe ou la conception sociale soit instrumentalisée par les Kémalistes en voie de leur demande de contrôler tous les changements et les transformations sociaux, et d'éterniser la composition du pouvoir. C'est-à-dire, c'est la manière d'agir du pouvoir kémaliste qui reconstruit la légitimité patrimoniale héritée de l'Empire ottoman surtout depuis 1930 et qui l'applique en fermant l'espace public aux différences culturelles et politiques, et en oppressant les possibilités d'une société civile autonome. Les intellectuels qui défendent ces pratiques aux champs culturels, politiques et idéologiques sont des composantes « civiles » de cette société politique. Ils travaillent pour la création d'une nouvelle histoire pour la nouvelle société dirigée par une nouvelle équipe. Cet effort, qui peut être appelée comme « le récit officiel de l'histoire », est simultanément le dos de

<sup>113</sup> Etienne Balibar, « Ulus Biçimi, Tarih ve İdeoloji », dans **İrk, Ulus, Sınıf: Belirsiz Kimlikler**, Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, İstanbul: Metis Yayınları, 2000, p.122.

<sup>114</sup> Ils forment un groupe politique qui reconstitue la tradition étatique d'un ordre renversé pour un but de fonder une nouvelle nation.

<sup>115</sup> Nur Betül Çelik, « Kemalizm: Hegemonik Bir Söylem », **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi, tome 2: Kemalizm**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2001, p.85.

« l'idéologie officielle »<sup>116</sup> de l'Etat kémaliste. La formation de cette idéologie officielle aide aux Kémalistes -qui avaient redéfini l'espace public et qui avaient réalisé l'élan de la modernisation- qu'ils puissent protéger leur propre domaine du pouvoir intouchable et sainte. Un tel but nécessite des attitudes et pratiques radicaux.

Cependant, en effet, le radicalisme kémaliste efforce à reformer le passé sur une identité turque qui ne possède pas d'une histoire écrite à son nom. C'est-à-dire, on manufacture le passé de la nation turque, et ce passé manufacturé reforme la mémoire de la société ottomane par les mécanismes officiels, administratifs, juridiques, et éducatifs. Yahya Tezel interprète la citoyenneté républicaine dont le cadrage d'appartenance est déterminé par les pratiques administratives, qui sont définis comme « les révolutions d'Atatürk » dans le même temps, ainsi :

Le cadre dirigeant de la République a voulu d'établir une nouvelle culture « nationale turque » qui ne dépend pas de la religion en Turquie. A l'encontre de celui, l'opposant logique et factuel de celui, c'était le collage des cultures « religieuses » dont l'espace public dépend de l'Islam. Pour cette raison, en utilisant leur nouveau Etat, ils se sont orientés à liquider toutes les institutions, les règles, les rituels, et les signes se référant à l'Islam, de l'espace public de la culture ce qu'ils voulaient de former.<sup>117</sup>

Selon Tezel, l'espace public en Turquie a perdu son sainteté dans le sens islamique, à cause des réformes des années 1930, et en partant d'ici, il met cette problématique-là : d'où inventera-t-il, le pouvoir politique, sa légitimité dans un espace public dont la sainteté religieuse est nettoyée et jetée?<sup>118</sup> L'émergence de M. Kemal, en tant qu'une figure politico-militaire qui cesse la décadence de l'Empire ottoman au processus de la perte permanente des sols depuis du XIX<sup>ème</sup> siècle et particulièrement à partir de 1908, la perte pied à pied de Roumélie qui est considérée comme le cœur de l'Empire, c'est-à-dire, la cote victorieuse de M. Kemal assure une légitimité puissante pour la fondation d'une République kémaliste. A l'égard de ces deux facteurs, on peut dire qu'à la place d'enlever totalement « la circulation de symbole religieuse »<sup>119</sup> dans la nouvelle formation, l'armée<sup>120</sup> et donc les Kémalistes,

---

<sup>116</sup> Fikret Başkaya, *op.cit.*

<sup>117</sup> Yahya Sezai Tezel, *op.cit.*, p. 34.

<sup>118</sup> *ibid.*, p.35.

<sup>119</sup> Nous utilisons cette description, en référence à la définition faite par Ahmet İnsel, ce qui dit que l'idéologie, c'est l'intégrité systémique des signes hégémoniques. Voir, Ahmet İnsel, **İktisat İdeolojisinin Eleştirisi**, İstanbul: Birikim Yayınları, 2000.

<sup>120</sup> En prenant en compte la camaraderie et les ressemblances marquées entre la Turquie et l'Allemagne au regard de leur histoire et de leurs méthodes de modernisation, il faut faire attention au fait que l'armée allemande avait joué un rôle beaucoup plus important pendant la modernisation

comme les fondateurs et les dessinateurs de la nation turque s'installent à une position par laquelle on contrôle la circulation. De ce fait, par exemple, c'est mieux à comprendre le laïcisme comme la dynamique qui donne lieu au contrôle de l'Etat sur la religion et les éléments religieux de la société civile ; mais non pas la distinction entre les affaires de l'Etat et de la religion. Tant que l'Etat est le créateur et la distributeur du système des symboles séculaires nationaux avec leurs nouvelles références qui sont déplacées au lieu du système des symboles anciens, le laïcisme continue à garder la religion comme un élément de l'identité nationale.

« Etre triomphateur », en tant qu'une des fondations du pouvoir kémaliste de la sécularisation, signifie dans le même temps l'appartenance *a priori* du monopole de la violence au pouvoir kémaliste. On peut révéler mieux l'archéologie du monopole légitime de violence dans le régime républicain qui est un signe de la domination de l'Etat au sens wébérien. Car, le pouvoir kémaliste est à la fois un complexe civil militaire bureaucratique. On peut affirmer que le « premier commandant » M. Kemal, qui est le commandant des armées victorieuses, a rétréci l'espace public au lieu de y créer une base de légitimité politique dans le sens habermasien. Mais cependant, on ne peut pas dire qu'il l'a fermé totalement. Comme nous verrons dans le contexte des relations entre les institutions de société civile et l'Etat, le régime kémaliste toujours possédait une sorte de perspective de l'importance de la société civile. La question c'était l'affaire de l'autonomisation d'une espace pour la société civile en Turquie.

En remémorant que la République est le continuateur de la tradition patrimonial de l'Etat ottoman, l'approche de Şerif Mardin à propos de la mentalité de droit ottoman peut nous aider pour bien comprendre la mentalité de droit kémaliste : « Dans la société ottoman, il existe deux sources différentes de droit et parallèlement deux sources différentes de légitimité. D'abord c'est le 'shariat' et le second c'est le 'örf-i sultani', c'est-à-dire, l'autorité de la législation du monarque. »<sup>121</sup> Même s'il ne soit pas possible de rencontrer un amas de référence comme l'*örf-i sultani* dans les ressources juridiques de la République, nous pouvons apporter l'idée selon

---

technique de l'Allemagne à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Cela est pareil pour l'armée ottomane. En plus d'être un sujet qui modernise la société ottomane, l'armée en Turquie, à la fois, construit la société et instaure son identité. L'armée, en tant que l'autorité politique, acquis *a priori* la légitimité sur cette identité nationale considérée comme « la nation unifiée autour de ses ancêtres. »

<sup>121</sup> Şerif Mardin, *op.cit.*, p.17.



laquelle le type de l'approche juridique d'*örf-i sultani* est reproduit par des codes séculaires sous le régime républicain.<sup>122</sup>

A partir de l'énoncé de la République jusqu'aux années 1930, la fondation de l'hégémonie du Kémalisme en tant qu'une idéologie fondatrice de l'Etat-nation, a continué parallèlement avec les applications concrets administratives et les pratiques discursifs. A cet égard, on doit préciser quelques moments notables. Nous affirmons qu'il s'agit de deux virages importants pendant lesquels le PRP a obtenu le monopole politique et écarté les discours et les pratiques rivales / alternatives : la première, c'est l'oppression de la révolte de Cheikh Saïd en le printemps de 1925, et ensuite, la législation de LMO ; et la deuxième, le commencement à une grande opération de l'investigation et des poursuites, en dépistant un assassinat contre M. Kemal à İzmir, en 1926. La pratique montrée juste après les deux événements nous permet de comprendre les conditions de la formation du régime monopartite. Le PPR a été dissout conformément à la LMO.

Beaucoup des recherches historiques sur l'époque du régime monopartite indiquent qu'il commence par la législation de la LMO. Avec les tribunaux d'indépendance (*İstiklal Mahkemeleri*), la LMO du 4 mars 1925 a bien affaibli la loi sur les Associations de 1909. Un grand nombre d'organisations religieuses, des associations, des chambres de commerce et le PPR récemment instauré ont été abolis conformément aux suggestions des tribunaux d'indépendance. Par conséquent, avec le passage à l'époque du régime monopartite les organisations civiles religieuses ou opposantes ont été supprimées premièrement, et à part de cela, une censure violente a été appliquée sur la presse.

A l'époque de la LMO, qui a duré jusqu'en 1929, on rencontre à une série d'événements préliminaires concernant la légalisation et l'institutionnalisation du régime. Avec la clôture de la session annuelle de la Grande Assemblée nationale de Turquie le 26 Juin 1927, le groupe du PRP a procédé à une modification de statut. Ils ont modifié l'article prévoyant le devoir de détermination des députés par le conseil du parti dans le statut daté de 1923 et l'ont attribué au Président Général. La fidélité des députés à la direction supérieure du parti a ainsi commencé à se renforcer et à

---

<sup>122</sup> Les expériences du Parti progressiste de la République et du Parti libéral républicain peuvent considérées comme des exemples pour cela.

conduire à la monopolisation du pouvoir. Après la modification du statut, les préliminaires d'élection ont été entamés, les élections législatives ont eu lieu au mois d'août, suite aux élections « des électeurs secondaires ». Puisque l'ensemble des électeurs secondaires étaient des candidats du PRP, la liste de ce dernier a été totalement élue ; en d'autres termes, la liste a été confirmée.<sup>123</sup> Par ce nouveau statut adopté en 1927, qui aussi inclus le programme du PRP sous le titre de « les principes généraux », on a soumis les organes du PRP à une personne unique, et donc, on a accepté de façon absolue la forme de gouvernement autoritaire à l'échelle de nation et de parti.<sup>124</sup> Avec le Statut de 1927, qui constitue la ressource au programme de 1931 du PRP, les Six Flèches du Parti et du Kémalisme ont été accomplies de caractère général, exempt le « révolutionnarisme ». En outre, l'importance de la déclaration à l'égard de la démocratisation y était soulignée avec le passage au scrutin à un tour qui y était visé et que le parti accélérerait ce passage en vitesse maximale.<sup>125</sup> Cependant, selon Giritlioğlu, le Statut de 1927 nous montre tandis que le régime ressemblait extrêmement aux régimes fascistes, d'autre part, les dirigeants détenant l'autorité ne visaient pas du tout un tel régime.<sup>126</sup>

Quelques discussions importantes ayant eu lieu à propos du Statut et notamment de l'article 40 ont été mis en avant: l'article comprenant l'expression « *la candidature des personnes qui adhèreraient au Conseil d'Administration de toute organisation -politique, sociale, économique, culturelle et similaire- est annoncée après que celle-ci a été confirmée par les inspecteurs du parti* »<sup>127</sup> est considéré comme une indication de la volonté du PRP de mettre tous les établissements et institutions dans le pays sous son contrôle. La réaction la plus vive est venue de la part de Hamdullah Suphi, le président des Foyers turcs (*Türk Ocakları*), quand il a objecté que les inspecteurs du parti stériliseraient les activités des foyers, mais cette objection a été nettement rejetée par Saffet Arıkan, le Secrétaire général du PRP, qui déclarait qu'il n'existait aucune séparation entre les Foyers et le Parti et que par conséquent les Foyers seraient soumis absolument au contrôle du parti. En somme la modification de 1927 a été d'une part le facteur essentiel pour ce qui est de la

<sup>123</sup> Esat Öz, **Otoritarizm ve Siyaset**, Ankara: Yetkin Yayınları, 1996, pp. 99–100.

<sup>124</sup> Şükrü Karatepe, **Tek Parti Dönemi**, İstanbul: İz Yayıncılık, 1997, p. 36.

<sup>125</sup> Zafer Toprak, « Radikal-Sosyalist Enternasyonal ve CHF 1927 Kongresi », **Toplumsal Tarih**, vol.18, no.106, 2002, pp: 48-49.

<sup>126</sup> Fahir Giritlioğlu, **Türk Siyasi Hayatında CHF'nin Mevkii Cilt I**, Ankara: Ayyıldız Matbaası, 1965, pp. 68-73.

<sup>127</sup> Tuncay Dursun, **Tek Parti Dönemi CHP Kurultayları**, Ankara, 2002, s. 12.

transformation du Kémalisme en idéologie officielle et d'autre part l'événement révélateur de ses politiques oppressantes, manipulatrices et suppressives le cas échéant. Ce processus est devenu plus opérationnel avec l'Assemblée générale de 1931, la domination du gouvernement monopartite étant officialisée jusqu'en 1946.<sup>128</sup>

On peut aussi considérer le « *Nutuk* » écrit par M. Kemal en 1927, comme un point final de ce processus qui est court mais intensif ; et d'autre part, comme un point de départ pour le processus imminent. L'interprétation de Zürcher sur le « *Nutuk* » peut être une bonne élucidation pour nous :

Quand M. Kemal a écrit le *Nutuk* en 1927, il a compté explicitement à le rendre un texte qui justifiera l'oppression du PPR en 1925, et les jugements de l'été 1926 où on a avait liquidé et condamné particulièrement ses leaders. On peut lire le récit du *Nutuk*, comme un effort désigné à mépriser les rôles des amis militaires de M. Kemal pendant la guerre d'indépendance, et à montrer à plusieurs reprises qu'ils ne possèdent pas de crainte, de fidélité, et de dignité le long du combat.<sup>129</sup>

De l'autre côté, on peut constater cet « effort » cité par Zürcher, en tant qu'un effort qui a but de former une nouvelle canonisation séculaire à la place de la canonisation religieuse pour la société ottomane. Donc, à ce période, en présentant le *Nutuk* comme un canon séculaire, il a essayé de construire une nouvelle légitimité afin de surmonter son absence. En outre de *Nutuk*, les cours universitaires intitulés « *la Révolution turque* » préparés par les politiciens comme Recep Peker, et les thèses d'histoire diffusés par les institutions comme « *Türk Tarih Kurumu* », mettent en évidence l'intention du projet national du Kémalisme vers formuler ce qui est « nouveau », en l'empêchant de se libérer épistémologiquement des « anciennes » structures. L'époque des années 1930, où les bases séculaires de la nation ont commencé à se construire, est beaucoup plus importante pour qu'on puisse comprendre cette épistémologie. Il nous semble qu'il n'est pas possible une totalité des discours et des pratiques comme l'idéologie officielle sans une telle épistémologie particulière. Par exemple, le cas du Parti républicain libéral (PRL – *Serbest Cumhuriyet Fırkası*) fondé le 12 Août 1930 et dissout le 17 Novembre 1930 après les élections de 1930 nous montre le pouvoir de cette épistémologie.

<sup>128</sup> Melih Pekdemir, **Kemalistler Ülkesinde Cumhuriyet ve Diktatörlük**, İstanbul: Su Yayınları, 1999, p. 118.

<sup>129</sup> Eric Jan Zürcher, « Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası ve Siyasal Muhafazakarlık », **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi, tome 5: Muhafazakarlık**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, p.45.

Parmi les événements concrets concernant l'intégration de l'Etat et du Parti sous le gouvernement monopartite, les congrès constituent une place importante. Le congrès du PRP tenu en 1931 dispose une grande importance puis qu'il constitue un point de rupture où le passage à une structure moderne de société et d'Etat s'est commencé. Dans ce processus on a quitté la structure traditionnelle ottomane et a-t-on réorganisé les relations entre la société et l'Etat. Avec ce premier programme du Parti, déterminé dans ce congrès, désormais, il s'agit de l'intégration de toutes les institutions et les organisations politiques au Parti, ce qu'on les veut de devenir l'autorité sociopolitique ultime. On a souligné dans le programme que les objectifs principaux du parti étaient l'unité des pouvoirs et le suffrage universel direct. Outre, avec ce programme du Parti, les Six Flèches ont été complétées avec l'addition des principes de l'Etatisme et du Révolutionnarisme.<sup>130</sup> Ce processus autoritaire entamé en 1931 avertissait également l'intégration du parti et de l'Etat en 1936.

L'un des événements les plus remarquables précédant le III<sup>ème</sup> congrès, c'était certes la nomination de Recep Peker au secrétariat général du Parti. La mission historique de Recep Peker au sein du Parti était de faire conduire accéder le parti à un pouvoir qui établirait un contrôle sur l'organisation étatique et gouvernemental. L'idée de création d'une Association des Orateurs du Peuple (*Halk Hatipleri Teşkilatı*) pour la diffusion des doctrines du Parti et sa mise en place sont avancées également par Recep Peker lui-même. Peker a visé à la création d'un monopole politique dans le pays pour la primauté du PRP sur l'appareil étatique et néanmoins il s'est efforcé d'assurer la séparation de l'Etat sur le plan organisationnel et idéologique.<sup>131</sup>

Dans l'article 2 du Statut adopté lors de la IV<sup>ème</sup> Assemblée générale du PRP le 9 Mai 1935, ces six principes, nommément *le nationalisme, le populisme, l'Etatisme, le laïcisme, le républicanisme, et le révolutionnarisme* sont représentés par les Six Flèches comme les qualités principales du PRP. Lors de cette Assemblée générale, l'objectif de la concentration du pouvoir en une main unique entamé bien avant avec le principe « *La forme de gouvernement de la nation turque est fondée sur le principe d'unité des pouvoirs* » figurant dans l'article 3 du Statut. Au cours de

<sup>130</sup> Şükrü Karatepe, **op. cit.**, p. 44.

<sup>131</sup> **ibid.**

l'Assemblée générale de 1935, Recep Peker a précisé les dimensions de l'intégration de l'Etat et du Parti par les termes « *la République de Turquie est un Etat de Parti, le parti collabore avec l'Etat.* »<sup>132</sup> Le discours du PRP envers une société sans classes et sans privilèges a fait ainsi encore un pas de plus et aussi la concentration du pouvoir manœuvrée en main unique a été garantie. Donc, c'était un progrès considérable vers l'intégration du parti et de l'Etat étant réalisé.

Cemil Koçak soutient que le PRP, qui ne pouvait pas être assez puissant en tant qu'un parti et une organisation politique et concernant l'intégration du parti et de l'Etat, a été totalement absorbé par l'Etat après 1935 et notamment avec la décision de 1936.<sup>133</sup> Koçak explique l'intégration du PRP et de l'Etat ainsi:

Dans les années 1930, la décision de l'intégration du PRP et de l'Etat a été le dernier maillon du processus de ne laisser sur place d'entités politiques autonomes/politiques que le PRP. D'abord mettre fin à toute sorte d'entités autonomes, politiques qui se placent à l'extérieur de l'Etat, puis les fusionner dans le PRP et enfin fusionner le PRP dans l'Etat. Ainsi garantir qu'il ne reste aucune entité politique autre que l'Etat. Ce processus est également important du point de vue de la monopolisation du pouvoir politique.<sup>134</sup>

Avec la circulaire publiée en 1936, l'intégration du Parti et de l'Etat a été achevée à l'époque du régime monopartite. En conséquence, le Ministre d'Intérieur a été nommé en même temps comme le Secrétaire général du Parti. Les préfets avaient été nommés à la fois les présidents départementaux du Parti dans toutes les villes. Les inspecteurs généraux en étant les inspecteurs et les hauts contrôleurs de l'organisation du Parti étaient responsables de toutes les affaires du Parti et les affaires étatiques dans leurs régions. Recep Peker précise que le PRP a été transformé en un véritable parti d'Etat par cette modification.<sup>135</sup>

Suite à la mise en application de l'idée d'intégration du parti et de l'Etat avancée lors de la IV<sup>ème</sup> Assemblée générale du PRP en 1935 avec une circulaire portant la signature d'İsmet Paşa, le dernier grand pas à ce sujet c'est que les six principes du PRP sont devenus en principes de l'Etat par une modification

<sup>132</sup> Metin Eriş, « Cumhuriyet: Kuruluşun İdeolojik Saplantıya », **Yeni Türkiye**, no.23-24, 1998, p. 634.

<sup>133</sup> Cemil Koçak, **Geçmişiniz İtinayla Temizlenir**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, p. 109.

<sup>134</sup> Cemil Koçak, « CHP-Devlet Kaynaşması (1936) », **Toplumsal Tarih**, no.118, 2003, p. 79.

<sup>135</sup> Ceyhan Koç, **Tek Parti Döneminde Basın İktidar İlişkileri (1929-1938)**, Ankara: Siyasal Kitabevi, 2006, p. 147.

constitutionnelle ayant eu lieu le 13 Février 1937. L'intégration du Parti et de l'Etat avait été achevée puisque les Six Flèches du PRP étaient désormais les principes de l'Etat. Ainsi l'introduction dans la Constitution des six principes figurant dans le programme du PRP signifiait l'approfondissement de l'identification du Parti et de l'Etat ; les principes du PRP et ceux du régime Républicain étant identifiés les uns aux autres de manière inséparable dans ce cadre. Ainsi, il a été accepté que le PRP renferme tous les individus de la société. Dans ce contexte, avec un pas en avant, il a été adopté que la « nation » qui est l'expression de la présence morale de la société était réunie au sein du Parti et que le Parti signifiait la nation et par conséquent l'Etat. En outre, on est arrivé à un point où la nation, l'Etat et le Parti étaient incarnés à la personnalité du « chef » et l'Etat était une sorte de nation ancestrale.

Lors de la réunion extraordinaire de l'Assemblée générale du PRP le 26 Décembre 1938, İsmet İnönü, à qui on avait attribué le titre de « chef national », a substitué à Atatürk honoré du titre de « chef éternel ». Suivant Karatepe, ici le but était de souligner qu'un leader aussi puissant que Mustafa Kemal l'avait remplacé. « Le système de chefferie » était mis sur pied tout en s'étant inspiré des systèmes de chefferie au pouvoir, en Europe.<sup>136</sup> Donc, en somme, le PRP est devenu un parti autoritaire intégré totalement à la nation, considérant chaque citoyen comme son membre naturel, empêchant les formations d'adversités, ayant introduit ses principes dans la Constitution. En effet les principes du parti sont devenus en même temps les principes de l'Etat par l'introduction des Six Flèches du PRP dans la Constitution en 1937.

Si l'on veut faire une évaluation de tous ce que nous avons expliqués jusqu'ici sur la construction du régime monopartite, il est possible de dire qu'on a transformé le patrimonialisme ottoman en celui républicain pendant ce processus, qui peut aussi être considéré comme la fondation de la modernisation républicaine turque. Selon Heper, la République de Turquie a hérité le patrimoine d'un Empire dominé par le patrimonialisme traditionnel et cet Etat a été mis sur pied par une structuration créée par les élites bureaucratiques et au centre de laquelle se trouvaient les bureaucrates

---

<sup>136</sup> Şükrü Karatepe, **op. cit.**, pp. 44- 47.

militaires et civils. Heper qualifie cet Etat comme « l'Etat bureaucratique » du fait qu'il a été structuré dans l'axe bureaucratique et adopté par les bureaucrates.<sup>137</sup>

A l'époque ottomane, l'autorité patrimoniale du Sultan et la tradition de « l'Etat puissant » ont empêché le développement des classes sociales autonomes constituant les éléments essentiels de la société civile.<sup>138</sup> Le gouvernement monopartite, qui donnait des réactions autoritaires contre les demandes d'organisation civile et de participation politique augmentant en nombre notamment avec la dynamique de modernisation républicaine, s'est appuyé sur la tradition patrimoniale comme l'Etat ottoman et dans ce contexte, le gouvernement a présenté un aspect néo-patrimonial. Selon Nişancı, la nécessité de traiter la modernisation turque avec un point de vue néo-patrimonial a certains motifs essentiels. Ce sont à savoir ;

(...) La continuité de la dichotomie entre le centre et la périphérie étant approfondie avec le processus de la modernisation, le fait que le centre dispose de la notion d'ordre idéal et parallèlement l'incitation du type d'individu-sujet, la destruction des partis politiques, la généralité des pratiques autoritaires et le plus important de tout cela, peut-être, la continuité de la mentalité patriarcale avec celui de l'autorité sous forme des courants de fond.<sup>139</sup>

Selon Karatepe, parmi les paradoxes les plus importantes de la République c'est le fait qu'on attribue d'une part au chef politique des qualités autoritaires, anti-démocratiques et patrimonialistes afin de garantir l'obéissance des masses par la menace tandis que, d'autre part, on parle de la modernisation de la société. Cela peut se considérer en tant qu'une preuve qu'on a reprise l'opposition orientée vers Atatürk et son Parti, qui sont considérés comme les représentants de l'unité et de l'intégrité nationale, en s'appuyant à les accuser dans le cadre du séparatisme, de l'obscurantisme, de la trahison et de la discrimination.<sup>140</sup>

Sunar et Sayarı affirment qu'il n'existe pas de grande différence entre l'Empire ottoman et la République en ce qui concerne la structure et la centralité du pouvoir dans les relations entre l'Etat et la société. La révolution turque a donné la priorité aux changements politiques et culturels plutôt qu'aux changements de la structure

<sup>137</sup> Ensar Nişancı, « Neo-Patrimonyalizm ve Türk Siyasal Modernleşmesi », **Doğuş Üniversitesi Dergisi**, no.5, 2002, p. 124.

<sup>138</sup> Gülgün Erdoğan Tosun, **op. cit.**, p. 209.

<sup>139</sup> Ensar Nişancı, **op. cit.**, p. 128.

<sup>140</sup> Şükrü Karatepe, **op. cit.**, s. 54.

sociale du haut vers le bas. Et par conséquent le régime républicain s'est manifesté en tant qu'autoritarisme du régime monopartite comme l'Empire ottoman. Sunar et Sayarı avançant que la bureaucratie et l'armée continuaient à jouer leur rôle et que seulement le parti était substitué à l'ouléma. Enfin, ils affirment que la trilogie patrimoniale continuait à exister en tant que telle.<sup>141</sup> Un autre auteur, Stefanos Yerasimos aussi écrit à propos de ce sujet;

A la base de la République se trouve un Etat créant sa nation en tant qu'extension de l'Empire Ottoman, au lieu d'une société créant les appareils administratifs. Les classes qui ont créé cette situation étaient la bourgeoisie urbaine et les notables ruraux. Quant aux chambres professionnelles que ces derniers ont fondées, elles étaient des organismes sous contrôle strict de l'Etat ayant l'aspect des « organisations non gouvernementales de ses majestés » par les termes de Tanıl Bora en tant que les extensions de la tradition ottomane. Comme la démocratisation était envisagée comme une exigence de l'occidentalisation conformément à ce projet d'Etat-nation moderne selon lequel la nation existe pour l'Etat, elle a encore une fois été menée du haut vers le bas.<sup>142</sup>

Si l'on veut faire un résumé de tous ce que nous avons expliqué jusqu'ici, on peut dire que l'institutionnalisation du régime monopartite kémaliste s'est déroulée dans une manière moniste. Par les mots de İnsel,

(...) L'un des sources, qui déterminent le projet politique de la communauté qui fonde la République turque et qui le dirige jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, c'est l'idée 'de l'ordre et du progrès' qui est en même temps un des slogans du positivisme.<sup>143</sup>

Ces deux conceptions, c'est-à-dire, l'ordre et le progrès, qui sont devenu une hantise nationale presque fixe dans les pays construits par les mouvements indépendantistes après la décolonisation, ont été arrivées en avance en tant qu'un prototype en Turquie, qui n'a jamais vécu un processus de colonisation. La conception de l'ordre du Kémalisme, inspirée dans un cadre très générale de la méditation Gökalprien sur la collective, porte l'accentuation sur l'idéal d'unification et d'une nation organique. Le populisme, qui est l'un des six principes, représente la réflexion de cette quête d'un ordre sans contradiction. La réflexion directe de cette approche à l'économie se cristallise avec la répression sur les sources au vois du développement économiques, c'est à-dire le progrès. L'idée du « *développement à rétablir l'ordre* », inspiré par l'idéalisme allemand au XIX<sup>ème</sup> siècle et les pratiques

<sup>141</sup> İlkay Sunar et Sabri Sayarı, **op. cit.**, pp. 70-71.

<sup>142</sup> Stefanos Yerasimos, **Civil Society, Europe and Turkey**, İstanbul: Orient-Institut, 2000, p. 14.

<sup>143</sup> Ahmet İnsel, « Düzen mi Kalkınma mı? », **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi**, tome 5: **Muhafazakarlık**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, p.616.



solidaristes françaises, en faisant référence à la définition d'Ahmet İnsel, « *est un élément de l'idéologie politique de la bureaucratie militaire et civile qui s'imagine elle-même en tant qu'une classe sociale.* »<sup>144</sup> Le principe de l'étatisme parmi les six principes correspond explicitement à cette compréhension. Comme il est cité par Ahmet İnsel ;

Ce qui se parle prioritairement parmi les dirigeants républicains, c'est une réaction de la classe dirigeante qui se met en rogne face à la force destructive du processus du développement sur l'ordre traditionnel. (...) On peut considérer les approches beaucoup plus pondérées montrées par la classe dirigeante et les milieux sous leur domination vers les effets sociaux de la dynamique du développement, autour d'un conservatisme de l'Etat. (...) L'étatisme s'est devenu une expression d'une interprétation politique plus compréhensive loin d'être un choix de la politique économique. L'idée principale qui s'émerge dans cette expression, c'était d'assurer la convenance entre l'ordre politique traditionnel et le développement économique qui peut-être résultat de désordre, d'instabilité, de chaos.<sup>145</sup>

Les pratiques corporatistes en économie sont réalisées parallèlement à l'unification de la partie et de l'Etat dans l'espace politique. Il a été essayé de reformuler les réseaux traditionnelles ottomans par l'adaptation du Code civil avec celle de travail en 1936, donc les institutions populaires (*Halk Evleri, Köy Enstitüleri*) sont les appareils de cette reformulation. Voici, ces pratiques socio-économiques et sociopolitiques sont les signes primordiaux de cette formation étatiste bureaucratique. Donc, il s'agit de la construction de l'Etat turc sur les bases de l'Empire ottoman et d'un espace d'existence de la mémoire collective étatiste. L'anxiété sentis envers les classes inférieures et la politisation de l'Islam, va commencer à s'apparaître dans les années de l'après guerre.<sup>146</sup> Mais cependant, la mobilisation sociale et la société civile seront toujours considérées en tant que sources de risque pour les fonds du régime.

Finalement, en ce qui concerne l'organisation des partis politiques, on peut dire que la richesse des époques des Tanzimat, de la Monarchie Constitutionnelle et de l'Armistice s'est de plus en plus appauvrie lors du gouvernement monopartite et notamment elle est complètement disparue dans les années 30. On a visé à moderniser notamment et tout d'abord l'Etat et la société d'une manière superficielle, mais d'autre part, on n'a pas permis à la libération et à l'autonomisation

---

<sup>144</sup> *ibid.*, p.621.

<sup>145</sup> *ibid.*, p.616 – 620.

<sup>146</sup> Ahmet İnsel, *op.cit.*, 1996, p.144.

de l'individu vis-à-vis de l'Etat, en maintenant la conception de sacralité de l'Etat. Donc, il faudra considérer les pratiques politico juridiques du pouvoir monopartite kémaliste envers la société civile, dans le contexte de libéralisme.

## 2.2. Le Kémalisme en face de l'idéologie libérale

Dans ce sous chapitre, où nous allons discuter le rapport du Kémalisme au libéralisme, les formations et les institutions de la société civile de l'époque seraient l'objet d'analyse au mesure qu'elles permettent de voir le caractère de ce rapport mentionné. Quand on étudie les relations entre l'Etat et la société civile dans la Turquie républicaine, on constate qu'il existe des certains points de rupture. Le plus important de ces points de rupture du point de vue de la société civile dans la vie politique turque est l'époque du régime monopartite contenant la période de 1923-1946. Dans cette perspective, la discussion sur la perspective de libéralisme du Kémalisme est importante quant à la compréhension de l'approche dominante de l'époque à la société civile.

S'il faut mettre le concept de libéralisme que nous utilisons ici, il est possible de trouver le cadre théorique principal à Immanuel Wallerstein. Le théoricien du système-monde, Wallerstein traite la totalité du processus d'élargissement du capitalisme et de la modernité entre les années 1789 et 1989 autour du concept de « libéralisme ». Selon lui, libéralisme signifie un cadre plus large qu'un développement simple des rapports productifs capitalistes ou des antagonismes de classe. Cela comprend toutes les nouveautés économiques, sociales, juridiques, politiques et institutionnelles qui sont intrinsèques au développement du capitalisme, et les combine. Cette conceptualisation du libéralisme signifie l'accordance de toutes les normes et les institutions qui s'apparaissent avec le capitalisme et la modernité sous la domination du paradigme libérale sur la terre. Dans ce sens du libéralisme, on peut dire qu'il exclue le conservatisme, et qu'il considère les idéologies et les systèmes totalitaires en tant que déviance historique du paradigme.<sup>147</sup>

Dans le cadre de ce mémoire, nous proposons qu'il est possible de traiter le processus de transformation républicaine et d'établissement du régime monopartite qui correspondent à la période de 1923 – 1938 dans le cadre de ce paradigme libérale

<sup>147</sup> Immanuel Wallerstein, *Liberalizmden Sonra*, İstanbul: Metis Yayınları, 1998.

en tant qu'il est défini par Wallerstein. Donc, toute la transformation réalisée par le Kémalisme avec un désir ou un but à former une société occidentale et séculaire, est essentiellement au prolongement du paradigme libéral et aussi dans le cercle libéral. Alors qu'il est une question de savoir si le régime monopartite (comme son nom l'indique) pourrait être considéré littéralement un régime libéral, cependant, notre question principale n'était que le fait que le Kémalisme agissait conformément dans le paradigme libéral en termes macro historiques.

Selon Wallerstein, la révolution française a transformé les notions de nouveauté, de changement, de transformation, et même de révolution, en des notions « normales », c'est-à-dire, les notions ordinaires de la vie politique moderne, et l'on a accepté cette situation d'une façon irréversible dans le monde moderne. La révolution signifie l'adoration de la science newtonienne du XVII<sup>ème</sup> siècle et du concept de développement du XVIII<sup>ème</sup> siècle, c'est-à-dire, elle signifie cette chose qu'on commence à appeler la modernité. D'après Wallerstein, le libéralisme qui se définit en tant que opposant du conservatisme, s'est construit sur une base ce qu'on peut dire « la conscience d'être moderne », et il s'est situé au centre de l'arène politique, en se prétendant d'être « universaliste ». Quant à la modernité, c'est une combinaison d'une réalité sociale et d'une perspective du monde particulières, et aujourd'hui, ce couple est substitué à l'*Ancienne Régime*.<sup>148</sup> Si cette perspective est attribuée au cas de Kémalisme, on peut dire qu'en remplaçant l'Ancienne Régime ottoman par le néopatrimonialisme républicain, le Kémalisme a fait également la même chose avec celle du libéralisme. Mais cependant, il est possible de dire que c'était la société civile qui s'est manqué dans cette remplacement. Alors que la société civile pourrait être un soutien crucial pour le nouveau régime, les Kémalistes l'ont détruit en place de la développer.

Enfin, Wallerstein aussi souligne le même point : selon lui, la révolution française a introduit la souveraineté « populaire » contre la souveraineté du monarque absolutiste, et c'était l'un des succès les plus grandes de la modernité. A partir de ce moment-là, personne n'a pu vaincre ce nouveau monarque depuis longtemps malgré beaucoup des guerres longues et sanglants. D'après les libéraux, le peuple était composé des individus chacun d'eux possédant des droits économiques,

---

<sup>148</sup> *ibid.*, pp. 70–79.

politiques et culturelles. L'individu était « le sujet » historique de la modernité.<sup>149</sup> Donc, on peut dire que c'était l'esprit que le Kémalisme n'avait pas pu voir politiquement. Lors qu'ils essayent de développer la nation, ils ont laissé l'individu à coté et se sont appuyé au patrimonialisme hérité de l'Empire ottoman.

Tandis que les libéraux croyaient à l'indispensabilité du développement, d'autre part, ils ne pensaient que le développement serait possible par l'effort humain et également par un programme politique. Selon Wallerstein, les libéraux, qui sont auto-assurantes et qui croient à la modernité, se sont efforcés à tout nettoyer le monde, des résidus « irrationnels » du passé.<sup>150</sup> Le point commun de celles-ci qui s'appelaient libéraux en 1789 avec celles qui s'appelaient socialistes avec le temps, c'est tous ces sujets politiques ont toujours défendu et sublimé la révolution avec passion. Même en Grande Bretagne, les radicaux, qui seraient les socialistes du futur, se sont rassemblées plutôt aux libéraux militants. De cette façon, cette interprétation se devient adéquate également pour les Kémalistes.<sup>151</sup>

Si l'on accepte la démocratisation en tant qu'un processus, il est possible de défendre que la société civile contribue au développement et à la consolidation de la démocratie libérale dans ce processus. Donc, il est aussi possible d'accepter que la société civile dispose d'une grande importance concernant la légitimité d'un système démocratique et libérale. C'est pourquoi il faut analyser le rapport du Kémalisme au libéralisme également dans le contexte des relations entre l'Etat et la société civile. De nombreuses recherches académiques affirment que l'objectif du Kémalisme était de se transformer en un régime démocratique et libéral après avoir garanti la modernisation culturelle et le développement économique. A l'origine de ce jugement se trouvent les arguments comme le transfert à l'amiable du pouvoir politique au Parti démocrate, la remise éventuelle du système aux civils par les responsables de toute intervention militaire et le retour au système démocratique représentatif. Cependant, il y a des approches qui rejettent cette idée. Par exemple, selon Levent Köker, l'affirmation que l'objectif final de l'idéologie du Kémalisme est la démocratisation est loin d'être persuasive. Köker énumère les motifs de cette situation comme suit;

---

<sup>149</sup> *ibid.*, p. 81.

<sup>150</sup> Immanuel Wallerstein, *Bildiğimiz dünyanın sonu*, İstanbul: Metis Yayınları, 2000, pp. 100–118.

<sup>151</sup> Immanuel Wallerstein, *op.cit.*, 80 – 82.

- 1) Le Kémalisme, dans sa formulation des années 1930, avait rejeté la démocratie propre à l'Etat moderne. Ce rejet était soutenu par les justifications comme « l'absence des classes » et « la présence d'une société solidariste ». Il a été avancé que la démocratie était inutile puisqu'il n'existait pas de classes et le libéralisme était nié.
- 2) Une conception adoptant le principe d'Etatisme comme la politique économique essentielle voulait éviter les différences de classe et le conflit des classes et visait à le faire à travers l'Etat.<sup>152</sup>

Avançant les deux motifs ci-dessus, Köker dit que le commentaire stipulant que le Kémalisme / l'Ataturkisme visait la « démocratisation » suite à l'accomplissement des transformations économiques, culturelles et juridiques nécessaires, est dépourvu de fondement historique-conceptuel. Bien qu'il accepte qu'il est possible d'avancer que le Kémalisme s'est ouvert vers la démocratie libérale dans le temps comme chaque idéologie, Köker soutient que cette ouverture s'est réalisée en restant fidèle à un « modèle corporatiste » auquel les circonstances historiques propres à la Turquie ont également contribué et au pluralisme le plus rétréci d'une démocratie propre à l'Etat moderne. Quant à Yerasimos, le cadre militaire-civil détenant le gouvernement s'est efforcé de réaliser son zèle de créer un Etat-nation moderne, laïc de manière à ce que la nation soit modelée par le pouvoir politique sur une base non participationniste. Quant aux institutions intermédiaires comme les chambres professionnelles fondées par la bourgeoisie urbaine et les notables ruraux, elles ne sont restées que des institutions strictement contrôlées par l'Etat présentant des caractéristiques corporatistes.<sup>153</sup>

L'une des critiques du Kémalisme du point de vue libéral, c'est la critique de tutelle. Pour Baydur l'évaluation de la relation du Kémalisme avec la démocratie libérale par la notion de tutelle provient de l'approche acceptant le statu quo des sociétés occidentales comme un objectif à atteindre. Selon lui, le Kémalisme, en tant que idéologie du régime monopartite dispose d'un caractère semblable au populisme du Tiers Monde du point de vue des relations de l'idéologie avec la démocratie à l'époque-là. Cette idéologie présentant une qualité positiviste et solidariste n'est pas tutélaire avec cet aspect.<sup>154</sup> D'autre part, selon Fuat Keyman, « la théorie de

<sup>152</sup> Levent Köker, **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2004, s. 205-206.

<sup>153</sup> Yerasimos, **op. cit.**, 2000, p. 17.

<sup>154</sup> Mithat Baydur, « Demokrasi ve Modernleşme Sürecinde Devletin Sivil Topluma Baskın Gelmesi ve Kemalizm », **Yeni Türkiye**, no. 23-24, 1998, p. 198.

modernisation », développée dans les années 1950, réside à la base de la conception de tutelle et le Kémalisme est plus ancien que cette théorie, qui défend que la société doit passer par certaines étapes avant d'établir un système démocratique. Un certain nombre de pratiques antidémocratiques sont considérées légitimes pendant que la société passe par ces étapes.<sup>155</sup>

Quant à la conception tutélaire, le fait que la société ne soit pas en mesure d'être gouvernée par la démocratie libérale du point de vue politique, culturel et économique est à l'origine de l'esprit du gouvernement monopartite. Par exemple le PRP, ce qui est qualifié à plus tard comme « le monopartite de type kémaliste » par Duverger, constitue un type de parti pragmatique qui ne prend pas appui d'une idéologie rigide, s'orientant à assurer l'éducation politique des masses populaires et composant les diverses « tendances » étant le noyau de plusieurs partis futurs en son sein. C'est concernant ces caractéristiques que l'époque d'Atatürk marquant les premières quinze années de la République est considérée comme « une époque de préparation à la démocratie ».<sup>156</sup> Shwartzenberg aussi a réservé une place particulière à la Turquie en ce qui concerne les régimes monopartite dans les pays en voie de développement. En soulignant que le régime monopartite est un instrument d'hégémonie oligarchique ou un instrument de pouvoir individuel, il qualifie d'exceptionnelle, la Turquie de Kemal Atatürk. Selon Schwartzberg, La Turquie d'entre les années 1923-1946 n'est pas un pays totalitaire, en ce qui concerne son idéologie qu'en tant que sa structure. La Turquie est pour une idéologie démocrate et une démocratie pluraliste ; elle s'oriente vers un tel objectif par le biais du régime monopartite. Du point de vue structural, le PRP est un parti de cadre ressemblant au Parti radical français.<sup>157</sup>

Un autre chercheur de même opinion, Feroz Ahmad, précise qu'Atatürk et les Kémalistes rêvaient d'une Turquie plus libérale dans les années 1920, mais il y ajoute aussi que la société turque devrait faire le plus vite possible le progrès dont elle avait besoin. Selon Ahmad, Atatürk reconnaissait les concepts et les institutions libéraux comme les chambres de commerce, la presse libre, les partis politiques et le

---

<sup>155</sup> Fuat Keyman, « Türk Modernitesini Anlamak », *Doğu-Batı*, no. 16, 2001, p. 15.

<sup>156</sup> Münci Kapanı, « Cumhuriyet Döneminde İnsan Hakları », *Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, no. 31, 1974, p. 11.

<sup>157</sup> Citée par Zafer Toprak, « Tek Parti Cumhuriyeti ve Demokrasi », *Yeni Türkiye*, no. 23-24, 1998, s. 1053.

droit d'expression libre. Mais il était obligé de durcir le régime du fait qu'il n'arrivait pas à convaincre les conservateurs à abolir les institutions du sultanat et du califat. En fait, Atatürk était contre les régimes autoritaires et n'avait pas, non plus, l'intention d'instaurer un régime totalitaire. Le déclin du libéralisme en Europe occidentale surtout après les 1930 avait également conduit les Kémalistes pragmatistes et pratiques à s'éloigner du libéralisme. Selon Feroz Ahmad, le fascisme qui était le plus proche d'un nationalisme rejetant la différence de classes avait paru plus intime aux Kémalistes de l'époque. Dans les années 1930 où l'Etatisme s'était transformé en obligation économique, le gouvernement monopartite qui, en apparence, ressemblait à un régime autoritaire similaire au fascisme a été consolidé par l'intégration du parti et de l'Etat.<sup>158</sup>

Selon Ahmad, les libéraux ont objecté aux pratiques de Recep Peker et de son environnement lors des années 1930. En somme, le régime kémaliste n'a jamais totalement nié les principes libéraux ou la pensée d'avancement même s'il ne les a pas pratiqués. L'Etat de droit constitutionnel a toujours été protégé, l'universalité de la civilisation a toujours été acceptée et l'égalité des gens et des groupes ethniques, l'individualisme et le rationalisme n'ont jamais été niés. Mais il existait quand même, dans les années 1930, au sein du parti, un groupe impressionné par les fascistes et ils n'ont pas manqué de s'opposer nettement au libéralisme. Bien que le régime soit durci et eut ressemblé à un régime autoritaire fasciste vers la fin des années 1930, Atatürk donnait un message important à la Turquie et au monde en destituant Recep Peker qui était contre le libéralisme du secrétariat général du parti et en nommant Celal Bayar, le premier ministre.<sup>159</sup> Une autre affirmation importante de Feroz Ahmad est que les Kémalistes ne se sont jamais opposés à la formation des classes malgré leur opposition à la lutte des classes. En effet, le régime ayant adopté une attitude très sévère contre la grève et le lock-out, les réunions et les marches sans autorisation, avait voulu, d'une part, créer une bourgeoisie et d'autre part, il avait forcé les associations artisanales, ouvrières et professionnelles à s'organiser sous le contrôle de l'Etat.<sup>160</sup>

---

<sup>158</sup> Feroz Ahmad, **Modern Türkiye'nin Oluşumu**, İstanbul: Kaynak Yayınları, 1999, pp. 52–72.

<sup>159</sup> **ibid.**, p. 66.

<sup>160</sup> **ibid.**, pp. 56-66.

En outre de ces analyses, il existe des analyses qui efforcent de voir les nuances spécifiques dans le régime. L'une de ces analyses appartient à Bülent Tanör. Tanör, en faisant une distinction entre le Kémalisme et le régime kémaliste, soutient que le régime portait certains éléments démocratiques entre les années 1923-1945. Ils sont, à savoir, la souveraineté nationale, la présence de l'assemblée, l'appui de la conception de légitimité sur la légalité et la représentation, la diffusion perpétuelle des idées démocratiques et la liberté pour les publications officielles et semi-officielles, les tentatives de vie multipartite, la tolérance contre l'opposition au sein du parti.<sup>161</sup>

En somme, les opinions conformes à la lignée historique-matérialiste qui considéraient le Kémalisme comme l'idéologie d'un groupe avant-garde destiné à réaliser la révolution démocratique bourgeoise en créant une bourgeoisie nationale dans une société dépourvue de la classe bourgeoise se voient largement acceptées comme celles des thèses académiques considérant le Kémalisme comme un programme de transformation d'une société agricole dont les caractéristiques traditionnelles prédominent de manière excessive en une société moderne, industrialisée et démocratisée.

Quand on regarde aux débats dans le contexte des relations de l'Etat et la société dans le Kémalisme, on rencontre à une structure qui marque la pluralité des idées. Ici, le point essentiel sur lequel il faut insister c'est la distance de la société civile à l'Etat et celle de l'Etat aux organisations non gouvernementales. Les organisations non gouvernementales ne sont pas en général contre l'Etat. Leur but ne consiste pas à détruire l'Etat ou à modifier la structure de l'Etat mais à constituer une structure sociale participationniste en faisant pression sur l'Etat, c'est-à-dire sur les institutions qui gèrent l'Etat.<sup>162</sup>

Pendant l'époque monopartite, les principaux déterminants de la relation entre l'Etat et la société sont le gouvernement du PRP dans le domaine politique, la politique d'Etatisme dans le domaine économique et le processus de modernisation qui continue dans le domaine social. Bien que la République présente un aspect

<sup>161</sup> Bülent Tanör, « Türk Devrimi Üzerine Düşünceler » **Yeni Türkiye**, no. 23–24, 1998, p. 562.

<sup>162</sup> Ahmet İnsel, « Sivil toplum, STK'lar ve Gönüllülük », **Sivil Toplum ve Demokrasi Konferans Yazıları**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, STK Eğitim ve Araştırma Birimi, 2004.



différent de l'héritage ottoman du point de vue des relations de l'Etat avec la société, la structure bureaucratique étatiste et centraliste dominante se trouve être gardée. Les élites de l'Etat paraissent fortement garder la mentalité d'ériger un Etat abstrait, inaccessible, qui se glorifie au-dessus de tout. En conséquence, la société qui venait après l'Etat devait s'orienter vers la direction indiquée par l'Etat et il n'existe pas une grande différence entre les dirigeants ottomans et ceux des républicains dans le sens de la sacralité étatique. L'approche d'Etat autoritaire, bureaucratique et centraliste concrétisée à l'époque républicaine est, au contraire, devenue plus sévère pour réaliser facilement les réformes prévues par les élites étatistes et les structures situées dans l'axe Etat-société sur lesquelles reposent les institutions politiques ont toujours subsisté<sup>163</sup>. Başkaya souligne que la vision de la société à cette époque n'est pas très différente de celle de l'époque ottomane:

Les kémalistes considéraient la société non pas comme une propre identité, une unité idéologique, culturelle, sociale mais comme un objet passif malléable... Ce fait s'est révélé chez les Ottomans comme une nouvelle version de l'aliénation du peuple par rapport aux dirigeants.<sup>164</sup>

Selon Gevgilili le point de nœud du processus de l'interrogation par la Turquie de toute son histoire est la question de société civile. En analysant cette époque, Gevgilili y souligne l'absence de la société civile. Les révolutions comme la loi de la citoyenneté, l'unité de l'enseignement réalisées pour la modification de la superstructure culturelle dans les dix premières années de la République seront à l'origine de l'aliénation sociale, des crises d'identité profondes, de la priorité donnée à une occidentalisation formelle en tant qu'une « révolution culturelle » qui serait effectuée au-dessus et au delà des regroupements de société civile. Pendant que la République évoque « *une Turquie recrée au bout de dix années* », l'objectif était de créer une *tabula rasa* sociale purifiée des débats du passé. A l'origine du discours « *une société unie sans classes et sans privilèges* » ou du discours « *le paysan est le maître de la nation* » se trouve également l'objectif de créer une nouvelle société.<sup>165</sup>

Dans la perception de l'Etat et de la société de l'idéologie dominante à l'époque du parti unique, l'alliance ancienne de l'Etat avec la religion a cédé sa place

<sup>163</sup> Ömer Çaha, *op. cit.*, p. 108.

<sup>164</sup> Fikret Başkaya, « Neden Resmi İdeoloji », *Yeni Türkiye*, no. 23–24, 1998, p. 562.

<sup>165</sup> Ali Gevgilili, *Türkiye'de Yenileşme Düşüncesi, Sivil Toplum, Basın ve Atatürk*, İstanbul: Bağlam Yayınları, 1990, p. 113.

à l'alliance de l'Etat avec la nation et la légitimation kémaliste a gardé sa vieille forme a titre de la légitimation classique. Dans ce processus, on a souligné l'unité de l'Etat et l'idée de détermination des opinions du peuple par l'Etat a gardé son importance pour garantir la formation d'une nouvelle conscience nationale.<sup>166</sup> Donc, si l'on veut faire une brève évaluation de la perspective sociale de l'Etat, nous pouvons dire qu'on voulu transformer la société n'ayant aucun sens que d'être une ressource humaine pour l'Etat en « un cœur unique avec sa patrie, sa nation et son Etat ». Certes, ce discours exprime l'enthousiasme de la solidarité sociale, de l'unité et de l'union. Cependant l'espace public censé être une plateforme ouverte, un forum, un espace transparent auprès du pouvoir politique s'est transformé en Turquie en un espace moniste où le pouvoir politique, seul, peut se montrer du fait de la conception a partir de laquelle on essaie d'expliquer la mentalité général.

La perception de l'Etat et de l'individu du Kémalisme est aussi une autre dimension pour notre sujet. L'idée que le gouvernement dispose d'un caractère positiviste et que l'individu soit rejeté à l'arrière plan au nom de la transformation sociale est également populaire dans les discussions relatant la perception de l'Etat et de l'individu à l'époque monopartite. Selon Erdoğan et Ögün, les citoyens de la République de Turquie ont été uniquement considérés comme des gens-citoyens, leur caractéristique d'être des gens-individus a été ignorée comme une conséquence de la philosophie positiviste. On a essayé de standardiser les citoyens dans le but de certains objectifs conformes à cette politique et cette situation a donné lieu à ce que le pluralisme fut une problématique politique et sociale le long de l'époque républicaine.<sup>167</sup>

D'autre part, l'individu civil est l'une des dessous-de-plat de la modernité occidentale, qui s'est développée sur la raison. Elle est aussi une condition *sine qua non* de la société moderne pour İdris Küçükömer. L'individu libre, autonome et original était l'origine principale d'un pouvoir démocratique. Küçükömer affirme que les gens devenus « militants » dans le camp occidentaliste laïc ou « disciples » dans le camp orientaliste-islamiste étaient loin d'être des « individus » et il précise

---

<sup>166</sup> Levent Köker, « Ulusal Kimlik ve Devlet Meşruiyeti: Türkiye'nin Demokratik Deneyiminin Çelişkileri », dans **Sivil Toplum, Demokrasi ve İslam Dünyası**, Elizabeth Özdalga et Sune Persson, İstanbul: Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1998, p. 90.

<sup>167</sup> Ahmet Karadağ, « Türk Aydınlarında Cumhuriyet: Farklı Siyasal Duruşlar ve Farklı Sonuçlar », **Fırat Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi**, vol.14, no.2, 2004, pp. 247–248.

que ceux qui restaient à l'extérieur de ce groupe étaient les fonctionnaires de l'état autoritaire; ceci a fait commencer un débat qui dure encore dans notre vie intellectuelle actuelle. Il a recherché les obstacles qui se dressaient devant le fait d'être un véritable individu et a constaté que tous les camps idéologiques qui semblaient être des frères ennemis se réunissaient dans un front commun concernant l'empêchement du fait d'être un « individu » et de créer une société civile saine.<sup>168</sup>

Selon Coşar, l'individu se présentait comme le correspondant fictif de l'Etat dans le processus de modernisation et il a été ainsi totalement ignoré. A l'époque ottomane, les actions individuelles se regroupaient autour des valeurs comme la famille, le statut, la religion, les richesses et ceci dit, la modernisation a produit ses premiers exemples à cette époque, en poussant la société importer l'éducation, au début du XX<sup>ème</sup> siècle. A ce point, le Prince Sabahattin avait mis en avant l'individu comme le type d'homme occidental et a considéré le passage de la structure de société communautaire dominée par le modèle de sujet inactif à la structure de société individualiste comme le seul remède de sauvetage de l'Etat ottoman.<sup>169</sup>

En Turquie l'intellectuel modernisant considérait la modernité comme un ensemble de plans et de programmes et non pas comme un processus. C'était l'Etat qui appliquait ce programme alors que c'était la société qui en était le sujet. On a voulu transformer la société, faire du sujet un citoyen à travers l'éducation.<sup>170</sup> Les moyens économiques de la modernisation de la société n'ont pas pu être introduits tant du fait de la tradition Etatiste que du fait des effets négatifs de la crise économique de 1929, on s'est basé sur une modernisation formelle à travers l'éducation. Pour Coşar l'autodéfinition de l'intellectuel à propos de son identité a été déterminée par le maintien de l'ordre. Cela provient de la conviction que les principes fleurissent au sein de l'ordre et ne seraient protégés que par la continuité de l'ordre. Dans cette perspective, l'attitude dominante dans l'examinassions des thèmes de citoyen-individu, de libéralisme, d'opposition a été modelée par la mentalité « pour l'ordre » et non pas « malgré l'ordre ».

---

<sup>168</sup> Ahmet Davutoğlu, Güven Avcı, Bülent Somer, Murat Belge, **İdris Küçükömer Anısına Türkiye'de Sivil Toplum Arayışları**, Boğaziçi Library WALD Yayını, 2000, p. 25.

<sup>169</sup> Simten Coşar, « Türk Modernleşmesi, Aklileşme, Patoloji, Tıkanma », **Doğu Batı**, no.8, 1999, p. 62.

<sup>170</sup> **ibid.**, p. 63.

L'objectif prioritaire de la communauté des intellectuels kémalistes est l'imposition des responsabilités sociales dans la direction de la création d'un Etat national dirigé vers la modernisation. Selon Gevgilili l'insistance perpétuelle sur les responsabilités et les devoirs de l'individu dans ce nouvel ordre basé sur le principe de nationalisme entrerait bon gré mal gré en conflit avec l'ordre de société civile à partir d'un certain temps et aboutirait au renforcement des tendances et des pressions jacobines réglementant d'en haut dans le système politique. La méthode appliquée est une expérience de renouvellement dans laquelle les épanouissements démocratiques seront sous contrôle continu au nom des finalités révolutionnaires sacralisées.

Dans cette perspective le perfectionnement de la société civile ou le développement de la démocratisation ne sont pas des causes de renouvellement mais un effet inévitable qui se manifeste de concert avec les pratiques.<sup>171</sup> Le système de gouvernement monopartite est considéré en tant qu'un miracle turc et représente la nation en entier suite à la proclamation de la République comme il a été souvent exprimé au stade de l'instauration et de l'installation du gouvernement monopartite et comme Tekin Alp (Moïse Cohen ou Muhsin Tekinalp) vient de souligner dans son œuvre intitulée « *Kemalizm - Le Kémalisme* ». Alp a remarqué que ce système était différent du système libéral européen qui était complexe et sans succès à cette époque brillante.<sup>172</sup> En effet, cette affirmation d'Alp a été souvent partagée par les leaders et les auteurs du PRP. Cependant, nous devons y ajouter que la plupart de l'argumentation pour un Kémalisme antilibéral de Tekin Alp, prend la motivation rhétorique. De cette façon, Alp vise à rendre les politiques et pratiques autoritaires kémalistes légitimes. Les affirmations qui stipulaient toute une série d'idées prétendant que le PRP représentait le pays entier, qu'il n'existait pas de contradiction de classe comme à l'Occident, que la présence de divers partis n'était pas donc nécessaire, que le libéralisme était le régime du chaos et qu'il secouait l'autorité de l'Etat, toutes celles-ci avaient souvent trouvé de place à son époque.

Çelik, essayant de regarder de plus près à l'établissement hégémonique et d'analyser du discours du Kémalisme, efforce de révéler les obstacles de cet établissement et de ce discours devant la structure libérale. Le Kémalisme avait

<sup>171</sup> Ali Gevgilili, *op. cit.*, pp. 114–115.

<sup>172</sup> Tekin Alp, *Kemalizm*, Istanbul: Toplumsal Dönüşüm Yayınları, 1998, p. 94.

essayé de dominer le domaine politique par la promesse de créer une nation. Il se fut présenté comme le moyen unique de la création nationale, de la communauté modernisée, rationnelle et laïque et la fidélité de la société entière au projet kémaliste fut présenté comme la condition essentielle pour former une nation.<sup>173</sup> Çelik soutient que le commentaire suivant de Kahraman et de Keyman est insuffisante et réductionniste :

Lire le Kémalisme c'est de saisir la manière d'établissement discursif et la façon d'agir de l'hégémonie globale de la modernité. L'analyse de l'hégémonie globale de la modernité, donc du processus d'établissement du discours orientaliste dans les pratiques historiques et discursives est la condition préalable du Kémalisme qui représente l'histoire de la modernité turque et la radicalisation de cette histoire.<sup>174</sup>

Çelik défend que le Kémalisme est un ensemble d'applications *sui generis*, pragmatistes, partant de la pratique et plus avancées que celles Kahraman et Keyman ont exprimées à partir de l'interprétation suivant d'Öğün: « *Le kémalisme en tant qu'une structuration extrêmement cohérente devient au cours du temps l'élément de légitimation presque unique de la culture sociale-politique.* »<sup>175</sup>

Quand nous jetons un coup d'œil à l'époque monopartite, nous constatons que le régime déterminé par les principes kémalistes révèle un environnement politique qui s'élève sur la base d'unité et de solidarité nationales et qui pourrait être exprimé par les six flèches. L'unité d'idéal, l'absence des classes et l'absurdité de la lutte des classes en tant que les principes soulignés par le populisme de l'époque du parti unique constituent un milieu, qui ne nécessite pas la fondation des partis et il est temps de travailler en solidarité pour un peuple trouvant sa volonté nationale dans la Grande Assemblée nationale de Turquie et pour s'élever au dessus du niveau de la civilisation contemporaine étant guidé par un parti unique reflétant la volonté nationale et garantissant au peuple tout cela. Après avoir résumé l'atmosphère politique dominante de l'époque du parti unique comme au dessus Öz pose la question « *Quel pourraient-être la place et l'importance de la participation politique dans la pratique et la conception d'un tel système politique ?* » et précise-t-il avec une constatation très correcte que l'administration monopartite kémaliste travaillait à augmenter la participation à toutes les élections réalisées à partir de 1923 ou à

<sup>173</sup> Nur Betül Çelik, « Söylem Kuramları, Hegemonya Kavramı ve Kemalizm », **Doğu Batı**, no. 8, 1999, pp. 27–40.

<sup>174</sup> Hasan Bülent Kahraman et Fuat Keyman, « Kemalizm, Oryantalizm ve Modernite », **Doğu Batı**, no. 2, 1998, p. 72.

<sup>175</sup> Nur Betül Çelik, **op. cit.**, p. 37.

montrer la participation plus importante; cependant il souligne que le même effort n'a jamais été en question pour les associations. Öz l'explique ainsi :

Les élites kémalistes ne sont pas tolérantes envers les associations qui constituent le moyen de représentation le plus remarquable des souhaits et des demandes du peuple à l'exception des partis politiques. Elles n'étaient tolérantes envers les associations que dans le cas où ces dernières aidaient à faire adopter au peuple les politiques et les idées officielles et d'autant plus qu'elles restent sous le contrôle et l'autorité du parti.<sup>176</sup>

Les cadres militaires-bureaucrates et intellectuels de la République ont créé l'illusion qu'il n'existe pas de manière consciente de classes, de groupes, d'individus dans la société mais un peuple tout entier à travers le principe de populisme. Cela a continué d'être une des idées étant à l'origine de l'idéologie officielle non seulement à l'époque monopartite, mais aussi à la fin de ce processus.<sup>177</sup>

Les mots clés de la lutte idéologique menée par les cadres qui ont instauré la République contre la structure de société traditionnelle ottomane étaient les concepts de « peuple » et de « nation ».<sup>178</sup> Ces concepts qui ont émergé dans le processus de création des états-nations ont joué un rôle efficace dans la rupture de la structure ou des attitudes traditionnelles dans plusieurs pays du monde à partir de l'Europe continentale. Cette situation a eu également lieu de manière similaire au stade de la fondation de l'Etat de la République de Turquie. Après la victoire de la guerre d'indépendance le nouveau régime agit pour créer un Etat moderne autour de ces concepts qu'on vient de mentionner.

Avec la proclamation de la République, Mustafa Kemal fixa le nationalisme reposant sur le principe de Turkisme comme l'identité principale de l'Etat. A cette époque, le principe de Turkisme de Ziya Gökalp fut amené plus loin et le principe de modernisation fut également reconnu avec une nouvelle interprétation. Cette idéologie officielle de l'Etat fut généralisée en Turquie entière par le biais d'une forte association comme les Foyers turcs à la fois recréés et généralisés et fut approuvée dans chaque échelon de l'Etat.<sup>179</sup> Des politiques nationalistes furent poursuivies à chaque stade de l'administration à l'époque du parti unique et surtout avec les années

<sup>176</sup> *ibid.*, pp. 191–195.

<sup>177</sup> Stefanos Yerasimos, « Tek Parti Dönemi », dans *Geçiş Sürecindeki Türkiye*, Irvin Cemil Schick et Ahmet Tonak, İstanbul: Belge Yayınları, 1998, p. 84.

<sup>178</sup> Feroz Ahmad, *İttihatçılıktan Kemalizme*, İstanbul: Kaynak Yayınları, 1996, p. 100.

<sup>179</sup> Faruk Aydın, « Cumhuriyet'in İlk Yıllarında Türkçülük (1923–1945) », *Yeni Türkiye*, no. 23–24, 1998, p. 784.

1930; le nationalisme eut été peut-être le plus remarquable des déterminants fondamentaux dans le processus de création d'un nouveau Etat-nation dans les domaines d'éducation et de culture en premier lieu. Ainsi un des arguments du gouvernement du parti unique vis-à-vis de la société civile était le nationalisme.

Köker précise que le Kémalisme est un concept dans lequel la notion de nation qui se reflète aux principes de nationalisme est séparée de son contenu religieux et que le Kémalisme vise à présenter le nationalisme comme un système de valeurs éloigné de la religion d'Islam.<sup>180</sup> Certes la non-autorisation d'un espace de vie aux sectes et les pratiques suite à l'entrée de la laïcité dans la Constitution supportent cette opinion. Nilüfer Göle expliquant que la modernisation turque est problématique concernant les relations entre l'Etat et l'individu et en faisant référence à la société civile, exprime le caractère dominant du nationalisme comme suit:

Le modernisme ture (...) ne reconnaissant pas d'espace autonome à l'individu, à la société civile, au marché à l'exception de l'Etat a été construit sur les principes de civilisationnisme et de nationalisme. L'idéologie de nationalisme s'oppose aussi bien au libéralisme qui pourrait exprimer les intérêts divers et individuels plutôt que de porter les œuvres et l'identité culturelle locale et originale qu'au pluralisme. La modernisation turque ne s'est pas érigé sur la puissance entrepreneuriale et créatrice de la société civile qui, à son tour, s'érige sur la diversification et le pluralisme. Au contraire c'est un projet de civilisation marqué par l'exclusion des modèles locaux et des valeurs traditionnelles. L'Islam local ignorant les valeurs rationalistes et positivistes a été exclu de l'histoire dans le cadre de ce projet de civilisation.<sup>181</sup>

Par conséquent, le nationalisme kémaliste exprimé comme le *Nationalisme d'Atatürk* s'est maintenu à l'abri des approches racistes de l'Italie et de l'Allemagne de l'époque, par contre des politiques de Turkification ont été pratiquées contre la diversité ethnique et religieuse de la géographie anatolienne avec des renvois à la race turque. Cette situation a donné un coup à la présence politique, sociale et culturelle des minorités et a été la dernière étape dans la destruction de la culture de diversité qui était dominante dans l'Empire ottoman. En outre, il existait plusieurs associations civiles fondées par les minorités depuis l'Empire ottoman et les minorités jouaient un rôle crucial dans la vivacité économique et culturelle du pays. L'incitation des minorités à l'immigration en conséquence des politiques de Turkification a donné lieu à la disparition de cet acquis économique, culturel et

---

<sup>180</sup> Cemal Fedayi, « Kendi İfadeleriyle Atatürk'ün Temel Siyasal Düşünceleri-Cumhuriyet İdeolojisine Giriş », *Yeni Türkiye*, no. 23-24, 1998, p. 707.

<sup>181</sup> Davut Dursun, « Demokratikleşemeyen Cumhuriyet », *Yeni Türkiye*, no. 23-24, 1998, p. 1108.

social. Les éléments naturels d'un régime plus libéral et participationniste en ce qui concerne la diversité et du fait de la diversité ont été abolis en conséquence des politiques de Turkification. La liquidation des non-musulmans de la même manière du fait de ces politiques a homogénéisé la population musulmane de la société turque, ce qui a empêché l'appui de l'Etat sur une conception de laïcité plus vigoureuse.

Un autre point essentiel qui définit le Kémalisme, c'est le corporatisme. Il existe de nombreuses recherches abordant les pratiques de l'Etat face à la société civile, à l'époque du régime monopartite, dans le cadre du corporatisme. C'est pourquoi nous devons discuter ici le corporatisme et déterminer quelles pratiques de l'Etat sont renfermées par le corporatisme. Le corporatisme, en tant que modèle social et économique, considère la société comme un ensemble organique et harmonisé, constitué des parties interdépendantes et qui se complètent à titre fonctionnel. Les éléments fondamentaux, c'est-à-dire les molécules de la société, sont les groupes professionnels et les organisations de ces derniers, c'est-à-dire les corporations. On reconnaît que le corporatisme correspond à l'organisation sociale fasciste et on travaille à transformer le capitalisme, la concurrence et le conflit des classes en l'harmonie sociale dans un environnement où la démocratie libérale perd son efficacité. Le corporatisme qui a trouvé un espace d'application en Italie, dans les années 1930, soutient une organisation sous l'égide de l'Etat.<sup>182</sup>

Makal affirme qu'il faut aborder les événements des années 1930 dans le cadre du concept de corporatisme et en prenant en considération le principe de populisme. D'ailleurs, plusieurs chercheurs ont fourni une large littérature sur le fait que les pratiques de l'époque monopartite évoquent une structure sociale corporative. Pour Makal, les conditions d'existence des pratiques du corporatisme peuvent être résumées comme suit: l'existence d'une confédération supérieure s'élevant sur une organisation syndicale considérablement centralisée et représentant une grande partie des salariés qui dispose d'un pouvoir monopoliste dans un pays paraît nécessaire. L'intégration de ces organisations syndicales qui se dispose du droit de représentation monopoliste aux processus de prise de décision et aux réunions des organismes tels les comités, les conseils qui jouent un rôle remarquable sur la

---

<sup>182</sup> Ahmet Makal, *Türkiye'de Tek Partili Dönemde Çalışma İlişkileri: 1920-1946*, Ankara: İmge Kitabevi, 1999, p. 128.



constitution des politiques socio- économiques concernant leurs membres sont également nécessaires.<sup>183</sup>

Selon Makal, bien que les organismes organisés en fonction des professions et fondés par les entreprises de l'Etat exposent une qualité corporatiste, les attitudes et les pratiques du gouvernement de la République en ce sujet se distinguent, en fait, du corporatisme étatique classique. En effet, le gouvernement de la République est contre toute organisation professionnelle et même contre la formation des associations par les enseignants, surtout les premières années et notamment jusqu'aux années 1930; donc, l'attitude générale du gouvernement de la République est négative contre la constitution d'une société organisée. Quant aux organisations professionnelles créées après les années 1930, on peut affirmer que ce sont les associations semi-politiques qui pourraient s'adresser à l'Etat et au parti et qui ne sont pas des organisations professionnelles au sens propre du terme.

La législation de la loi sur l'Incitation de l'Industrie en 1927 pour la création d'une nouvelle bourgeoisie impliquait le soutien direct du capital national. D'après Makal, il faut considérer le renforcement des chambres dans cette perspective et penser que le système était plus « tutélaire » que corporatiste dans le contexte d'économie nationale. Donc le but est de rendre les organisations professionnelles opérables et par conséquent d'assurer une contribution concrète au développement de l'économie nationale. Makal précise que l'Etat ayant l'intention de mettre en ordre les chambres et ainsi de les renforcer n'a pas pu accomplir les pratiques sanctionnantes dans ce sens et que le contrôle de l'Etat sur ces chambres était donc considérablement limité et il ajoute pareillement que le degré de corporatisme est discutable dans cette situation.<sup>184</sup> Makal interprète que la création, à part, de deux Unions Industrielles l'une à İzmir et l'autre à İstanbul est l'expression la plus nette du faible contrôle de l'Etat sur les chambres.

De la même manière Sunar et Sayarı affirment qu'il serait erroné de qualifier l'époque républicaine précoce du corporatisme. Ils qualifient le régime du parti unique comme un pouvoir politique poursuivant des politiques autoritaires dans une société dépourvue d'une infrastructure de corporatisme. Selon eux, il est vain de

---

<sup>183</sup> *ibid.*, p. 129.

<sup>184</sup> *ibid.*, p. 145

chercher les traces du corporatisme dans une société autogouvernée, mobilisée et organisée. Par conséquent, il vaudra mieux d'expliquer les pratiques de l'Etat à l'époque du parti unique, non par le corporatisme mais par l'étatisme économique.<sup>185</sup>

« Les Congrès des Chambres de Commerce et d'Industrie de Turquie » réunis dans les années 1927 et 1928, n'ont pas donné donc de remarquables résultats, en conclusion, un environnement favorable à une organisation corporative n'a pas pu être créé. Selon Makal, cette conclusion prouve que la volonté de l'Etat n'était pas dans le sens de créer une structure corporative mais de tenir sous contrôle et de renforcer les chambres professionnelles.<sup>186</sup>

Makal précise que le Haut Conseil d'Economie créé en 1927 était absolument un conseil de consultation et malgré la représentation de divers groupes de la société au sein du conseil, l'objectif de détermination et de coordination des intérêts de ces groupes n'était pas poursuivi. L'objectif du Haut Conseil Economique composé majoritairement des spécialistes était de faire des recherches et des études concernant les questions économiques. Bien que le conseil ne présente pas un aspect corporatif du point de vue des objectifs, il est possible de trouver les indices de la structuration corporative dans les dispositions légales du conseil. Quand on regarde la pratique, on constate que le Haut Conseil Economique n'a pas pu être effectif au sujet de la détermination des intérêts de divers groupes et de la transmission de ces intérêts au gouvernement; étant resté inactif en cette matière, il a seulement réalisé des travaux importants a propos de la recherche.<sup>187</sup> Nous devons préciser que celui-ci ayant l'aspect d'un conseil économique et social transmettait les demandes de certains milieux d'affaires au gouvernement plutôt que de réconcilier les différents groupes d'intérêts et de classes.

Parla utilise le concept de « corporatisme solidariste-fascisant » en analysant l'époque et explique les applications comme celles du Congrès d'Economie faites à Izmir en 1923, et celles du Haut Conseil d'Economie en 1927 par l'intermédiaire de cette notion de « corporatisme solidariste ». En plus, il considère le Code du Travail et le Code Pénal de l'année 1936, la loi sur l'Education physique de l'année 1937, la

<sup>185</sup> İlkay Sunar et Sabri Sayarı, *op. cit.*, p. 72.

<sup>186</sup> Makal, *op. cit.*, p. 145

<sup>187</sup> *Ibid.*, p. 148

loi sur les Associations de l'année 1938, la loi sur l'Unité de la Presse de l'année 1938, la loi sur les Avocats de l'année 1938, la loi sur la Réorganisation des Chambres d'Industrie, de Commerce, d'Artisanat de l'année 1943, en tant que des événements qui dépassaient les limites du corporatisme solidariste.<sup>188</sup> Quant à Makal, il n'est pas d'accord avec l'interprétation de corporatisme solidariste de Parla concernant ces lois et il avance que la plupart de ceux-ci sont plus autoritaires que solidaristes et que la loi sur les Associations de l'année 1938 en est la preuve la plus importante à ce propos.

Un autre chercheur qui traite de l'époque comme une époque corporatiste est Keyder. Selon Keyder « *on a voulu mettre sur pied un modèle social corporatiste en niant les conflits entre les intérêts des classes et on a essayé de le légitimer par une idéologie de solidarité nationale.* »<sup>189</sup> Makal pense qu'à ce point Keyder commet une erreur grave pour ne partir que de la négation des intérêts de classe. Keyder rassemble les décisions prises au Congrès d'Industrie de l'année 1930 organisé par l'Association d'Economie et d'Épargne Nationales fondée par l'État lui-même dans les années 1930 et conseille l'organisation des industriels turcs selon les secteurs, aux pratiques de l'époque de Mussolini. Selon Keyder,

Un des aspects importants de ces entreprises c'est qu'elles indiquent la tendance du gouvernement d'envahir l'espace d'organisation sociale non seulement de manière directe mais aussi par le biais des appareils idéologiques contrôlés effectivement par l'autorité centrale et cette situation montre qu'on s'est inspiré des nouveautés organisationnelles pratiquées par les fascistes italiens.<sup>190</sup>

Selon Makal, les lois italiennes ont un impact profond sur les modifications du Code Pénal en 1933 et 1936 et sur le Code Pénal de l'année 1936. Cette inspiration des lois italiennes a été complétée par la loi sur les Associations de l'année 1938, une structure juridique en harmonie totale avec la structure économique et politique de l'époque ayant ainsi émergée.<sup>191</sup> Makal avance qu'il accepte lui-même le caractère provisoire du système du parti unique, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un système de tutelle mais que la permanence du régime fasciste en tant qu'un système totalitaire constitue une importante différence entre les deux.<sup>192</sup>

<sup>188</sup> Parla, *op. cit.*, p. 121.

<sup>189</sup> Çağlar Keyder, *Türkiye'de Devlet ve Sınıfları*, İstanbul: İletişim, 1990, p. 90.

<sup>190</sup> *ibid.*, pp. 49–52.

<sup>191</sup> Makal, *op. cit.*, p.178

<sup>192</sup> *ibid.*

Quelques Kémalistes remarquables de l'époque bien qu'ils prônent les succès du fascisme en Italie et du socialisme en Russie ont évité avec soin l'idée de l'importation de ces régimes en Turquie. L'éloge des succès de ces régimes par le Kémalisme démontre que la priorité n'était pas seulement de fonder une république démocratique mais modernisante et développementaliste.<sup>193</sup> La prononciation des mots d'éloge par Recep Peker et Hamdullah Suphi et concernant l'Italie, les organisations fascistes en Italie, le louange du régime en Russie par Falih Rıfkı montrent que les Kémalistes de diverses tendances vivaient en parfaite harmonie quand il s'agissait du développementalisme modernisant. Il s'agit d'une inspiration totale de niveau supérieure et conductrice de l'Etat qui était visé face aux citoyens des régimes totalitaires d'Italie et de Russie, voire le développement de la bourgeoisie par l'Etat et sous le contrôle de l'Etat. Dans un tel environnement, l'émergence d'une bourgeoisie et d'une structuration de société civile indépendantes vis-à-vis de l'Etat ne serait pas tellement possible.

En effet, précédemment aux années 1930, on voit déjà la réunion du Congrès d'Economie à İzmir en 1923 réalisé dans l'intention d'entamer les pratiques corporatistes. Mahmut Esat Bozkurt considérait le congrès comme un des préparatifs d'une structuration sociale corporative qui serait créée en fonction de la représentation professionnelle et plus tard, dans une déclaration donnée au quotidien Hâkimiyet-i Milliye (Souveraineté nationale), il avançait que l'objectif principal du congrès était d'effectuer une organisation corporative.<sup>194</sup> La source des tendances corporatistes à l'époque républicaine précoce est nettement constatée comme la conception d'un nationalisme et d'un populisme solidaire et assez centraliste d'après l'idéologie de Ziya Gökalp et on voit que celle-ci avait influencé les Kémalistes précoces comme Mahmut Esat. Par conséquent, nous voyons qu'une organisation sociale basée sur la représentation professionnelle était déjà à l'ordre du jour, en 1923 mais que les propositions de représentation professionnelle ont disparu après le Congrès d'Economie à İzmir et qu'en pratique on n'éprouvait pas le besoin d'une

---

<sup>193</sup> Il faut remarquer à ce point que le nombre des sociétés et des intellectuels s'éloignant des idéales démocratiques était augmenté au maximum, que le nazisme allemand et le fascisme italien avaient obtenu des succès très importants et il faut souligner qu'il n'est pas tant possible qu'un Kémalisme approprié au moins comme objectif à la modernisation culturelle ne soit pas influencé par ces événements.

<sup>194</sup> Makal, *op. cit.*, pp. 139–140.

organisation corporative. Selon Makal, le motif essentiel de cette situation doit être cherché dans le fait que le régime s'étant renforcé après les années 1930 n'a pas éprouvé le besoin de partager cette force avec les organisations professionnelles.

A part tout cela, nous rencontrons l'Union de la Presse qui tire son origine du Congrès de la Presse réuni en 1935 et qui est mise au point en 1938 comme une autre institution fréquemment évoquée dans les débats corporatistes. L'Union de la Presse a été instaurée par la loi n° 3511 du 28 Juin 1938 sur l'Union de la Presse, les membres de la presse étaient tenus obligés d'adhérer à l'union et l'exercice de la profession du journalisme était interdit à ceux qui n'étaient pas membres de l'union suivant l'article 2 de cette loi. Et dans l'article 5 était également mentionné le but de la création de l'Union ayant expliquée, à part les objectifs professionnels la disposition de « *garder la presse vigilante et unie pour les objectifs nationaux et la rendre utile pour les intérêts de la République* ». <sup>195</sup> Et dans l'article 12 on trouvait la disposition « d'établir la coopération entre le gouvernement et la presse et donner des directives aux membres de l'Union à cette fin. »

Comme il est vu, la loi sur l'Union de la Presse a été envisagée comme un instrument permettant le contrôle et l'orientation du pouvoir politique sur la presse. Cette loi a été édictée en 1938 le même jour que la loi sur les Associations. La loi n° 3512 sur les Associations imposant le principe d'enregistrement concernant la fondation des associations, interdisant la fondation de certains types d'associations et permettant un contrôle considérable à l'administration sur les associations constitue le point culminant de l'époque du parti unique en ce qui concerne l'autorité et le contrôle de l'Etat sur la société civile. Quant à la loi sur l'Union de la Presse, nous pouvons dire que celle-ci constitue l'application la plus proche pour la qualification corporative.

Finallement, la création et l'orientation des organisations professionnelles par l'Etat impliquent-elles l'objectif d'une organisation corporative ou résultent-elles de la recherche par l'Etat d'un correspondant? Alors que le point de vue de Parla qualifiant l'Etat par le fascisme corporatiste relatif à ce sujet paraît extrêmement stéréotypé et l'interprétation de Makal qui révèle que l'organisation professionnelle

---

<sup>195</sup> Makal, **op. cit.**, p. 151.

est un effort pour trouver un correspondant et une exigence du principe de populisme doit être prise au sérieux. Ici, le commentaire suivant de Gramsci peut être quelque peu explicatif pour la Turquie: « *Si la société civile est absente, elle doit être construite le plus vite possible par l'Etat.* » Même si le gouvernement monopartite s'est engagé dans l'effort de créer une société civile dépendante de lui-même et dirigée à partir du centre, le peuple ne s'est pas montré volontaire de prendre place dans ces formations et les organisations non gouvernementales de L'Etat n'ont pas pu trouver de l'espace d'autonomisation.

Afin de résumer tous ce que nous avons expliqués jusqu'ici, notons celles-ci en fin : comme nous l'avons indiqué dans le premier chapitre, la société civile trouve son identité essentiellement dans l'accumulation intellectuelle de la modernité occidentale. De l'antiquité jusqu'aujourd'hui, le concept de la société civile correspond aux certaines formations sociales en Occident, et ce concept a signifié de plus en plus une espace autonome de l'Etat en muant sa signification identique à la société politique. De cette manière, les débats en Occident se focalisent sur la question de savoir dans quelles mesures la société civile est elle autonome de l'Etat ; plus que de savoir s'il y existe la société civile ou non. Sans doute, à l'époque de la construction des Etats-nations en Occident, la société civile s'est aussi affaiblie contre les Etats puissants, mais cependant, tant que les normes et les institutions démocratiques sont établies, la société civile a aussi été en relief.

Quant à la Turquie, on peut dire que les débats sur la société civile se focalisent d'abord sur la question de savoir si ce concept possède d'une réalité originale/authentique dans l'aventure de la modernisation turque. La même question de savoir auquel mesure la société civile est elle autonome de l'Etat turc ne peut que suivre celui-là. Comme nous l'avons indiqué ici, en effet, en Turquie, le passé de la société civile, qui existe ou survit par ses propres dynamiques, ne va pas à une date plus ancienne. Le parti politique, qui instaure les normes et les institutions occidentales à la société turque, à savoir le PRP, ne s'est efforcé pas adéquatement à les socialiser. Les élites kémalistes ont préféré de loin s'intéresser si la société semblait occidentale suffisante d'une manière superficielle/visuelle. C'est le point que nous voulons souligner à propos la discussion sur le Kémalisme : on a réalisé les reformes vers l'occidentalisation d'une façon rigide, sévère et brusque sans

considérant si ces réformes possèdent d'aucun champ de légitimité dans les dynamiques sociales.

Nous pouvons dire que les conditions internes et externes, qui permettent les Kémalistes à fonder la République de Turquie, aussi déterminent la manière d'établissement et d'orientation du régime monopartite sous le PRP. Tout d'abord, c'est un régime qui est établi par une équipe politique et militaire efforçant à créer une nation d'un empire vaincu à la guerre mondiale. De cette manière, le nouveau Etat-nation est établi essentiellement sur une intra-guerre de la Turquie. Donc, cette équipe qui est triomphant aux lignes de combat, c'est-à-dire les cadres qui forment le PRP, se sont aussi battus pour une triomphe politique interne. On peut dire que les facteurs comme la crise économique mondiale de 1929, l'industrialisation et la politisation autoritaire aux pays occidentaux etc. sont des facteurs externes qui déterminent le radicalisme de la modernisation républicaine. Tous ces facteurs internes et externes conditionnent la faiblesse du rapport entre le Kémalisme et le libéralisme. De cette façon, dans le processus de la modernisation républicaine au début des années 1920, la société civile -au mesure qu'elle existait dans la société de Turquie héritée de la société ottomane- s'est effectuée directement des réformes républicaines occidentalistes. D'après nous, le régime monopartite n'a pas permis à une société civile autonome dans le sens occidental en utilisant les tactiques politiques et juridiques, et il a essayé de mettre presque toutes les dynamiques civiles sous son contrôle. Dans le troisième chapitre, nous allons discuter cette interaction sur les relations concrètes entre l'Etat et les institutions de la société civile.

### **3. LES CONDITIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE PÉRIODE DE JEUNE TURQUIE RÉPUBLICAINE**

Dans le chapitre précédent, nous avons essayé de discuter sur le Kémalisme ou disons le régime monopartite dans les contextes de sa formation et les paramètres

politico-idéologiques. Après cette discussion historique, nous avons discuté du régime dans le paramètre de la démocratie afin de mettre le phénomène de la société civile dans un contexte. Selon cette discussion, nous avons défendu que la politisation et la mobilisation du Kémalisme autour des concepts de néopatrimonialisme, de corporatisme et de tutelle, révèlent le rapport entre le Kémalisme et le libéralisme. Dans cette relation, les principes démocratiques sont rendus fonctionnels pour la construction de la nation, la modernisation et la stabilisation politique. Conformément à cela, la société civile est codifiée par le régime monopartite, en tant que dynamiques sociales qui doivent agir dans le cadre politique désigné pour la nouvel Etat-nation et qui doivent toujours être sous le contrôle.

Dans ce chapitre, nous allons traiter des aspects historico-juridiques de cette relation, afin d'expliquer cette perspective mentionnée par ses dimension concrètes. De cette manière, nous allons examiner premièrement les réglementations juridiques, et après, les événements concernant les institutions. Avec ce chapitre, nous allons essayer de montrer comment les éléments de société civile hérités de l'Empire ottoman ont perdu leur fonctionnalité vis-à-vis des politiques d'uniformisation et d'homogénéisation à l'époque du régime monopartite. D'après nous, il n'existait aucun élément reflétant les composants de société civile dans les réformes réalisées. Au contraire, il s'agissait des pratiques destinées à anéantir totalement la dynamique de la société civile. Finalement, les rapports des mouvements de société civile avec l'Etat seront abordés dans ce chapitre afin de pouvoir comprendre le regard de l'Etat vis-à-vis de la société civile.

### **3.1. La perspective de législation kémaliste de société civile**

Le cadre législatif et les réglementations juridiques constituent une base théorique essentielle pour non seulement la recherche des relations entre le régime monopartite kémaliste et la société civile, mais aussi pour chaque recherche sur les relations institutionnelles dans chaque société. Véritablement, les réglementations juridiques de l'époque monopartite ont structuré les relations entre l'Etat et la société



civile reflétant en grande partie l'esprit de l'époque. Dans ce sous chapitre, nous allons traiter de manière générale de contenu des réglementations juridiques concernant la société civile.

La première réglementation concernant les éléments de la société civile dans la République de Turquie est mise sur pied dans les articles 70 et 79 de la Constitution de 1924, réglementant les droits de réunion et d'association. Ainsi, les associations et les fondations trouvant leur fondement constitutionnel dans ces articles, prennent leur appui légal des articles 53 à 72 du Code civil mis en vigueur le 4 Octobre 1926. Dans l'article 70 de la Constitution de 1924, cette expression est stipulée : « *Les droits et les libertés d'immunité personnelle, de conscience, d'opinion, de presse, de publication, de voyage, de contracter, de travail, de propriété, de réunion, d'association, d'entreprise sont les droits naturels des Turcs* ». Quant à l'article 79, il y est précisé que « *la marge de liberté des réunions, des associations, des partenariats pourrait être fixée par la loi* »<sup>196</sup>. Par conséquent, la Constitution de 1924 n'avait pas un caractère très autoritaire à l'égard des éléments de société civile, par contre, comme nous allons le voir ci-dessous, la condition d'enregistrement a été établie pour la fondation des associations avec l'adoption du Code civil.

Dans l'article 71 du Code civil mis en vigueur en 1926, cette expression est stipulée : « *Au cas où l'objectif de l'association serait contraire à la morale générale, cette association serait dissoute par le juge, sur la demande du ministère public ou d'un intéressé* »<sup>197</sup>. La même règle exprimait la personnalité morale dans la clause 2 de l'article 45 du Code civil de 1926 par les termes suivantes: « *Les associations, les entreprises et les établissements dont la finalité est contraire à la loi et à la morale ne peuvent pas représenter la personnalité morale* »<sup>198</sup>. Le Code civil de 1926 prévoit qu'un regroupement d'individus obtiendra de la personnalité morale aussitôt qu'il exprime son désir de se constituer en une association et que la personnalité morale pourrait enregistrer l'association en faisant appel à l'administration si elle le souhaitait.

---

<sup>196</sup> La Constitution de la République de Turquie du 20.04.1924.

<sup>197</sup> Le code civil du 04.10.1926.

<sup>198</sup> **ibid.**

Comme nous avons l'indiqué dans le chapitre précédent, les débats de corporatisme ont commencé lors du Congrès de l'Economie à Izmir en 1923. Quant à la loi sur les Chambres de Commerce et d'Industrie n° 655 du 22 Avril 1925, on peut dire que c'est une réglementation portant de ces indices corporatistes. La loi n° 655 qui est restée en vigueur jusqu'en 1943, outre qu'elle soumettait les organisations professionnelles des commerçants et des artisans au régime des associations du point de vue juridique et organisationnel, visait à les tenir sous contrôle dans un système mixte en les soumettant également aux inspections et contrôles du Ministère du Commerce. Donc, dans ce processus-là, le régime des associations libres et la tutelle administrative du Ministère de Commerce coexistaient.

L'idée d'organisation professionnelle obligatoire a été adoptée avec les articles 3 et 4 de la loi. Néanmoins, la disposition, qui stipule que les Chambres de Commerce et d'Industrie seraient attachées au Ministère du Commerce, a été prévue dans l'article 9. Pour Makal, bien que cette organisation obligatoire et ce contrôle figurant dans la loi donnent l'impression que la loi a été édictée pour des objectifs corporatifs, il est difficile de dire qu'elle porte un caractère totalement corporatif. Selon lui, avec la loi qu'on visait à mettre en activité ces chambres qui n'exerçaient pas d'activité de manière suffisante et à fournir les données nécessaires pour le contrôle plus effectif par l'Etat des activités économiques.<sup>199</sup>

Makal précise que la loi sur les Chambres de Commerce et d'Industrie datée de 1925 doit être évaluée étant abordée à deux égards. En premier lieu, toute organisation obligatoire n'est pas corporative et en deuxième lieu, cette loi comporte un objectif de donner lieu à une structure corporative est extrêmement controversée.<sup>200</sup> Makal repose cette vue sur le procès-verbal de la commission de la loi en question; il indique, conformément au procès-verbal, que la loi visait à mettre en activité les chambres qui ne travaillaient pas suffisamment. Selon lui, l'obligation d'enregistrement au registre est également un instrument qui permettrait à atteindre les informations nécessaires au développement économique du pays.<sup>201</sup>

---

<sup>199</sup> Ahmet Makal, *op.cit.*, pp. 142-143.

<sup>200</sup> *ibid.*

<sup>201</sup> *ibid.*, p. 144

L'une des réglementations cruciales édictée sous l'Empire ottoman et qui continue à subsister à l'époque républicaine c'est la loi sur la grève (*Tatıl-i Eşgal Kanunu*) publiée en 1909. Cette loi réglementait les rapports de travail dans les établissements fournissant des services publics et contenait des dispositions concernant l'organisation syndicale, les grèves et la résolution à l'amiable des litiges du travail. La loi sur la grève, constituée des 13 articles, interdisait la fondation des syndicats dans des institutions établies avec l'obtention de l'autorisation et des concessions auprès de l'Etat et fournissait des services publics et elle avait adopté comme principe la résolution par réconciliation des différends en prévoyant la dissolution des syndicats déjà établis et la peine de prison pour ceux qui avaient envie de fonder un syndicat.<sup>202</sup>

Bien que la loi sur la grève dissolve « les syndicats » établis par les ouvriers et les employeurs au sein des établissements qui fournissaient le service public jusque là, elle avait mis sur pied un système de réconciliation destiné à résoudre les litiges du travail et avait reconnu le droit de grève au cas où la réconciliation ne serait pas possible, à condition de ne pas inciter les ouvriers et de ne pas organiser des manifestations.<sup>203</sup> La loi n° 3008 de l'année 1936 avait annulé les dispositions de la loi sur la grève qui étaient contradictoires aux siennes. Elles sont majoritairement des réglementations concernant les institutions de réconciliation et de grève. Par contre, la loi n° 3008 ne prévoyait pas les réglementations relatives à l'organisation syndicale, à l'interdiction de la fondation des syndicats pour les travailleurs des établissements qui fournissaient des services publics prévue par la loi sur la grève et elle était restée en vigueur jusqu'à la publication de la loi sur les associations en 1938.<sup>204</sup>

La loi sur les associations en 1909 a apporté des dispositions destinées à l'organisation des travailleurs dépendants que la loi sur la grève ne couvrait pas. Bien que la loi ait présenté un aspect libéral, elle comportait aussi d'importantes restrictions concernant la fondation et les activités des associations. Les dispositions

<sup>202</sup> Aysel Tokol, **Türk Endüstri İlişkileri Sistemi**, Bursa: Ezgi Yayınları, 1997, pp. 16-19. Pour l'information détaillée concernant la loi sur la grève voir, Gündüz Ökçün, **Tatıl-i Eşgal Kanunu, 1909: Belgeler ve Yorumlar**, Ankara: Ankara Üniversitesi SBF Yayınları, 1982.

<sup>203</sup> Seyfettin Aslan ve Cengiz Gül, "Geçmişten Günümüze Türkiye'de Baskı Grupları", **C.Ü. İİBF Dergisi**, vol. 5, no. 1, p. 90.

<sup>204</sup> Ahmet Makal, **op. cit.**, p.42.

de la loi qui accordait au gouvernement un pouvoir de contrôle sur les associations ont été aggravées par les modifications en 1920 et 1923.<sup>205</sup> Avec la modification de la loi de « *Hiyanet-i Vataniyye* » le 15 avril 1923, ce qui est édictée pour le premier temps en 1920, comme nous avons indiqué dans le chapitre précédent, on proclamait la définition de la trahison envers la patrie et des crimes contre l'Etat et ainsi elle précisait également l'interdiction à propos de la fondation des associations.<sup>206</sup>

Une autre loi disposant d'un caractère autoritaire comme les autres lois de l'époque, c'est le code du travail publié en 1936 qui s'était fortement inspiré des lois italiennes. Avec cette loi, le contrôle appliqué par le gouvernement monopartite dans le domaine économique et provoqué dans le domaine politique par l'étatisme était étendu au moyen des rapports du travail. A partir de cette loi, l'univers de travail se trouvait être soumis au contrôle.<sup>207</sup> D'autre part, le code pénal du 1 Mars 1926, ce qui est de caractère libéral principalement, a été modifié 29 fois après sa mise en vigueur. Par l'intervention de l'Etat, celle-ci était rendue harmonieuse avec l'imposition de son autorité politique et économique, surtout par le biais des articles rétablis notamment par la loi n° 3038 qui modifie certains articles du code pénal et le code du 11 Juin 1936 intitulé le code sur les crimes commises contre la personnalité de l'Etat. Enfin, avec cette modification du code pénal, l'influence dissuasive de l'Etat sur les organisations civiles s'intensifiait davantage.

La loi sur les associations de l'année 1938 se disposait des caractéristiques assez autoritaires et restrictives qui complétaient le Code du Travail et le Code pénal. La loi n° 121 sur les associations de l'année 1909 et les lois n° 353 et 378 de l'année 1923 modifiant celle-ci ont été abrogées par cette loi de 1938 sur les associations. La disposition stipulait l'acquisition d'un certificat qui justifiait l'enregistrement de son statut principal par les autorités du service civil procureurs et apportait l'exigence de le certifier pour la mise en vigueur d'une association. En conséquence, les associations ne pourraient pas commencer à agir au-delà de leur cadre d'enregistrement sans permission de l'autorité concernée et sans certification d'enregistrement n'était pas accordé. Selon Makal, la loi sur les associations avec sa nouvelle forme avait revêtu un caractère autoritaire voire totalitaire et comportait des

---

<sup>205</sup> *ibid*, p. 43.

<sup>206</sup> Yücekök et Alkan, *op.cit.*, p. 56.

<sup>207</sup> Ahmet Makal, *op. cit.*, p. 377.

dispositions contraires au caractère libéral de la Constitution de 1924, en outre elle n'était pas conforme à l'essence du Code civil basé sur le « système des libertés ».<sup>208</sup>

Benedict Pillonel affirme que la vie organisationnelle pluraliste avait pris fin entre les années 1923-1946 et précise-t-il que cela était réalisé par la révision de la loi sur les associations de 1909. Pillonel souligne pareillement que cette loi avait été affaiblie surtout par la LMO de 1925 et que les tribunaux d'indépendance avaient dissout un grand nombre d'associations avec des décisions momentanées.<sup>209</sup>

Le gouvernement, qui n'a pas autorisé une structure politique multipartite jusqu'en 1945 par le pouvoir qu'il tirait des lois, n'a pas permis non plus, l'établissement de certaines associations conformément à l'article 9 de la loi. Ainsi, il prévoit l'interdiction des associations qui travaillaient à ruiner l'intégrité politico-administrative de l'Etat, de celles citées à l'article 2 de la loi d'organisation fondamentale (*Teşkilat-ı Esasiye Kanunu*) ainsi : « *menant des buts et des finalités contradictoires au régime de l'Etat* » ; qui ne respectaient pas la sécurité et l'ordre public. Les règles générales et la morale et dont la finalité n'est pas compatible avec les lois; qui nuisaient à l'unité politique et nationale, fondée sur les principes religieux, sectaires et confessionnels, provoquant la discrimination entre les citoyens qui concernaient le fait d'être originaire et étranger ; qui mènent une finalité régionale ou ayant un titre régional de n'importe quelle manière et sous n'importe quel nom que ce soit, fondées sur le principe ou le nom d'une classe, d'une famille, d'une communauté, d'une race et d'une espèce ; et celles qui cachent leur but conspiré.<sup>210</sup>

Avec la loi sur les associations de l'année 1938, on voit l'élargissement du contenu des associations déjà interdites conformément au projet de loi sur les associations de 1930. C'est un point intéressant en ce qui concerne le gouvernement monopartite que l'interdiction des associations « *menant des objectifs et des buts contraires au régime de l'Etat* » dans l'article 2 de la loi sur l'organisation fondamentale. En outre, avec la transformation des six flèches du PRP en des

---

<sup>208</sup> **ibid.**, p. 181

<sup>209</sup> Benedict Pillonel, **State and Civil Society in Turkey and Argentina: A Comparative Analyse**, İstanbul : Boğaziçi Üniversitesi Kütüphanesi, p. 143.

<sup>210</sup> Ahmet Makal, **op. cit.**, p. 183.

principes étatiques, les organisations qui y sont contraires étaient également interdites. Par conséquent, on remarque que les limites des interdictions prévues pour les organisations des sociétés et des associations dans la loi sur les associations sont très vastes et incertaines.<sup>211</sup>

La fondation des organisations syndicales a été également rendue impossible du point de vue légal par l'interdiction des associations fondées sur le principe de classe avec la loi sur les associations de 1938. En plus, il est vu que les articles 28 et 29 de cette loi accordaient au gouvernement de larges compétences en ce qui concerne le contrôle des associations. En outre, au cas où les associations seraient dissoutes et comporteraient à l'encontre des règles, les autorités administratives jouissaient du droit de suspendre l'activité des associations. Ainsi dans le cadre de la loi sur les associations, le système de liberté légale et d'autorisation effective est resté en vigueur jusqu'en 1938 ; et le système d'autorisation complète est resté en vigueur de 1938 à 1946. L'adoption sans aucune objection ni le débat de la loi sur les associations qui est restée en vigueur de 1938 à 1946 sont remarquables pour ce qui est de la vie politique et sociale en Turquie.

En somme, on peut dire que grâce aux ces réglementations mentionnées, les activités des associations ont été stérilisées davantage, disciplinées ensuite et enfin, la fondation des associations a été rendue difficile. Le pouvoir du régime monopartite a été solidifié encore de plus contre les oppositions éventuelles qui proviendraient de la société civile par ce réseau de nouvelles réglementations et d'interdictions. L'une des aspects de cette situation, comme nous l'avons indiqué au-dessus, se trouve au début de la fondation du régime. A savoir, la LMO mise en vigueur le 4 Mars 1924 a apporté de sérieuses restrictions pour ce qui est de l'organisation en général et de l'organisation ouvrière en particulier.<sup>212</sup> Cette loi a entamé le processus d'instauration, d'implantation et d'institutionnalisation du régime monopartite et l'échec de l'expérience du PRL. La LMO restée à partir de 1925 jusqu'en 1929 mise en vigueur, représente une époque d'interdictions où toute opposition, où la presse était réduite au silence particulièrement. Bien que la loi sur les associations de 1909 soit restée en vigueur jusqu'au décès d'Atatürk, elle a été sérieusement affaiblie surtout dans le processus de création des *Tribunaux d'Indépendance* à la même

---

<sup>211</sup> *ibid.*, p. 184.

<sup>212</sup> Alkan, *op. cit.*, p. 66.

époque. Comme on le sait, un grand nombre d'organisations religieuses, d'associations, de chambres de commerce avec le PPR ont été abolis.<sup>213</sup>

Il est possible de dire que la LMO a également déterminait, en grande partie, la conception d'Etat-société de l'époque. La mise en application de cette loi, le fait qu'elle assume les fonctions de destruction de toutes les chaînes d'opposition ont conduit à l'émergence d'une structure politique centraliste et autoritaire assez sévère et d'une société « muette » dans la seconde moitié des années 1920. L'époque de la LMO a pris fin en 1929, mais les effets destructifs redoutables de cette loi sur la société civile et la presse comme organe d'expression de la société civile n'ont pas été oubliés au fil des années.

### **3.2 Les institutions et les pratiques**

Dans le sous-chapitre précédent, nous avons abordé quelques réglementations importantes concernant le domaine civil en Turquie afin de pouvoir passer à discuter les événements survenus dans le contexte des relations entre la société civile et l'Etat à l'époque qui fait l'objet de notre étude. Quant à ce sous-chapitre, nous allons donner de quelques cas exemplifiant le caractère et les spécificités de ces relations mentionnées. D'après nous, il est possible de trouver les signes et le sens de ce caractère des interrelations, à une peur essentielle du régime envers le risque de la perte du niveau qu'ils avaient acquis. Pour le PRP, la mise en danger du pouvoir signifiait en même temps la mise en danger des révolutions. Pour cette raison qu'ils ont mis en application les politiques de développement dans les domaines éducatifs, culturels et économique en vue de l'élimination de ce danger et de l'adoption des révolutions. Donc, le gouvernement a revêtu un caractère autoritaire pour la réalisation facile et rapide de ces politiques.

#### **3.2.1 Du Foyer Turc aux Maisons du Peuple : Tentative d'uniformisation culturelle**

---

<sup>213</sup> Benedict Pillonel, *op. cit.*, p. 143.

L'une des applications cruciales en est la dissolution des Foyers turcs et l'ouverture des Maisons du Peuple. La subsistance des Foyers turcs qui exerçaient de l'activité en tant qu'institutions du Comité d'Union et de Progrès, depuis l'époque de la Monarchie constitutionnelle est un phénomène lié à sa conformité à l'objectif d'Etat nationale et de société nationaliste que le nouveau régime visait à instaurer. L'organisation qui commençait à rester sous l'influence du PRP dès la proclamation de la République avait rendu des services importants concernant l'imposition des révolutions réalisées à cette époque à la société.<sup>214</sup> Cependant les Foyers turcs ont continué à posséder un certain potentiel d'opposition à l'encontre des pratiques autoritaires de l'époque du régime monopartite en tant qu'une institution de culture originaire de l'époque de l'Empire ottoman, expérimentée et organisée sur le plan national.

Les Foyers turcs ont été supportés tant par l'Union et le Progrès, qui était leur origine et leur fondateur, que le PRP à l'époque républicaine moralement et financièrement, ce qui a préparé le terrain à l'infiltration des influences politiques aux Foyers. En fait tant sous la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle que dans les premières années de la République, les gouvernements ont incité les Foyers à l'activité politique en les considérant comme une institution subsidiaire. Mais, malgré toutes les politiques d'orientation et de répression, la transformation un jour de ces institutions loins de l'autorité centrale, qui agissaient de manière assez indépendante entre elles et dont le nombre avait atteint 300 dans les années 1930 en un parti politique d'opposition a été un problème toujours redouté et inévitable du point de vue du pouvoir monopartite.<sup>215</sup>

Concernant leur relation avec la politique, l'année 1925 et les années suivantes sont considérées comme un tournant pour les Foyers turcs. A partir de cette date, ils sont entrés dans un processus d'intégration avec le gouvernement.<sup>216</sup> Les Foyers turcs parvenus jusque là à mener leurs activités sans se mêler à la politique ont établi un contact plus étroit avec le gouvernement et ont commencé à prendre place dans la vie politique bon gré mal gré en se positionnant en faveur du gouvernement face aux événements ayant eu lieu suite à la Rébellion de Cheikh Saïd et concernant les

---

<sup>214</sup> Öz, *op. cit.*, 108.

<sup>215</sup> "SCF Döneminde Türk Ocakları ve Siyaset", *Toplumsal Tarih*, 1999, vol.11, no. 66, pp. 11-12.

<sup>216</sup> Füsün Üstel, *Türk Ocakları 1912-1931*, İstanbul: İletişim Yayınları, 1997, p. 165.



mesures prises, en organisant des réunions dans certains endroits et en condamnant la rébellion. Cette situation est rendue officielle par l'adjonction des termes « *Le Foyer turc agit conjointement avec le PRP dans la politique de l'Etat* » à l'article 3 du Statut des Foyers lors du IV<sup>ème</sup> assemblée générale des Foyers turcs réunie en 1927. Aucun délégué n'a joui ou n'a pas su jouir de son droit d'expression lors de la modification de cet article 3. Karaer précise que les Foyers turcs étaient totalement placés sous le contrôle du PRP suite à cette modification.<sup>217</sup>

L'augmentation du contrôle sur les Foyers turcs transformés en une succursale culturelle du PRP par la modification de leur statut, en 1927 et leur dissolution même avaient été envisagées; la manipulation des jeunes dynamiques et des possibilités au sein des foyers avait été visée pour le renforcement du régime et l'explication de celui-ci au peuple.<sup>218</sup> La V<sup>ème</sup> assemblée générale des Foyers turcs réunie en 1928 est assez importante pour ce qui signifie l'accentuation du contrôle du PRP sur les Foyers. La détermination des membres du comité central par un comité constitué du secrétaire général du PRP, du Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, du président du comité central des Foyers turcs et du Premier Ministre marque le sommet de l'effort du PRP pour contrôler les Foyers turcs.<sup>219</sup> La même année les candidats désignés par le PRP dans les élections du conseil d'administration des Foyers turcs de İnebolu, de Muğla, de Tarsus, de Samsun ont été élus à l'unanimité.<sup>220</sup> Tous ces événements entre les milieux du pouvoir et les Foyers turcs se transforment de plus en plus en une contradiction et une relation de conflit. Mais, de l'autre côté il fallait trouver de l'argent pour la construction du bâtiment du siège du Foyer turc d'Ankara et le procédé le plus utilisé à cette fin était la loterie de biens.

A partir des années 1930, les activités, les méthodes de travail, l'efficacité sur la société des Foyers turcs ont commencé à être discutées dans les milieux du pouvoir politique et de la presse. Les opinions de Mustafa Kemal pour ce qui est de la participation des Foyers turcs au parti ont trouvé de place dans les journaux du 25

<sup>217</sup> İbrahim Karaer, **Türk Ocakları (1912–1931)**, Ankara: Türk Yurdu Neşriyatı, 1992, p. 120.

<sup>218</sup> Eren Akçiçek ve Mehmet Karayaman, **Atatürk'ün Türk Ocaklarını Ziyaretleri ve Yaptığı Konuşmalar**, İzmir: EÜ Atatürk İlkeleri ve İnkılâp Tarihi Araştırma ve Uygulama Merkezi Müdürlüğü Yayını, 2007, p. 35.

<sup>219</sup> Füsün Üstel, **op. cit.**, p. 286.

<sup>220</sup> "SCF Döneminde Türk Ocakları ve Siyaset", **Toplumsal Tarih**, Mayıs 1999, sayı: 66, c: 11, p. 13.

Mars 1931. La transformation de la question des Foyers turcs en un véritable problème a eu lieu par le rapprochement du public inscrit aux foyers du PRL gagnant de la force notamment dans les villes et villages de l'Anatolie de l'Ouest. En particulier, la confrontation du PRP et du PRL au sein du Foyer turc d'Izmir et la lutte du pouvoir qui y a eu lieu ont rendu le problème plus manifeste. Les membres du Foyer turc d'Izmir qui étaient sympathisants du PRP ont utilisé des tactiques comme le retardement des élections ou bien ne pas envoyer des invitations d'élections aux membres du Foyer turc qui étaient proches du PRL et ont garanti ainsi la victoire de l'ancien comité d'administration dans les élections. La direction du PRP a supporté ces entreprises censées supprimer l'influence du PRL venant d'en bas avec certaines déclarations et ont presque obligé les foyers à se placer de son côté.<sup>221</sup>

Le Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie visitant le 9 Septembre 1930 le Foyer turc de Balikesir a répondu que les partisans du PRL devraient démissionner des Foyers turcs étant la succursale de culture du PRP quand il lui est demandé ce qu'il pensait du transfert de certains membres au PRL. Le rapprochement des Foyers turcs et du PRL à l'automne de l'année 1930 a renforcé la tendance du gouvernement du PRP de mettre sous contrôle les puissances sociales et a mis à l'ordre du jour le débat sur la question « *Quels partis les membres des Foyers turcs peuvent-ils adhérer?* » La décision du PRP sur ce sujet est que les Foyers turcs étant « l'institution culturelle » du PRP, seuls les membres du PRP et ceux qui ne sont membres d'aucun parti pouvaient y adhérer. C'est-à-dire qu'il a été avancé que les membres du PRL devaient démissionner des Foyers turcs et que ce sujet était mentionné, en fait, dans la loi sur les Foyers turcs.<sup>222</sup>

Les idées d'Atatürk vis-à-vis des Foyers turcs ont commencé peu à peu à changer lors de la tournée politique sur le plan national suite à l'expérience du PRP. Lors d'un discours à Denizli Mustafa Kemal a utilisé les termes « *Les Foyers turcs auront donné le service le plus important à leur idéal en expliquant le programme du PRP aux citoyens.* » Le commentaire que Arıkan et Deniz donnent de ces termes

---

<sup>221</sup> *ibid.*, p. 14.

<sup>222</sup> Füsün Üstel, *op cit.*, p. 344.

c'est que Mustafa Kemal suggérait de manière implicite la dissolution des Foyers turcs.<sup>223</sup>

Lors de leur Assemblée générale extraordinaire du 10 Avril 1931, il a été décidé de la fusion des Foyers turcs considérés comme un adversaire par le PRP et exerçant des activités pour installer le nouveau régime et pour rendre conscients la femme et le paysan avec le PRP et de l'instauration des Maisons du Peuple, à leur place, dans lesquelles les principes du parti trouveraient un domaine d'application au plus haut degré. Ainsi les Maisons du Peuple ont été ouvertes le 19 Février 1932. De cette façon la volonté de l'Etat de confisquer la vie intellectuelle et sociale à une époque marquée par son passage du libéralisme à l'Etatisme dans tous les domaines et notamment dans le domaine économique se manifestait. Dans ce contexte, la dissolution des Foyers turcs consistait au début du processus de prise de contrôle totale de l'Etat concernant la mise en pratique des principes du populisme et du nationalisme.<sup>224</sup> Hamdullah Suphi précisant qu'Atatürk a décidé d'instaurer les Maisons du Peuple en faisant analyser leur équivalent aux Etats Unis et en s'y inspirant a commenté:

Les Foyers turcs étaient des lieux de conversation et de débat libre sur les problèmes du pays qui ne privilégiaient aucun parti et n'acceptaient pas la domination d'une certaine idée sous son toit. L'unioniste le plus fanatique et le partisan de l'Entente le plus redoutable y rentraient comme des ennemis et en sortaient comme des amis. Atatürk doutant notamment de cette caractéristique avait senti en eux la tendance d'être l'origine d'une opposition contre lui dans le futur et avait éprouvé l'obligation d'attacher la communauté des jeunes et des intellectuels à lui-même de manière absolue et avait décidé de confisquer les foyers en personne.<sup>225</sup>

En effet, cette explication de Tanrıöver aussi montre bien l'attitude dominante du PRP envers toute la mobilisation civile dans la société qui possède la capacité et la possibilité de devenir autonome de la perspective idéologique du régime monopartite et bien, du PRP. Dans une déclaration faite à Ruşen Eşref concernant la dissolution des Foyers turcs encore à la même époque Mustafa Kemal révèle clairement l'attitude que le régime adoptera dans les années 1930 à l'égard de la société civile ce qui suite bien notre interprétation:

<sup>223</sup> Arıkan et Deniz, "Türk Ocaklarının Kapatılışı, Borçları ve Emlakinin Tasfiyesi", **Selçuk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Dergisi**, no. 15, 2004, p. 408.

<sup>224</sup> Füsün Üstel, *op. cit.*, p. 359.

<sup>225</sup> *ibid.*, p. 361.

Dans l'histoire des nations il existe certaines époques où il faut orienter toutes les forces concrètes et abstraites vers une même direction pour atteindre les buts définis. La concentration en un seul point de toutes les forces nationalistes et républicanistes est nécessaire pour la protection du pays et de la révolution contre les dangers susceptibles de provenir de l'intérieur et de l'extérieur... Les forces équivalentes doivent se réunir dans la direction de l'objectif commun.<sup>226</sup>

La dissolution des Foyers turcs doit être doublement analysées. En premier lieu la dissolution est due à des motifs généraux. L'absorption et la fusion des foyers dans le PRP en tant qu'une exigence de la politique de la concentration de toutes les forces en une seule main constituaient le motif général. En second lieu, il existe des motifs particuliers. Ils peuvent être énumérés comme la transformation des Foyers turcs de plus en plus en un organisme politique face au PRP, leur potentiel d'opposition et le fait que le Turkisme commence à revêtir un caractère raciste dans les foyers.

A propos la liquidation des Foyers, Karatepe avance que la dissolution des Foyers turcs ne doit pas être considérée seulement comme le contrôle et la fusion de d'une nouvelle force sociale dans l'unité du parti mais aussi comme la suppression d'un organisme opposant.<sup>227</sup> Ainsi on est allé dans le sens de la diffusion de l'idéologie du parti au peuple par la dissolution des Foyers turcs et le passage au système des Maisons du Peuple à leur place.

L'échec de l'expérience pluripartite au début des années 1930 a augmenté davantage la pression de l'Etat sur la société civile et le processus aboutissant à l'instauration des Maisons du Peuple a été déclenché. Le pouvoir politique a décidé que désormais, l'utilisation de la société civile dans la direction de ses buts n'était pas assez effective, que toutes les forces sociales et les organisations non gouvernementales devaient être concentrées en une main unique et que le peuple devait avoir une éducation idéologique intense pour une adoption complète des révolutions. La caractéristique la plus importante de ce nouvel ordre est la formation d'une nouvelle organisation dans le contrôle de l'Etat et du parti. Ce nouveau modèle appelé « Maison du Peuple » était envisagé comme une institution supérieure à toutes les autres organisations et qui présenterait face à ces dernières un exemplaire. Ainsi, les Maisons du Peuple étant en harmonie totale avec l'idéologie kémaliste et dont le contrôle et le suivi étaient sans problème ont été substituées aux Foyers turcs qui ont

<sup>226</sup> Karatepe, *op. cit.*, pp. 42–43.

<sup>227</sup> *ibid.*, p. 43.

été mis sous contrôle pendant le Grand Congrès du PRP en 1927. Les Maisons du Peuple instaurées le 19 Février 1932 disposaient d'une grande importance pour ce qui est de la diffusion des révolutions kémalistes au peuple et étaient devenues des centres donnant de la responsabilité à tous les citoyens que ce soit des jeunes, des hommes, des femmes, les incitant à travailler et garantissant leur participation à des travaux culturels. Ces travaux ont été menés dans les campagnes en établissant des « Chambres du Peuple ». Les pratiques de recherche sur l'histoire, la langue, les beaux arts, l'ethnologie, les campagnes ont été poursuivies et des magazines concernant ces sujets ont été publiés dans le cadre des activités menées en établissant des « Maisons du Peuple » et des « Chambres du Peuple ». Des bibliothèques ont été ouvertes dans l'ensemble des maisons du peuple, on a travaillé à éduquer, à informer les jeunes et à leur apprendre à lire.

Le Secrétaire Général du PRP Recep Peker qui a inauguré la Maison du Peuple à Ankara précisant que les Maisons du Peuple étaient fondées avec une mentalité qui s'approche de tous les citoyens à un pied d'égalité et qu'elles visaient à rejoindre les gens à une intégrité nationale<sup>228</sup>, a exprimé la politique poursuivie par le parti avec les Maisons du Peuple par les termes suivants: « *L'objectif des Maisons du Peuple est de solidifier la nation et de la transformer en une société solide sans classes.* »<sup>229</sup>

Il faut chercher les raisons de l'ouverture des Maisons du Peuple dans les conditions propres de l'époque et dans les besoins de l'époque issus des conditions sociales. Les droits et les libertés restreints entre les années 1923–1929, les politiques fiscales posant la charge économique sur les classes inférieures, les écarts de plus en plus grands entre le peuple et les groupes bureaucratiques et la crise économique mondiale devenue manifeste en 1930, tous ces événements et les faits ont orienté le pouvoir politique à des nouvelles quêtes. Le fait que l'Etat poursuit une politique visant à atteindre chaque point de la vie en intervenant aux erreurs économiques et sociales a préparé un terrain pour l'organisation des maisons du peuple. En plus, le nouveau régime voulait créer une génération républicaniste, totalement fidèle aux révolutions non pas par le biais des Foyers turcs remontant à l'Empire ottoman mais

<sup>228</sup> Nurettin Güz, **Tek Parti İdeolojisinin Yayın Organları: Halkevleri Dergileri (1932-1950)**, Ankara: Kariyer Matbaacılık, 1995, p. 14.

<sup>229</sup> Latif Daşdemir, "Türkiye Cumhuriyeti İktisadi Yapılanması", **Yeni Türkiye**, no. 23-24, Eylül-Aralık 1998, pp. 395-396.

par le biais des Maisons du Peuple.<sup>230</sup> De façon similaire, Karaömerlioğlu aussi pense que la révolution Kémaliste qui est l'une des forces motrices dans la création des Maisons du Peuple n'a pas pu être suffisamment établie dans la conscience des masses. L'enseignement de l'expérience du PRL soutient cette opinion et de ce fait on s'engage à une nouvelle quête pour la diffusion des principes kémalistes aux masses.<sup>231</sup>

En outre, le PRP, en organisant les Maisons du Peuple en son sein, a travaillé à accomplir la fonction de toutes les associations sociales, politiques et culturelles par le biais des organisations des Maisons du Peuple et ainsi à mettre sous contrôle strict la société en accédant à toutes les couches sociales. On a en même temps pris soin d'un développement d'une tendance autonome ou indépendante au sein des Maisons du Peuple. Avec cette approche le parti a essayé d'empêcher non seulement l'autonomie administrative des Maisons du Peuple mais aussi leur autonomie fonctionnelle. Car le parti a nommé ou a fait nommer tous les responsables des Maisons du Peuple, y compris les présidents, parmi ses propres membres.<sup>232</sup>

Dans le règlement des Maisons du Peuple, bien qu'il ait été précisé que les Maisons du Peuple étaient ouvertes à l'ensemble du peuple, on avait apporté l'obligation d'être le membre du PRP pour pouvoir adhérer à l'administration de la Maison du Peuple. On avait pris la décision de gérer les Maisons du Peuple par le revenu assuré et déterminé par les conseils préfectoraux du parti et d'assurer également le contrôle du budget par le même organe. Les travailleurs indépendants, les fonctionnaires, les enseignants et les étudiants qui étaient majoritairement membres du parti ont assisté aux travaux des Maisons du Peuple.<sup>233</sup>

Suite à la généralisation des Maisons du Peuple en tant qu'un modèle d'organisation par l'incitation de l'Etat du parti, la dissolution des organisations non gouvernementales disposant d'un potentiel d'opposition sociale/politique concernant notamment sa structure d'adhésion et idéologique est devenue le sujet d'actualité. De

<sup>230</sup> Sefa Şimşek, **Halkevleri (1932–1951): Bir İdeolojik Seferberlik Deneyimi**, İstanbul: Boğaziçi Üniversitesi Yayınları, 2002, p. 60.

<sup>231</sup> Asım Karaömerlioğlu, "Tek Parti Döneminde Halkevleri ve Halkçılık", **Toplum ve Bilim**, no. 88, Bahar 2001, p. 165.

<sup>232</sup> Şimşek, **op.cit.**, p. 92.

<sup>233</sup> Öz, **op. cit.**, pp. 112-113.

nombreuses organisations non gouvernementales ont été dissoutes sous divers prétextes ou ont été contraintes à se dissoudre par le gouvernement monopartite après la mise en activité des Maisons du Peuple. Dans la première et la deuxième moitié des années 30 suivant le processus de dissolution des Foyers turcs, le PRP a transféré toutes ses ressources financières aux Maisons du Peuple, aux organisations sportives et aux institutions de charité.<sup>234</sup>

Un document signé de Recep Peker est important concernant notre compréhension de l'attitude de l'Etat à l'égard des organisations de la société civile et des limites de la conception de contrôle sur la société civile. Même ce document à lui tout seul est extrêmement important puisqu'il indique la perception des institutions de société civile par l'Etat et le parti à l'époque du régime monopartite. D'après le document, il est stipulé qu'il existe des associations comme l'Union des Jeunes, l'Association de Musique, la Maison de Culture etc. dans certains endroits, que ces associations continuaient à exister malgré les Maisons du Peuple, qu'or il n'était nul besoin que ces institutions divisées travaillent séparément et que ces associations constituaient un obstacle au travail collectif et productif de leurs membres chers et croyants. Peker exprime que les éléments de société civile ne seraient tolérés qu'au sein des Maisons du Peuple par les termes suivants:

Notre époque n'est pas celle de la division et du désordre mais celle de la l'union de tous les moyens nationaux en un objectif unique. Les activités de ces associations pourraient être autorisées sous le contrôle strict des organisations du parti là où il n'existe pas des maisons du peuple, mais, puisque le but essentiel est de réunir tous les enfants éduqués et éclairés de la patrie autour de l'idéal de la Maison du Peuple, il faut réunir la jeunesse sous le toit de la Maison du Peuple en faisant dissoudre ces institutions avec des mesures convenables et par le moyen d'endoctrination en inculquant l'amour d'unité quand la Maison du Peuple sera ouverte.<sup>235</sup>

Après quatre ans environ du début de l'ouverture des Maisons du Peuple, en 1936, Recep Peker avouait l'échec des Maisons du Peuple avec ses propres termes et se plaignait de cette situation. Dans le télégramme qu'il a envoyé à toutes les présidences des conseils d'administration départementaux du PRP, aux présidences des Maisons du Peuple et aux sièges Recep Peker déclarait son mécontentement des travaux des Maisons du Peuple pour l'année 1936 et qu'il fallait la participation de plus d'intellectuels aux Maisons du Peuple et demandait la réalisation des travaux

<sup>234</sup> BCA: 490.01/3.12.25, 08.04.1936.

<sup>235</sup> *ibid.*

insistants pour l'augmentation du nombre des Maisons du Peuple: « *Tous ces citoyens raffinés doivent prendre des responsabilités au sein des Maisons du Peuple pour donner à la nation l'éducation d'unité et d'intégrité et élever notre peuple à une nouvelle vie dans la chaleur de l'âme profonde d'un peuple.* »<sup>236</sup>

A partir d'un document rédigé par le secrétaire général du PRP le 28 Février 1936 on comprend que le parti ne disposait d'aucune organisation dans les villes du sud-est et de l'est. Les villes où il n'y avait pas d'organisations du parti sont Ağrı, Bitlis, Bingöl, Diyarbakir, Elazığ, Hakkari, Mardin, Muş, Siirt, Tunceli, Urfa et Van. Alors le parti s'est orienté à ouvrir des Maisons du Peuple à l'Est.<sup>237</sup> En 1937, le Premier Ministre de l'époque Şükrü Kaya aussi avait envoyé une correspondance de la même manière à l'organisation du parti afin d'animer les activités des Maisons du Peuple. Précisant que les Maisons du Peuple sont les institutions culturelles du PRP, souligne-t-il que toute l'organisation du parti doit toujours faciliter l'avancée des Maisons du Peuple sur le chemin qui leur est tracé en vitesse et avec rendement.<sup>238</sup> Bref, le PRP a attaché une grande importance à l'organisation des Maisons du Peuple pour diffuser son principe et son idéologie et afin d'éviter l'émergence des organisations non gouvernementales indépendantes de l'Etat et a mobilisé toute sa force pour développer les activités des Maisons du Peuple.

### **3.2.2 La presse en tant que voix de la société civile**

Si l'on essaie d'examiner les relations entre la presse en tant que voix de la société civile et l'Etat, nous voyons que le gouvernement du PRP n'adoptait pas une attitude tolérante envers les demandes de liberté provenant de la presse du fait de sa nature politique traditionnelle et qu'il se réfugiait à son identité prohibitive pour pouvoir protéger son existence et son autorité et parallèlement nous constatons l'intensification des restrictions et de la censure sur la presse. L'événement le plus important concernant la liberté de la presse turque avant la République c'est la suppression totale de la censure sur la presse avec la proclamation de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle. La loi sur la Presse et les Imprimeries ne concernait pas une disposition concernant la censure et l'autorisation pour publier des quotidiens.

<sup>236</sup> BCA: 490.01/3.12.32, 30.04.1936

<sup>237</sup> BCA: 490.01/284.1139.3, 28.02.1936

<sup>238</sup> BCA: 490.01/3.15.12, 04.02.1937



La censure qui était en vigueur jusqu'au 25 Octobre 1923 du fait des circonstances de guerre a été abolie par la Grande Assemblée nationale de Turquie à cette date mais la presse a commencé de nouveau à suffoquer à l'époque de la LMO. Tunçay précise que la presse libre est totalement disparue avec la mise en vigueur de cette loi. Un des intellectuels remarquables de l'époque, Zekeriya Sertel décrit l'époque par les termes suivants:

La Grande Assemblée nationale de Turquie était rompue avec le peuple et était en état de ne représenter que le PRP. Le régime monopartite avait interdit toute organisation dans le pays. N'importe quelle organisation pourrait s'opposer au pouvoir politique. C'est pourquoi il était interdit de créer un parti politique hormis le PRP. On ne s'opposait pas aux ordres donnés via le téléphone aux rédacteurs en chef des journaux. Le quotidien était fermé pour des semaines pour la moindre erreur, les responsables étaient traduits en justice, donc en un mot la presse ne pouvait pas respirer. Elle suffoquait du manque d'air et de liberté.<sup>239</sup>

La presse opposante ce qui est réprimée par la LMO, est entrée dans une ambiance de tolérance relative à partir de 1929 et quelques organes de presse opposante ont commencé à s'apparaître. Cette ambiance a duré jusqu'en 1931, où on voit le PRP s'orientant à créer un régime autoritaire. La loi sur la Presse adoptée le 25 Juillet 1931 est considérée comme l'une des plus importantes indications de cette orientation. De nombreuses normes restrictives et répressives ont été imposées à la presse, la fermeture des quotidiens et des magazines publiant des articles s'opposant aux intérêts du pays a été facilitée conformément à la nouvelle loi sur la Presse.<sup>240</sup>

Suite à la fin de l'époque de la LMO, les presses d'Istanbul et d'Izmir en particulier ne se sont pas abstenues d'utiliser un langage critique. *Yarın* d'Arif Oruç et *Son Posta* de Zekeriya Sertel à Istanbul reflètent très bien l'ambiance de liberté de cette nouvelle époque. La fondation du PRL en 1930 a donné lieu à une nouvelle atmosphère dans la presse, et donc, la tonalité critique des quotidiens opposants envers le gouvernement a augmenté. Feroz Ahmad souligne que même Nazım Hikmet de tendance communiste pouvait trouver de place dans la revue *Resimli Ay* en 1929 après la LMO.<sup>241</sup>

<sup>239</sup> Tunçay, Mete (2005) "Türkiye Cumhuriyetinde Tek Parti Yönetiminin Kurulması"(1923-1931), Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul, p.137

<sup>240</sup> Ceyhan Koç, **Tek Parti Döneminde Basın İktidar İlişkileri (1929-1938)**, op. cit., pp. 21–22.

<sup>241</sup> Feroz Ahmad, **The Making of Modern Turkey**, London: Routledge, 1993.

Suite à la dissolution du PRL et la répression de la rébellion de Menemen, l'attitude du pouvoir politique envers la presse s'est endurcie. La presse a été considérée comme l'un des responsables de la rébellion de Menemen au sein du PRP. A cette époque-la, il y avait des correspondances et des confrontations entre la presse qui était proche du pouvoir politique dont le quotidien *Cumhuriyet* venait en tête et la presse opposante, les deux parties ayant critiqué l'une l'autre avec un ton très sévère. Plusieurs auteurs opposants dont Arif Oruç venait en tête avait insisté sur le caractère contradictoire des restrictions apportées à la liberté de presse, à la loi d'organisation fondamentale et avait souligné avec insistance que tout le contrôle, la restriction et l'oppression entreverraient le service que les journaux étaient chargés de rendre à la société. Dans les quotidiens proches du pouvoir politique comme *Cumhuriyet*, *Akşam* et *Hâkimiyet-i Milliye*, les quotidiens opposants ont été considérés comme des « publications empoisonnantes et venimeuses ». Recep Peker fait des affirmations très sévères à l'encontre de la presse opposante dans les correspondances envoyées à l'organisation du parti en 1931. Par exemple, après avoir expliqué qu'un quotidien publié sous le nom de *Mücadele* était un quotidien qui était probablement la suite du quotidien *Yarın* et qui faisait des publications nuisibles à l'unité nationale, l'a défini comme un moyen travaillant pour la destruction des idées d'existence nationale, d'unité nationale et d'ordre national. A la même date il demandait avec une directive qu'il a envoyée à l'organisation du parti d'avertir convenablement les vendeurs de journaux de ne pas vendre les quotidiens opposants et d'attirer les vendeurs non partisans au parti.<sup>242</sup>

L'ouverture des imprimeries, la publication des quotidiens et des magazines ont été rendues difficiles par la loi sur la presse du 25 Juillet 1931. La compétence de publication des quotidiens et des magazines a été attribuée au Conseil des Ministres dans l'article 50 de la loi. Toutes les réglementations faites à partir de la publication de la loi sur la presse adopté à la Grande Assemblée nationale de Turquie en 1931 étaient destinées à mettre directement la presse à la disposition du gouvernement du PRP. Bref, on peut dire qu'on a voulu mettre la presse à la disposition du PRP avec la loi sur la presse de l'année 1931. Cette disposition, « *Assurer la conformité de la presse nationale aux principes de la révolution, à la politique de l'Etat et aux besoins de la nation...* », a été insérée parmi les devoirs de la Direction générale de la

---

<sup>242</sup> Hakki Uyar, "Durmayalım Düşeriz", *Toplumsal Tarih*, vol. 19, no. 118, 2003, p. 81.

presse réorganisée en 1934. Cette finalité a été rendue plus manifeste par la modification de la loi sur l'Union de la Presse du 27 Juin 1938.<sup>243</sup>

L'adoption de la loi sur l'Union de la Presse fut une des réglementations concernant la mise sous contrôle de la presse à l'époque du régime monopartite. La protection de la république a été soulignée en tant qu'un des devoirs de l'Union avec cette loi. Selon Koç, l'influence du gouvernement sur la presse a augmenté davantage avec l'instauration de l'Union de la Presse turque, en tant qu'une organisation professionnelle susceptible de tenir les personnes adoptées par le gouvernement à l'abri du journalisme, a été ainsi créée.<sup>244</sup>

### **3.2.3 Union des Femmes Turques (TKB) : Un véritable mouvement de la société civile**

Comme les applications restrictives du régime monopartite citées ci-dessous envers la société civile, les mouvements féministes est une autre dimension importante de cette problématique. Le mouvement féministe en tant qu'une autre entreprise importante de la société civile à l'époque du régime monopartite nous concernent dans le sens que ces mouvements avaient interagi aussi avec le régime monopartite. Les événements qui ont eu lieu entre les années 1923-1927 sont très importants concernant la lutte de société civile représentant les droits des femmes en Turquie. A cette époque, le Parti Populaire des Femmes (PPF – Kadın Halk Fırkası) et l'Union des Femmes, créés sous l'initiative de Nezihe Muhiddin, ont mené une lutte multilatérale pour les droits sociaux et politiques des femmes. Le mouvement du PPF défendant un féminisme des suffragettes est en même temps l'héritier des mouvements féministes et de la tradition de société civile de l'époque de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle. La plupart des fondatrices du PPF et de l'Union des Femmes de Turquie étaient également les membres fondateurs et actifs de l'Association pour la Protection, la Succursale des Femmes de l'Association de Croissant Rouge et l'Association des Forces Navales, l'Association pour le

---

<sup>243</sup> Öz, *op. cit.*, p. 120.

<sup>244</sup> Koç, *op. cit.*, p. 46.

Relèvement de Thessalonique et l'Association de Patrie qui étaient des associations des femmes à l'époque de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle.

Les femmes constituant un mouvement de société civile important dans les dernières années de l'Empire ottoman venaient en tête des groupes les plus actifs en Turquie avec la proclamation de la République. Juste à la suite de la proclamation de la République elles ont révélé leur demande d'obtenir des droits politiques en portant cette demande à l'espace politique par l'intermédiaire d'un parti politique établi sous le nom de PPF avant l'instauration du PRP et du PPR. Le fait que l'une des trois associations qui ne sont pas dissoutes par la LMO soit l'Union des Femmes turques (UFT – *Türk Kadınlar Birliği*) prouve l'importance du mouvement des femmes à cette époque. Les femmes faisant une partie importante de la guerre d'indépendance entre les années 1918–1923, outre qu'elles ont effectivement participé à la guerre dans les divers fronts en Anatolie, elles ont également poursuivi des activités importantes derrière les fronts afin de créer de l'opinion publique.<sup>245</sup> Le mouvement civil des femmes n'a pas perdu son importance après l'instauration de la République.

La fondatrice du PPF, Nezihe Muhittin, fut l'avant-garde active et le chef de la tradition du mouvement des femmes qui continuait depuis la Monarchie constitutionnelle. Il a été souligné que le but de création du PPF était de permettre l'introduction des femmes à la politique dans la direction des principes de la République et pour aider à la République. Bien que le PPF soit la première formation politique de l'époque républicaine, nous voyons l'émergence des pratiques répressives du gouvernement du parti unique dans ce processus également.

Huit mois après sa demande, il a été déclaré que le parti n'était pas approuvé par le gouvernement du fait de « certaines idées » et l'autorisation pour la fondation du parti n'a pas été fournie. Selon Toprak le gouvernement a considéré la fondation du PPF comme un événement divisant l'activité du PRP conçue de manière à « renfermer toute la nation » et la fondation du PPF n'a pas été autorisé du fait de la ressemblance d'appellation avec le PRP.<sup>246</sup> Suite à la dissolution du parti, leurs fondateurs ont décidé de continuer la lutte politique en créant une association qui

<sup>245</sup> Ömer Çaha, *Sivil Kadın: Türkiye'de Sivil Toplum ve Kadın*, Ankara: Vadi Yayınları, 1996, p. 100.

<sup>246</sup> Cité par Yaprak Zihnioğlu, *Kadinsız İnkılâp*, İstanbul: Metis Yayınları, 2003, p. 148.

remplacerait le parti avec un statut plus modéré. Ensuite, l'UFT a été fondée le 7 Février 1924 et a commencé sous peu à la propagande active concernant l'octroi du droit de vote aux femmes. Plus tard, elles ont continué leur revendication du droit de vote de manière plus violente sous la direction de Nezihe Muhiddin qui était le président de l'union.<sup>247</sup>

Cette déclaration et l'attitude de Nezihe Muhiddin disant « *Nous, l'UFT, nous n'allons jamais renoncer à nos droits de vote et d'éligibilité, car si nous y renoncions nous perdrons notre raison d'être.* » a concrétisé le problème entre le gouvernement et l'UFT. L'attitude de l'UFT n'a pas été approuvée lors des débats parlementaires et dans la presse il est proposé à l'Union de se modérer en faisant allusion à ses revendications politiques. Nezihe Muhiddin et les membres du conseil d'administration ont été éloignés de la direction au mois de Septembre de 1927 en tant que répercussion de cette attitude du pouvoir politique et de la presse. Ensuite, la police a fait une investigation au siège de l'Union et a scellé les enregistrements pour motif d'irrégularité administrative, bientôt Latife Bekir qui était modérée concernant ses revendications et ses relations avec le pouvoir politique a été nommé à la présidence.<sup>248</sup>

Ces deux dispositions indiquant que « *Tout Turc, que ce soit femme ou homme, ayant 22 ans, dispose du droit d'élire des députés* » et que « *Tout turc, que ce soit homme ou femme, ayant 30 ans peut être élu député* » sont substituées aux articles 10 et 11 de la loi électorale le 5 Décembre 1934. Ce droit apportant une nouveauté du point de vue politique a beaucoup ému le cadre dirigeant de l'époque et a donné lieu à ce qu'ils considèrent la révolution turque comme identique à la révolution des femmes. En effet, dans un discours qu'il a donné lors des débats parlementaires sur le droit de vote İsmet İnönü disait : « *Quand on parle de la révolution turque, on dira également que celle-ci est la révolution de la libération de la femme.* »<sup>249</sup>

D'après Çaha, ce qui a été fait en Turquie concernant les femmes portait plutôt le but de la réalisation des projets présentés par l'Etat. C'est pourquoi les dispositions faites concernant les droits des femmes on rendu service à l'Etat et à son objectif

<sup>247</sup> Çaha, **op. cit.**, 1996, p. 117.

<sup>248</sup> Ayşegül Yaraman, **Türkiye'de Kadınların Siyasal Temsili**, İstanbul: Bağlam Yayınları, 1999.

<sup>249</sup> Çaha, **op. cit.**, p.113.

plutôt qu'aux femmes. Autrement dit, selon Çaha, l'obtention par les femmes de certains droits est considérée comme un moyen pour la jeune République de Turquie de se faire accepter à l'Occident. Par conséquent, ici, il est avancé que ce qui gagne c'est plus l'Etat que la femme.<sup>250</sup> En effet, on peut voir dans les quotidiens de l'époque qu'on a commencé à attribuer une nouvelle mission sociale aux femmes. Les femmes ne sont plus obligée d'être seulement une bonne mère et une bonne femme mais elle est en même temps la femme moderne de la République et le nouveau symbole de modernisation du nouveau régime.<sup>251</sup>

Dans un reportage en 1930, Nezihe Muhiddin remerciait le gouvernement à l'occasion du droit de vote et d'éligibilité mais précisait que l'Union des Femmes Turques ne fonctionnait pas comme il faut avec ses dirigeants ignorants et que de ce fait on n'en avait plus besoin. Ces paroles de Muhiddin montrent que l'UFT est devenue organisation compensant les associations de charité du gouvernement. Selon Muhittin,

L'Union des Femmes s'est transformée désormais en l'Union de Charité. Aujourd'hui il n'existe pas d'union des femmes, il existe l'union de la nation. Le gouvernement a commencé à tirer les discriminations, les privilèges sexuels un à un au sein du peuple. Au moment où la question a atteint cette étape la cause des femmes est disparue spontanément.<sup>252</sup>

Suite à l'obtention par les femmes du droit de vote et d'éligibilité sous le gouvernement du PRP la dissolution de l'UFT a été envisagée, la partie modérée a avancé que la raison d'être de l'Union avait disparu qu'il fallait la dissoudre alors que la partie radicale a avancé qu'il fallait continuer le combat. Dans ce processus les Maisons du Peuple ont commencé à être établies et le PRP a demandé aux femmes de rendre service à la révolution sous le toit des Maisons du Peuple. Suite au Congrès de l'Union Mondiale des Femmes tenue le 18 Avril 1935 à Istanbul la partie modérée a emporté avec les efforts du gouvernement également et l'UFT s'est dissoute.<sup>253</sup> Par conséquent l'UFT ne pourrait pas refuser lorsque l'idée de dissolution de toutes les organisations non gouvernementales et de l'organisation sous le toit des Maisons du Peuple était devenue un sujet d'actualité. Néanmoins la dissolution de l'UFT à une

<sup>250</sup> *ibid.*, pp. 111–116.

<sup>251</sup> Işık Özel, "1930'ların İstanbul Basımında Kadın", *Toplumsal Tarih*, vol. 6, no. 31, 1996.

<sup>252</sup> Asuman Tezcan, "1935 Uluslararası Kadın Kongresi ve Basın", *Toplumsal Tarih*, no. 127, 2004, p. 20.

<sup>253</sup> Pour plus de détails sur le congrès voir, Asuman Tezcan, *op.cit.* pp. 18-23.

date aussi tardive que 1935 est due au fait que l'Union Mondiale des Femmes avait voulu réunir son congrès de l'année 1935 à Istanbul.

On voit que le pouvoir politique de l'époque ne supportait pas à la lutte des femmes pour leurs droits mais à leur passivité et voire à leur contrôle et qu'il voulait orienter la lutte politique incarnée dans l'Union des Femmes après la proclamation de la République vers d'autres chaînes en créant des cliques au sein de l'union et même avec des pressions policières au processus de création de l'union et juste après. En d'autres termes, l'opposition que les femmes ont créée dans le cadre de leurs revendications d'égalité politique a été repoussée à une position passive parallèlement au discours s'élevant à l'époque: « la seule organisation est le parti ». Or les revendications des femmes sont orientées aux solutions (légalisation des droits politiques des femmes) qui correspondent aux intérêts du pouvoir politique dans la première moitié des années 1930.

Selon la thèse de Tekeli, la légalisation des droits politiques des femmes a servi comme un moyen aux dirigeants politiques qui voulaient prouver que le gouvernement ne ressemblait pas aux régimes autoritaires qui gagnaient de la vitesse dans les mêmes années dans le monde. On pourrait avancer comme une autre raison que les droits de vote et d'éligibilité des femmes ont été légalisés en tant qu'une solution radicale pour réprimer l'opposition. Car avec cette modification superstructurelle le mouvement féministe égalitaire a été neutralisée et sa raison d'être a été enlevée. D'ailleurs, les gouvernements de l'époque avaient souvent répété, en tant que justification de l'abolition de l'UFT avec les autres associations et avaient argué que les associations des femmes avaient perdu leur raison d'être par l'octroi des droits politiques aux femmes.<sup>254</sup>

### **3.2.4 Les organisations ouvrières**

Après les mouvements des femmes dans l'époque de la jeune République, il faut se pencher sur les relations entre les organisations ouvrières / professionnelles et le régime monopartite. Sous l'empire ottoman, les réglementations juridiques ayant un impact sur les organisations ouvrières et patronales disposaient en général d'un caractère autoritaire et une partie de ces réglementations sont restées en vigueur

---

<sup>254</sup> Cité par Ayşegül Yaraman, *op. cit.*, p. 54.

également après la proclamation de la République. Dans cette partie les organisations relatives à la vie de travail constituant la colonne vertébrale du concept de société civile et leurs relations avec l'Etat seront abordées.

La pénalisation grave des mouvements ouvriers du fait des composants répressifs et des pratiques répressives comme la LMO face à l'organisation à l'époque monopartite a empêché l'émergence des activités syndicales dans son sens actuel. Dans cette perspective les circonstances économiques, politiques, juridiques et sociales entre les années 1923-1946 en Turquie ont retardé l'émergence de l'environnement nécessaire au développement des syndicats. Le régime s'est endurci conformément au principe d'étatisme adopté dans le domaine économique après les années 1930, le gouvernement du PRP était en vigueur jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le PRP a modelé la vie de travail dans la direction de son idéologie jusqu'au passage au système pluripartite; alors que des réglementations destinées à protéger l'ouvrier étaient mises sur pied, l'organisation n'était pas tolérée. Le soutien de l'organisation ouvrière par le PRP et son intervention même à ce processus a eu lieu par l'intermédiaire du Bureau Ouvrier créé auprès de la Présidence Départementale d'Istanbul du PRP suite à l'adoption de la loi des syndicats promulguée en 1947 après la Deuxième Guerre mondiale. Il a voulu intervenir à la syndicalisation par le biais de l'organisation qu'il a créée sous l'appellation l'Union des Syndicats ouvriers d'Istanbul.<sup>255</sup>

Avec la Constitution mise en vigueur en 1924 le droit de fonder des associations a été reconnu, il ne restait plus d'obstacle juridique à la création des syndicats ouvriers qui sont des associations spécifiques. Mais la séparation des ouvriers et les objectifs du gouvernement concernant le développement national, le redressement économique ont abouti à l'empêchement des mouvements syndicaux. En bref, bien que la Constitution de 1924 reconnaisse le droit de fonder des associations, la loi sur la grève de 1909, la LMO de 1925, le droit pénal de 1926 et l'article 12 du règlement de police n° 1845 ont enlevé la légalité des grèves et de tous

---

<sup>255</sup> Mustafa Görkem Doğan, **Governmental Involvement in the Establishment and Performance of The Trade Unions During the Transition to Multi Party Politics**, Boğaziçi University.



les mouvements de revendication des ouvriers notamment après 1925 en établissant des dispositions répressives.<sup>256</sup>

En fait, l'Union internationale des ouvriers et l'Association des ouvriers de Turquie remontant à l'Empire ottoman avaient abouti à la Turquie républicaine de 1923 en subsistant, mais les syndicats n'avaient pas pu faire sentir tant leur présence dans le pays. L'organisation ouvrière la plus puissante à cette époque est celle constituée par l'Union générale des ouvriers d'Istanbul en se transformant en l'Union générale des ouvriers de Turquie.<sup>257</sup> A l'époque du régime monopartite même si la syndicalisation n'était pas développée dans son sens actuel il s'agissait de l'organisation en tant qu'association. Les structures syndicales qui se constituent spontanément à l'époque de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle ont gagné un caractère officiel conformément à la loi sur les associations de 1909 et au règlement sur les associations des artisans de l'année 1910. Plusieurs syndicats ouvriers sont organisés comme des associations y compris les premières années de la République. Les principales associations ouvrières ayant fait apparence en 1924 sont des organisations syndicales comme l'Association des ouvriers marins de déchargement et de chargement du port d'Istanbul, l'Association des matelots et des chauffeurs des bateaux de commerce, l'Association des docks, des rampes et des teinturiers des bateaux de commerce.<sup>258</sup>

Nous comprenons la réticence du gouvernement en 1928 à l'égard de la tendance d'unification des associations ouvrières par la lettre écrit par Şükrü Kaya à İsmet İnönü à ce propos. Le Ministre de l'Intérieur Şükrü Kaya annonce que les associations ouvrières à Istanbul veulent fonder l'Association des ouvriers unis en s'unifiant. Il précise que les ouvriers d'Üsküdar, de la Corne d'Or (*Haliç*), de la Compagnie des Voies maritimes d'Istanbul (*Şirket-i Hayriye*), de téléphone, de la Compagnie des Voies ferrées (*Şark Şimendiferi*) les rejoindraient et qu'enfin ils étaient informés que l'Association des ouvriers serait transformée en Parti du Travail. Il ajoute qu'en conclusion une notification avait été faite aux concernés concernant ce sujet remarquable. Cette lettre laisse entendre que le Ministre de

<sup>256</sup> Erdal Yavuz, "Sanayideki İşgücünün Durumu: 1923–1940", **Osmanlı'dan Cumhuriyet Türkiye'sine İşçiler**, D. Quataert, E.J. Zürcher, (der), İstanbul: İletişim Yayınları, 1998, p. 168.

<sup>257</sup> *ibid.*, p. 167.

<sup>258</sup> Zafer Toprak, "Şirket-i Hayriye Amele Cemiyeti ve 1925 Grevi", **Toplumsal Tarih**, vol. 5, no. 30, 1996, p. 6.

l'Intérieur a informé le Premier Ministère concernant les travaux d'unification des associations ouvrières à Istanbul et de leur transformation en Parti du Travail et que ce sujet était suivi de près par le gouvernement.<sup>259</sup>

Les associations ouvrières ont été soumises à une interdiction de grève par une modification du code pénal suite à la constatation des grèves entre les années 1930-1932. Les associations ouvrières qui ont été transformées plus tard en une union comme les associations des artisans ont été directement insérées au sein du parti. Quant aux tentatives d'actions concernant l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires après la deuxième moitié des années 1930, elles ont été empêchées et sont restées sans résultats. Bien que le code du travail édicté en 1936 présente un caractère autoritaire comme les autres législations de l'époque, le contrôle que l'Etat exerçait dans le domaine politique par le gouvernement du PRP, par l'étatisme dans le domaine économique a commencé à être efficace dans le domaine des rapports du travail également. Ainsi l'univers du travail est tenu sous contrôle, les rapports entre le travail et le capital sont déterminés dans le cadre des traits essentiels du régime politique et économique.<sup>260</sup>

Makal accepte l'existence de certaines organisations ouvrières, artisanales et patronales qui ont effectivement laissé de trace à l'époque du parti unique des années 1930. A ce propos, le PRP a essayé de réunir les ouvriers et les artisans dans certaines associations qui lui étaient proches. Le but de la création de ces associations est certes de tenir la classe ouvrière dans l'orbite du PRP et même de la faire une partie du parti. En 1931 on voit le Bureau du travail, des ouvriers, des organisations d'artisans et des professions libres, ce qui est le 9<sup>ème</sup> des 13 bureaux créés au sein du PRP entreprend des certaines tentatives à ce propos. En 1934, on a essayé de rassembler les ouvriers de chaque profession au sein d'une seule association ou d'une union conformément à une pratique entamée à Izmir. Des dispositions pénales ont été apportées pour les ouvriers qui ne convenaient pas à ces conditions et leurs employeurs. Quant à toutes les associations et les unions à Izmir, elles ont été réunies sous le toit de l'Union des établissements des ouvriers et des artisans d'Izmir. Le but de l'union a été précisé comme suit: « *Rendre les ouvriers et les artisans fidèles et utiles au régime à tous les points* ». L'union a réalisé également

<sup>259</sup> BCA: 030.10 / 80.525.18, 13.02.1928.

<sup>260</sup> Ahmet Makal, **op. cit.**, p. 179

en pratique une conception de populisme rejetant le principe de classes par le biais d'unification de l'artisan et de l'ouvrier sous un même toit. L'Union des établissements d'ouvriers et d'artisans d'Izmir formée des 164 établissements d'ouvriers et d'artisans est une pratique typique du parti unique ayant exercé de l'activité entre les années 1935-1946.<sup>261</sup>

De la même manière la politique de contrôle des organisations ouvrières se poursuit au sein de l'Union ouvrière de Zonguldak. Le député de Zonguldak qui est le président du conseil d'administration départemental donne les renseignements suivants concernant la situation au sein de l'Union ouvrière de Zonguldak dans un télégramme adressé au secrétariat général du PRP:

Un exemplaire de la liste des élections réalisées dans les mines conformément à l'article 1 du règlement pour l'année 1935 a été présenté conformément à la loi sur les ouvriers de Zonguldak et au règlement de l'Union ouvrière et de fonds de charité de Zonguldak. On a attaché de l'importance à ce que les élus soient fidèles et intéressés à notre parti en analysant les tendances des mineurs et des ouvriers dans chaque milieu. Laissant entendre qu'il n'a pas été désigné de candidats, je présente mes respects profonds.<sup>262</sup>

Les élites dirigeantes de la République ont effectué de diverses dispositions pour la socialisation du nationalisme. Selon une déclaration publiée par Mustafa Kemal le 20 Avril 1931 il a été exprimé : « *Le peuple de la République de Turquie est une communauté divisée en divers experts de travail par la division du travail pour la vie individuelle et sociale et ne consiste pas en des classes séparées. (...) Les travailleurs et les ouvriers turcs nationalistes sont les organes précieux de la communauté turque avec leur présence et leur travail.* » Le discours « d'une nation unie sans classes, sans privilèges » poursuivi dans le cadre du populisme jusqu'en 1930 a cédé sa place au discours « d'ouvrier turc nationaliste » après cette époque. Dans le programme du parti de l'année 1931 on en trouve ces termes-là : « *nous allons prendre en considération les droits de vie et les intérêts de l'ouvrier et des travailleurs turcs nationaux.* » Le secrétaire général du PRP, Recep Peker a souligné le désir de créer un type de travailleur turc nationaliste par ces termes-là : « *Il faut*

---

<sup>261</sup> *ibid.*, pp. 149–150.

<sup>262</sup> BCA: 490.01/1444.21.1, 24.07.1935

*constituer les travailleurs et les ouvriers turcs ayant l'idée de nationalité* » dans son discours à l'Université d'Istanbul en 1931.<sup>263</sup>

La télégramme envoyée aux ambassades à l'étranger par le secrétaire général du PRP et Recep Peker montre le regard du gouvernement du parti unique de l'époque aux associations ouvrières et artisanales et donne des indices en ce qui concerne les tendances du gouvernement à ce propos. Les termes de Recep Peker sont comme suit :

En conséquence du développement de l'économie et de l'industrie nationale jour après jour, les regroupements ouvriers dans notre pays augmentent. De l'autre côté les artisans constituent également une masse importante dans nos villes et nos villages. Nous sommes face à la responsabilité d'envisager leurs besoins en santé et en aide sociale et améliorer leurs conditions de travail et de vie. Le programme du parti approuvé par la 4<sup>ème</sup> Assemblée générale du parti a accepté de s'occuper de la vie et des droits de l'ouvrier et de l'artisan turcs et de les transformer en une force utile à l'institution nationale en les organisant. Conformément aux principes du parti, ni des grèves ni des lock-out aura lieu dans l'espace du travail de notre patrie et les litiges entre les ouvriers et les employeurs seront résolus par la réconciliation. Notre code du travail étant en train d'être négocié dans le conseil général de l'Assemblée nationale a été élaboré selon ce principe et pour l'instant seul l'établissement de l'assurance contre les accidents parmi les assurances protégeant l'ouvrier a été accepté. Nous avons trouvé nécessaire de réviser encore une fois le déroulement de ces travaux dans les pays étrangers qui nous paraissent intéressants concernant leurs situations au moment de l'organisation des travaux des ouvriers et des artisans dont l'importance augmente jour après jour dans notre pays. Nous demandons à toutes nos précieuses ambassades.<sup>264</sup>

Ainsi on continue par demander à toutes les ambassades de l'information sur les points essentiels à propos des associations des ouvriers et des artisans présentées à l'annexe. Ces titres essentiels sont les associations des artisans, les associations des ouvriers, les relations des associations des artisans et des ouvriers avec les partis politiques.

Toutes les législations concernant le domaine des rapports du travail, publiées jusqu'en 1936 sont très loines d'être des réglementations organisationnelles comprenant tous les travailleurs. Seulement des dispositions restreintes ont été établies dans des domaines précis où on en a besoin et on a essayé de réglementer la vie du travail avec ces dispositions jusqu'en 1936. Bien que le besoin en un code du travail soit exprimé pour la première fois en 1921 et malgré plusieurs tentatives de

<sup>263</sup> Yüksel Akkaya, "1929 Bunalımı, İşsizlik ve Bir Kanun", **Toplumsal Tarih**, vol. 12, no. 68, 1999, pp. 45–46.

<sup>264</sup> BCA: 490.01 / 1445.25.1, 27.06.1935.

projet, un code de travail comprenant tous les travailleurs et réglementant leurs droits n'a pas pu édictée pendant ces 15 années qui sont passées jusqu'en 1936. La politique « niant le conflit des classes » poursuivie par le gouvernement du parti unique, le fait de ne pas atteindre un niveau démocratique dans les domaines politique et économique ont retardé le développement de la conception d'organisation qui devrait être développée spontanément par les acteurs productifs de la structure économique. Par exemple, en 1935 un télégramme adressé au secrétariat général du PRP comporte des commentaires intéressants concernant le code du travail. Ce document reflète le point de vue de l'organisation du PRP à l'époque. Ainsi, la vie de travail est nationale et doit rendre service à une mentalité de progrès et de développement nationaux et en outre les classes ne doivent pas être en conflit et travailler en harmonie réciproque pour un but national commun. Les commentaires suivants figurent dans le document:

Le nouveau régime qui n'accepte pas la lutte des classes ne garantit pas son principe. D'une part il semble adopter un principe convenable à celui ci-dessus en acceptant le principe d'unions professionnelles. Et d'autre part au lieu de renforcer les liens entre les entrepreneurs et les ouvriers en adoptant les procédures de réconciliation obligatoire et d'arbitre il permet au contraire la lutte des classes en donnant lieu à la grève collective dans certaines conditions.<sup>265</sup>

### **3.2.5 Les organisations professionnelles**

Parallèlement à l'approche répressive du régime monopartite à l'égard des organisations ouvrières, il faut également traiter des politiques de restrictions concernant les organisations professionnelles. Le contrôle du PRP sur les organisations professionnelles a commencé à partir de l'année 1923. Avant le Congrès de l'économie à Izmir le 17 Février 1923 les hommes d'affaires musulmans-turcs ont voulu réunir un congrès en se rassemblant à Istanbul mais le gouvernement d'Ankara a empêché cette tentative en avançant qu'il serait organisé un congrès plus étendu. Par conséquent déjà dès 1923 les entreprises civiles ont été empêchées par l'intervention d'Ankara.

Le but des réglementations réalisées par le PRP concernant la vie du travail à l'époque du parti unique était d'inciter l'accumulation du capital chez les particuliers et de protéger le régime politique. Dans ce cadre, les dispositions concernant

---

<sup>265</sup> BCA: 490.01/1437.1.2, 1935.

l'organisation patronale ont également pris une forme autoritaire-bureaucratique. Théoriquement, la présence des classes sociales différentes a été niée; le nationalisme, le populisme et le solidarisme ont été substitués à la lutte des classes. Les chambres étant à la fois l'extension de la décentralisation des services publics et le gardien des intérêts privés d'une profession et portant la qualité d'établissement représentatif quoique dotées de certains droits et compétences issus du droit public sont un élément important dans le modelage des rapports entre l'Etat et la société civile. A la nouvelle époque, du fait de leur utilité publique les chambres furent l'appareil de contrôle de l'Etat qui voulait tenir sous contrôle chaque étape des rapports de production par le biais des corporations sous l'Empire ottoman. Les chambres sont importantes en tant que des institutions ayant de l'impact sur l'économie tout au long des années 1920 mais elles commencent à perdre leur efficacité avec la domination des politiques étatistes dans les années 1930. On peut dire que les chambres n'ayant de poids politique que de fournir des données économiques à l'Etat à l'époque du régime monopartite, ont commencé à être efficaces dans les années 1950.<sup>266</sup>

L'adhésion a été rendue obligatoire par la loi sur les chambres de commerce et d'industrie n° 655 du 22 Avril 1924, celle-ci a soumis les chambres au contrôle du Ministère de Commerce. Toutefois, l'obligation d'être un citoyen Turc a été imposée concernant l'adhésion aux chambres.<sup>267</sup> La politique essentielle ayant marqué l'époque fut cette politique nationaliste. La bourgeoisie nationale de commerce a été autorisée à s'enrichir dans les cinq premières années de la République, en revanche cette classe n'est jamais entrée en conflit politique et culturel avec l'Etat. Cette classe n'a pas tenté non plus de perpétuer les traditions bourgeoises d'illumination culturelle appartenant à l'époque précédente contre le gouvernement du PRP. Selon Keyder cette classe ne poursuivant que le but de s'enrichir et de supporter le nouveau régime en fidélité renonçait spontanément à sa mission de créer une société civile.<sup>268</sup>

La fondation des associations et l'augmentation de divers groupes professionnelles ayant commencé à l'époque de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle,

<sup>266</sup> Murat Koraltürk, "Cumhuriyet Dönemi Türkiye Toplumsal ve Ekonomik Tarihi Kaynakları", **Toplumsal Tarih**, 1996, pp. 60-63.

<sup>267</sup> Alkan, **op. cit.**, p. 66.

<sup>268</sup> Çağlar Keyder, "Kayıp Burjuvazi Aramıyor", **Toplumsal Tarih**, vol. 12, no. 68, 1999, pp. 4-11.

bien que les interrompues lors des années d'armistice, ont recommencé à augmenter juste après. Notamment à l'époque de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle il y avait de nombreuses associations fondées dans le but de la turkification du capital et ce genre d'associations ont subsisté après la guerre d'indépendance. L'Union nationale des commerçants turcs fondée en 1922 à Istanbul est une organisation non gouvernementale exemplaire de ces associations. L'Union ayant joué un rôle important dans le Congrès de l'économie à Izmir en 1923 et dans la turkification de la Chambre de commerce et d'industrie d'Istanbul, a exercé des activités afin que le gouvernement poursuive des politiques économiques conformes aux intérêts du capital commercial. L'Union nationale des commerçants turcs ainsi que l'Union nationale d'industrie d'Istanbul rassemblant le capital industriel sous son toit sont deux organisations non gouvernementales patronales importantes établies dans les premières années de la République. L'Union nationale d'industrie d'Istanbul rassemblant le capital industriel de l'époque républicaine sous son toit fera des travaux considérables concernant la création des chambres d'industrie indépendantes des chambres de commerce. En Turquie la création des chambres d'industrie indépendantes des chambres de commerce n'a été possible qu'en 1950 avec la loi n° 5590.<sup>269</sup>

En fait, le Congrès de l'économie à Izmir en 1923 prévoyait la création des chambres d'industrie indépendantes mais la loi n° 655 de 1925 ne l'a pas autorisée. Le conflit entre le capital commercial et le capital industriel était à la base des efforts de création des chambres d'industrie indépendantes commençant à partir du milieu des années 1920 et s'étendant jusqu'aux années 1950. Le capital industriel demandait une politique douanière protectrice face à l'Etat et cette situation ne convenait pas à la bourgeoisie commerciale qui a obtenu ses richesses par le commerce. La bourgeoisie commerciale qui a dominé dans ce conflit a empêché la création des chambres d'industrie indépendantes. Mais les industriels ont continué leurs tentatives pour l'obtention d'une chambre indépendante.

La mentalité essentielle qui sous-tend la demande de création des chambres d'industrie indépendantes des chambres de commerce au milieu des années 1920 provient du conflit entre le capital commercial et le capital industriel. Les industriels

---

<sup>269</sup> Murat Koraltürk, İstanbul Milli Sanayi Birliği, **Toplumsal Tarih**, vol. 12, no. 68, 1999, p. 19.

avançant qu'ils n'étaient pas proprement représentés au sein de la Chambre de commerce et d'industrie d'Istanbul ont voulu se réunir autour d'une chambre. Cela n'ayant pas été possible, ils se sont organisés sous l'appellation « l'Union nationale d'industrie d'Istanbul ». Le but essentiel de l'Union qui ne figure pas dans son statut est de turkifier l'industrie et de se réunir autour d'une chambre d'industrie indépendante.<sup>270</sup>

L'efficacité des unions professionnelles et des chambres est de plus en plus réduite dans les années 1930. La lecture des lignes ci-dessous rédigées par les dirigeants de l'époque du parti unique à partir des documents des archives républicaines nous donne de remarquables idées concernant les organisations professionnelles, la société civile et l'attitude de l'Etat face à la société civile.

Nous considérons les unions professionnelles d'être le seul moyen à transmettre les demandes du peuple qui travaille et produit en libérant ces demandes de leur état de bruit, de mécontentement et de rumeur et en les transformant à des souhaits de besoin. Mais la mentalité de donner la force nécessaire aux organisations ayant compris leur importance et de se réunir autour de celles-ci est née chez notre peuple. Ces organisations doivent être créées par notre parti. Mais pendant qu'on les crée il faut faire attention à ne pas les rendre muettes en les disciplinant trop et à ne pas montrer injuste un département officiel. Nous avons abrogé les lois et les directives compliquées qui liaient les organisations dites artisanales puisque la rénovation et l'adaptation aux approches modernes de ces dernières trop troublées et rendues inefficaces sont naturelles quand les organisations professionnelles sont créées. Nous avons posé comme principe le principe de la tutelle du Ministère de l'Economie lors de la rénovation. Leur résurrection dépend du bon sens du bureau du travail.<sup>271</sup>

Une autre organisation efficace concernant l'organisation artisanale à l'époque ottomane était l'Organisation artisanale d'Istanbul. Cette formation abritant en son sein les divers groupes sociaux, des ouvriers aux artisans, était composée de 57 associations et avait subsisté également à l'époque républicaine.<sup>272</sup> La modification des articles 2, 3, 4, 7 et 12 du règlement des associations artisanales a été notifiée aux bureaux d'inspection du PRP par une circulaire en 1930. En outre, le secrétariat général du PRP demandait la réalisation de ce qui était nécessaire pour que les personnes à élire soient membres du PRP et qu'elles soient élues. On voit que tous les artisans étaient forcés à s'inscrire aux associations dont ils font partie conformément à la modification de l'article 3. Quant à la modification de l'article 4,

<sup>270</sup> *ibid.*, pp. 18-19.

<sup>271</sup> BCA: 490.01/1437.1.2, 1935

<sup>272</sup> Zafer Toprak, "Osmanlı'dan Cumhuriyet Türkiye'sine Sendikal Gelişmeler: İstanbul Umum Deniz ve Maden Kömürü Tahmil ve Tahliye Amele Cemiyeti", *Toplum ve Bilim*, no. 40, 1988, p. 142.



elle stipulait que chaque association artisanale aurait un secrétaire général désigné par le Ministère de l'Economie et ces secrétaires généraux établiraient le contact entre le gouvernement et l'association.

En outre, les rémunérations de ces secrétaires allaient être déterminées selon la situation financière de l'association. La modification prévoyant la possibilité de recruter des fonctionnaires au gré du besoin a été apportée à l'article 7 qui prévoyait la restriction du nombre de fonctionnaires. Il a été apporté l'obligation de confirmation des cadres de fonctionnaires par les directions de commerce ou d'économie de la région, à défaut par les chambres de commerce, encore à défaut par les municipalités. L'article 12 prévoyait l'obligation d'envoi des budgets des associations aux directions régionales de commerce, à défaut aux chambres de commerce et au cas où il n'y aurait pas ni les unes ni les autres il prévoyait l'envoi d'une copie des budgets au Ministère de l'Economie après que celles-ci étaient confirmées par les municipalités.<sup>273</sup>

De diverses tentatives ont été entreprises afin de faire des associations artisanales une organisation non gouvernementale sous le contrôle de l'Etat en les séparant des chambres de commerce en 1933.

Ajouter à « l'Office national de commerce extérieur de Turquie », appelé brièvement *Türkiş Ofis*, qui prendra la forme d'une formation importante comme dans plusieurs pays une filiale appelée « paysan-ouvrier-classe moyenne » et introduire un article comme « l'office inculque, facilite et organise l'organisation de ces classes en des unions locales, régionales et nationales dans le but de garantir leurs besoins et leur progrès » et ainsi en donnant lieu à sa sanction légale créer ensuite ces organisations dans le cadre des directives et des instructions du Parti. Ainsi il existe l'idée que l'on aurait obtenu un pouvoir plus souple.<sup>274</sup>

Avec ces lignes la conception de société civile de l'Etat est montrée clairement. L'Etat veut créer une société civile qui s'organisera régionalement et sous forme des unions nationales. Les lignes ci-dessous donnent des indices concernant la manière d'organisation à laquelle les associations artisanales seront soumises.

Il y a l'idée de fonder des associations artisanales locales dans les lieux disposant des experts de travail rentrant dans le cadre de plus 50 titres artisanaux et de nommer un secrétaire général à leur présidence qui sera élu par le Ministère de l'Economie. Elles pourront prendre également la forme d'unions régionales et nationales après avoir été

<sup>273</sup> BCA: 490.01 / 1.4.1, 04. 06.1930.

<sup>274</sup> BCA: 490.01 / 1452.14.02 , 24.04.1933.

organisées localement. L'importance de la question du point de vue politique et social est claire.<sup>275</sup>

Suite à ces propos des informations concernant le modèle d'organisation des différentes classes de l'Italie sont présentées et il est précisé que le but poursuivi n'était pas une *corporation nationale* comme en Italie mais l'union des experts de travail qui ne sont pas renfermés par les chambres de commerce dans le cadre du développement de la profession, des besoins communs et d'un plan et d'une harmonie qui tiennent compte de tout cela. Le but c'est d'orienter l'organisation artisanale vers une organisation civile conforme à l'exigence de l'Etat, aux objectifs nationaux et dans une harmonie avec les autres organisations professionnelles.

On déduit du document ci-dessous qu'en 1935 l'organisation centrale de nombreux artisans et ouvriers selon les branches d'activité n'est pas encore achevée. La déclaration sur l'inscription du peuple aux associations a été rédigée par Kazım Dirlik. A ce titre tous les artisans et les ouvriers sont obligés de s'inscrire aux associations auxquelles ils appartiennent et de prendre une carte d'identité. La procédure légale sera appliquée à propos de ceux qui manquent à ce devoir. Il a été établi l'obligation d'inscrire tout type d'ouvriers et d'apprentis travaillant dans les entreprises industrielles et commerciales, dans les ateliers, et les magasins aux associations auxquelles ils appartiennent. Il a été précisé que cette inscription devrait être achevée au plus tard le 1 Mars 1935 et que dans le cas contraire une pénalité sera incombée selon les exigences juridiques aux propriétaires d'entreprises et d'ateliers de commerce sur les rapports donnés par les secrétaires généraux des associations. Il est dit que le respect par tous du statut des associations étant obligatoire, l'application totale de l'exigence de la législation sera suivie par la police et la police municipale avec soin. Finalement il est précisé que les artisans et les ouvriers pour lesquels une association n'a pas encore été créée devraient recourir, pour leur contact professionnel, à l'association convenable selon le tableau annexé à la déclaration. Une liste comprenant 31 groupes d'artisans indiquant l'association à laquelle serait inscrite chaque personne est présentée sous ce tableau.<sup>276</sup>

<sup>275</sup> BCA: 490.01 / 1452.14.02, 24.04.1933.

<sup>276</sup> BCA: 490.01/1462.62.02, 11.12.1934.

Un document intitulé « Les Réponses des Questions Concernant les Conditions d'Artisanat » daté de 1935 fournit des indications considérables concernant le point de vue du gouvernement du PRP vis-à-vis des organisations artisanales et de l'artisanat. Ainsi, une définition d'artisan est élaborée et selon cette définition même les porteurs sont considérés dans cette définition. A ce propos une telle phrase éclaircit le sujet:

Bien que dans plusieurs pays les petits artisans et les petits commerçants soient acceptés comme des classes distinctes, l'introduction des travailleurs de service comme les possesseurs d'information et des petits capitaux et des porteurs dans ce cadre d'artisans et l'appellation de leur conseil général par « l'association » ont été considérées plus convenables compte tenu de l'opinion et de l'idée générales de notre pays.<sup>277</sup>

A la suite du document la manière d'organisation des associations artisanales est précisée de façon claire :

Article 14: Il est convenable de rechercher le quorum pour la création des associations artisanales et la création par ces derniers ne doit pas être laissée à leur choix et doit être rendue obligatoire.

Article 15 : Puisque nous ne pourrons pas créer des associations séparées pour tout type d'artisans dans chaque ville et dans chaque village, le choix de la création d'une fédération au centre de la préfecture à partir des délégués des associations artisanales en réunissant divers professionnels et d'une confédération au centre de l'Etat à partir de ces fédérations serait plus convenable. Car nos préfectures dont la quantité des artisans et le nombre des associations sont faibles constituent la majorité.

A la suite du document la manière d'organisation des associations artisanales et le genre des travaux dont ils doivent s'occuper sont précisés :

Article 16 : Dans plusieurs villes et villages la quantité des artisans n'est pas suffisante pour fonder des associations séparément. Même si une association à partir de ceux ayant une quantité faible, il est difficile et peut-être même impossible de fournir les frais de maintenance. En procédant ainsi, la possibilité de faire d'aides sociales en plus grande quantité sera née en économisant des sommes qui seront versées aux bâtiments et aux employés des associations. Ces organisations artisanales doivent essentiellement s'occuper de l'aide sanitaire et sociale. Les associations doivent travailler à assurer l'unité et l'avancement en organisant des conférences pour la diffusion et la généralisation des savoirs professionnels, civils et civiques entre les artisans. Les fédérations des grandes villes doivent ouvrir des écoles nocturnes pour augmenter le savoir de leurs membres. La confédération au centre de l'Etat doit publier des magazines pour augmenter tout type de savoirs des artisans membres des associations et doit envoyer les jeunes disponibles parmi les artisans en Europe pour les études d'industrie qui est en retard dans le pays. La compétence des confédérations

<sup>277</sup> BCA: 4 90.01 / 1444.21.1, 20.10.1935.

sur les fédérations et sur les associations artisanales des fédérations en ce qui concerne le contrôle, le budget et l'élection doit être reconnue et cette compétence doit comprendre les activités de contrôler les associations et les fédérations, d'examiner et d'approuver leurs budgets et de confirmer leurs élections et de renouveler leurs élections illégales. Le conseil fédéral doit être nommé par les délégués qui seront choisis au sein des associations dans chaque ville et village. Les associations doivent élire des délégués pour la fédération en proportion de 1% de leurs membres inscrits. Le conseil de la fédération doit être composé de 7-9 personnes et les délais d'élection doivent être 2 années.

Il existe un jugement intéressant concernant le secrétariat général des conseils d'administration des associations artisanales à l'article 19: « *Seuls ceux qui sont reconnus comme artisans doivent constituer le conseil général des associations artisanales. L'élection de leur secrétariat général ne doit pas être laissée à leur initiative, il a été conclu que les secrétaires généraux qu'elles ont choisis entre elles auparavant n'étaient pas bons pour les artisans.* » Mais on ne sait pas d'où résultait cette acceptation et ses motifs n'étaient pas précisés. A l'article 20 il est dit: « *Il n'y pas d'inconvénients mais des avantages dans l'adhésion des non-artisans aux comités administratifs centraux des fédérations et des confédérations à condition de ne pas dépasser 1/3 de leurs membres.* » Encore une fois les motifs de cette acceptation ne sont pas expliqués. L'article 21 qui est le dernier résumé par une seule phrase l'opinion rigide sur les associations: « *Il est convenable et nécessaire.* »

En 1935, dans le cadre de la réglementation des organisations ouvrières et artisanales qui augmentaient en nombre conformément aux objectifs nationaux, Recep Peker posait des questions aux ambassades concernant la situation des organisations ouvrières et artisanales et demandaient leur aide à ce propos. Les questions dont Recep Peker voulait avoir la réponse avaient les titres suivants: les conditions de création des associations ouvrières et artisanales dans les autres pays, les systèmes de représentation et de participation concernant l'attachement au centre des organisations ouvrières et artisanales existantes sous forme d'unions et d'unions générales, la présence ou non de l'obligation d'adhésion à l'association et la situation de ceux qui n'adhèrent pas à l'association. En outre, les questions ci-dessous étaient adressées aux ambassades concernant les relations des organisations ouvrières et artisanales avec les partis politiques:

### Les Relations des organisations ouvrières et artisanales avec les partis politiques

1. Quelles sont les procédés et les procédures poursuivis par les partis du gouvernement pour attacher les unions et les unions générales de chaque ville à eux-mêmes en commençant par les moindres organisations ouvrières et artisanales de chaque ville et de chaque commune?
2. Y a-t-il une tendance pour inscrire séparément les ouvriers et les artisans au parti?
3. Sont-ils ouverts des foyers de parti dans les quartiers où les ouvriers vivent collectivement?
4. Quel procédé est-il utilisé et à quels moyens doit-on recourir pour obtenir des décisions et des conclusions conformes aux principes du parti à partir des congrès de l'association, de l'union et de l'union générales ouvrières et artisanales?<sup>278</sup>

Selon un document daté de 1937, les unions des associations ouvrières et artisanales envoyaient parfois leur plan comptable mensuel directement au siège. Mais le fait que l'investigation de ces plans comptables mensuels par le siège du parti soit peu possible est exprimé dans le même document par le député de Giresun au nom du secrétaire général du PRP. C'est pourquoi le député de Giresun demande à la présidence du PRP et à la préfecture d'Izmir le contrôle des comptes de cette union des associations artisanales par les centres officiels au besoin. Selon le député de Giresun, l'union des associations ouvrières et artisanales exerce de l'activité de manière dépendante de la préfecture d'Izmir et du secrétariat général de PRP. De ce fait, il demande l'investigation régulière des comptes de cette union par la préfecture d'Izmir et l'établissement d'un rapport concernant les comptes à la fin de chaque année. Selon le député du PRP d'Izmir le siège du parti ne peut pas contrôler les comptes de cette union et d'ailleurs ce n'est pas nécessaire. A ce que l'on comprend d'ici, c'est qu'il s'élevait certaines objections au parti et à l'organisation de l'Etat revêtant un caractère extrêmement centraliste également à l'intérieur du parti et cette situation se résume par les termes « *L'investigation des détails des comptes de l'union par le siège du parti n'est pas possible et ce n'est pas nécessaire.* »<sup>279</sup>

A l'époque du régime monopartite comme il existait des mouvements de société civile en conflit avec le gouvernement, il existait aussi certaines organisations supportées par l'Etat ou créées officiellement par l'Etat même. Car le gouvernement du PRP a toléré la présence de la société civile à condition que ces organisations se

<sup>278</sup> BCA: 490.01./1445.25.1, 27.06.1935

<sup>279</sup> BCA: 490.01/ 1462.62.02, 11.12.1934

mettent à la disposition de la révolution. Notamment les organisations ayant obtenu le statut d'association reconnue d'utilité publique étant supportées, celles qui ne figuraient pas dans ce cadre ont continué à être soumises aux pratiques autoritaires et répressives.

A cette époque il existe des associations fondées de façon directe par les dirigeants et les bureaucrates du PRP dont la mission était de servir d'intermédiaire entre la société et l'Etat en ce qui concerne l'application des politiques publiques et l'inculcation et la diffusion de l'idéologie aux masses. L'Association nationale de l'économie et de l'épargne, l'Association pour la protection des arbres, l'Association de l'éducation turque, l'Association pour l'élevage ovin et pour la protection de l'élevage ovin, la Société pour l'aéronautique, la Société d'histoire turque, la Société de langue turque et les Associations de charité constituent ce type d'organisations.

Le siège du PRP distingue les associations en deux groupes dans un document envoyé à l'ensemble de conseils d'administration préfectoraux du parti. Les associations faisant partie du premier groupe sont acceptées des associations utiles et qui rendent service au pays pour le parti; quant aux associations figurant dans le deuxième groupe, il est précisé que leur but n'était pas assez clair. Il était demandé de l'information à propos de ce type d'associations entrant dans le deuxième groupe et se trouvant dans les villes et l'envoi d'une copie de leur statut à Ankara pour l'investigation de ces associations du deuxième groupe qui serait réalisée par le parti. Ainsi dans le premier groupe se trouvent l'Association du Croissant Rouge, la Société pour l'aéronautique, la Société pour la protection des enfants, l'Association nationale de l'économie et de l'épargne, l'Union des associations sportives, l'Association pour l'éducation. Les associations essentielles figurant dans le deuxième groupe sont énumérées comme les unions des étudiants, les unions des jeunes, les unions des enseignants, l'Association des diplômés de diverses écoles, les Associations des écoles étrangères, les unions des femmes, les associations des ouvriers et des travailleurs.<sup>280</sup>

Ce que nous déduisons de cette liste c'est que les associations du premier groupe étaient celles qui étaient sous le contrôle total du pouvoir politique et

---

<sup>280</sup> BCA: 490.01 / 2.9.2, 17. 02.1934.

qualifiées d'inoffensives; et que celles du deuxième groupe étaient considérées par le pouvoir politique comme des associations dont les activités n'étaient pas bien connues et le potentiel d'être offensives et opposantes était élevé. En fait cette mentalité qui a duré à partir des premières années de l'institutionnalisation du parti unique jusqu'au passage à la vie multipartite a continué à exister dans la période suivante aussi.

L'Association pour l'aéronautique qui venait en tête des associations existant sous le contrôle total et l'orientation de l'Etat a travaillé presque comme un organe subsidiaire des gouvernements de l'époque du parti unique et n'a pas eu de difficulté à obtenir de l'assistance financière et morale de l'Etat. En 1929 le président de l'Association pour l'aéronautique précisait que l'inscription des membres à l'association était très lente sur le plan national le nombre d'inscriptions augmenterait au cas où les inspecteurs du parti prendraient soin de la question et demandait l'assistance du parti à l'association à ce propos.<sup>281</sup> A la suite de cette lettre dans une circulaire adressée aux inspecteurs du parti il était demandé de l'assistance à ce propos.<sup>282</sup> En 1931, dans une correspondance envoyée par le secrétaire général du PRP aux présidences des conseils d'administration préfectoraux du parti il était notifié que les dirigeants du parti comme les membres du conseil général, les députés, les ministres ne pourraient pas exercer des travaux apportant du bénéfice comme être membre des conseils et des commissions municipaux et assumer des responsabilités dans les associations comme l'Association du Croissant Rouge, l'Association pour la protection des enfants en même temps que l'exercice de leurs activités dans le parti selon l'article 126 du statut du PRP. Il était déclaré que les citoyens n'ayant pas des responsabilités actives au sein du parti étaient libres en cette matière.<sup>283</sup> A ce que l'on comprend de ce document, il est vu que la participation des personnes ayant des responsabilités importantes étatiques comme dirigeants aux associations contrôlées totalement par l'Etat et supportées financièrement par l'Etat posait certains problèmes et que de ce fait on travaillait à éviter cette situation.

Dans la même année le Ministre de l'Intérieur Şükrü Kaya a laissé entendre que l'occupation directe de certains officiers ayant eu des responsabilités au sein de

---

<sup>281</sup> BCA: 490.01/ 1.3.10, 09.10.1929

<sup>282</sup> BCA: 490.01/ 1.3.10, 13.10.1929

<sup>283</sup> BCA: 490.01/ 2.7.6, 03.09.1931

l'Association pour l'aéronautique des matières financières avait conduit à certains abus et que de ce fait ils étaient traduits en justice. Ainsi, la prise de responsabilité des officiers de gendarmerie au sein de l'Association pour l'aéronautique et des autres associations de charité n'a pas été trouvée convenable. L'adhésion des officiers de gendarmerie aux associations a été interdite par cette circulaire. Dans la correspondance envoyée par Şükrü Kaya au président de l'Association pour l'aéronautique, il était précisé que la prise de responsabilité des préfets, des sous-préfets et des directeurs de communes, des officiers et des chefs de police au sein des associations donnait lieu à ce qu'ils ne pouvaient pas exercer leurs responsabilités essentielles et qu'il a été décidé que les chefs d'administration et de police ne prendraient pas de responsabilité au sein des associations.<sup>284</sup>

Dans la lettre adressée par le président de l'Association pour l'aéronautique au Ministère de l'Intérieur suite à cette interdiction il était exprimé que cette décision était regrettée, que l'Association avait besoin de l'assistance des commandants de gendarmerie et que cette décision mettait en difficulté les succursales de l'association. Le président de l'association précisait que les succursales de l'association bénéficiant de l'influence morale des commandants de gendarmerie les acceptaient comme leurs membres naturels et que la nécessité de protection du travail de l'association par le gouvernement devenait chaque jour un peu plus important. Voire dans le dernier congrès il a été accepté l'adhésion des directeurs financiers et des officiers de douane au conseil d'administration de l'Association pour l'aéronautique. Il demandait la non privation de l'association des aides des commandants de gendarmerie figurant dans les conseils d'administration des succursales depuis cinq années compte tenu de cette situation.<sup>285</sup>

L'année 1931 atteinte, une des organisations non gouvernementales la plus active de cette époque est l'Association d'éducation turque. On constate que l'association a fait construire un grand nombre d'écoles et de dortoirs avec les dons collectés. Cette association a commencé à publier une revue intitulée « Dilek Bağı » (*La Vigne de Vœux*) en 1931. A part cela, elle avait des publications comme « Muallim Yıllığı » (*L'Annuaire des Enseignants*), « Rehber » (*Le Guide*). Selon ce qui est raconté à la revue *Dilek Bağı* l'Association avait trois buts essentiels et il est

<sup>284</sup> BCA: 30.10/60.404.06, 04.02.1931

<sup>285</sup> BCA: 30.10/60.404.06, 14.01.1931



souligné que ces trois buts étaient dans la direction des objectifs nationaux de la Turquie. Afin de donner plus détail, incitons une anecdote que l'Association partage avec ses lecteurs dans la première page de la revue *Dilek Bağı* concernant sa façon de création:

L'Association de l'éducation turque a été fondée le 13 Janvier 1928 à Ankara sous la protection du Grand Gazi. La source d'inspiration à la création de l'association est le discours prononcé par le Grand Gazi à la Grande Assemblée nationale le 1 Novembre 1925. Un grand nombre de personnes attachant de l'importance à l'éducation sont réunies dans la salle de réunion de la vieille Grande Assemblée nationale sous la présidence du député de Trabzon et ont préparé le Statut de l'Association de l'éducation turque. Le Grand Gazi a honoré infiniment l'association par sa protection et İsmet Pacha a accepté sa présidence générale. Après que l'association a terminé l'opération d'enregistrement conformément par le gouvernement en préparant son Statut, il a été approuvé qu'elle fait partie, sous le guide du Ministère de l'Education, des associations reconnues d'utilité publique par le Conseil d'Etat, par la décision du 18 Avril 1928 du Conseil général.<sup>286</sup>

Il est possible d'accéder à des informations importantes concernant l'Association nationale de l'économie et de l'épargne qui était l'une des plus importantes des associations créées par l'Etat même. Dans une correspondance envoyée par le secrétaire général du PRP aux conseils d'administration du parti, les relations de l'Association avec le parti étaient nettement présentées. Dans la lettre la manière de fondation et les buts de l'association sont décrits comme suit:

Les succès et les travaux de l'Association nationale de l'économie et de l'épargne qui travaille sous la protection du Gazi, sous l'entreprise de Kazım Pacha et sous la direction de Rahmi Bey, Ministre de l'Economie et député d'Izmir, de faire de l'épargne une précaution parmi le peuple, de faire aimer et maintenir les biens nationaux, présenter et élever notre présence économique sont constatés partout avec grâce.<sup>287</sup>

Recep Peker suggère plus ou moins que l'association a été créée pour les objectifs du parti quand il dit « *les buts de l'association sont dans les principes de notre parti* ». Après avoir résumé brièvement les buts de l'association, Peker souligne que le soutien du travail et des entreprises de l'association était une des responsabilités essentielles du parti. De ce fait, Peker demande à l'ensemble de l'organisation du parti de s'occuper de près de cette association et de la renforcer en la protégeant. Il est demandé notamment d'aider l'association durant la semaine de

<sup>286</sup> BCA: 490.01/1302.325.2, 1931.

<sup>287</sup> BCA: 490.01/ 2.7.18, 15.10.1931

l'épargne et des biens nationaux et concernant les sujets comme la recherche des endroits convenables pour les centres de succursales.<sup>288</sup>

### 3.2.6 Les organisations sportives

Les organisations sportives viennent en tête des organisations mises en avant, incitées et supportées financièrement par l'Etat à l'époque du régime monopartite. Notamment à partir des années 1930 l'Etat a commencé à verser de l'argent pour les organisations sportives partout dans le pays. Nous comprenons que le gouvernement attachait une grande importance aux organisations sportives par les correspondances entre le Ministre de l'Intérieur, le Secrétaire général du PRP et les Comités d'Administration du PRP. Dans une lettre adressée par le secrétaire général du parti au président du comité d'administration du parti, il est précisé que le PRP soutiendrait et protégerait l'ensemble des organisations sportives créées par les citoyens turcs et il est souligné que ces organisations étaient très importantes pour la force et la volonté du peuple.<sup>289</sup> Dans les correspondances envoyées par le Ministre de l'Intérieur aux différentes préfectures à ce propos, il a été souligné que le but de l'encouragement du sport avec soutien et incitation était de créer des générations saines et robustes. Il était demandé notamment de faire des contributions à partir des budgets des municipalités et d'aider les organisations sportives en créant des ressources locales pour leurs budgets.<sup>290</sup>

En conséquence de l'abolition de toutes les associations en 1934, les Maisons du Peuple, les Associations de charité dépendantes du parti et les organisations sportives se voient attribuer des allocations à partir du budget de l'Etat. A ce titre, nous constatons que le parti faisait des contributions financières aux organisations sportives, aux associations de charité et pour la construction des Maisons du Peuple dans les préfectures et les communes.<sup>291</sup> On comprend l'importance attachée par le nouveau régime au sport et à la jeunesse par l'augmentation des activités de l'Union des associations sportives en 1936. Ces activités étaient supportées par le PRP même ainsi que l'Etat-major.<sup>292</sup> Selon une directive publiée par le Ministère de l'Intérieur en 1937 (avec la signature du Ministre de l'Intérieur Şükrü Kaya) il était précisé

---

<sup>289</sup> BCA: 490.01/ 2.7.7, 06.08.1931

<sup>290</sup> BCA: 490.01/2.7.7, 19.07.1931

<sup>291</sup> BCA: 490.01/15.77.6, 09.01.1935

<sup>292</sup> BCA: 490.01/9108.45.1, 28.07.1936

qu'une contribution financière considérable serait faite aux clubs sportifs et il était demandé un rapport aux préfetures et aux municipalités concernant la répartition de ces contributions entre les institutions et les régions.<sup>293</sup> De manière similaire, un autre document intéressant daté de 1929 concerne l'Union des associations sportives de Turquie. Cette association envoie son statut aux organisations sportives partout dans le pays par l'intermédiaire du parti. Dans le document envoyé par le secrétariat général du parti aux bureaux d'inspection, la nécessité de renforcer davantage le lien et les relations de l'association avec le parti avec une expression comme « l'intérêt des associations sportives au Parti et leur lien avec le parti » était soulignée.<sup>294</sup>

### **3.2.7 Les organisation reconnue d'utilité publique et les autres associations civiles importantes de l'époque**

On comprend qu'un grand nombre d'associations ont tenté de gagner « le statut d'association reconnue d'utilité publique » à partir des documents de l'archive républicaine de la présidence du conseil. L'avantage le plus important de gagner « le statut d'association reconnue d'utilité publique » était certes le fait de gagner l'aide et le support réguliers de l'Etat.<sup>295</sup>

Dans un document daté de 1930, il est précisé que certaines associations organisées conformément à la loi sur les associations demandaient faire partie des associations reconnues d'utilité publique et qu'une décision dans cette direction soit prise par le gouvernement en informant le Conseil d'Etat des principes de leurs statuts et de leurs buts d'existence. Mais en fait il n'existe aucune disposition déterminée concernant les associations reconnues d'utilité publique ni dans la législation du Conseil d'Etat ni dans la loi sur les associations. De ce fait, le conseil général a été amené à fixer certains principes à ce propos. Ainsi, le Président du Conseil d'Etat stipulait qu'il fallait ou bien apprécier les services des associations ou inciter leur création pour pouvoir être considérée une association reconnue d'utilité publique. A ce point le Président du Conseil d'Etat précisait qu'en France les associations étaient reconnues d'utilité publique en se basant sur ces deux points,

<sup>293</sup> BCA: 490.01/1126.111.2, 24.6.1937

<sup>294</sup> BCA: 490.01 / 1.3.13 14. 11.1929.

<sup>295</sup> BCA: 030.10/80.526.3, 26.10.1929, BCA: 030.10/80.526.13, 28.03.1933, BCA: 030.10/80.526.10, 03.10.1931.

c'est-à-dire qu'on se basait sur les services et les travaux de ces associations. L'autre point important souligné par le Président du Conseil d'Etat c'est qu'en Turquie les associations ne pouvaient pas être créées sans l'incitation et la protection du gouvernement.

D'après le président, l'avancement effectif de ces associations dépendait également du fait de recevoir certaines assistances. C'est pourquoi il précisait qu'il n'était pas très significatif de partir absolument de l'exemple de la France, certaines associations récemment créées dont le public jouissait de la présence présentant la caractéristique d'association reconnue d'utilité publique. De ce point de vue nous comprenons que l'Etat était positif pour supporter moralement et financièrement certaines associations qu'il considérait d'utilité publique. Il est clair qu'il était accepté légitime que les associations récemment fondées et qui n'étaient pas encore développées soient reconnues d'utilité publique et protégées par l'Etat au cas où le public jouerait de leur présence.<sup>296</sup> Cependant les questions : quel critère de jouissance, quelles associations et quelle manière de jouissance n'ont pas trouvé leurs réponses dans le document présenté ci-dessus. Comme on peut prédire de ces propos, travailler dans la direction des buts et des objectifs du nouveau régime sous le contrôle total de l'Etat et accomplir certains travaux dans cette direction étaient la condition *sine qua non* d'être une association reconnue d'utilité publique.

Un des exemples les plus manifestes de l'effort de construction d'une société civile sous les ailes de l'Etat à l'époque du régime monopartite est la demande de Reşit Saffet, le député de Kocaeli et un des chefs du Club de Turing et d'Automobile de Turquie, communiquée au gouvernement par une lettre, concernant le travail de l'association en tant qu'un bureau directement lié au Premier Ministère. Cependant selon la décision prise en consultant également l'avis du Ministère de l'Intérieur à ce propos, il est précisé que ce n'était pas nécessaire. Il a été souligné que l'association qui n'était pas autorisée à travailler en tant qu'un bureau directement lié au Premier Ministère devait être en contact avec le Ministère de l'Intérieur pour le rassemblement en une main des directives concernant la politique du gouvernement et la sécurité intérieure.<sup>297</sup>

---

<sup>296</sup> BCA: 030.10 / 80.526.10 , 16.04.1930.

<sup>297</sup> BCA: 030.10 / 80.526.12 , 16.03.1933.

Cette situation a été notifiée au Premier Ministère par le Ministre de l'Intérieur de l'époque Şükrü Kaya par une correspondance intitulée « *Le Club Turing veut devenir un bureau à caractère officiel* ». Dans cette lettre Şükrü Kaya utilise des expressions très sérieuses concernant l'association et mettant en lumière le point de vue de l'Etat de l'époque vis-à-vis de la société civile. Dans cette lettre Kaya précisait que le Club Turing avait négocié avec certaines organisations, certains sujets connus sans consulter le gouvernement, qu'il avait fait certaines promesses dont l'accomplissement ne serait pas possible dans le futur, que cette attitude de l'association ne pourrait pas être acceptée par le gouvernement et que l'association était informée de ce sujet. Şükrü Kaya poursuit ses opinions à ce propos avec des termes suivants:

Je pense qu'il vaudrait mieux que le Club Turing demeure une association communiquant avec notre ministère puisque la gestion par une seule main des directives qui doivent être données sur les sujets concernant la politique du gouvernement et la sécurité interne est utile et nécessaire. Je pense que l'inspection continue de l'organisation reconnue d'utilité publique et qui, dans le cas où elle est gérée convenablement, aura sans doute un impact important et utile et le contrôle de ses biens et de ses frais seront très utiles. Il sera également convenable de limiter le contact du club avec l'extérieur pour que le gouvernement ne s'oppose pas à des faits accomplis en tant que présentés à l'article premier.<sup>298</sup>

Comme on comprend du ton de Şükrü Kaya dans la lettre, le Ministère de l'Intérieur et le gouvernement sont extrêmement mécontents de ce que les organisations non gouvernementales comme le Club Turing agissent à leur gré et travaillent à orienter le gouvernement de cette manière avec certains propositions et faits accomplis. Or encore à ce que nous apprenons de la même lettre, le Club Turing avait proposé au gouvernement de gérer les affaires touristiques sous forme d'un ministère et ne s'étant pas contenté de cela il a entamé des entreprises auprès du gouvernement concernant le travail du Club Turing sous la forme d'un bureau dépendant du gouvernement. Comme on le sait, le fait que la société civile agisse à son gré et travaille à orienter le gouvernement donne lieu à des attitudes négatives et des mesures répressives de la part du gouvernement depuis le mouvement de l'UFT des années 1920.

Encore dans un autre document, le président de l'Association pour le soutien des femmes turques, Madame Hamiyet écrit par une lettre adressée au Premier

---

<sup>298</sup> BCA: 030.10 / 80.526.12 , 12.01.1933.

Ministère que la somme de 500 livres reçue de l'Etat n'était pas suffisante, que l'association avait des dettes et que l'association demandait une somme de 2000 livres à l'Etat. Par contre l'Etat n'a pu donner une réponse positive à cette demande que par une contribution de 800 livres. Cependant l'Association a fait recours pour être reconnue d'utilité publique mais le gouvernement trouvant insuffisante sa justification a rejeté ce recours.<sup>299</sup> En 1931 l'Association pour la protection des arbres se voit refuser sa reconnaissance comme une des associations servant à l'intérêt général par des motifs similaires. En revanche, en 1932 nous voyons l'Association être reconnue comme une association d'utilité publique par la décision du Conseil d'Etat. Encore, c'est le Ministre de l'Intérieur qui envoie une lettre au Premier Ministre en 1930 concernant la transformation de l'Union des enseignants en une association reconnue d'utilité publique, toutefois la décision prise à ce propos n'est pas précisée.<sup>300</sup>

Les organisations non gouvernementales contrôlées par l'Etat à l'époque du régime monopartite étaient en rapport étroit avec le PRP aussi. Si bien que selon un document daté de 1929 on comprend, à partir d'un règlement rédigé par le secrétaire général du PRP aux inspecteurs du parti, que le PRP désignait des candidats à la présidence de conseil des associations comme l'Association du Croissant Rouge et l'Association pour la protection des enfants.<sup>301</sup> Dans une autre correspondance datée également de 1929 il est précisé que ces deux associations constituent leurs conseils administratifs en réunissant chaque année leurs congrès. Selon l'Article 40 du Statut du PRP, les candidats qui adhéreraient aux conseils de telles associations administratives et sociales étaient déclarés par le PRP, toutefois, il est demandé aux fiduciaires du parti de montrer la sensibilité et l'effort nécessaires pour ne pas nuire à la structure de ces associations et pour la réalisation des élections dans leur délai et conformément aux statuts des associations. Il est demandé de notifier ces candidats au secrétariat général après les avoir déterminés dans leur délai du fait que les candidats à être déclarés étaient déterminés par le secrétariat général du PRP.<sup>302</sup>

<sup>299</sup> BCA: 030.10 / 80.526.3 , 26.10.1929.

<sup>300</sup> BCA: 030.10 / 80.526.10, 11.5.1931.

<sup>301</sup> BCA: 490.01 / 94.367.1- 35, 06.07.1929.

<sup>302</sup> BCA: 490.01 / 94.367.1- 34, 02.08.1929.

Les correspondances entre l'Association du Croissant Rouge, le secrétariat général du PRP et les bureaux d'inspection du parti en 1929 sont remarquables concernant le fait qu'elles indiquent le genre de relation établie par les organisations non gouvernementales avec l'Etat et les ennuis vécus à cette époque. Dans la correspondance adressée au secrétariat général du PRP, le président du Croissant Rouge nous laisse entendre que certaines succursales du Croissant Rouge se plaignaient du fait que le PRP ne désignait pas de candidats aux élections des membres des conseils généraux des associations et de l'arrêt des travaux des associations de ce fait et priaient de faire le nécessaire à ce propos. Ensuite, le secrétariat général informant les bureaux d'inspection du PRP de la situation par une lettre demandait que les inspecteurs fassent le nécessaire à ce propos et la désignation immédiate des candidats pour les conseils généraux. Les inspecteurs étant informés de la situation, le secrétariat général qui a adressé une lettre à la direction du Croissant Rouge précisait que les bureaux d'inspection étaient informés de la situation, en outre qu'il fallait que les noms des personnes qui seraient nommées aux conseils administratifs de l'Association du Croissant Rouge soient notifiés aux bureaux d'inspection un mois d'avance et que les inspecteurs déterminent ceux qui étaient convenables conformément à l'article 40 du Statut du Parti et ajoutait que l'accomplissement de ce devoir par les succursales de l'Association du Croissant Rouge dans son délai était obligatoire pour la continuité sans arrêt des travaux.<sup>303</sup>

Parmi les éléments de société civile on voit également l'émergence de certaines autres organisations à part les organisations pour les droits des femmes, les organisations sous la protection de l'Etat, celles organisant les rapports du travail tout au long de l'époque du parti unique. Le regard de l'Etat à ces organisations était en général réticent et la plupart de ces organisations ont été dissoutes après 1930. Comme nous venons de préciser le processus qui est entamé par la dissolution/la fermeture des Foyers turcs en 1931 a abouti à la fermeture de plusieurs associations ou plus justement à l'autodissolution de ces dernières en conséquence de la pression du pouvoir du parti unique. Les loges de franc-maçonnerie constituent une de ces formations.

---

<sup>303</sup> BCA: 490.01 / 1.2.18, 03-09-10. 02.1929.

Le Ministre de l'Éducation Mahmut Esat Bozkurt se distinguant au sein du gouvernement par son opposition à la franc-maçonnerie depuis le début des années 1930 a présenté à l'Assemblée nationale un projet de loi relatif à l'abolition des loges de franc-maçonnerie. Cependant, le Ministère de l'Intérieur Şükrü Kaya qui était lui-même un franc-maçon a empêché cette tentative.<sup>304</sup> Mahmut Esat qui a entamé une intense propagande contre la franc-maçonnerie au mois d'Octobre de l'année 1931, six mois plus tard après la fermeture des Foyers turcs, a mis à l'ordre du jour le sujet notamment par ses articles parus dans la presse d'Izmir. Mahmut Esat, en défendant que la franc-maçonnerie fût hostile à la Révolution et au nationalisme turc, a-t-il demandé la dissolution des loges de franc-maçonnerie. Les débats sont réanimés au mois d'Octobre de l'année 1932. Mahmut Esat exprime ses idées concernant la dissolution de la franc-maçonnerie dans son article intitulé « La franc-maçonnerie doit être dissoute » de la manière suivante :

Car elle est clandestine. A ce titre elle s'oppose à la loi sur les associations. Car elle est politique. Elle est internationale. A ce titre elle est contraire à la politique nationaliste de l'État turc, elle est son adversaire. Car elle porte un caractère religieux. C'est une secte étrangère et destructrice ayant des bizarres convictions caractéristiques. Elle est à l'encontre des religions. Elle ne tolère que le judaïsme. Ses cérémonies se déroulent partiellement en hébreu. A ce titre elle doit être abolie conformément à la loi sur les sectes.<sup>305</sup>

Le caractère clandestin des associations de franc-maçonnerie et leurs relations avec les associations internationales étant évalués dans l'ambiance de l'époque, on constate que leur existence présentait une situation inacceptable. Ces associations ont été également dissoutes de manière semblable sous les régimes fasciste et communiste à l'époque, et cette situation a également influencé la Turquie. Dans son oeuvre intitulée « La Franc-maçonnerie en Turquie et dans le Monde » qui constitue une recherche détaillée sur la franc-maçonnerie, İlhami Soysal précise que la dissolution des associations de franc-maçonnerie est le résultat du non reconnaissance du droit de survivre aux organisations qui restent à l'abri du PRP.<sup>306</sup> Bien que le Haut Conseil de Franc-maçonnerie ait essayé de rouvrir les loges avec la loi sur les associations de 1938, les trois loges ouvertes ont été de courte durée et

<sup>304</sup> Zafer Toprak, "Masonluk ve Tek Parti, Sütunların Yıkılışı", **Toplumsal Tarih**, vol. 6, no. 31, 1996.

<sup>305</sup> Ergün Aybars, "Mahmut Esat Bozkurt ve Masonlar", **Çağdaş Türkiye Tarihi Araştırmaları Dergisi**, vol.2, no. 4-5, 1995, p. 254.

<sup>306</sup> İlhami Soysal, **Türkiye'de ve Dünya'da Masonluk ve Masonlar**, İstanbul: Der Yayınları, 1988, pp. 290-291.



leurs activités ont été complètement arrêtées avec le déclenchement de la II<sup>ème</sup> Guerre mondiale. Zafer Toprak souligne qu'un grand nombre d'hommes d'Etat étaient membres de l'association de Franc-maçonnerie et que cependant la cause de la suspension des activités de l'association dépendait totalement de l'atmosphère de l'époque :

L'unité du parti, du gouvernement et de l'Etat à l'époque du régime monopartite a nécessité un contact étroit ou un lien organique entre le parti et les associations. En effet, un grand nombre d'organisations, des associations artisanales aux foyers sportifs, sont convenues au modèle corporatif tracé par le parti et ont établi un lien organique avec le parti. Par exemple l'Association pour le développement des ouvriers à caractère de fédération des syndicats ouvriers qui n'est pas arrivée à établir ce lien a été fermée en 1928. Par conséquent, l'abolition des associations de Franc-maçonnerie n'a rien à voir avec les activités de ces associations. La cause essentielle est la conception totalitaire de l'époque du régime monopartite. Selon cette conception, toute activité sociale doit être poursuivie en harmonie avec la structure « unitaire » mise en avant par la conception d'Etat-nation. Les Maisons du Peuple ont été fondées à cette fin et elles mènent cette fonction dans la lignée du parti. Il était impossible de penser dans l'atmosphère de l'époque de mener ce genre d'efforts par le biais des personnalités morales hormis le parti. D'ailleurs, peut-être à cause de ce souci, même les Maisons du Peuple ne se sont pas vues attribuer de la personnalité morale. Le parti est situé au dessus de tout et s'est intégré à l'Etat. Les activités d'associations indépendantes du parti ne sont pas compatibles avec ce genre de structure totalitaire.<sup>307</sup>

L'Union nationale des étudiants turcs créée en tant qu'organisation d'étudiants après la proclamation de la République figure aussi parmi les structurations sociales les plus importantes. Elle a été le défenseur ardent du régime et des révolutions à l'époque de son activité, elle a reçu le soutien financier et moral de l'Etat mais de temps en temps elle a été en désaccord avec le gouvernement du PRP sur certains sujets. En 1934, nous voyons cette union demander à la Préfecture d'Istanbul l'autorisation de collecter 50.000 livres dans deux années pour édifier un monument au nom des Martyrs de Çanakkale. Mais dans un document d'information rédigé à ce propos le Ministre de l'Intérieur précise que la collecte de 50.000 livres dans deux années pourrait être abusée du fait que l'entreprise dépassait les frontières de la préfecture, qu'en outre ce genre d'affaires ne concernaient pas L'Union nationale des étudiants turcs et qu'il serait mieux si le Ministère de la Défense nationale menait ce genre d'entreprises. Şükrü Kaya a notifié au Premier Ministère que cette entreprise n'était pas autorisée pour ces raisons.<sup>308</sup> Les événements de Razgrad constituent un autre sujet de désaccord de l'Union avec le gouvernement. Les étudiants de l'Union informés d'une attitude hostile envers les Turcs et d'une pression sur eux dans la

<sup>307</sup> Zafer Toprak, "Masonluk ve Tek Parti, Sütunların Yıkılışı", **op. cit.**

<sup>308</sup> BCA: 030.10 / 213.446.3, 08.12.1934.

ville de Razgrad de Bulgarie ont voulu faire des manifestations dans les rues et une déclaration de presse pour dénoncer ces événements, la police est intervenue et le président et plusieurs dirigeants de l'Union ont été arrêtés. Ainsi l'Union, qui était surtout le serviteur dévoué de l'aile nationaliste du nouveau régime, s'est opposée au gouvernement et pour la construction d'un cimetière pour les martyrs et pour les événements de Razgrad.<sup>309</sup>

Tout au long des mêmes années, certaines associations d'étudiants étaient dans l'attente d'une protection morale et financière du gouvernement. Par exemple l'Association des étudiants de l'école de commerce des hautes sciences déclaraient qu'elle voulait avoir İsmet Pacha toujours en sa tête et à son côté le 8 Mai 1929.<sup>310</sup> Et l'Union des étudiants de la Mer noire dont le centre est à Istanbul demande au gouvernement de la protection et de l'assistance financière.<sup>311</sup> L'Association des étudiants turcs à Paris a prononcé la difficulté financière et la privation de soutien morale dans lesquelles elle se trouvait en envoyant une lettre à İsmet Pacha le 6 Février 1934.<sup>312</sup> L'Ambassade de Paris a répondu le 8 Avril 1934 au Premier Ministère qui lui a demandé de l'information à propos de l'association. Dans la lettre rédigée comme réponse par l'Ambassadeur de Paris en 1934 au Premier Ministère, sont décrites les relations qu'il a établies avec l'Association des étudiants turcs à Paris. Le point le plus remarquable dans la lettre c'est qu'il y était souligné la nécessité de ne pas confier ces enfants aux « *ces cent cinquantards hostiles à notre administration de la République et à plusieurs éléments inconvenients similaires* » et de les attirer près de l'administration de la République contre les courants contraires. A la suite de la lettre l'Ambassadeur exprimait qu'il était organisé des réunions et des conférences avec les étudiants à l'Ambassade en partant de ce but et qu'au bout du compte l'association avait commencé à rendre service à son vrai but en renouvelant son statut et que de ce fait l'administration de la République aussi pourrait être utile à la société. L'Ambassadeur laissant entendre que l'allocation d'un local à l'association attirerait les étudiants davantage à l'Ambassade et que de

---

<sup>309</sup> İlhan Derendelioğlu, **Türkiye'de Milliyeçilik Hareketleri**, İstanbul : Toker Yayınları, 1977, p. 65-75.

<sup>310</sup> BCA: 030.10/80.526.2, 08.05.1929

<sup>311</sup> BCA: 490.01/2022.49.1, 04.02.1937

<sup>312</sup> BCA: 030.10/142.13.2, 06.02.1934

résultats très avantageux pourraient être obtenus demande de l'assistance financière et morale du gouvernement à ce sujet.<sup>313</sup>

On sait que sous le gouvernement du régime monopartite, les enseignants étaient chargés de la transmission des révolutions au peuple. A cette fin, les enseignants ont été soumis à une sérieuse motivation idéologique pour qu'ils fassent des travaux concernant l'explication des révolutions au peuple aussi bien dans les campagnes que dans les villes. La réanimation en 1929 de l'Union des enseignants de Turquie fondée en 1920 vient en tête des mesures prises afin de mobiliser les enseignants et les préparer à leur mission d'avant-garde. Alors que le protecteur de l'Union était Atatürk et son président honoraire était İsmet Pacha, le président du conseil central était Mustafa Necati qui était le député d'Izmir.<sup>314</sup>

En particulier, l'échec de l'expérience du PRL et la tendance des masses de paysans vers ce parti ont choqué les cadres kémalistes et l'importance de la classe des enseignants qui expliqueraient la révolution kémaliste aux paysans a augmenté davantage pour le régime à cette époque.<sup>315</sup> Le lien entre les masses de paysans et l'élite dirigeante kémaliste de la République s'est bien rompu notamment en conséquence de la crise économique de 1929. A ce point, la mise en avant des enseignants de campagne en tant que propagandistes de l'élite dirigeante kémaliste a été visée.

Quand nous jetons un coup d'œil aux relations de l'Union des enseignants avec le PRP, nous voyons que celle-ci était un représentant important des révolutions mais aussi qu'elle menait une opposition de faible densité concernant les sujets professionnels. Le congrès de l'Union réuni au salon de la Maison du Peuple d'Istanbul le 25 Mars 1935 était controversé. Une partie des enseignants ont adopté une attitude d'opposition également au sein de l'Union en avançant que l'Union ne s'intéressait pas suffisamment à ses problèmes professionnels. En outre, suite à la création des Maisons du Peuple on a essayé de réunir toutes les organisations révolutionnaires sous un toit et il a été demandé aux organisations des enseignants

<sup>313</sup> BCA: 030.10/142.13.2, 30.04.1934

<sup>314</sup> Barış Alp Özden, "1930'lu Yıllarda Öğretmenlerin Meslek Birlikleri", **Journal of Historical Studies**, no. 1, 2003, p. 4.

<sup>315</sup> Barış Alp Özden, "1930'larda Öğretmenlik Mesleği", **Toplumsal Tarih**, vol. 20, no. 215, 2004, pp. 54-58.

présents de transférer leur force à ce nouvel établissement. Nous voyons que certains membres de l'Union des enseignants ont exposé une résistance considérable au transfert de cette association suite à sa dissolution mais que ces efforts n'ont pas produit un effet. En particulier l'Union des enseignants d'Istanbul a exposé une résistance remarquable contre la dissolution de l'association et ne l'a pas acceptée contrairement aux succursales urbaines. Mais le gouvernement, en montrant comme prétexte une marche d'étudiants a dissout par un décret les organisations d'étudiants à Istanbul avec l'Union des enseignants d'Istanbul.<sup>316</sup>

### 3.2.8 Les organisations religieuses

Comme nous avons précisé dans la première partie de notre travail, les sectes disposaient d'une importante place dans la vie sociale quand elles sont évaluées au sein de la société civile. La société poursuivant son organisation sociale par l'intermédiaire des sectes, bien que n'étant pas complètement dépendantes de l'Etat de manière directe et centrale concernant l'organisation religieuse et la hiérarchie depuis des siècles, a commencé à souffrir d'une carence importante dans le domaine civil par la suppression de l'Etat de son soutien religieux avec la dissolution des couvents de confrérie suite à l'abolition du Califat après la proclamation de la République.

Les couvents de confrérie (*Tekke ve Zaviyeler*) ont été dissouts afin d'empêcher l'organisation des sectes et les organisations religieuses dans la société lors du régime monopartite. Dans ce cadre, la fermeture de ces couvents de confrérie et des mausolées islamiques (*Türbeler*) a été acceptée et l'utilisation de certains titres traditionnels a été interdite par la loi sur la fermeture des couvents de confrérie et des mausolées islamiques, sur l'interdiction et l'abolition des gardiens des mausolées islamiques et de certains titres n° 677 du 30 Novembre 1925. Cette politique pratiquée en fait dans le cadre du principe de la laïcité a résulté de la politique de tenir sous contrôle les organisations restant à l'extérieur de l'Etat.

Dans les premières années de la République seul le développement d'une religion qui n'aurait le droit de parole que dans le cas où il donne de la force à l'Etat

---

<sup>316</sup> Yücekök ve Alkan, *Tanzimattan Günümüze İstanbul'da STK'lar*, op. cit., p. 122.

avait été autorisé. L'idéologie républicaine n'a pas reconnu l'existence d'autres foyers de puissance à part elle-même bien qu'elle soit supportée par ces derniers comme on peut le voir dans l'abolition du califat, la fermeture des couvents de confrérie et des mausolées islamiques. De ce fait, malgré les divers points de vue au sein du PRP, il y avait une tendance à tolérer la religion dans la mesure où il était impuissant et à l'autoriser à s'organiser que dans la mesure où il était conforme à la politique d'Etat. Ainsi, on a essayé d'éviter d'emblée la chance des formations civiles-politiques reposant sur l'Islam d'être une alternative efficace. On peut dire que les tentatives de passage à la vie multipartite et les événements qui ont suivis comme l'événement de Menemen et la rébellion de Cheikh Sait ont joué un rôle de catalyseur en tant qu'une des causes importantes dans la réalisation des politiques de l'Etat à l'encontre organisations civiles religieuses.

### **3.2.9 Le système de pétition et la variation quantitative des organisations civiles**

A l'époque du parti unique l'affaiblissement excessif ou la destruction des formations hormis le parti et l'Etat ont donné lieu à recourir aux différents moyens pour écouter les troubles du peuple. Le système de pétition est un des plus importants. Une grande partie des pétitions adressées au secrétariat général du PRP ont été prises en considération et ont été répondues. Les pétitions et les documents annexés figurant dans les dossiers ont été également gardés. A l'époque du régime monopartite précoce la pratique de rédiger des pétitions et de répondre aux pétitions, la possibilité de rédiger des pétitions jusque la plus haute autorité de l'Etat et l'incitation même de présenter des pétitions ont vu le jour conformément à la politique visant la continuité du régime.<sup>317</sup>

Le contenu des pétitions communiquées au gouvernement et au parti tout au long de l'époque du régime monopartite comportait des sujets très diversifiés. Les demandes d'emploi et d'aide, les demandes d'amnistie, les plaintes des citoyens vis-à-vis des collectivités locales constituaient les principaux thèmes des pétitions. Toutefois la pétition collective n'était pas tant fréquente à cette époque, même les opposants ont préféré de recourir à la présentation de pétition. Le sujet le plus

---

<sup>317</sup> Yiğit Akin, "Fazilet Değil Vazife İstiyoruz: Erken Cumhuriyet Dönemi Sosyal Tarihçiliğinde Dilekçeler", **Toplum ve Tarih**, no. 99, 2003/2004, p. 103.

important à souligner dans ce système est donc la perception commune de l'Etat et des mécanismes de parti et la formulation des demandes de manière conforme à cette situation.<sup>318</sup> Akin exprime le contenu des pétitions qui peut être important concernant la société civile à cette époque de la manière suivante:

Les pétitions avaient émergé en tant que seul véritable instrument de circulation d'informations entre les élites politiques et le peuple dans un environnement où les élections libres étaient interdites, la presse était soumise à une application de censure intense et toutes les autres chaînes de communication étaient closes. Les dirigeants du régime auraient pu utiliser les informations acquises à travers cette ressource pour prendre les mesures nécessaires pour la continuité du régime et avancer la propagande officielle dans cette direction et c'est exactement ce qu'ils avaient fait. Mais c'est juste de ce fait que le régime a reçu un aspect extrêmement fragile... Grâce aux pétitions les gens ont trouvé l'occasion de rappeler au mécanisme de l'Etat et à l'élite politique les promesses données et ont atteint la possibilité de les presser entre les promesses et les demandes.<sup>319</sup>

Outre que ce système de pétition, le changement du nombre des associations créées selon les années obtenu concernant notre sujet auprès de la présidence des associations de la République de Turquie nous donne une certaine idée en ce qui concerne la situation des organisations de la société civile à l'époque du PRP. Dans les mois qui suivent la proclamation de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle en 1908, une augmentation considérable dans le nombre de toute sorte d'associations a été constatée et cette tendance d'augmentation dans le nombre des organisations non gouvernementales a continué jusqu'aux années de guerre malgré les politiques de répression du PUP. Entre les années de guerre 1915-1918 une réduction remarquable a eu lieu dans les activités d'organisation mais pendant les deux mois qui suivent l'Armistice de Mondros, une nouvelle explosion a eu lieu concernant l'organisation une soixantaine d'associations étant créées. A la suite de cette explosion, le nombre des organisations non gouvernementales a augmenté également pendant les années d'occupation, la tranche de temps marquée par le plus grand nombre de création des organisations non gouvernementales jusqu'en 1945 était la période d'entre les années 1918-1927. Les congrès locaux ayant commencé à se réunir à partir de 1918 ou les associations fondées à Istanbul contre les occupations ont passé une épreuve très réussie et ces associations fondées entre les années 1918-1923 ont joué un rôle très important dans la triomphe de la lutte nationale.

---

<sup>318</sup> Akin, *op. cit.*, pp. 108-109.

<sup>319</sup> *ibid.*, p. 121.

Bien que les chiffres obtenus de la présidence des associations ne paraissent pas très justes, elles nous donnent une certaine idée concernant le nombre d'associations fondées selon les années.

<b>Le nombre d'associations fondées pendant le régime monopartite</b>			
<b>Année donnée</b>	<b>Nombre donné</b>	<b>Année citée</b>	<b>Nombre cité</b>
1923	21	1923	21
1924	7	1924	7
1925	26	1925	26
1926	18	1926	18
1927	10	1927	9
1928	17	1928	16
1929	9	1929	9
1930	13	1930	14
1931	13	1931	13
1932	19	1932	20
1933	24	1933	23
1934	15	1934	15
1935	26	1935	25
1936	20	1936	20
1937	38	1937	38
1938	18	1938	18

Source : TC İçişleri Bakanlığı Dernekler Daire Başkanlığı, [www.dernekler.gov.tr](http://www.dernekler.gov.tr)

Les chiffres ci-dessus montrent que le nombre d'associations en augmentation jusqu'en 1926 tend à diminuer notamment avec la LMO et les pratiques répressives du gouvernement contre les associations. Nous voyons une légère augmentation du nombre d'associations fondées en 1930 et 1931 dans l'atmosphère de liberté relatif apporté par l'abrogation de la LMO et la deuxième tentative de la vie politique pluripartite. La non diminution du nombre d'associations fondées de 1932 à 1937 ne doit pas nous tromper. Car dans cette période nous pouvons penser que certaines associations ayant établi un lien organique avec l'Etat et exerçant de l'activité sous le contrôle de l'Etat ont augmenté le nombre de leurs succursales. Car comme on le sait toutes les associations disposant d'une certaine autonomie à l'égard de l'Etat ont été dissoutes les unes après les autres de 1931 jusqu'à 1935. Dans un livre publié dans les années 1930 la présence de 442 associations en 1932 est évoquée et il est précisé que 65 de ces associations ont été dissoutes dans la même année. Par conséquent, l'augmentation constatée dans les années 1930 peut être interprétée comme l'expression de l'augmentation du nombre des succursales des associations tenues sous le contrôle de l'Etat. On sait que notamment le nombre des associations

sportives, des associations culturelles et des associations des professions indépendantes augmente à cette époque.<sup>320</sup>

Cependant il ne faut pas conclure de ce tableau donnant une vue d'augmentation numérique que la société participait davantage à la société civile bien que sous le contrôle de l'Etat. Au contraire, le nombre d'individus participant aux activités des associations a diminué en conséquence des politiques d'abolition, de contrôle et de répression de l'Etat, un grand nombre d'associations n'ayant que leur plaque nominative. Avec les termes d'Ahmet Ağaoğlu: « *Par exemple ne devrait-il pas y avoir chez nous une association des écrivains, des artisans? En fait il y aurait des associations sous le nom des associations de philosophie, d'économie, des professeurs! Mais où sont-elles, que font-elles? Personne et essentiellement leurs fondateurs n'en savent rien.* » Comme on peut déduire du tableau, le caractère autoritaire de la nouvelle loi sur les associations s'est révélé et une diminution immédiate du nombre d'associations fondées est observée dans les années 1938 et 1939.

---

<sup>320</sup> Yücekök et Alkan, **op. cit.**, p. 124.



## CONCLUSION

Dans ce mémoire, on a essayé de discuter les relations entre la société civile et l'Etat entre les années 1923 – 1938 où le régime monopartite est établi en Turquie républicaine. On a examiné cette période-là afin de comprendre quel était le caractère des attitudes et des politiques de l'Etat républicain envers les éléments modernes de la société civile qui sont hérités de la société ottomane et qui se sont aussi fleuris pendant la même période. Nous considérons le Kémalisme en tant que idéologie autour duquel les cadres qui fondent la République et ensuite le régime monopartite et qui aussi rendent les reformes occidentalistes souveraines sur la vie sociale et politique s'accumulent. D'après nous le Kémalisme ne perçoit pas la société civile de la manière qu'il perçoit l'occidentalisation. Car, dans l'époque du régime monopartite, on a visé à une occidentalisation holistique et en conséquence, on a essayé quelquefois de faire des reformes rigides et brusques. De plus, on a réalisé tous ces reformes, allant des titres les plus essentielles comme la loi et l'enseignement, aux titres culturelles comme l'alphabet et l'habillement, sans inquiétant de ses conséquences d'un conflit sociale possible. Malgré tous ces efforts risqués en voie de l'occidentalisation de la société, les mêmes cadres du régime ont toujours poursuivi une politique oppressive, autoritaire et restrictive envers la société civile en tant que l'une des éléments les plus importantes des sociétés occidentales et de la modernité.

On trouve le cadre théorique principal dans lequel a-t-on discuté cette relation d'une façon factuelle à Immanuel Wallerstein. Le théoricien du système-monde, Wallerstein traite la totalité du processus d'élargissement du capitalisme et de la modernité entre les années 1789 et 1989 autour du concept de « libéralisme ». Selon lui, libéralisme signifie un cadre plus large qu'un développement simple des rapports productifs capitalistes ou des antagonismes de classe. Cela comprend toutes les nouveautés économiques, sociales, juridiques, politiques et institutionnelles qui sont intrinsèques au développement du capitalisme, et les combine. Comme nous l'avons indiqué dans le deuxième chapitre, essentiellement, cette conceptualisation du libéralisme signifie l'accordance de toutes les normes et les institutions qui apparaissent avec le capitalisme et la modernité sous la domination du paradigme

libérale sur la terre. Dans ce sens du libéralisme, on peut dire qu'il exclue le conservatisme, et qu'il considère les idéologies et les systèmes totalitaires en tant que déviance historique du paradigme.

Nous avons traité les processus de transformation républicaine et d'établissement du régime monopartite qui correspondent à la période de 1923 – 1938 et qui constituent le sujet de ce mémoire, dans le cadre de ce paradigme libérale en tant qu'il est défini par Wallerstein. Donc, toute la transformation réalisée par le Kémalisme avec un désir ou un but à former une société occidentale et séculaire, est essentiellement au prolongement du paradigme libéral et aussi dans le cercle libéral. Alors qu'il est une question de savoir si le régime monopartite (comme son nom l'indique) pourrait être considéré littéralement un régime libéral, cependant, notre question principale n'était que le fait que le Kémalisme agissait conformément dans le paradigme libéral en termes macro historiques.

Enfin, ce cadre théorique rend la question constituant l'hypothèse principale de ce mémoire significative : le régime monopartite kémaliste, qui se situe dans le paradigme libérale et qui fait des réformes sévères consécutives vers l'occidentalisation, devient incompatible dans ce cadre de paradigme par ses attitudes et exécutions concrètes juridiques et politiques concernant la société civile. Tant que les élites kémalistes ont détruit l'ordre ottoman, l'ont fait un « ancien régime » et ont-ils essayé de réformer la société dans le cadre de l'Etat-nation moderne républicainiste ; ils se situent dans le libéralisme tel qu'il est défini par Wallerstein, grâce à leurs pensées et leurs actions. D'autre part, en considérant que les mêmes cadres ont eu une attitude autoritaire et oppressive vers la question du développement d'une société civile autonome de l'Etat en Turquie, on peut dire qu'ils ont préféré une position incompatible à une vision de société libérale qui nécessite des conditions libres pour le développement de la société civile au sens occidental et autonome.

Conformément à ce cadre théorique du mémoire et afin de pouvoir discuter l'approche du régime monopartite envers la société civile, dans le premier chapitre, nous avons traité le développement de la société civile en tant qu'un concept. La première chose que nous avons indiqué c'était qu'il n'existe pas de définition

commune de la société civile dans les sciences sociales. Au lieu de cela, nous avons affirmé que toutes les définitions et explications sur ce sujet doivent être considérées comme des contributions pour expliquer les divers aspects du phénomène de société civile et que cette pluralité des définitions nous montre qu'il s'agit d'une pluralité des formations civiles. Lorsque l'on survole l'histoire de la société civile en tant que concept spécifique, il devient clair que sa signification a vécu une véritable transformation depuis l'Antiquité. Tandis qu'au début de son émergence, le concept de société civile signifiait la société politique ou une communauté des hommes qui sont capables de devenir des membres de la cité ; le siècle des Lumières témoigne de la transformation du sens du concept vers une position plus autonome de la société politique, c'est-à-dire, de l'Etat. Enfin, il devient possible de parler de la séparation (et même de la dichotomie) entre la société civile et l'Etat, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aujourd'hui. Il y a un consensus sur la définition de la société civile contemporaine en tant que domaine non-étatique.

Après avoir situé théoriquement le concept de société civile dans le premier chapitre, dans le deuxième chapitre du mémoire, nous avons fait une discussion théorique sur le Kémalisme afin d'examiner la transformation de la société civile à l'époque du régime monopartite. Nous avons traité les divers aspects historiques et les événements qui fournissent la construction du régime monopartite kémaliste et du Kémalisme, en tant que identité et cadre politique pour les élites qui avaient effectué la transformation républicaine en Turquie. Après cela, nous avons examiné la relation entre le Kémalisme et la démocratie ; précisément, nous avons discuté la perspective de la démocratie du Kémalisme, sur son rapport avec la société civile et le libéralisme. Quant au troisième chapitre, nous avons regardé aux réglementations juridiques et aux événements concernant les institutions afin de montrer comment les éléments de société civile hérités de l'Empire ottoman ont perdu leur fonctionnalité vis-à-vis des politiques d'uniformisation et d'homogénéisation à l'époque du régime monopartite. D'après nous, il n'existait aucun élément reflétant les composants de société civile dans les réformes réalisées. Au contraire il s'agissait des pratiques destinées à anéantir totalement la dynamique de la société civile dans le contexte des groupes civils qui avaient été organisés au sens occidental et moderne.

Lorsque l'on discute les pratiques et les politiques concrètes du régime monopartite kémaliste vers les institutions de la société civile, nous avons exemplifié plusieurs cas des rapports des mouvements de société civile avec l'Etat. Le gouvernement du PRP a mené des politiques qui présentaient une certaine continuité vis-à-vis des mouvements, des organisations et des institutions de la société civile. Par exemple, tandis que la division de l'époque monopartite en des différentes époques en son sein pourrait être utile du fait des événements comme la distinction des années 1920 et 1930 concernant les politiques d'économie ou bien la tentative des pratiques multipartites dans l'arène politique, il ne sera pas aberrant de dire que le régime a poursuivi des politiques consistantes et continues vis-à-vis de la société civile. Des politiques de répression, de contrôle et d'orientation ont été menées sur les éléments de la société civile dès la proclamation de la République; de nombreuses organisations ou institutions ont été obligées de s'organiser conformément aux politiques du pouvoir politique et n'ont pu mener leurs activités que dans ce cadre.

Avec l'époque du régime monopartite, la République, ayant hérité une tradition patrimoniale de société civile de l'Empire ottoman, a réduit l'efficacité des organisations et des institutions de la société civile ayant émergées et s'étant développées dans l'Empire ottoman et enfin, il est devenu de plus en plus sévère vers les organisations civiles qui s'opposaient au révolutionnarisme républicain ou qui n'y rendaient pas service. Par contre les organisations correspondant aux intérêts du nouveau régime seront supportées sous réserve d'être sous contrôle et utilisées dans la direction d'établissement des principes du régime. Les Foyers turcs qui constituent un des héritages culturels les plus importants à partir de l'époque de la II<sup>ème</sup> Monarchie constitutionnelle jusqu'à l'époque républicaine et qui défendent le nationalisme turc, auront un rôle majeur dans la formation des fondements culturels du nouveau régime. Le Foyers Turcs qui sont des organisations civiles soutenues et utilisées immédiatement par le nouveau régime, travailleront à partir de 1923 à jeter les bases culturelles du Kémalisme. Bien que les filiales des Foyers aient servi pour le régime et qu'ils étaient des branches culturelles du PRP, tous les Foyers Turcs sont fermés puisqu'ils avaient apporté leur soutien au PRL. Une autre organisation issue des mouvements féministes et de la tradition de société civile ottoman, nommément l'UFT, se fera entendre dans l'opinion publique en tant que groupe de pression et mouvement autonome et remarquable face à l'Etat jusqu'en 1927. Mais à partir de

1927, la direction de cette association a été modifiée en conséquence des politiques de répression de l'Etat, elle est totalement entrée au service du pouvoir politique. Cependant, l'UFT avait défendu passionnément le suffrage des femmes depuis les années 1920, tandis que le PRP l'avait accepté dans les années 1930. L'Union, en étant une association moderne et autonome, était l'une des défenseurs les plus nets de la révolution kémaliste. Malgré sa perspective républicaine, elle est puni par le régime monopartite et est-elle transformé en une association ne pouvant défendre les droits des femmes que dans le cadre des mesures et des délais déterminés par le pouvoir politique s'est émergé.

Sans doute, tous ces attitudes négatives et ces exécutions oppressives du régime prenaient leur force du pouvoir de la législation du PRP. La LMO restée à partir de 1925 jusqu'en 1929 mise en vigueur, a entamé le processus d'instauration, d'implantation et d'institutionnalisation du régime monopartite et l'échec de l'expérience non seulement de toutes sortes des oppositions politiques, mais aussi des mouvements ou des organisations de la société civile. Cette loi représente une époque d'interdictions où toute opposition et la presse était réduite au silence particulièrement. Bien que la loi sur les associations de 1909 soit restée en vigueur jusqu'au décès d'Atatürk, elle a été sérieusement affaiblie surtout dans le processus de création des tribunaux d'indépendance à la même époque. Enfin, un grand nombre d'organisations religieuses, d'associations civiles, de chambres de commerce ont été abolis. Enfin, les politiques et les pratiques oppressives tenues par le nouveau régime vers les mouvements et les organisations réactionnaires, religieux et antimodernes, sont explicables tant qu'ils résultent du principe de laïcité du régime, et alors donc qu'ils sont restés hors de notre mémoire. Mais cependant, la contradiction essentielle que nous avons visé à traiter dans ce mémoire, ce sont les politiques et les pratiques oppressives envers les mouvements, les organisations et les associations modernes et occidentales, qui étaient compatibles avec la vision du nouveau régime.

Finalement, lorsque l'on considère le régime monopartite kémaliste dans le contexte de ses pratiques et politiques envers la société civile en Turquie entre les années 1923 – 1938, il est convenable de dire que le régime était loin d'un point de percevoir la société civile en tant que une des éléments les plus importantes et cruciales d'une société occidentalisant. Plutôt, le régime est proche à un point de les

considérer dans une perspective visant à former le domaine et la vie civile selon les besoins et les nécessités de la construction de la nation turque, ainsi que du régime monopartite. Ici, la question essentielle c'est qu'en opprimant la société civile, le Kémalisme, en effet, s'est éloigné de sa propre vision de créer une nation occidentale libérale. En fin de compte, le manque d'une perspective attribuant un espace légitime et autonome à la société civile fait les Kémalistes incompatibles avec ce cadre libéral du monde occidental.

## BIBLIOGRAPHIE

### Les Livres

AĞAOĞULLARI, Mehmet Ali, AKAL, Cemal Bali et KÖKER, Levent (1994) **Kral-Devlet ya da Ölümlü Tanrı**, Ankara: İmge Yayınları, 1994.

AHMAD, Faroz (1996) **İttihatçılıktan Kemalizme**, İstanbul: Kaynak Yayınları.

AHMAD, Faroz (1999) **Modern Türkiye'nin Oluşumu**, İstanbul: Kaynak Yayınları, , pp. 52–72.

\_\_\_\_\_, Faroz (1993) **The Making of Modern Turkey**, London: Routledge.

AKÇİÇEK, Eren ve Mehmet KARAYAMAN (2007) **Atatürk'ün Türk Ocaklarını Ziyaretleri ve Yaptığı Konuşmalar**, İzmir: EÜ Atatürk İlkeleri ve İnkılâp Tarihi Araştırma ve Uygulama Merkezi Müdürlüğü Yayını.

ALEXANDER, Jeffrey Alexander (2006) **The Civil Sphere**, New York: Oxford University Press.

ALKAN, Mehmet Ö. (1998) “1856-1945 İstanbul'da Sivil Toplum Kurumları”, içinde **Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar**, A.N. Yücekök, İ. Turan ve M.Ö. Alkan, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları.

\_\_\_\_\_, Mehmet Ö. (1998) “Sivil Toplum Kurumlarının Hukuksal Çerçevesi 1839–1945”, **Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar**, A.N. Yücekök, İ. Turan ve M.Ö. Alkan, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları.

ALP, Tekin (1998) **Kemalizm**, Çetin Yetkin (haz), İstanbul.

ANDERSON, Benedict (2003) **Hayali Cemaatler: Milliyetçiliğin Kökenleri ve Yayılması**, İstanbul: Metis Yayınları.

ANHEIER, Helmut (2004) **Civil society : measurement, evaluation, policy**, London: Earthscan.

AYDIN, Erdoğan (1999) **Osmanlı Gerçeği: 'Nizam-ı Alem'in Gayri Resmî Tarihi**, İstanbul: Su Yayınları.

BAKER, Gideon (2002) **Civil Society and Democratic Theory: Alternative voices**, London: Routledge.

BALIBAR, Etienne et WALLERSTEIN, Immanuel (2000) **İrk, Ulus, Sınıf: Belirsiz Kimlikler**, İstanbul: Metis Yayınları.

BAŞKAYA, Fikret (2008) **Paradigmanın İflası: Resmi İdeolojinin Eleştirisine Giriş**, İstanbul: Özgür Üniversite Kitaplığı.

BELGE, Murat (2003), “Sivil Toplum Nedir?”, **Sivil Toplum ve Demokrasi Konferans Yazıları**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, STK Eğitim ve Araştırma Birimi.

BOOKCHIN, Murray (1999) **Kentsiz Kentleşme: Yurttaşlığın Yükselişi ve Çöküşü**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları.

BUMİN, Kürşat (1999) **Demokrasi Arayışında Kent**, İstanbul : Ayrıntı Yayınları.

CİHAN, Ahmet ve İlyas DOĞAN (2007) **Osmanlı Toplum Yapısı ve Sivil Toplum**, İstanbul: 3F Yayıncılık.

ÇAHA, Ömer (1996) **Sivil Kadın: Türkiye’de Sivil Toplum ve Kadın**, Ankara: Vadi Yayınları.

DARENDELİOĞLU, İlhan (1977) “**Türkiye’de Milliyetçilik Hareketleri**”, 1977, İstanbul, Toker Yayınları

DAVIDSON Andrew & PARLA Taha (2000): **Corporatist Ideology in Modern Turkey: Progress or Order?**, Syracuse University Press, İstanbul: Ata Basın Yayın.

DAVUTOĞLU Ahmet, AVCI Güven, SOMER Kenan, BELGE Murat (Temmuz 2000) **İdris Küçükömer Anısına Türkiye’de Sivil Toplum Arayışları**, İstanbul: Boğaziçi Library Wald Yayını.

DOĞAN Mustafa Görkem (2006) **Governmental Involvement in the Establishment and Performance of the Trade Unions During The Transition of Multi Party Politics**, Boğaziçi Üniversitesi.



DOĞAN, İsmail (2001) **Sivil Toplum: Ondan Bizde de Var**, İstanbul: Sistem Yayınları.

DOMINGUEZ, Jorge et JONES, Anthony Jones (2007) **The Construction of Democracy: Lessons from Practice and Research**, Baltimore: Johns Hopkins University Press.

DURSUN, Tuncay (2002) **Tek Parti Dönemi CHP Kurultayları**, Ankara.

EHRENBERG, John Ehrenberg (1999) **Civil Society: The Critical History of an Idea**, New York: NYU Press.

GEVGİLİLİ, Ali (1990) **Türkiye’de Yenileşme Düşüncesi, Sivil Toplum, Basın ve Atatürk**, İstanbul: Bağlam Yayınları.

GÖYMEN, Korel (2010) **Türkiye’de Yerel Yönetişim ve Yerel Kalkınma**, İstanbul: Boyut Yayınları.

GÜZ, Nurettin (1995) **Tek Parti İdeolojisinin Yayın Organları: Halkevleri Dergileri (1932-1950)**, Ankara: Kariyer Matbaacılık.

HARDT, Michael et NEGRI, Antonio (2008) **İmparatorluk**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları.

HARVEY, David (2006) **Postmodernliğin Durumu: Kültürel Değişimin Kökenleri**, İstanbul: Metis Yayınları.

HOBSBAWM, Eric (1998) **Devrim Çağı 1789 – 1848**, Ankara: Dost Kitabevi Yayınları.

HOFFMAN, Stefan-Ludwig (2006) **Civil Society 1750–1914**, New York: Palgrave Macmillan.

İNALCIK, Halil (1997) “Tarihsel Bağlamda Sivil Toplum ve Tarikatlar”, içinde **Küreselleşme Sivil Toplum ve İslam**, Ali Yaşar Sarıbay ve Fuat Keyman, Konya: Vadi Yayınları.

İNSEL, Ahmet (1996) **Düzen ve Kalkınma Kıskaçında Türkiye: Kalkınma Sürecinde Devletin Rolü**, İstanbul: İletişim Yayınları.

İNSEL, Ahmet (2000) **İktisat İdeolojisinin Eleştirisi**, İstanbul: Birikim Yayınları.

İPEK Yasemin (September 2006) **Volunteers or Governors? Rethinking the Civil Society in Turkey Beyond the Problematic of Democratisation: The Case of TEGV**, Boğaziçi Üniversitesi

JENKINS, Gareth (2008) **Political Islam in Turkey: running west, heading east?**, New York: Palgrave Macmillan.

KARAER, İbrahim (1992) **Türk Ocakları (1912–1931)**, Ankara: Türk Yurdu Neşriyatı, 1992

KARATEPE, Şükrü (1997) **Tek Parti Dönemi**, İstanbul: İz Yayıncılık.

KAZANCIGİL, Ali (1986) “Türkiye’de Modern Devletin Oluşumu ve Kemalizm” içinde: **Türk Siyasal Hayatının Gelişimi**, Ersin Kayacıoğlu ve Ali Yaşar Sarıbay (der.), İstanbul: Beta Yayınları.

KEANE, John (1994) **Demokrasi ve Sivil Toplum: Avrupa’da Sosyalizmin Açmazları Toplumsal ve Siyasal İktidarın Denetlenmesi Sorunu ve Demokrasi Beklentisi Üzerine**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları.

KEANE, John Keane (2003) **Global Civil Society?**, Cambridge: Cambridge University Press.

KEYDER, Çağlar (1990) **Türkiye’de Devlet ve Sınıfları**, İstanbul: İletişim.

KOÇ, Ceyhun (2006) **Tek Parti Döneminde Basın İktidar İlişkileri (1929–1938)**, Ankara: Siyasal Kitabevi.

KOÇAK, Cemil (2009) **Geçmişiniz İtinayla Temizlenir**, İstanbul: İletişim Yayınları.

KÖKER, Levent (2004) **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi**, İstanbul: İletişim Yayınları.

\_\_\_\_\_, Levent (1998) “Ulusal Kimlik ve Devlet Meşruiyeti: Türkiye’nin Demokratik Deneyiminin Çelişkileri”, **Sivil Toplum, Demokrasi ve İslam Dünyası**, Elizaabeth Özdalga ve Sune Persson, İstanbul: Tarih Vakfı Yurt Yayınları.

KÖKER, Levent et AĞAOĞULLARI, Mehmet Ali (2004) **İmparatorluktan Tanrı Devletine**, Ankara: İmge Yayınları.

MAKAL, Ahmet (1999) **Türkiye’de Tek Partili Dönemde Çalışma İlişkileri: 1920–1946**, Ankara: İmge Kitabevi.

MARDİN, Şerif (2003), **Türkiye’de Toplum ve Siyaset**, İstanbul: İletişim Yayınları.

MARX, Karl (19929 **Alman İdeolojisi (Feuerbach)**, Ankara: Sol Yayınları.

OBA, Ali Engin (1995) **Türk Milliyetçiliğinin Doğuşu**, Ankara: İmge Yayınları.

ÖKÇÜN, Gündüz (1982) **Tatil-i Eşgal Kanunu, 1909: Belgeler ve Yorumlar**, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları.

ÖZ, Esat (1992) **Tek Parti Yönetimi ve Siyasal Katılma**, Ankara: Gündoğan Yayınları.

\_\_\_\_\_, Esat (1996) **Otoriterizm ve Siyaset**, Ankara: Yetkin Yayınları.

PAKDEMİR, Melih (1999) **Kemalistler Ülkesinde Cumhuriyet ve Diktatörlük**, İstanbul: Su Yayınları.

PARLA, Taha (1989) **Ziya Gökalp, Kemalizm ve Türkiye’de Korporatizm**, İstanbul: İletişim Yayınları.

PILLONEL Bénédict, **State and Civil Society in Turkey and Argentina: A Comparative Analysis**, Boğaziçi University, June 2006.

POWELL, Fred et GUERIN, Donal (1997) **Civil society and social policy: Voluntarism in Ireland**, A. & A. Farmar.

SARIBAY, Ali Yaşar (1998) **Siyasal Sosyoloji**, İstanbul: Der Yayınları.

\_\_\_\_\_, Ali Yaşar (1997) Türkiye’de Demokrasi ve Sivil Toplum, içinde **Küreselleşme Sivil Toplum ve İslam**, Ali Yaşar Sarıbay ve Fuat Keyman, Konya: Vadi Yayınları.

SENNETT, Richard (1999) **Gözün Vicdanı**, İstanbul : Ayrıntı Yayınları.

SOYSAL, İlhami (1988) **Türkiye’de ve Dünya’da Masonluk ve Masonlar**, İstanbul: Der Yayınları.

SUNARI, İlkey (2004), **State, Society and Democracy in Turkey**, Bahçeşehir University

ŞENEL, Alâeddin (1997) **Siyasal Düşünceler Tarihi Tarihöncesinde İlkçağda Ortaçağda ve Yeniçağda Toplum ve Siyasal Düşünüş**, İstanbul: Bilim ve Sanat Yayınları.

ŞİMŞEK, Sefa (2002) **Halkevleri (1932–1951): Bir İdeolojik Seferberlik Deneyimi**, İstanbul: Boğaziçi Üniversitesi Yayınevi.

TOKOL, Aysel (1997) **Türk Endüstri İlişkileri Sistemi**, Bursa: Ezgi Yayınları.

TOMLINSON, Jonh (1999) **Kültürel Emperyalizm**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları.

TOSUN, Gülgün Erdoğan (2001) **Demokratikleşme Perspektifinden Devlet Sivil Toplum İlişkisi**, İstanbul: Alfa Yayınları.

TUNÇAY, Mete (2005) “**Türkiye Cumhuriyetinde Tek Parti Yönetiminin Kurulması (1923-1931)**”, Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul.

TÜSEV (2006) **Türkiye’de Sivil Toplum: Bir Değişim Süreci**, İstanbul: TÜSEV Yayınları.

ÜSTEL, Füsun (1997) **Türk Ocakları 1912-1931**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1997

WALLERSTEIN, Immanuel (1998) **Liberalizmden Sonra**, İstanbul: Metis Yayınları.

\_\_\_\_\_, Immanuel (2000) **Bildiğimiz dünyanın sonu**, İstanbul: Metis Yayınları.

\_\_\_\_\_, Immanuel (2004) **Modern Dünya Sistemi 1. Cilt: Kapitalist Tarım ve 16. Yüzyıl’da Avrupa Dünya-Ekonomisinin Kökenleri**, İstanbul: Bakış Yayınları.

YARAMAN, Ayşegül (1999) **Türkiye’de Kadınların Siyasal Temsili**, İstanbul: Bağlam Yayınları

YARAŞIR, Volkan ve Tarık AYGÜN (2002) **Siyasal İslam ve AKP**, İstanbul: Aralık Yayınları.

YAVUZ, Erdal (1998) “Sanayideki İşgücünün Durumu: 1923–1940”, **Osmanlı’dan Cumhuriyet Türkiye’sine İşçiler**, D. Quataert, E.J. Zürcher, (der), İstanbul: İletişim Yayınları.

YERASIMOS, Stefanos (1992) **Az gelişmişlik Sürecinde Türkiye 3. Kitap I. Dünya Savaşından 1971’e**, İstanbul: Belge Yayınları.

\_\_\_\_\_, Stefanos (2000) **Civil Society, Europe and Turkey**, İstanbul: Orient-Institut.

\_\_\_\_\_, Stefanos (2000) “Sivil Toplum, Avrupa ve Türkiye”, **Türkiye’de Sivil Toplum ve Milliyetçilik**, İstanbul: İletişim Yayınları.

\_\_\_\_\_, Stefanos (1998) “Tek Parti Dönemi” içinde **Geçiş Sürecindeki Türkiye**, Irvin Cemil Schick ve Ahmet Tonak (der.), İstanbul: Belge Yayınları.

(Ed). YERASIMOS Stefanos, SEUFERT Günter, VORHOFF Karin (2000) **Civil Society in the Grip of Nationalism: Studies on Political Culture in Contemporary Turkey**, İstanbul: Orient Institut & Institut Français d’Etudes Anatoliennes.

YETKİN, Çetin (1983) **Türkiye’de Tek Parti Yönetimi: 1930-1945**, İstanbul, Altın Kitabevi.

YOUNG, Mark (2005) **Negotiating the Good Life: Aristotle and Civil Society**, Hampshire: Ashgate Publishing.

YÜCEKÖK, Ahmet (1998) “Türkiye’de Sivil Toplum Örgütleri Gelişiminin Toplumsal Aşamaları ve Süreci”, **Tanzimat’tan Günümüze İstanbul’da STK’lar**, A.N. Yücekök, İ. Turan ve M.Ö. Alkan, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları.

ZİHNİOĞLU, Yaprak (2003) **Kadınsız İnkılâp**, İstanbul: Metis Yayınları.

**Les Editions Périodiques**

AKA, Asiye (2009) “Antonio Gramsci ve Hegemonik Okul”, **Balıkesir Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi**, 12 (21)

AKIN, Yiğit (2003/2004) “Fazilet Değil Vazife İstiyoruz: Erken Cumhuriyet Dönemi Sosyal Tarihçiliğinde Dilekçeler”, **Toplum ve Tarih**, Sayı 99, Kış.

AKKAYA, Yüksel (1999) “1929 Bunalımı, İşsizlik ve Bir Kanun”, **Toplumsal Tarih**, 12 (68)

ARIKAN, Mustafa ve Ahmet DENİZ (2004) “Türk Ocaklarının Kapatılışı, Borçları ve Emlakinin Tasfiyesi”, **Selçuk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Dergisi**, Sayı 15, Güz.

ARLI, Âlim (2006) “Devletin Sürekliliği, Devrimin Muhafazası, Toplumun Denetimi Sorunu: Merkez Çevre Paradigmasının Sınırlılıkları Üzerine Notlar”, **Toplum ve Bilim**, Sayı 105.

ASLAN, Seyfettin ve Cengiz GÜL, “Geçmişten Günümüze Türkiye’de Baskı Grupları”, **CÜ İİBF Dergisi**, 5 (1)

ATAAY, Faruk ve Ceren KALFA (2008) “Modern Prensten Postmodern Prense: Gramsci’nin Siyasal Parti Kuramı Üzerine”, **Akdeniz Üniversitesi İİBF Dergisi**, Sayı 15.

ATEŞ, Nevin Yurdseven (1998) “Halk Fırkası Kurulurken”, **Toplumsal Tarih**, 10 (58)

AYBARS, Ergün (1995) “Mahmut Esat Bozkurt ve Masonlar”, **Çağdaş Türkiye Tarihi Araştırmaları Dergisi**, 2(4/5)

AYDIN, Faruk (1998) “Cumhuriyet’in İlk Yıllarında Türkçülük (1923-1945)”, **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

AYDIN, Suavi (2006) “Paradigmada Tarihsel Yorumun Sınırları: Merkez Çevre Temellendirmeleri Üzerinden Düşünceler, **Toplum ve Bilim**, Sayı 105.

BAŞKAYA, Fikret (1998) “Neden Resmi İdeoloji”, **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

BAYDUR, Mithat (1998) Demokrasi ve Modernleşme Sürecinde Devletin Sivil Topluma Baskın Gelmesi ve Kemalizm, **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

BAYRAMOĞLU, Sonay (2002) « Küreselleşmenin Yeni Siyasal İktidar Modeli: Yönetişim », **Praksis**, No 7.

BORA, Tanıl Bora (1997) « Muhafazakarlığın değişimi ve Türk muhafazakarlığında bazı yol izleri », **Toplum ve Bilim**, no. 74.

BRAUDEL, Benjamin (1999) « Millet Sisteminin İlginç Tarihi », **Osmanlı**, tome 4, Ankara: Yeni Türkiye Yayınları.

COŞAR, Simten (1999) “Türk Modernleşmesi, Aklileşme, Patoloji, Tıkanma”, **Doğu Batı**, Sayı 8.

COX, Terry et VASS, László (1995) « Civil Society and Interest Representation in Hungarian Political Development » *dans* **Hungary: The Politics of Transition**, Terry Cox et Andy Furlong, London: Frank Cass.

ÇAHA, Ömer (1994) “ Osmanlı’da Sivil Toplum”, **AÜ Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, 49 (3)

ÇELİK, Nur Betül (1999) “Söylem Kuramları, Hegemonya Kavramı ve Kemalizm”, **Doğu Batı**, Sayı 8.

ÇELİK, Nur Betül (2001) « Kemalizm: Hegemonik Bir Söylem », **Modern Türkiye’de Siyasal Düşünce Ansiklopedisi, tome 2: Kemalizm**, İstanbul: İletişim Yayınları.

ÇINAR, Menderes (1998) “Tezcan’a Yanıt: Bir Siyaset Gramer Olarak Kemalizm”, **Toplum ve Bilim**, Sayı 76, Bahar.

ÇİĞDEM, Ahmet, Fethi AÇIKEL, Necmi ERDOĞAN ve Tanıl BORA (2006) “Şerif Mardin’le Merkez Çevre Analizi Üzerine”, **Toplum ve Bilim**, Sayı 105.

DAŞDEMİR, Latif (1998) “Türkiye Cumhuriyeti İktisadi Yapılanması”, **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

DURSUN, Davut (1998) “Demokratikleşmeyen Cumhuriyet”, **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

ERİŞ, Metin (1998) “Cumhuriyet: Kurulıştan İdeolojik Saplantıya”, **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

FEDAYİ, Cemal (1998) “Kendi İfadeleriyle Atatürk’ün Temel Siyasal Düşünceleri-Cumhuriyet İdeolojisine Giriş”, **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

FERREE, Myra Marx, William A. GAMSON, Jürgen GERHARDS ET Dieter RUCHT (2002) « Four models of the public sphere in modern democracies », **Theory and Society**, vol. 31, no.3.

GAMBETTI, Zeynep (2009) « İktidarın Dönüşen Çehresi: Neoliberalizm, Şiddet ve Kurumsal Siyasetin Tasfiyesi », **İ.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, No:40.

HABERMAS, Jürgen (1995) « Kamusal Alan : Ansiklopedik Bir Makale », **Birikim**, No 70.

İNAC, Hüsamettin ve Selami ERDOĞAN, “Farklı Kuramsal Perspektifler Çerçevesinde Sivil Toplum Tartışmalarının Karşılıklı Analizi”, **Ege Akademik Bakış Dergisi**, Sayı 11.

İNSEL, Ahmet (2003) « Düzen mi Kalkınma mı? », **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi, tome 5: Muhafazakarlık**, İstanbul: İletişim Yayınları.



İNSEL, Ahmet (2004) « Sivil toplum, STK'lar ve Gönüllülük », **Sivil Toplum ve Demokrasi Konferans Yazıları**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, STK Eğitim ve Araştırma Birimi.

KAHRAMAN, Hasan Bülent et KEYMAN, Fuat (1998) « Kemalizm, Oryantalizm ve Modernite », **Doğu Batı**, no. 2.

KAPANİ, Münci (1974) “Cumhuriyet Döneminde İnsan Hakları”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, Sayı 31.

KARADAĞ, Ahmet (2003) “Demokratikleşme ve Sivil Toplum: Liberal Düşünce Topluluğu Örneği”, **Sivil Toplum**, 1 (4)

\_\_\_\_\_ Ahmet (2004), “Türk Aydınlarında Cumhuriyet: Farklı Siyasal Duruşlar ve Farklı Sonuçlar”, **Fırat Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi**, 14 (2)

KARAÖMERLİOĞLU, Asım (2001) “Tek Parti Döneminde Halkevleri ve Halkçılık”, **Toplum ve Bilim**, Sayı 88, Bahar.

KARPAT, Kemal (2001) « Ziya Gökalp'in Korporatifçilik, Millet-Milliyetçilik ve Çağdaş Medeniyet Kavramları Üzerine Bazı Düşünceler », **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi, tome 1: Tanzimat ve Meşrutiyet'in Birikimi**, İstanbul: İletişim Yayınları.

KEYDER, Çağlar (1999) “Kayıp Burjuvazi Aranyor”, **Toplumsal Tarih**, 12 (68)

KEYMAN Fuat (2001) “Türk Modernitesini Anlamak”, **Doğu-Batı Düşünce Dergisi**, Sayı: 16.

KHAN, Arshi (1999) « Osmanlı İmparatorluğu: Çokkültürlülüğün Doğulu Mimarı », **Osmanlı**, tome 4, Ankara: Yeni Türkiye Yayınlar.

KORALTÜRK, Murat, İstanbul Milli Sanayi Birliği, **Toplumsal Tarih**, 12 (68)

KUMAR, Krishan (1993) « Civil Society: An Inquiry into the Usefulness of an Historical Term », **The British Journal of Sociology**, vol. 44, no. 3.

KUYAŞ, Ahmet (1998) « Neden Cumhuriyet? », **Cogito**, no. 15.

MAHÇUPYAN, Etyen (1998, 1999) “Osmanlı’dan Günümüze Kamusal Alan ve Siyaset, **Doğu Batı**, Yıl 2, Sayı 5, Kasım-Ocak.

NİŞANCI, Ensar (2002) “Neo-Patrimonyalizm ve Türk Siyasal Modernleşmesi”, **Doğuş Üniversitesi Dergisi**, Sayı 5.

ÖZDEN, Barış Alp (2003) “1930’lu Yıllarda Öğretmenlerin Meslek Birlikleri”, **Journal of Historical Studies**, Sayı 1.

\_\_\_\_\_, Barış Alp (2004) “1930’larda Öğretmenlik Mesleği”, **Toplumsal Tarih**, 20 (215) Mayıs.

ÖZDEN, Mehmet (2006) “Türkiye’de Halkçılığın Evrimi”, **Manas Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi**, Sayı 16.

ÖZMAN, Aylin ve Simten COŞAR (2001) “Siyasal Tahayyülde Devletin Belirleyiciliği: Metin Heper Çalışmaları Üzerine Bir İnceleme”, **Doğu Batı**, Sayı 16.

TANÖR, Bülent (1998) “Türk Devrimi Üzerine Düşünceler” **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

TEZCAN, Asuman (2004) “1935 Uluslararası Kadın Kongresi ve Basın”, **Toplumsal Tarih**, Sayı 127, Temmuz 2004

TEZEL, Yahya Sezai (2003) « Tanzimat Sonrası İmparatorluk ve Cumhuriyet Türkiye’sinde ‘Muhafazakarlık’ Sorunsalı: Devamlılıklar, Değişmeler ve Kırılmalar », **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi, tome 5: Muhafazakarlık**, İstanbul: İletişim Yayınları.

TOPRAK, Zafer (1998) “Tek Parti Cumhuriyeti ve Demokrasi”, **Yeni Türkiye**, Sayı 23-24, Eylül Aralık.

\_\_\_\_\_, Zafer (1988) “Osmanlı’dan Cumhuriyet Türkiye’sine Sendikal Gelişmeler: İstanbul Umum Deniz ve Maden Kömürü Tahmil ve Tahliye Amele Cemiyeti”, **Toplum ve Bilim**, Sayı 40.

\_\_\_\_\_, Zafer (1996) “Şirket-i Hayriye Amele Cemiyeti ve 1925 Grevi”, **Toplumsal Tarihi**, 5 (30)

WALKER, Thomas C. (2000) « The Forgotten Prophet: Tom Paine's Cosmopolitanism and International Relations », **International Studies Quarterly**, vol. 44, no. 1.

WEST, Robin (2003) « Thomas Paine's Constitution », **Virginia Law Review**, vol. 89, no. 6.

WOOD, Ellen Meikins (1990) « The Uses and Abuses of Civil Society », **Socialist Register**, vol. 26.

YALMAN, Galip L (2002) “Tarihsel Bir Perspektiften Türkiye’de Devlet ve Burjuvazi: Rölâtivist Bir Paradigma Mı Hegemonya Stratejisi Mi?”, **Praksis**, Sayı 5, Kış.

YERASIMOS, Stefanos (1998) « Tek Parti Dönemi », *dans Geçiş Sürecindeki Türkiye*, Irvin Cemil Schick et Ahmet Tonak, İstanbul: Belge Yayınları.

YETİŞ, Mehmet (2003) “Marx ve Sivil Toplum”, **Praksis**, Sayı 10, Yaz Güz

YILDIZ, Özkan (2004) “Sivil Toplum, Demokrasi ve Çoğulculuk”, **Sivil Toplum**, 2 (5)

YILMAZ, Ahmet (2005) “Neo Liberal Dönüşüm Sürecinde Türkiye’de Devlet Toplum İlişkileri, Toplumsal Sınıf Merkezli Bir Yaklaşım”, **Marmara Üniversitesi İİBF Dergisi**, 20 (1)

ZÜRCHER, Eric Jan (2003) « Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası ve Siyasal Muhafazakarlık », **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce Ansiklopedisi**, tome 5: **Muhafazakarlık**, İstanbul: İletişim Yayınları.

**L'Archive**

BCA: 030.10 / 80.525.18, 13.02.1928.

BCA: 030.10 / 80.526.3 , 26.10.1929.

BCA: 49001 / 94.367.1–6, 14.09.1929.

BCA: 490.01 / 94.367.1- 35, 06.07.1929.

BCA: 490.01 / 94.367.1- 34, 02.08.1929.

BCA: 490.01 / 1.2.18, 03–09–10. 02.1929.

BCA: 490.01 / 1.3.13 14. 11.1929.

BCA: 490.01 / 1.3.16 24. 12.1929

BCA: 490.01 / 1.4.1, 04. 06.1930.

BCA: 030.10 / 80.526.10 , 16.04.1930.

BCA: 030.10 / 80.526.10, 11.5.1931.

BCA: 490.01 / 1452.14.02 , 24.04.1933

BCA: 030.10 / 80.526.13 , 28.03.1933.

BCA: 030.10 / 80.526.12 , 16.03.1933.

Cumhuriyet Halk Partisi  
Genel Sekreterliğine

Sayı

5 / 714

Ankara : 8.4.936

C.H.P. Başkanlığına

Bazı yerlerde Gençler birliği , Musiki cemiyeti , Kültür Evi  
v.s. gibi adlarla cemiyetler yapılmaktadır .

Halkevi bulunmayan yerlerde kurulmuş bu türlü kurumların  
birçoğu ilk fırsatta Halkevi örgütleri içine katılmakta iseler de  
bazı yerlerde Halkevi bulunmasına rağmen bu türlü kurumların yaşamak-  
ta ve çalışmakta oldukları görülmektedir .

Halkevleri bu çeşit kültür kurumlarının bütün ergelerini  
çalışma programı içine daha geniş ölçüde almıştır .

Bu yönden parça parça kurumların ayrı ayrı çalışmalarına  
hakikî bir lüzum olmadıktan başka bunların varlığı değerli ve inanlı  
unsurların bir arada bulunup toplu ve verimli çalışmaları imkânlarına-  
da engel olmaktadır . Devrimiz ayrılık ve dağınıklık değil, bütün  
milli vasıtaları bir maksatta birleştirme devridir .

Halkevleri açılabilmesi için gereken şartların sağlamadığı  
yerlerde bu cemiyetlerin parti örgütlerimizin sıkı ilgileri içinde  
çalışmalarına müsait davranılabilseler de yurdun bilgili ve aydın  
bütün evlatlarını Halkevi ülküsü etrafında toplamak amacımız olduğuna  
göre Halkevi açmak imkânı elde edilince bu kurumları uygun tedbirler-  
le ve birlik sevgisini aşılacak telkin yolları ile dağıttırıp  
bütün Gençliği Halkevi çatısı altında toplamak gerektir .

Bu önemli işi değerile uygun bir hassaslıkla kovalamanızı  
dilerim.

C.H.P. Genel Sekreteri  
Kütahya Saylavı

*D. Penur*

*Bilk*

490	01			3	12	25
-----	----	--	--	---	----	----



80

18

دولت محمد صبریت محمدی  
4  
5541

## BAŞVEKÂLETİ CELİLEYE

Istanbulda mevcut muhtelif sanayia ait amele cemiyetlerinin birleştirilerek ( müttehit amele cemiyeti) nami altında birleşmek tasavvurunda bulunulduğu ve İstanbul - Üsküdar amelesinin de ittihat etmek arzusunda buldukları Tütün amelelerinin de (Albayrak) tütün amele teşkilâtile birleşmeye hazırlandıkları ve Haliç, Şirketihayriye, telefon ,Şark şömendöberleri V.S amele cemiyetlerinin de kendi aralarındaki vahdetin ikmalinden sora bunlara iltihak edecekleri ve müttehit amele cemiyetinin bilahere amele fırkasına inkilâp edeceği haber alınmış ve pek ziyade çalibınazar görülen bu mes'ele hakkında icabedenlere tebligat yapılmıştır,Arzeylerim efendim .

Dahiliye vekili

M. Rifat

S. Kaya

-1-

جواباً یازمہیں محمدانہ طائد اولدینی شب تاریخ ونومروسک دریں رجا اولدور .

030	10			80	525	18
-----	----	--	--	----	-----	----

C. H. F. Müfettişi

Beyfendiye

Himayei Etfal Cemiyetinin taşrada mevcut Şubeleri;  
2 inci kânun ve merkezi ümumi ise Mart ayında Kon-  
gralarını akit ile Heyeti idarelerini intihap edeceğinden;  
seçilecek zevatin Cemiyete müfit olabileceklerden inti-  
habî temenni edilmekte olduğu mezkûr Cemiyet Ümumi  
Preisliğinden aldığım bir tezkerede bildirilmektedir.

Malûmat hüsülü zimnında arz ve bilvesile kûrmet-  
lerimi takdim eylerim Efendim.

C. H. F. Kâtibi Ümümsi  
Erzincan mebûsü

490	01					2	15
-----	----	--	--	--	--	---	----

17 Nisan 1929

# Türk Ocakları

Merkez Heyeti

№ 156

129

Cumhuriyet Halk Fırkası Umumî Kâtibi

Saffet Beyefendiye

Muhterem efendim;

Türk Ocakları Merkez Heyeti tarafından inşa ettirilmekte olan binanın ikmalî inşaatı ile tefrişatına medar olmak üzere tertip olunan ve elli bin lira kıymetinde muhtelif ve dolgun ikramiyeleri ihtiva eden eşya piyankosu biletleri Hükûmetin emir ve tensibile sureti mahsusada münasip zevata tevzi olunmak üzere doğruca Vilâyetlere gönderilmişti. Alınan malumata nazaran biletlerin satışı pek ağır gitmektedir. 1 Nisan 1929 tarihinde keşidesi icra edilecek olan bu piyankoya ait biletlerin satışına yardım ve müzaheret göstermeleri hususunun lütfen Fırkamız teşkilâtına tebliğine müsaade buyrulmasını rica ve bilvesile ihtiramatomuzı arz ve teyit ederiz efendim.

H.

Merkez Heyeti Reis Vekili

17 Nisan 1929

113

490	01								
-----	----	--	--	--	--	--	--	--	--

*Canil*

4



1198

((( Telgraf suretidir )))

Ankara : C.H.F.Riyasetine

10 nisan 931 de Ankarada toplanan Türk ocakları kongresi Türk ocaklarının bütün hukuk ve vecibeleriyle Cumhuriyet Halk fırkasına inkılap etmesine karar vermiştir. Artık Türk ocakları kamunen mevcut değildir. Bu bapta kurultay heyeti umumiyesinde kabul olunan karar suretleri ayrıca posta ile gönderilecektir. Bu vaziyet üzerine fırka teşkilatımızca şimdilik yapılacak muameleler şunlardır :

1 - Bu kararın bütün teşkilatımıza tamimi.  
2 - Karar isabı olarak binaların , menkul ve gayri menkul emval ve eşyanın ve kasa veya Bankalardaki nakitlerin fırkamızca bir heyet tarafından teslim alınması , bu muamele vilayette ve kazalarda ve nahiyelerde farkadan ikişer ve sabık ocak heyetinden ikişer azadan mürekkep birer heyet tarafından yapıpup neticeleri bu zatların imzasını havi ikişer nüsha mazbata ile tesbit edilecektir. Gayri menkullerin devir ve teslimi muntazam demirbaş defterleriyle yapılacaktır. Bu defterlerde aynı surette mazbata yapılacaktır.

3 - Gayri menkullerin tapuları da teslim alınacak ve mazbatalarla tapular şimdilik vilayet heyetlerimizde toplanup muhafaza olunacak ve kaza ve nahiyelerin mazbata ve tapuları da vilayetlere celbedilecektir. Tarafımızdan talep vukuunda gönderilecektir.

4 - Bu telgraf valilere gösterilüp birer sureti verilecek ve bu muamelelerin yapılması için umumî nezaretlerini rica ettiğim söylenecektir.

5 - Bu işlerin yapıldığının telgrafla iş arını tamimen rica ederim.  
C.H.F.Katibiumumisi

Rccop

✓  
33

67

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Raporları tetkik Encümeninin Rapor suretidir :

Merkez Heyetinin raporunu tetkik için ayrılan Encümenimiz toplanarak bu vazifesini yapmış ve raporun icraattan bahseden kısımları üzerinde bir mütalâa kaydına lüzum görmemiştir .

yalnız Büyük Millî Reis tarafından gelen ve Kurultayın fevkalâde olarak toplanmasına esas sebep olan davete şükran ile şitap edilmesini Heyeti Umumiyemize teklife Karar vermiştir .

Büyük Reisin bu arzularının vücut bulması için can atmayı biz yasamızın Kâğıt üzerine çizdiği değil , Türk gönüllülerine yazdığı mefkûrenin tahakkukuna doğru atılmış en kuvvetli adımlardan biri sayarız .Encümenimiz Kurultayın bu yolda bir Karar alması için Yasa ve Kanun hükümlerini de tamamiyle müsaait buluyor .Merkez Heyetinin davetiyle toplanmış ve Türk Ocaklarının intihabıyla gelmiş en büyük heyet olan ve bu cemiyetin (Kanun ifadesiyle en yüksek merciini teşkil eden Kurultayımız Kanunu medenî mucibince bir cemiyet kendisini feshe her zaman Karar verebileceği için , Türk Ocakları Cemiyetinin de feshine Karar verebilir . ve gine salâhiyetli olan bu Kurultayın kabul edeceği bu Karar ile bütün Türk Ocakları ve Merkez Heyetinin hükmî şahsiyetinde toplanan bütün haklar ve vecibeler Cümhuriyet Halk Fırkasının hükmî şahsiyetine nakil ve devredilebilir .

Encümenimiz bütün Ocaklı kardeşlerimizi bu yeni çalışma zemininde ve mefkûre etrafında daha ateşli bir şevkle daima beraber ve çalışmalarının feyizli neticeleriyle kendilerini ve milleti bahtiyar görmek istediğini ifade ederek Kurultayın ;

1 - Türk Ocakları Cemiyetinin feshine ,

2 - Bu Cemiyetin haiz olduğu bütün hakların bütün vecibeleriyle birlikte Cümhuriyet Halk Fırkasına devrine

Karar vermesini arz ve teklif eder . )))

Raporları tetkik Encümeni :

Çine murahhası : Reşit Galip Bey . Gördös Murahhası :Hakkı Tarık B.  
Kırklareli murahhası : Dr.Fuat Bey. Denizli murahhası Necip Ali Bey.  
Seğirkent murahhası : Mükerrerem Bey .

Cumhuriyet Halk Partisi  
Genel Sekreterliği

Ankara : 30.4.1936

Sayı  
5/745

X

*C.H.P. İlyönkurul Başkanlığına  
Halkevi Başkanlığına  
Genel İspetkterine*

Halkevlerimiz yurt içinde vatandaşların yakından tanışma , beraber çalışma imkânlarını buldukları içtem bir çevendir . Her yıl sonunda bu tanışmanın ve beraber çalışmanın mutlu sonuçlarının artmakta olduğunu görmekteyiz . Şu kadar var ki : gördüklerimiz umduklarımıza ve beklediklerimize göre bizi tam tatmin edecek haldе değildir . Memleketin aydın ve inanlı bütün çocuklarını Halkevlerinin çatısı altında toplamış ve zamanlarından bir kısmını Halkevleri ülküsüne vermiş görmeyi dileyoruz .

1935 yılındaki (103) Halkevinde kayıtlı üye sayısı (55.000) olarak toplanmıştır . Halbuki bu Halkevlerinin bulundukları yerlerde Halkevlerinin amacı etrafında çalışacak , halkı yetiştirici değerde ve bilgili yurtdaşlar bu rakamın bir kaç kat üstündedir . Ulusa birlik ve beraberlik terbiyesi vermek ve halkımızı derin bir halk ruhunun sıcağı içinde yeni hayata yükseltmek için bütün bu seçkin yurtdaşların Halkevlerinde ödev almaları lâzımdır .

Bunları toplamak Halkevlerimizi şuurlu ve inanlı başarılarla yöneten arkadaşlarımız için geri bırakılmaz bir ödev olduğu gibi Halkevine kayıtlı bütün arkadaşlar da tanıdıklarından kayıtlı olmayan Halkevi hizmetinde değerli tesir yapacak yurtdaşları yazdırmayı kutsal bir vazife saymalıdırlar.

Bu yolda ısrarlı çalışmalarınızı bekler , gözlerinizden öperim.

C.H.P. Genel Sekreteri  
Kütahya Saylavı

Parti İlyönkurul ve  
Halkevleri Başkanlarına yazıldı.  
Her iki taraf birden takip edecektir.

*R. Peker*

490	01			3	12	32
-----	----	--	--	---	----	----

B = 2 / 27805

4 Şubat 1937

Vali ve C.H.P. Başkanlığına

Valilik ve İlyönkurul Başkanlıklarını uhdenizde birleştirmek suretiyle memleketin siyasî ve içtimaf hayatında güttüğümüz yüksek maksatların tahakkukunun kolaylaştırılması ve köylerden vilâyetlefe kadar bütün Parti kongrelerinin yapılarak mahallî dileklerin tetkik edilmesi ve halkın fikirlerinin dinlenmesi gibi iki esaslı faaliyetin çalışmalarınıza yeni veçe verdiği bir devre girmiş bulunuyorsunuz.

Son tedbirlerle siyasî faaliyetteki salâhiyetlerinizin de genişletilmiş olması kongre dilekleri ve halkın isteklerini tahakkuk ettirecek düşüncelerinize daha yakın bir imkân vermiş bulunmaktadır .

Kongreleri bitirip te oraca yerine getirilmesi mümkün olan dilekler için tedbirler almak ve merkeze bildirilmesi gerekenleri de bize sunmuş olmakla ancak vazifelerinizin bir kısmını bitirmiş Parti program ve tüzüğünün bize emrettiği diğer esaslı ve devamlı vazifeler için de yeni hız ve hamleler

490	01			3	15	12
-----	----	--	--	---	----	----

almış oluyorsunuz.

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Rejimimizin ve ana prensiplerimizin halk tarafından benimsenmesi için iş sahalarındaki bilfi misallerle daimî telkinler yapılması işlerimizin ve düşüncelerimizin halk tarafından anlaşılarak memnuniyet ve iştirak ile karşılanmasının temin edilmesi hergün bir safhasının tahakkukuna çalışılan hedeflerimizden biri olmalıdır .

Halkın kültür seviyesinin umulan ve beklenen yükseklik ve genişlikte tahakkuku ve Türkün medeniyet tarihinde lâayık olduđu yüksek mevki daima ileride ve önde tutması için her iyi fırsattan faydalanmak ve her millî müesseseyi bu yola sevk etmek gayreti bir an elden bırakmamalıdır .

Partimizin kültür müesseseleri olan Halkevlerinin kendilerine çizilen yollarda hızla ve verimle ilerlemesini her zaman kolaylaştırmak gözden geçirmek teşvik ve müzaheretini geciktirmeden göstermek lâzımdır.

Halkevlerimizi büyük maksat yolunda şuurla ve metotla harekete gelmiş görmedikçe vazifemizin tamam olmadığını daima hatırlamamız icap eder . Halkevlerinin halka müsbet bilgiyi yayma genç istidatları bulup meydana çıkarıp ulkü hizmetine çağırma işlerinde Parti teşkilâtımız her zaman ve her suretle müzahir olmalıdır . Ödevlerimiz ş kadar yüksek ve önemlidir ki bir daha bu şeref ve mesuliyeti size hatırlatmayı vazife bildim .

Bütün Parti ve Halkevi arkadaşlarımla yurt için hayırlı ve verimli çalışmalarını diler , sevgi ile hepsinin gözlerinden öperim .

Dahiliye Vekili ve  
C.H.P. Genel Sekreteri

490	01			3	15	12
-----	----	--	--	---	----	----

1929 / 3 / 20



وزارت جنگ  
میسافره

شماره  
4016

Başvekâlet Müsteşarlığına

ilişikte

I- yazı  
1- Lüle

18-5-929 II43 Yazınıza cevaptır:

Başvekil Paşa HZ. lerinin değerli işaret-  
lerini sevinçle gördüm. Dilekleri yolunda yürü-  
mek boynumuzun borcudur. Teskereyi geri verir  
ve saygılarımı sunarım Efendim.

T. T. A. C. Reisi  
Rize Mebusu

ki  
Hüseyin

23-3-1929

030	10			60	403	35
-----	----	--	--	----	-----	----

-7-

BAŞBAKANLIK ARŞİVİ

Tarih	Müddet	Sıra
21-7-29	1957	2

282

1



Ankara, 9/10/1929

**T. Ta. C.**

Umumî Merkezi  
Tahrir Şubesi

C. H. F. Umumî Kâtipliğine

N: 18291

Cemiyetimizin aza kaydı faaliyeti memleketin birçok yerlerinde durgun bir vaziyettedir, bu sahada kuvvetli bir hareket yapabilmek fırka teşkilâtının bu hususta delâlet etmesine bağlıdır, kongrelerin toplanacağı şubiralarda, fırka müfettişlerine aza kaydı işi için müesir olmaları lûtfen tamim edilirse bizim için çok faydalı olacaktır. Hürmetler, efendim.

12-8-929  
T.Ta.C. Reisi Rize Meb'usu

Leffi

10-10-1929
1162

490	01			1	3	10
-----	----	--	--	---	---	----



OCULAT MÜHTEREM GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

130

TÜRKİYE  
HİLÂLİAHMER CEMİYETİ  
MERKEZİ UMUMİSİ

ANKARA 2 Şubat 1929

AS 79  
82

C.H.Firkası Kâtibi Umumiliğine,

Şubat ayı Hilâliahmer Şubeleri Meclisi Umumilerinin içtima zamanlarıdır. Meclisi Umumilerde Nizamname Esasi mücibince Heyeti Merkeziyeden bir kısmın tecciden intihabı yapılmaktadır. Bu kerre bazı şubelerimizden aldığımız ma'lumatta Fırkaca namzet gösterilmediği için intihabatin te'hir edildiği bildirilmektedir. İntihabatin tahuru ise şubelerimizin mesaisine tabiatile te'sir icra etmekte olduğundan namzet gösterilmesi için Hilâliahmer Meclisi Umumilerinin içtima zamanlarına kadar te'min olunması hususunun Fırka Müfettişliklerine ve Meclislerin te'minen tebligine mücadele buyurulmasını harmeti mahsusana şâreca ederiz efendim.

Hilâliahmer Reisi n.:

*S. Asım Turan*

*Kanım edelim*

*5-2-929*

3 2 1929  
198

*L.*

490	01				2	198	5
-----	----	--	--	--	---	-----	---



T. C.  
DAHİLİYE VEKÂLETİ  
UMUM  
JANDARMA KUMANDANLIĞI

Ankara

4.2.931

Sayı

10500

Yüksek başvekkâlete .

78 Ks.

Cevap

5 I -1930

№ 552 T.Ta.C.Üm.Mr.



1 - Jandarma zabitlerinin uhdelerinde bulunan askerî , Adlî , İdarî vazifeler kendilerini pek ziyade meşgul etmekte olduğundan esas vazifelerine halel gelmeden J.Z.munzam vazife yapamazlar .

2 - Tayyare cemiyetinde vazife almış bir çok zabitlerin para işleriyle doğrudan doğruya meşgul olmaları bazı sui istimallere sebep olmuş ve bu yüzden mahkemeye verilmişlerdir . Bu gibi ihtimallere mahal vermemek elzem görülmektedir .

3 - Arzuya tabi bulunan iane ve teberrüat işlerinde resmî ve müsellâh zabita âmir ve memurlarının vazife almaları ve filen müdahalede bulunmaları iane ve teberrüde halka karşı mecburiyet hislerini de telkin etmekte olduğu görülmüştür . Arz olunan sebeplerle jandarma zabitlerinin tayyare cemiyetinde ve diğer hayrî cemiyetlerde vazife almaları muvafık görülmemiş ve keyfiyetin olveçhile tamim edilmiş olduğunu arz eylerim efendim .

ok

Hefuz  
13.6.931

Dahiliye vekili

S. WATK

-3-

VEKÂLET EVRANI		
Tarih	Numara	Lef
7.2.31	7.16	2

30.10./60.404.06.

1

T. Ta. C.

Umumi Merkezi

Tahrir Subesi

H: 332

Başvaka Ekte

Ankara, 5. Ağustos 1931

3 Mürürlüğü  
Kayıt N. 78  
14/8 1931

C\* T. C.  
BAŞBAKANLIK  
CUMHURİYET ARŞIVI

Vali, Kaymakam, nahiye müdürlerinin ve bu sınıfta jandarma komandanlarının cemiyetimizde şubelerinde idare heyeti reisliği ve azaletliği vazifelerini deruhte edeniyosaklerine dair Dahiliye Vekâletinden yapılan sureti mecbut, 28. Ağustos 1930 tarihli teamin, jandarma komandanlarının yardımlarına çok müteak bulunmuş şubelerimizi müteak vaziyyette bırakmaktadır. Zaten devletlerince de malumdur ki: cemiyetin ilk nişanması tesbit edilirken gerek İcra Vekâlleri Heyeti, gerekse B. E. H. Reisliği tarafından cemiyetimizin, jandarma komandanlarının manevi müfrezından istifade etmesi müteakla görülmüş ve o zaman idare heyetlerine jandarma komandanlarının tabii azalet olarak dahil olmaları tensip buyrulmuştur. Son kongrede, Şişli meşrutelerimizde işaret buyruşu olduğuna gibi hükümetimizin bu yare cemiyetinin meşalsini binaye etmesindeki zaruret, her gün biraz daha ehemmiyetini arttırmaktadır. Hatta, son kongrede bu nokta düşünülerek, Mal Müdürlüklerinin ve şubeleri meşurlarının da tayyare şubeleri idare heyetlerine intihap edilmeleri kabul edilmiştir. Bu vaziyyete göre, her senedenberi şubelerimizin idare heyetlerinde şubelişen jandarma komandanlarının yardımlarından cemiyetimizin mahrum bırakılmasına müteakda buyrulmasını, müteakla, arzularımız e-fendir.

1- suret

3.2 Mürürlüğü  
N. 229  
14/8/31

T. Ta. C. Reisi Hıte Meb'usu

Dahiliye vekâletine

8-8-1931

BAŞBAKANLIK  
Tahrir Subesi  
107-1

3

T Ta. C. C\*  
Unumi Merkezi  
SUBESİ

T C.  
BAŞBAKANLIK  
CUMHURİYET ARŞIVI

Ankara

Dahiliye Vekâletinin 28. Ağustos 1930 tarih  
ve 1/1746 numaralı tebliğ kopyasıdır:

Saygıya Ceniyeti Hiyacatına

Vali, Kaymakam ve nahiye müdâfileri ile polis ve jandarma şair ve zabitanın, mesassesi muhteremleri gibi ceniyetlerde fiyâz vacife ve nes'uliyet deruhte etmeleri, kendi esaslı vacife ve nes'uliyetlerinin nafa dâir gümekte olduğu görüldüğünden idare ve inşabat şairle rinin ceniyetlerde fiyâz vacife ve nes'uliyet almaları nava'ak görülmüştür.

Bu hususta valilere popılan tebliğin suretini leff den tahsis ediyorum.

Bu vacife ile de tebliğ kopyalarını eleveniz.

Dahiliye Vekili

S. Kaya

Leffi

Telgraf Adresi: Ankara - Tavare

050

10

60

404

6

2

CUMHURİYET HALK FIRKASI

MUTEMETLİĞİ

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Kazası Cumhuriyet Halk Fırkası Mutemetliğine

... , Himayet etfal vevaire gibi cemiyetler niza-  
... mucibince her sene Kongralaraki akt ve yeni haye  
... intihapederler .

... mamehin 40 anca maddesi bu gibi idari ve içtimai  
... heyet yerlerine giren zevatan namzetlikleri Fir-  
... ilan edileceğini emir olmasına nazaran cemiyetlerin  
... sekte vermemek ve aynı zamanda intihaplarının  
... vakti zamanıyla yapılmasını temin için bu gibi cemiyetler  
... heyet idarelerine girecek namzetlerin vaktinde tarafımıza  
... bu suretle muamelatin tesrii kâtipi ummalikten tab-  
... olmaktadır olduğundan e suretle muamele ifası tamimen  
... ve riza olunur şimdiki .

II / 8 / 929

941 nümara ile

Tanınıy edildi.

490	91			94	367	1
-----	----	--	--	----	-----	---

17/8/929

34

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

CUMHURİYET HALK PARTİSİ  
Genel Sekreterliği  
Sayı  
I/711

Ankara : 8.4.936

C.H.P. Başkanlığına

23 Nisan çocuk bayramı haftası bu yıl da çocuk esirgeme kurumunca yurdun her tarafında canlı bir şekilde kutlanacaktır . Parti örgütlerimizin ve Halkevlerinin çocuk mevzuları üzerinde konferanslar vermek mısamereler tertip etmek suretile kutlama işine yardım etmelerini dilerim .

C.H.P. Genel Sekreteri  
Kütahya Saylavı

*D. Peker*

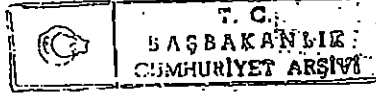
D . S .  
I / 6016

490	01			3	12	23
-----	----	--	--	---	----	----

T. C.

Himayei Etfal Cemiyeti

Malatya Merkezi  
SAYI 66



Malatya

1/8/93/

Özet: kurumumuzun, maddî -  
yardımınıza ihtiyaç olduğu  
üzerine

Sayın Başvekil İsmet İnönü'nün yüce katına

Memleketimizdeki yetim ve Fakir çocukların çokluğuna ve kurumu-  
muz bütçesinin de müsait olmamasına binaen bu kimsesiz yavrulara bihak-  
kin bakılmamaktadır.

Tahsillerini bitirmek üzere İlçelerden gelen bir çok çocuklar -  
han köşelerinde sefil ve perişan bir durumda yaşadıkları teessürle gürül-  
mektedir. Kurumumuzun pek geniş olan faaliyet ~~xx~~ sahasında muvaffakiyet-  
le çalışa bilmesi, ancak hamiyetli halkın ve bilhassa kıymetli Mebusları  
nızın göstereceği yüksek ilgi ve yardımlarıyla mümkün olabileceğini arz  
etmek zorundayım.

Bununla beraber, yarın vatanın mukadderatını ellerine alacak bu  
günkü çocuklarımıza daha esaslı yardımlarda bulunmak ve onları temiz ve  
saf bir havada eğlendirmek üzere Kurumumuz, bu sene her türlü yardımlarda  
başka İsmetpaşa Parkında modern bir çocuk bahçesi yapmaya karar vermiş  
ve bu babdaki Proje ve keşiflerini en mühterim mühendislerle yaptırmış ;  
luzumlu malzemeyi İstanbul'dan alıp getirmek üzere İki Bin lira kadar bir  
Para emrine verilerek Kurumumuzun İkinci Başkanı Tüccardan Kıymetli Süley-  
manı göndermiştir .

Sayın İlbayımız İ.Etem Akıncı'nın kıymetli yardım ve muzaharetle-  
riyle meydana getirilecek olan bu eser, civar vilâyetlerin hepsine faik  
bir mükemmeliyette olacağını şimdiden sizlere tebşir eder, paraya olan /  
ehemmiyetli ihtiyaca binaen kıymetli ve maddî yardımlarınızı sabırsızlıkla  
la bekler, bu vesile ile en derin saygılarımızı teyit ederiz.

Malatya  
Çocuk Esirgeme Kurumu Baş-  
kanı

*Salih Akkoc*

030	10			178	233	22
-----	----	--	--	-----	-----	----



**T. Ta. C.**  
**KONYA ŞUBESİ**

Sayı

463

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Konya, 27/ II/19 34

Mürti erendi hâzretlerine

Konya

Zekat ve ritrenin Tayyare , Hilâlihanmer ve nimayeietral cemiyetleri arasında bölüşölmek üzere Tayyare cemiyeti tarafından toplanması ve buiş için yapılması lazım gelen yardımın makamı alinizden rica edilmesi umumî merkezimiz riyasetinin emirleri iktizasından bulundugundan lütren camilerde ki nasihatlar arasında bunun da halka söylenmesi hususunun vaizlere emir buyurulmasını diler sonsuz saygılarımı sunarım ef.

Reis

051	V42			12	10A	19
-----	-----	--	--	----	-----	----

T.C.  
DAHİLİYE VEKÂLETİ

Hususi kalem müdürlüğü

Sayı

3  
175

BEYLEİ ARŞİVİ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

126325 Ankara  
30 9 / 31

C.H.F. Kâtibi umumisi Recep Bf.ye

C. 4/7/931 ve 1067:

Spor teşkilâtına yardım edilmesi hakkında vilâyetlere yapılan tamimin sureti leffen takdim edilmiştir. Bu vesile ile de teyidi hürmet eylerim efendim.

Dahiliye vekili

*S. W. W.*

*IV E, Bu Tamim  
min firkaca  
yaptırıldığını  
bakın kâğıdını  
etmek*

490	01	1	12	12	12
1370					

490 01 1 12 12 12



T. C.

DAHİLİYE VEKÂLETİ

H. İ. U. L.

Sayı

19/7/931

Vilâyetine

Menlekette gürbüz nesil yetiştirilmesi gayesile faydalı faaliyetlerde bulunan Vilâyetlerde mevcut spor klüplerinin maksat ve gayelerine müteveccih teşebbüslerde nuvaffak olmalarını temin için idarei hususiye ve belediye bütçelerinin müsaadesi nisbetinde mezkûr müesseselere maddî yardımlarda bulunulması gençlerimizin bu yoldaki çalışmalarının azamî şekilde himayesi esbabının istik- mali ve neticeden malûmat itası temenni olunur efendim.

490	01			12	17	17
-----	----	--	--	----	----	----

17

KÂTİBİUMUMİLİĞİ

ANKARA : 6/VIII/931

1686

C.H.F. İdare Heyeti Riyasetine

Yeni programımızın beşinci kısmının yedinci maddesi şudur :

( Fırkanız Türk vatandaşlarının vücûda getirmiş oldukları ve getirecekleri bütün spor teşekküllerini milletin kuvvetli ve iradeli tutulması noktasından <sup>fevkalade</sup> mûhin addeder . Bu teşekküllerini idare ve hâmiye cylemeği vazife bilir ) .

Bu maddenin tatbikatında Fırkanızın büyük idealleri ve arzuları vardır . Bunları tahakkuk ettirmek için tedricen vasıta ve imkânların müsaadesi nispetinde genişletecek bir tatbikat yoluna girilmesi lâzımdır . Şimdilik bu sahada Fırkanızın yaptığı hizmet ve alâkayı Ummî İdare Heyetinde müzakere ettik , ve verilen kararı atide arz ediyorum .

Bütün Fırka teşkilâtlarımızın bu esası daima göz önünde tutmasını ve sporcu teşekküllerle arkadaşlarımız hakkında daima novazişli bir alâka beslenmesini ve bunun her vesile ile tezahür ettirilmesini rica ederiz . Bu suretle memleketin güzide genç unsurunu ihtiva eden sporcuların bizim için kıymetli olan muhabbet ve alâkaları celp edilmiş ve intihap zamanlarında temiz ve samimi teşâyüllerinden de istifade edilmiş olur .

1) Halk evleri , sporculara da açıktır ( Halkevlerinin teşkilât ve faaliyetleri hakkında esaslar tespitine çalışılmaktadır . Bunlar hakkında Ummî İdare Heyetinin kararı ayrıca ve ayrı ayrı bir surette tebliğ edilecektir . )

2) Mevcut spor kulüplerine bina teminine çalışmak ( Halkevinde yer varsa oradan , bulunmadığı takdirde , hususî idareler ve belediyeler vasıtasile kiralık yahut satılık bina tedariki her Vilâyet Fırka İdare Heyeti mahallî vaziyeti tetki-

490	01			277
-----	----	--	--	-----

ile kendi merkezi için bu işin en ameli şeklini Fırka Umumî Kâtipliğine bildirecektir . )

3) Bütün spor teşekküllerinin mahallî bütçeleriyle idaresi zihniyetini yorleştirmek esastır . Spor bütçelerini beslemek için Fırka Reislerimiz , belediye , hususî idareler , hukukî şahsiyetler , cemiyetler , müesseseler nezdinde rica ve delâletle bulunurlar .

Müsamere tertiplerine delâlet ederler . Malî kudretî olanların teberruları teşvik edilir . Fakat bu delâlet ve teşebbüsler yapılırken kimse'nin arzu hilafına bızır edilmemeleri ve hayırlı bir iş yapmak maksut iken Fırkanın tacizci bir vaziyete düşmesinden dikkatle içtinap olunur . .

4) Büyük şehirlerimizde statlar ve diğer yerlerde sahâ işleri ile Fırkamız alâkadar olur . Spor seyahatleri tertibine yardım ve delâlet edilir .

5) Mintaka birincilerinin Fırkamız namına ( Fırkamız bütçesinden ) münasip hediyeler veya hatıralar verilir ve ilân edilir .

6) Türkiyede hakemlik edenlerden en ziyade takdire mazhar olan zata ve Türkiye birincilerine Fırkaca münasip hediye veya hatıralar verilir .

7) Fırka Reislerimiz klupler arasında ziyaretler ve müsabakalar teatisine delâlet ederler . Dahilde ve hariçte müsabakalar için ayrılacak sporculara çalıştıkları müesseselerden izin almak için yardım ederler .

8) Maçlarda Fırka Idare Heyeti Reisi ve âzaları spor teşkilâtının fennî ve kendilerine ait dahilî idarelerine temas eden işlere karışmaksızın hazır bulunurlar , alâka gösterirler . Spor ve sporcuları sevmek ve alâkayı her vesile ile daima ihsas etmek ve spora kıymet verdiğimizi göstermek lâzımdır .

490	01			27A
-----	----	--	--	-----

( 3 )

9) Her yerde İdare Heyeti Reisleriniz , spora ait bu iştiğalatı kendisine vazife bilir .

10) Antrenman için kamplara çıkmak ihtiyacı karşısında askeri ve mahalli idarelere muvakkat olarak çadır gibi malzeme tedarik edilir .

11) Spor yaparken yaralanan veya hastalanan sporcuların tedavileri hususunda mahalli hastane ve müesseselerin yardımlarının teminine çalışılır . Bu hastaların ziyaretlerinde bulunmak ve Fırka sevgisini şefkat ve elâkasını göstermek lâzımdır .

Mürakün olan yerlerde klüplere Fırka arkadaşlarımızdan fahri doktor tedariki iyi bir yardım olur .

C.H.F. Kâtipiumunisi  
Kütahya Meb'usu

490	01			2	7	7
-----	----	--	--	---	---	---

T.C.

DAHİLİYE VEKÂLETİ

Emniyet Umum Müdürlüğü

Şube Birinci K.2

Hususi 2246/84

Umumi

3/0

14/4/1930

— Hülâsa :—

Istanbulda Türk Kadın Birliği tarafından yapılan tezahurat hakkında.

Başvekâleti Celileye .



Kadınlarımızın intihap hakları dolayısıyla teşekkür mütezamman olmak üzere , İstanbulda müteşekkil Türk Kadın Birliği tarafından 10/4/1930 günü saat dokuzda tezahurat yapıldığı ve program mucibince Şehremaneti ve C. H. Fırkası binasını önünde durarak , erkânı hükûmete teşekkür ve müteakiben Beyoğlu cihetine geçilip Cumhuriyet Abidesine çelenk vaz edildiği ve tezahuratın muayyen program dahilinde ceryan edüp saat 13 de bilâ vukuat hitam bulmuş olduğu İstanbul Vilâyetinin işlerinden anlaşılmıştır , arz ederim efendim .

Dahiliye Vekili.

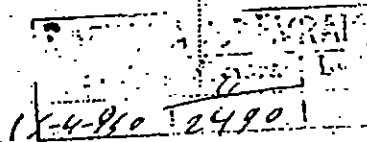
*Rifait*

*S. Kaya*

*Hefiz*

28-4-1930

-1-



030	10			80	526	4
-----	----	--	--	----	-----	---

Cevaben yazılacak muharrerata alt olduğu şube tarih ve numarasının detei rica olunur efendim.

T. C.  
DAHİLİYE VEKÂLETİ  
Emniyet Umumiye Umum Müdürlüğü

Şube-birinci K.2  
Hususi 3794/763  
Umumi

Baş Vekâleti Celileye

Hülâsa 7/8/930

Muallimler Birliğinin  
menafii umumiyeye hadim  
cemiyetlerden olup  
olmadığı hakkında .



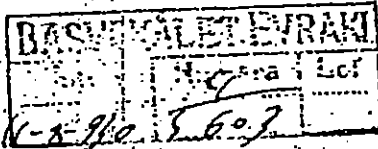
Umumî merkezi Anıncıda bulunan (Muallimler  
Birliği) Cemiyetinin menafii umumiyeye hadim Cemiyet  
ler meyanında olup olmadığının Şurayı Devletçe tetkik  
edilerek bildirilmesine, müscadei fahimancelerini dile  
rim efendim.

Dahiliye Mektubi

*Cemiyet*  
M.

*S. W. W. W.*

Takrirata ?  
10-8-930



Cevabın yazılacak muharrerata ait olduğu şube tarih ve numarasının derci rica olunur.

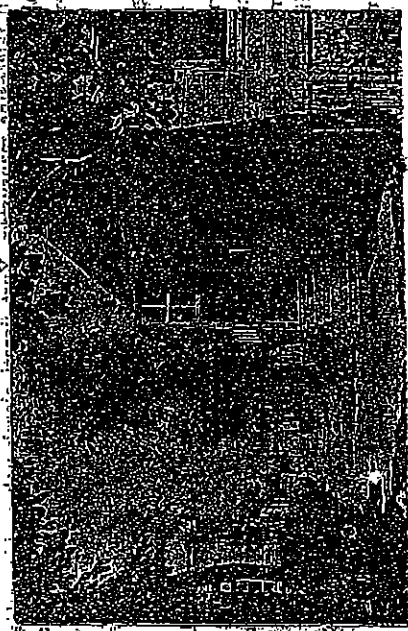
*M. W. W. W.*

030	10			80	526	8
-----	----	--	--	----	-----	---

2

480.01 / 1302, 325.2

Türk Maarif Cemiyeti Müesseseleri



*Istanbul Talebe Yurdu*



*Ankara Yenişehir Mektebi*

## Türk Maarif Cemiyetinin maksatları

- A ) Memleket dahilinde ve haricinde iftın merkezlerinde Türk talebelerine mahsus yurtlar tesis, idame ve himaye etmek.
- B ) Yüksek tahsilini ikmale maddi imkân bulunmayan zevce ve çalışkan talebeye tahsilini bitirmek için tayin edilcek serasit dahilinde müvafıkla bulunmak ,
- C ) Türk çocuklarını evrebi mekteplere müvafıkla varastek kütüphane ardektepler vıcında getirmek ve cemiyetin maksadlarını kemite müdaf her nevı nesriyatla bulunmak .

## Azalıık şartları

- A ) Cemiyetin ilk müesseseleri olan ve adları nizamnameye meşhur şekilde yazılı bulunan müesseseler ile senede en az 20 lira vermeyi reddetme seditler veyahut ilim ve fikirlerinden kâğızda edinecek üzere cemiyete kabul ediltiler müessis aza unvanını alırlar.
- B ) Cemiyete senede en az 10 lira vermeyi taahhüt eden kadın erkek her Türk faslı aza olur.
- C ) Cemiyete seneyi en az 1 lira veren her kadın ve, erkek gırdıncı aza olur.
- D ) Cemiyete maddi ve manevi büyük yardım ve muza-herakete gırdıncı Etnikumi Merkez heyetinin kararı ve kongresinin taahhütle hısmı aza olur.
- E ) Cemiyetin tesis edeceği mektep ve müesseseler bunların dersane , kütüphane , laboratuvar ve saire gibi teşkilatı kongre kararile Türk hamı azanın adları ile tevsim veya bu zıkların adları Cemiyet merkezile müesseselerine . talik olunacak iftikar levhalarına tahrir edilebilir . Veyahut heykelleri Cemiyet müesseselerine vazzolunur.

Yıl: 1

ANKARA

Sayı: 7

# DİLEREK BAĞI

Büyük Millet Meclisinin ve Hükümeti Cumhuriyetin iradi veyahut ve gayretli müvafıkla müvafıkla olmakla beraber ilim ve tahsilin tevizi ve nihunna olan yüksek seviyeye getirmek, edilebilirlikten çok, unaktır. Bulunuldukları tege- lıkt devletin yapılabilecek azami kadıncılığı risk taşımak arzıdır. Yarıncıdan olan vakıf ve vakıfların, ilim, işyeri, kolanlık, olan, çocuklarını muvafıkla bulıncı ile okutur ve yetiştirmelemlerini olıncı ile okutur. " Gazı

## Türk Maarif Cemiyeti

Nasıl kuruldu ?

Türk Maarif Cemiyeti Büyük Gazinin yüksek himayeleri altında 31 Kanunusani 1928 tarihinde Ankerada kurulmuştur. Cemiyetin kuruluşuna ilham eden de yine büyük Gazinin 1 Teşrinisani 1925 tarihinde Büyük Millet meclisinde irat buyurmuş oldukları nutuktur. Bu nutukta Gazi Hr. Maarif işlerinden bahsedilerken buyuruyorlardı ki :

" Büyük Millet Meclisinin ve Hükümeti Cumhuriyetinin azami vesait ve gayretli sarfı olduğu müsllem olmakla beraber ilim ve tahsilin feyiz na nuruna olan iştiyaki unumu ta'min edilebilmekten çok uzaktır. Ortumuzdeki sene için Devette yapılabilecek azami fedakarlığı rica ederken erbabı yarıncıdan olan vakıf ve vakıflarımıza da sayarı selahet olan çocuklarımızı hu- susi teşebbüslerle okutup yetiştirmelerini ehemmiyetle tavsiye ederim "

Gazimizin bu yüksek iradelerinden ilham alarak, birçok maarifsever zâhler eski Büyük Millet Meclisi içime salınun-

490 01 1902325 2



T. C.  
İSTANBUL ÜNİVERSİTESİ  
REKTÖRLÜĞÜ

MÜDÜRLÜĞÜ

ÖZEL:

Husustir.

10/11/1934

Büyük Başvekil Paşa Hazretleri,

Millî Türk Talebe Birliđi adını taşıyan Cemiyet zararlı bir hale gelmiştir. Kendilerini Birliđin İdare Heyetine seçtirmiş olan gençler Üniversitenin ve Ticaret, Güzel San'atlar ve Mühendis Mektebinin değerli, çalışkan talebesinin ekseriya haricinde kalmış kimselerdir. Her Fakülte veya Mektep Cemiyetleri de bunların faaliyetinden müteessirdir. Vâli ve Fırka İdare Reisi Beyefendilerle bu teşekkülün faaliyetine bir an evvel nihayet verilmesi lüzumu kanaatindeyiz.

Her yıl bir kaçıyüz kişi ile toplanan bu Cemiyet dün ancak otuz, kırk kişi ile toplanabilmiştir. Üniversitenin mânevî nüfuzu altında bulundurmamak istediđimiz Talebe Cemiyetleri ile sâkin ve çalışkan talebeyi bunların tesirinden korumak için Umumi bir karar alınması lüzumlu olduğunu zannediyorum. Fırka Reisi keyfiyeti Fırka Umumi Kâtipliđine arzettiđi gibi Rektörlükte Maarif Vekâletine arz etmiştir. Vilâyetin dahi Dahiliye Vekâletine bildirdiđini arz ile sonsuz saygılarımı takdim ederim, Efendim Hazretleri.

Universite Rektörü

*Uluç*

*Takdim  
11-11-934*

BASVURU VE KAYIT	
Tarih	Numara
11-11-34	1741

030	10			17	817	7
-----	----	--	--	----	-----	---

T.C.



Hulâsa

259

Dahiliye Vekâleti  
Hukuk Müşavirliği  
Sayı

3674

Baş vekâlet yüksek makamına

Çanakkale şehitleri namına bir abide rekzine medar olmak üzere Millî Türk talebe birliği tarafından iki senede Elli bin liralık iane toplanması na müsaade istenildiği İstanbul Vilâyetinden bildirilmiş ve müsaade edilip edilmeyeceği sorulmuştur .

Bu Günkü ihtiyaçlara göre tanzim edilmiş olan cemî ianat nizamnamesinde bu hâdiseye tamamen uygun bir sarahat olmamakla beraber Çanakkale şehitlerine bir abide inşası için iki senede Elli bin liralık iane derci talebinde bulunan Türk talebe birliğinin bu teşebbüsü Vilâyet hududunu aşacağına nazaran sui istimalâtın men'i için nizamnamenin 24,25, ve 26 ıncı maddeleri mucibince lâzımgelen tedabir ve takyidatın yapılması müşkül görülmesine ve talebe birliklerinin teşekkül maksatlarına bu denli işlerin aykırı düşeceğine ne esasen memleket işi olan böyle bir teşebbüs hususî teşakküllerden ziyade Millî müdafaa vekâletinin himaye ve kontro-ru altında başarılması daha muvafık olacağına mebni vekâletimizce müsaade edilmesi münasip görülmediği yüksek tensiplerine arz olunur efendim .

8/12/934

Dahiliye vekili

Emir  
N.

Takkim

9-12-1934

Hifz

17-7-35

S. Kay

-1-

Cevaben yazılacak evrakta : Cevap olduğu muharreratın Tarih numarası ile yazıldığına dershönlüğüne rica olunur

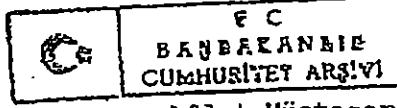
030 10 213 446 3

BASVEKÂLET EVRAKI		
Tarih	Numara	Esas
12-914	6425	

N°...598

Tahdim

30-4-934

Başvekalet Müsteşarı  
Kemal Beyfendiye.

Yazı İşleri Müdürlüğü ifadesile varit olan  
2/ 4/ 1934 tarihli ve 6/ 990 numaralı tahriratı devletlerine  
cevaptır:

Paristeki Türk Talebe Cemiyeti bundan dört sene  
kadar evvel talebeden bir kaç kişinin teşebbüsü neticesinde  
teşekkül etmiş ve fakat Parise geldiğim zaman bu cemiyetin  
amelî ve fiilî sahada faide ve semeresini müşahede edemediğim  
ve mevcudiyetinin ikide birde heyeti idare değiştirmek gibi  
menfi işlere münhasır kaldığını gördüğüm cihetle, bu teşekkü-  
lün müfit bir şekle ifragı hususunu teemmül ve bu vadiide tale-  
beyi teşvik ve terqip etmekten hali kalmadım.ve talebeyi ara-  
sıra Büyük Elçilikte tertip ettiğim içtimalara davet ederek,  
Cümhuriyet Idaremizin vücuda getirdiği terakkiyat. kendilerine  
izah edildi ve memleket ahvalinden kendilerini haberdar eyle-  
mek hususunda icap eden faaliyet gösterildi.ve bazı konferans-  
lar tertip edildi. Malûmu Âlileri olduğu üzere, Paris muhiti  
Cümhuriyet İdaremize düşman olan yüzellilikler ve mümasil mu-

-5-

030	10			142	13	2
-----	----	--	--	-----	----	---

1



zir bir çok anasırıla doludur. Talebenin bunların vücuda getirmek istedikleri aleyhdar cereyanlara kaptırılmaması için talebe ile Elçilik arasında sıkı temas teminini faideli buldum.ve bu yol üzerinde yürüdüm. Fakat bu maksadın temini bazı teshilâta mazhar olmaya istilzam eder.

Cemiyet bu sene bidayetinde nizammamesini tadil etmiş ve gayesinin, Pariste tahsilde bulunan Türk gençleri arasında samimiyet ve tesanüdü arttırmak, ana yurda olan rabıtalarını idame ettirmek ve talebeyle elinden geldiği kadar maddî ve manevî müzaheretinde bulunmak esaslarında mündemiç olduğunu tesbit eylemiştir. Bu cemiyet şimdiye kadar aza olarak mukayyet miktarı mehdut talebenin verdiği cüz'î kotizasyon ile idamei mevcudiyet etmek yolunu tutmuşsa da bu vaziyette terkedilmesi çok müfit bir organ haline getirilmesi mümkün olan bu teşekkülü tamamen talil edebileceği cihetle, bunu mümkün mertebe islâh ederek faideli bir varlık haline getirmekteki menfaat büyüktür. Bu cemiyetin faideleri şöyle mülâhaza olunabilir:

1.- Bu cemiyete merkez olarak isticar edilecek bir salon ve odadan ibaret bir lokal Paristeki talebenin içti-

2

030	10			14/2	13	2
-----	----	--	--	------	----	---

T. C.  
PARIS BÜYÜK ELÇİLİĞİ

N°-----

- 3 -



malarına imkân vererek aralarındaki tesanüt bağlarını takviyeye hizmet eder.

2.- Bu lokalda memlekette celbi temin edilebilecek neşriyat ve gazeteler ianesile memlekete olan rabita ve âlâkaları daima uyanık bulundurulur.

3.- Bu lokalda memleketimize ve ilmî ve fennî hususata dair zaman zaman konferanslar tertip ettirilir.

4.- Bu cemiyet Fransaya tahsil, tetkik maksatlarıyla gelecek olan vatandaşlarımızı her hususta tenvir edebilir ve yekdiğeri ile tanıştırmır.

Esaslı hatları yukarıda arz edilen hususat emrinde bu teşekkülün faideli mesaisi sebkedebilmesi heyeti idaresinin devamlı ve muntazem bir murakabe altında bulundurulmasına ve müfit yollar üzerinde sarfı faaliyete irşat edilmesine vabeste bulunduğu cihetle, bu murakabe vazifesinin Büyük Elçiliğe tevdiî mümkün olabilir. Ancak, cemiyetin bugünkü âidatı bir lokal tedarikine imkân verecek miktarda olmadığı cihetle, böyle bir lokalın talebe mecaz olabilecek münasip bir semtte temini isticarı ve bunun en zarurî vesait ile teçhizi ayda yüz lira kadar

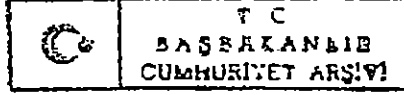
3

030	10			142/13	2
-----	----	--	--	--------	---

T. C.  
PARIS BÜYÜK ELÇİLİĞİ

N° \_\_\_\_\_

- 4 -



bir masraflı istilzam edeceğinden, bu maksada bir miktar para tahsisi imkânı mevcut olduğu takdirde, Pariste çok faydali bir Türk Evi vücuda getirmenin kabil olacağını arz ve bilvesile hürmetlerimi teyit ederim, Efendim. *Hazretler*

Paris Büyük Elçisi

*Evraki*

30-4-934

*V. V. V.*

030	10			142	13	2
-----	----	--	--	-----	----	---

# Türk Talebe Cemiyeti

ASSOCIATION  
DES ÉTUDIANTS TURCS

~~24, RUE SAINT-VICTOR - PARIS (4<sup>e</sup>)~~

~~TÉL. ODÉON 36 00 A 36 02~~

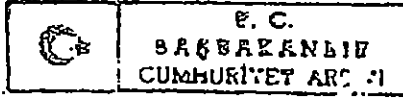
32 rue des Saints-Pères, Paris.

PARIS, LE 5 Şubat 1934.

Rıza B. ?  
1-4-1934

Paş vekil İSMET PAŞA Hazretlerine.

*Sefir sual  
na ihtiyarlar  
haller*



Paşa Hazretleri,

Baima çalışmak ve yükselmek aşkile büyüyen türk gençliğine olan sınımlı teveccühünüz bize irişilmez bir kuvvet ve kudret menbrî verdi.

İşte bu kuvvetledir ki zatîalinize bu sırtırları yazmak cesaretini kendimizde bulduk.

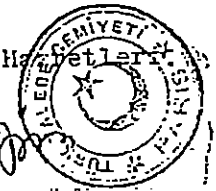
Anar vatandan ve onun sıcak ve sevinli kucagından uzakta, onun için, onun teali ve tekâmülü için çalışan bir avuç öz türk talebesinin kurduğu "Paris Türk Talebe Cemiyeti" bu gün maddî ve manevî yardımsızlık yüzünden sömmeğe mahkûm bir ocak halini almıştır.

Gayesi, Pariste tahsilde bulunan Türk talebesinin menleketle olan harsî, vatanî rabîtelerini takviye etmek, dosta, düşmana karşı türkün kudret ve azmini göstermek olan bu ocagin sönmemesi ve diğer ecnetî talebe cemiyetleri arasında bir şule halinde parlamağı için, zatîalinizin teşvikkâr sözlerinizi ve kurtarıcı himmetlerinizi bekliyoruz.

En derin hürmetlerimizin kabulünü reca ederiz, Paşa Hazretleri.

030 | 10 | | | 142 | 13 | 2

reis:



T. C.  
İktisat Vekâleti

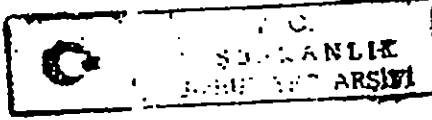
U. M.

Sayı 3339  
85

205/4

Baş vekâleti celileye

H: Ulûmu âliyei ticariye  
mektebi talebe cemiyeti  
hakkında



27/5/929 tarih ve 6/2152 numaralı teskereî samileri  
cevandır .

335 senesi Eylülünde Ticaret mektebi âlisi talebe  
cem'iyeti namı altında bir cem'iyet mevcuttu . 1926  
senesinde toplanan umum talebe cem'iyetince bu cem' -  
iyetin nizamnamesi tadil edilmiş ve ulûmu âliyei tice-  
riye talebe cem'iyeti namını almıştır . elyova hali  
faaliyette olan cem'iyet nizamnamesinden bir nüsha  
leffen taktim kılınmıştır efendim .

İKTİSAT VEKİLİ

*Gökü*

*H. Vahit*

*Abdülkadir*

*Fahriye*  
Tahdim 25-7-1929

Talebe ye cevap yazalım .

4+12 syd. kitap

15.9.925 J

Tahrirata  
15-9-1929

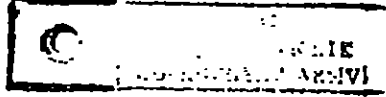
1

25-7-29 4912

030.10 / 80.526.2



ULUMU ALİYEİ TİCARİYE MEKTEBİ  
TALEBE CEMİYETİ



80  
22

Ünlü baş vekilimiz İsmet paşa  
hazretlerine

Paşa hazretleri :

Âli ticaret talebesi ;son fevkalade toplanışında şenolik.  
ve iktisada gösterdiği ışıklı yoldan ve bunun için inandığı  
bağlanışından cesaretle alarak ünlü baş vekilini deime  
başında ve beraberinde görmek durgüsünü yaşamıştır.  
bu isteğin kabulunu rica eyleriz mühterem paşa hazretleri.

9/5/1929



*Alakadar ve râkitten*

*şial ve takvîk*

*25.5.29 İ.*

*Takvîk*

*25-5-1929*

BAŞ VEKİLETİ VE FAH		
Tarih	Nusxa	Lot
25	1549	

030	10			80	526	2
-----	----	--	--	----	-----	---

4

T. C.

DAHİLİYE VEKÂLETİ

Emniyet İşleri Umum Müdürlüğü

Sube 4.A.A.B.

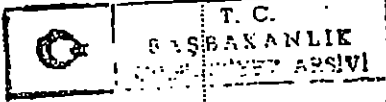
Hususi 177

Umumi 775

// / I / 1933

H: Turing Klüp resmî mahiyet-  
te bir ofis haline geçmek is-  
tomektedir.

Yüksek Başvekâlete



Yüksek huzurlarına takdim olunup Vekâleti aciziye ha-  
vale buyurulan 2049 numaralı ve 15/12/932 tarihli ve Turing --  
Klübün doğrudan doğruya makâmı devletlerine merbut resmî bir --  
" Ofis " haline kalbi ricasını havi mektup üzerine aşağıdaki  
mütalealarımın arzına yüksek müsaadelerini rica ederim :

1 - Turing Klüp, Memlekete seyyah celbi ve iktisadî  
faideler temini gibi iyi gayelerle tesis edilmiş bir cemiyet-  
tir. Faaliyet ve salâhiyetinin şumulü kanunen cemiyetlere bahş  
edilen hududun dahilinde olmak lâzım gelir. Fakat klübün-hükû-  
metin mütaleasına müracaata lüzum hissetmeksizsin-sair mürasıl  
teşekküllerle muhtelif mevzular üzerinde mukaveleler aktettiği  
görülmüş ve ileride ifası mümkün olmayan teahütlere girişile-  
rek sui tefchümlere sebebiyet verilmesi muhtemel olduğu cihet-  
le bu şekil ve hareketin muvafık olamayacağı Riyasete bildiril-  
mişti. Hükûmetin siyasetine teallük eden ve emniyeti dahiliye  
ile alâkadar bulunan meselelerde verilmesi icap eden direktif-  
lerin bir elden idaresi faydeli ve lâzım olduğu cihetle Turing  
Klübün Vekâletimizle muhabere eder bir cemiyet halinde kalması  
daha doğru olacağı kanaatındayım.

2 - Turing Klüp evelce , Turist işlerinin Bir Vekâlet  
halinde idare edilmesini teklif etmişti. Şimdi de resmî bir --  
Ofis haline inkilâbını istiyor. Hali hazırda bu iş resmî bir  
Ofis halinde idare edilecek kadar fazla ve mühim olmadığı ve  
İstanbul Belediyesinde bu işle meşgul bir büro mevcut bulundu-  
ğu cihetle Klübe bunun haricinde resmî bir mahiyet izafesine

Cevaben yazılacak muharrerata, alt olduğu şube tarih ve numarasına dâiri ilca olunur efendim.

030 10 80 526 12

2

T. C.

DAHİLİYE VEKÂLETİ

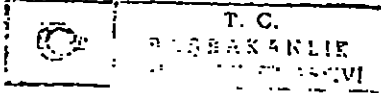
Emniyet İşleri Umum Müdürlüğü

Şube .....

Hususi .....

" 2 "

Umumi .....



lüzüm göremiyorum.

3 - Menafii umumiyeye hâdim müessesat meyanına ithal edilen ve hüsnü suretle idare edildiği takdirde memleket iktisadiyatına mühim ve faideli tesirler yapacağı şüphesiz olan bu teşekkülün daima teftişe tabi tutulması ve varidat ve masarifatının kontrol edilmesi pek müfit olacağı kanaatındayım.

4 - Hükümetin birinci maddede arz edildiği şekilde emri vakiler karşısında kalmaması için klübün hariçle olan münasebatının da tahdit edilmesi muvafık olacaktır.

Bu husustaki mütalealarımın bundan ibaret olduğumu ve klübün mektubunu ilişik olarak takdim eylediğimi arza yüksek müsaadelerini rica ederim efendim.

Dahiliye vekili

S. V. V. V.

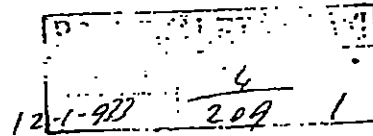
~~İzmir~~

Takdim

12-1-933

Takrirata ?

15-3-933



Cevaben yazılacak muharrerata, altı olduğu şube tarih ve numarasına derel rica olunur efendim.

030	10			80	520	12
-----	----	--	--	----	-----	----

3

# TÜRKİYE TURING KLÖBÜ

İÇİŞİ BAKANLIĞI MEYDANININ 2 NİSAN 1930 TARİHLİ KARARINA MEYDANİ UMUMİYE HADİM CEMİYETLERİ  
MEYDANINA İTİMAL GÖLMİŞTİR

MEYDANMİLLEL TURİZM İTİFAKINA MENSUPTUR

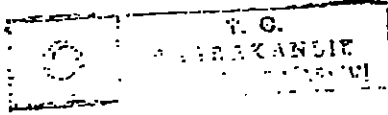
İSTANBUL

17-18, ADALET HAN, GALATA

TELEGRAF:  
RESİT-İSTANBUL

TELEFON:  
BEYDÖĞÜ 3186

№ 2049



İSTANBUL: Ankara: 15.XII. 1932.

Başvekil Muhterem İsmet Paşa  
Hazretlerine

Muhterem Paşa Hazretleri,

Riyaset buyurduğunuz Hükümetin Turizm evvel ve ahir verdiği siyasi, terbiyevi ve iktisadi ehemmiyete güvenerek bu bapta düşündüklerimizi camî bir lâyhayı yine riyasetinizle mübahi Cumhuriyet Halk Fırkasına takdim etmiş olmakla beraber, bu zeminde on senedir uğraşan Türkiye Turing ve Otomobil Klübüne, bu günlük teşkilâtını biraz kuvvetlendirerek doğrudan doğruya makam devletlerine merbut ve resmî mahiyete haiz bir "Office" sıfatının verilmesi vatanımız için son derece faydalı olacağını düşünerek, Başvekaleti Celileleri teşkilâtının 1933 senesi bütçesinin tesbiti sırasında mülâhazatı acizanamizin nazarı tetkike alınması istirhamı ile teyidi ihtiram eyleriz Paşa Hazretleri

Türkiye Turing ve Otomobil  
Klübü Reisi  
Kocaeli Mebusu

Mutalaa için rica ile

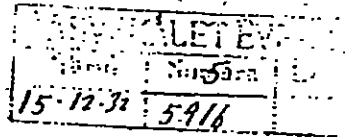
Dahiliye vekili Bf. Hz. m. Resit Haffet

İstidim 15.12.1932

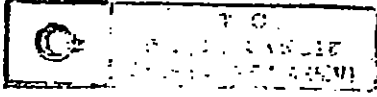
Eer ?

17 XII 1932

8-4 (11. m. 91. 213)  
15. XII. 32



Türk Dili  
Tetkik Cemiyeti



80  
31

İstanbul, Dolmabahçe Sara

4/9/1932

Başvekâlet Yüksek Huzuruna

Efendim Hazretleri,

Malûmu devletleri olduđu veçhile Türk Dili Tetkik Cemiyetinin ilâk Kurultayı 1932 Eylülü sonunda Dolmabahçe Sarayında toplanacaktır.

Bütün yurttaşları tabii azasından sayan cemiyetimizin bu Kurultaya yurttaşlardan, her hangi işte bulunurlarsa bulunsunlar, huzurları faydalı olacakların iştirakini Zatı devletlerinin de lüzumlu at buyuracağında şüphesi yoktur. Devlet dairelerinde vazifeli olanlardan iştirak edebileceklerin bu kurultaya gelmelerini temin hususunda hükümetçe kolaylıkta bulunulması için vekâletlere mezuniyet verilmesini yüksek tensiplerine arzile derin saygılarımızı taktim ederiz efendim hazretleri.

Türk Dili Tetkik Cemiyeti

Reisi

*Samiye Rifat*

*Lakdim*  
6-9-1932

-1-

030	10			80	526	11
-----	----	--	--	----	-----	----



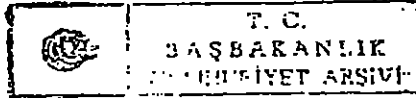
**EVKAF**

Umum Müdürlüğü  
Yazı İşleri Müdürlüğü

Sayı 70227

104

Hulâsa



T. C.  
BAŞBAKANLIK  
MÜHÜRİYYET ARSIVI

80  
23

Bağvekaleti Celileye

Havale buyurulan melfuf tezkereleri üzerine Türkiye Hanımları Esirgeme Derneğine 800 Lira verilmesi için İstanbul Müdüriyetine tebligat icra edildiğini arz eylerim - efendim Hazretleri.

*Faiz*

2/III/1929

EV . U . M .

*A. N. N.*

*Evrakı*

4-11-1929

*Fatma*

5-11-1929

*Tahriratı?*

6-11-1929

BAĞVEKALET EVKAF		
Tarih	Nuruşa	Sayı
5-11-29	6972	2

030	10			80	526	3
-----	----	--	--	----	-----	---

4

T. C.  
ŞURAYDEVLET

Tanzimat Dairesi

E. No 1502  
K. 2506

80  
23

ŞURAYDEVLET L. V. K. M. E. M. I.		
Numarası	Tarihi	Leffi
8412	6/11/29	

9478 ARKANI  
ŞEHİRCİLİK ARŞİVİ

Türk Hanımları Esirgeme Derneğinin menafii Umumiye hadim Cemiyet-  
ler meyanına ithali hakkında Dahiliye Vekâletinin 13 / 6 / 929 ta-  
rihi ve 123 - 523 numaralı tezkeresi Dairemize havale buyurulmuş  
olmakla evrak ve teferrüatı mütalâa ve tetkik olundu .  
Cemiyetli mezkûre ; Dahiliye Vekâletine verdiği istidansnede rozet  
tevzii için bir gün tahsisini istenmekte olup , menafii umumiye-  
ye hadim cemiyetler meyanına ithalına dair sarih bir talebi mev-  
cut bulunmamasına binaen; bu hususta karar ittihazına mahal görülmedi-  
ğine ve evrakın Baş Vekâleti Celileye takdimine ittifakla karar ve-  
rildi

Karar tarihi : 26/10 / 929

Reis  
I. Hakki B.  
D. Âlide

Reis Vekili  
İsa

*İsa*

Asu

*M. Şefik*

İsa  
E. Kemal B.  
bulunmadı

*H. H. H.*

Evrakıyla beraber Baş Vekâleti Celileye takdim kılındı .

5 / II / 929

Ş.D. Reisi

*M. Şefik*

Tahrirata

7-11-1929

BAŞ VEKÂLETİ	
Tarih	Numara
7-11-29	6488-4

030	10			80	526	3
-----	----	--	--	----	-----	---

5





T. C.  
ŞURAY DEVLET

Reisliği

№ 50

5777



30

Baş vekâleti Celileye

Cemiyetler Kanunu mucibince müteşekkil bazı Cemiyetler tarafından sadece nizamnamei esasiyeleri gönderilmek ve teessüs maksatları sathiyce bildirilmek suretiyle ait oldukları vekâletlere bilmuraca Şurayı Devletçe haklarında Menafii Umumiyye hadim Cemiyetler meyanına ithalleri için karar verilmesi talebinde bulunmaktadır .

Halbuki Şurayı Devlet ve Cemiyetler kanunlarıyla sair mevzuatımızda Menafii Umumiyye hizmetleri tasdik olunacak Cemiyetlerin ne gibi vasıfları haiz olacakları hakkında bir sarahat yoktur . Binaenaleyh bu bapta tatbikatta Şurayı Devletçe düsturulamel olabilecek bir usul, takrir ve tesbit olunarak badema verilecek kararların bu Prensip dairesinde ittihazı Hey'eti Umumiyye tensip olunmuş ve atıyüzzikir esaslar tekarrür ettirilmıştır .

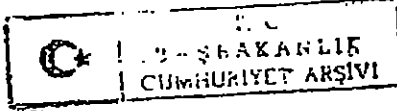
I- Muracaat edecek cemiyetlere menfaati Umumiyye hadim oldukları yolunda karar verilmesi ya hizmetlerini takdir veya teessüslerini teşvik sadedinde olmak lâzım gelir. Vakia Fransada bu hususta cari tatbikata göre menfaati Umumiyye hadim oldukları tasdik olunan Cemiyetler kabiliyeti hayatiyeleri müşahede edilmekle beraber deruhte ettikleri hidematı filiyat sahasında muvaffakiyetle inkışaf ettirenlere maksur bu gibi Cemiyetler hakkında böyle bir kararın ittihazı munhasıran bunların hizmet ve mesailerinin bir nişanei takdiri mahiyetinde ad edilmekte ise de memleketimizde ekseriya bu gibi Cemiyetler hükümetçe teşvik ve himayete mazhar olmadan teessüs edemedikleri gibi bunların filiyat vadisinde ilerileyebilmeleri de haklarında bazı mertebe yardımıda bulunmaya bağlı olduğundan burada mutlaka Fransa misaline ittiba zarurî ad edilmemiş ve henüz teşekkül eden ve fakat mevcudiyetlerinden Umumi istifadesi mütebakkık olan bazı Cemiyetlerin de Kanunların menafii Umumiyye hadim Cemiyetler için bahş ettiği bazı fevaide mazhariyetleri faydelli görülmüştür.

2 - Cemiyetler muamelâtını murakabe , doğrudan doğruya Dahiliye vekâletine ait olduğundan menfaati Umumiyye hadim olduklarının tasdikına dair Cemiyetler tarafından yapılacak muracaatlar evveleminde Vekâleti Müşarileyhaya tevciye olunmak icap eder

030 10

80 526 20 22

T. C.  
ŞURAYDEVLET  
Reisliği  
No.....



vekalet Cemiyetin faaliyette bulunduğu merkez Valiliğinin ve indeliktiza Cemiyetin gayesiyle alâkadar vekâletlerin mütalealarını aldıktan sora talebin ter vicini muvafık görmediği takdirde ret ve ya muvafık bulduğu halde esbabı mucibesıyla birlikte kendi mütaleasını Baş vekâlet makamına bildirir.

3 - Bir Cemiyetin menaffi Umumiyyeye hadim Cemiyetler arasına konması talebi, Hey'eti Umumiyelerince verilecek karara binaen vaki olmak icap eder .

4 - Şûrayı Devlete sevk olunacak dosya arasında aşağıdaki evrakın bulunması lâzımdır .

A - Cemiyet nizamnamei esasisinden 5 nüsha

B - Cemiyetin teşekkülünü müteakıp Cemiyetler Kanununun 6 ıncı maddesi mucibince yapması lâzım gelen ilânı havi gazete nüshası .

D - Cemiyetin Menaffi Umumiyyeye hizmet noktasından gayesi ve mesaisinin inkişafı hakkında muhtıra .

C - Cemiyetin merkezi ile şubeleri ve sair müesseseleri hakkında bir liste

Ç - Cemiyet Azasının adedi ve hissei nakdiyelerinin senelik yekünü

S - Son senei Maliye hesabı Pilânçosu

F - Menkul ve Gayri menkul eşya ve matlubat defteri

L - Menaffi Umumiyyeye hadim olduğunun tasdiki talebine me'zuniyet veren Umumî içtima zabıtnamesi

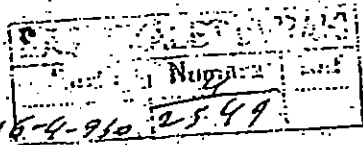
İşbu evrakın tetkiki neticesinde Şûrayı Devletçe Menaffi Umumiyyeye hadim Cemiyetler meyanına konmaları için Cemiyetin nizamnamede tadilât veya ilâvat icrasına ve ezcümle Cemiyetin bilmuvafaka veya nizamnamesine tevfiakan veya hükmen infisahı halinde emvalinin sureti taksimine müteferri ahkâmının tebdiline lüzum görüldüğü takdirde evvelemirde bu tadilât ve ilâvatan yapılması icap eder. Yukarıki ahkâmın badema tatbikatta düsturu hareket ittihaz edilmek üzere Dahiliye vekâletine tebliği hususuna müsaade Devletleri Hey'eti Umumiye kararıyle arz ve istirham olunur efendim .

Şûrayı Devlet. Reisi/

Kaj

Tahrirata  
16-4-1930

Reis



23

T. C.  
ŞURAYİDEVLET

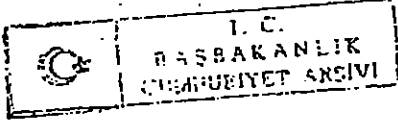
Mülkiye Dairesi

No 286

80/30

6213

Baş Vekâleti Celileye



Menafii Umumiyyeye hadim Cemiyetler arasında ithalleri hakkında müracaatta bulunan "Himayeyi eşgar" Cemiyetine ve Türk Hanımları Esirgeme Derneğine ait olup Dahiliye Vekâletinin 23/I/930 tarih ve 1636-66-239 ve 73 - 271 numaralı tezkereleriyle Şûrayı Devlete havale buyurulan evrak ile "Türk Halk Bilgisi" Derneğinden takdim olunup havale buyurulan evrak ve "Arı Kilmes hayvanlarını yetiştirme Cemiyeti" tarafından verilen istidaname Mülkiye Dairesinde okunarak - menafii Umumiyyeye hadim Cemiyetler meyanına ithallerini talep eden Cemiyetler hakkındaki Şûrayı Devlet tetkikatı için yapılması lâzım gelen esaslara dair Heyeti Umumiyece tanzim kılınan mazbata 15/4/930 tarih ve 3777 numara ile Makamı Devletlerine arzu takdim kılınmış olduğundan bu muamelatın ifasından sonra gönderilmesi için işbu evrakın (Vekâleti Müşarileyhaya) havale buyurulması hususuna müsaadei -- Devletleri Mülkiye Dairesi ifadesiyle arz olunur Efendim.

24/4/930

26

Ş. D. Reisi *RP*

*Reis*

Tahrirata

27-4-1930

ŞURAYİDEVLET	
No	İş No
27-4-30	2767-10

030	10			80	576	10
-----	----	--	--	----	-----	----

29

Türkiye ağaç kuruma Cemiyetinin menafii umumiyeye ha-  
dim cemiyetler meyanına ithali için bir cemiyette bulunması  
lâzım gelen evsaf ve şeraitin mezkûr cemiyette henüz inki-  
şaf etmemiş olduğuna dair evvelce Mülkiye Dairesince 5/4/931  
tarihinde ittihaz olunup Heyeti Umumiyece de tasvibe ikti-  
ran etmiş olan kararın alâhâdalarına tebliğ edilmesile Cemi-  
yet Riyasetinden bu hususa müteallik verilen bazı izahatı  
havi Dahiliye Vekâletinin Yüksek Başvekâletten muhavvel 9 ağ-  
stos 931 tarihli ve 3267/1586 numaralı tezkeresine melfuf  
arzuhal üzerine Mülkiye Dairesinin 3 teşrinievvel 931 tarih-  
li ve 2235/2704 numaralı mazbatasında serdolanun mütaleanın  
tetkiki sırasında cemiyetin umumî merkezinin mesaisi ile şu-  
belerinin faaliyeti hakkındaki vesaikin ve aşıcılığın tamini  
ve fidanlıkler tesisi gibi memlekette fermî usuller dairesin-  
de inkişafı şayanı temennî olan hususata dair neşrî tamim  
olunduğu bildirilen eserler görülüp tetkik edildikten sonra  
karar verilmesi münasip olacağı cinetle arzuhalde mevzuu bahs  
olan eserlerle 930 ve 931 senelerine ait bütçeler celp ve  
tetkik olundu. Cereyan eden müzakere neticesinde, Mülkiye Dai-  
resi Reisi Kithat Beyle Âzadan Süleyman Emin Paşa, Şefik, Ömer  
Lütfi ve Kemal Atif Beylerin bu cemiyetin henüz menafii unu-  
miyeye hadim cemiyetler arasına girebilecek derecede inkişaf  
etmemiş olduğundan kararı sabıkın tebdilile yeniden bir ka-  
rar ittihazına mahal olmadığı yolunda daire mazbatasında ser-  
dolanun mütalea ve noktai nazara müstenit reyî muhaliflerine  
karşı Maliye ve Hafia Dairesi Reisi Ali Rıza Beyin teklifleri  
veçhile faaliyet ve mesaisi itibarile inkişaf eylediği dit-  
tetkik anlaşılan mezkûr cemiyetin Menafii Umumiyece hadim

030	10			80	526	10
-----	----	--	--	----	-----	----

T. C.  
ŞURAYİDEVLET  
Hey'et umumiyesi



Cemiyeller arasına girmesinin muvafık bulunduğuna 24 kânunel  
931 tarihinde ekseriyetle karar verilmiştir .

Şurayidevlet ML. ve Nafia D. Tanzimat D. Daavi D. Mülkiye D.

Reisi

*[Signature]*

Aza

*[Signature]*

Aza  
Vasfi B.  
nasta

Aza

*[Signature]*

Reisi

*[Signature]*

Aza

*[Signature]*

Aza

*[Signature]*

Aza

*[Signature]*

Reisi

İ. Hakkı B.  
müzakerede  
bulunmadı

Aza

*[Signature]*

Aza

*[Signature]*

Aza

*[Signature]*

Reisi  
Saffet B.  
D.lerinde  
meşgul

Aza

*[Signature]*

Aza

*[Signature]*

Aza Umunî Kâtip

*[Signature]*

Reisi

*[Signature]*

Aza

*[Signature]*

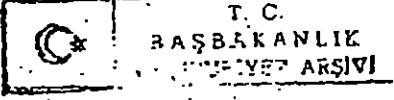
Aza

*[Signature]*

030 10

SURET

Dahiliye Vekaletine



Umumi merkezi Ankarada bulunan Türkiye Himayeli Eşcar Cemiyetinin maksat ve gayei teşekkülü halkta ağaç muhabbetini uyandırmak, genç dimağlarda ağaç sevgisinin esaslı bir surette yerleşmesini te'min etmek, memleketin muhtelif mahallerinde fidanlık tesisi suretiyle fenni usuller dahilinde fidan yetiştirerek ahaliye tevzi etmek ve ağaçtan mahrum olan minalikaların ağaçlandırılmasına çalışmak ve ağaç bakım bilgisinin arttırılmasını te'minden muktezi tedbirlere tevessül etmek olması ve bu suretle milli iktisadın bu sahadaki inkişafına ve halkın nef'ine hadim bulunması itibariyle mezkûr cemiyetin menafii umumiye hadim cemiyetler arasına sokulması muvafık olacağı mütalâasında bulunulduğunu ve mersül evrakın iadeten takdim kılındığını arzeylerim efendim.

Iktisat Vekili

Müstafa Şeref

Aslı gibidir .

*Mustafa Şeref*

030 10 80 526/10

3

157 22 22 1

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

T. C.

16/8/939

BİNGÖL VİLİYETİ

Mühimme Kalemi

Özü: 10

Özel No. 242

Genel No. 449

Eki 1

Elgö İsmail

C. H. P. Genel Sekreterliği	
26863	24 Ağustos 1939
	Eki: 1

Cumhuriyet Halk Partisi genel  
Sekreterliğine

24/7/939 tarih ve 12/1514 sayılı yazı kar-  
şılığıdır .

Vilâyet merkez belediyesiyle kazalar be-  
diyeleri 939 Bütçelerinin umum yekûnlariyle bu bütçe-  
lere Halkevi, hayır kurumları ve spor teşekkülleri için  
konulan yardım tahsisatlarını gösterir cetvelin ilişik  
olarak sunulduğunu arz ederim .

Bingöl Valisi

Saip Okay

*Saip Okay*

XII

24.8.939

*H. D.*

*Elgö İsmail*

*Elgö İsmail*

490	01			1677	29	1
-----	----	--	--	------	----	---

11466 26 1

C.H.P. PARTISI

Ankara :

9 K.Sani 1936

9  
5869

C.H.P. Başkanlığına

İ C E L

20.12.1936 tarihli ve 9/542 sayılı yazınız cevabıdır.  
Esnaf cemiyetlerini kontrol için bir mu-  
rakiplik teşkil hakkında gösterilen lüzumun yerin-  
de olduğunu anlayabilmek için 20.12.1936 tarihli ve  
9/5864 sayılı yazı ile istenilen belgelerin gönde-  
rilmesi ve muhakim tahsisatının ticaret odası  
bürosüne sunulması hususlarında olup olmadığının bil-  
dirilmesi lâzımdır.

Saygılarımla

C.H.P. Genel Sekreteri Adına  
Giresun Saylavı

Sidene istendi  
Gün / / 93

9 K.Sani 1936

490 01 11466 26 1



619

Müfettiş Beyfendilere .

(9)

( Tamim )

*olunan*

Mihren tadil ve tasdiki âliye iktiran eden Esnaf Cemiyetleri talimatnamesinin 2, 3, 4, 7, 12, inci maddeleri Suretini berayı malûmat leffen takdim ediyorum .  
Esnaf Cemiyetlerine tefrik ve intihap edilecek zevatın Fırkamız Namzetlerinden olmalarına ~~husus~~ ve intihaplarının teminine himmet buyrulmasını rica ve bilvesile teyidi hürmet eylerim Efendim .

*J-5-VI-930*

*07-6-930*

1	4	1			10	067
---	---	---	--	--	----	-----

## Eski Şekil

## Yeni Şekil

## Madde: 2

Esnafın her biri ayrı ayrı bir cemiyet tesis edebilir .

## Madde: 2

Esnafın her biri ayrı ayrı bir cemiyet tesis edebilir . Azasının azlığı dolayısıyla ayrı bir cemiyet tesis edemeyen esnaf mıntaka ticaret ve ya iktisat müdürlüklerinin kararile alâka ve münasebeti olan diğer <sup>bir cemiyete</sup> ilhak olunabilecekleri gibi keza meslek cihetinden alâka ve münasebeti olan muhtelif esnafında müşterek bir cemiyet tesisine de müsaade edilebilir .

## Madde: 3

Esnaf cemiyetlerinin ticaret ve sanayi Odası bulunan yerlerde odalarca ticaret ve sanayi Odası bulunmayan mahallerde Belediyelerce mukayyet ve muayyen bir içtimagâhı olacaktır .

## Madde: 3

Esnaf cemiyetlerinin ticaret ve sanayi Odası bulunan yerlerde Odalarca ticaret ve sanayi Odası bulunmayan mahallerde Belediyelerce mukayyet ve muayyen bir içtimagâhı olacaktır . Bütün esnaf mensup oldukları cemiyetlere kaydolunmağa ve senelik hüviyet varakasını almağa mecburdurlar .

## Madde: 4

Esnaf cemiyeti esnafının kesreti adedine göre altıdan on ikiye kadar fahrî azadan terekkip eder .

## Madde: 4

Esnaf cemiyeti esnafının kesreti adedine göre altıdan on ikiye kadar fahrî azadan terekkip eder . Her Cemiyetin İktisat Vekâletince mansup bir umumî kâtibi bulunacaktır . Umumî kâtiplere cemiyetin malî istitaatına göre keza Vekâletçe taktir olunacak miktarda ücret verilir .

Umumî kâtipler Hükümet ile cemiyet arasında vasıtaî irtibattırlar .

490	01								
-----	----	--	--	--	--	--	--	--	--

Madde: 7

Cemiyetinin umuru tahririye ve hesabiyesini ve atide beyan edilen vezafini ifa için bir kâtabi olacaktır .

Madde: 7

Cemiyetler malî istitaatları dairesinde ve uhtelerindeki vezafin icap ettirdiği miktarda memur istihdam ederler . Memur kadroları muntaka ticaret ve ya iktisat müdürlüklerince, bulunmayan mahallerde ticaret Odalarında ve Oda bulunmayan mahallerde Belediyelerce tasdik edilecektir .

Madde: 12

Cemiyetin ve intihap olunarak reisin masarifi zaruriyesine mukabil esnaf cemiyetinin vereceği karar ile esnaf tarafından musayyen ve cüz'î bir meblag ita edilecek ve bu mebalığın miktarı ticaret ve iktisat müdürlü bulunmayan yerlerde ticaret ve sanayi Odası, ticaret ve sanayi Odası bulunmayan mahallerde devairi Belediyece musaddak olacaktır. Musaddak miktardan fazla hiç bir nam ile para toplanmayacak ve buna cüz'et edenler hakkında kanunu cesa ahkâma derhal tatbik edilecektir .

Madde: 12

Cemiyetlerin varidat ve masarifi havi bir bütçesi bulunur . Bütçeler muntaka müdürlüleri bulunmayan mahallerde ticaret Odaları ve Oda bulunmayan mahallerde Belediyeler tarafından tasdik edilerek bir sureti iktisat vekâletine gönderilir. Vekâlet bu bütçelerde tadilat icrasına salâhiyettardır . Bütçelerin varidatı esnafın her sene vereceği cüz'î miktarda aidattan ibarettir . Bu mebalığın miktarı cemiyet heyeti umumiyesi tarafından tayin olunur . Bunun haricinde her ne nam ile olursa olsun para toplanması memurdur .

490 01 1 4 1

## CÜMHURİYET HALK FIRKASI

KÂTİBİ UMUMİLİĞİ

1637

ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Müfettiş Beylere .

mükerrer (148)

Türkiye İdman Cemiyetleri İttifaklarının Fırkamıza olan Alâka ve Rabitasını daha kavi Bağlara Raptı ve teşkilâtta matlup olan mesai intizamının ve inzibatın lâyıkı vechile elde edilmesi maksadile Teşkilât nizamnamesinin tadiline lüzum gösterilmiş ve bu maksatla İstanbulda Mütchassisları tarafından Proje halinde ihzar edilen Müsvedde leffen takdim kılınmıştır .

Kâtibiumumiliğin celbedeceği Mütchassislarla birlikte atiyen yapacağı tadilat hakkı mahfuz kalmak şartile işbu Müsveddenin Muntikanız dahilindeki Spor Muntikalarına tevdi ile Mutelealarının Nihayet Teşrinisani Nihayetinde Fırka Kâtibiumumiliğinde bulunmak üzere ahz ve irsaline himmet buyurulmasını bilhassa Reca ve bilvesile Teyidi Hürmet eylerim Efendim .

14-11-929

1	Ankara	4 + 9 = 13
2	Samsun	3
3	Erzurum	3
4	Adana	3
8	Konya	3
11	Bursa	3
12	İstanbul	4
		<hr/>
		23 + 9 = 32

14-11-929

Aslı Spor dosyasında  
14-10-929  
1637

400 01 1 3 13

152

Muhterem efendim

Mübeccel Reisimiz Gazi hazretlerinin himayeleri altında olarak milli iktisat ve tasarruf cemiyeti merkezi ve umumî merkez heyeti Ankarada olmak üzere teşekül itdi.

Bir müşahı İeffen takdim olunan nizamnamesi Türkiye belediyelerinin cümlesine gönderilmiştir.

Âza yazdırtmak ve mesailerine germi ve vusat vermek suretile cemiyetin gayelerinin temini hususunda bilumam fırka mutemetlerine talimatı mukteziyye verilmesini vatan menfaati namına rica ile hürmetlerimi teyit eylerim efendim.

Millî İktisat ve Tasarruf cemiyeti Reisi

T B M M Reisi

9. kâğıt

1882

3	01			1	3	16
---	----	--	--	---	---	----



MİLLÎ İKTİSAT VE TASARRUF  
CEMİYETİ

152

Umumi Merkezi : Ankara  
Telgraf Adresi : MIT  
Telefon : \_\_\_\_\_

Ankara: 24/12/1929

Nº: 62

Müessisler

Kâzım Paşa Hazretleri:  
Balıkesir Mebusu  
ve Büyük Millet  
Meclisi Reisi  
Hasan Bey: Trabzon Me-  
busu ve Büyük Mil-  
let Meclisi Reis  
Vekili  
Yueuf Kemal Bey: Sinop  
Mebusu  
Saffet Bey: Erzincan Me-  
busu  
Mahmut Bey: Siirt Mebusu  
Celal Bey: İzmir Mebusu  
ve İş Bankası U-  
mumi Müdürü  
Dr. Fuat Bey: Kırklareli  
Mebusu ve Himayet  
Etfal Reisi  
Rahmi Bey: İzmir Mebusu  
Reşit Saffet Bey: Koca-  
eli Mebusu  
Besim Atalay Bey: Akse-  
ray Mebusu  
Şükrü Bey: Ziraat Ban-  
kası Umumi Müdürü  
Yakki Saffet Bey: Emlâk  
ve Eytam Bankası  
Umumi Müdürü

Cumhuriyet Halk Fırkası umumi  
katipliğine

Reisicumhur Gazi Mustafa Kemal Hazretlerinin Yüksek  
Himayetleri altında Millî İktisat ve Tasarruf Cemiyeti teşek-  
kül etmiştir . Nizamnamelerinden on adedini takdim ediyorum.  
Cemiyetin maksat ve gayelerinin bütün Milletçe benim-  
senmesi ve hükümlerinin bir iman halinde yaşamasını; her va-  
tanî ve millî hizmette ön ayak olan fırkamızın bu çok hayır-  
lı hizmetdede kıymetli faaliyet ve müzaharetille mümkün ola-  
cağından lutf ve himmetlerini rica ve hürmetlerimi arzyle-  
rim efendim .

Millî İktisat ve Tasarruf  
Cemiyeti umumi katibi

*M. Rahmi*

C. H. F.
Millî İktisat ve Tasarruf Cemiyeti
24. KAN. EV. 1929
1882 / 10

430	01				1	3.16
-----	----	--	--	--	---	------

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
OSMANLI ARŞİVİ

158

Tamim

2184

20/11/930

Müfettiş Beyefendilere

Millî İktisat ve tasarruf cemiyetine Fırkamızın bütün teşkilat ve kuvvete müzaheret ve aza kaydına delâlet etmesini bubapta evelce takdimetmiş olduğum ricanamelerde arz etmiştim. Bu millî teşekküle mümkün olduğu kadar fazla aza kaydı matlûp ve mültezem olduğundan Fırkamızın bubaptaki mesai ve teşebbüsatin arttırılmasını tekrar rica edeceğim; Aza kaydında bilhassa Nahiye Mahalle Ocaklarının alâkadarolarak kimler aza olacaksa bunları bittabi kendi rizalarile tesbitetmeleri ve kayıt muamelesini birânevel intaç ederek beyannamelerini şubeye vermekte bizzat faal olmaları muamelenin tesriine bittabi pek çok yardımcı eder. Ancak kaydiye Parasının ahzükabzı bittabi cemiyet şubelerine aittir. Herhalde aza kayda muamelesinin bir, birbucuk ay zarfında intacı hususunda himmet ve gayret sarfo-lunmasının igabedenlere iblâğını rica ve bilvesile teyidi hürmet eylerim Ef.

Yazıldı  
3922/20

490	01			1	
-----	----	--	--	---	--





آقرد  
جو چوق سراي  
1928 / 1 / 7

127



توكيب

حاجی اظفار خان خانی

مرکز عمومی

اوارق شعبه سی

عدد  
95

FIRKA KATIBI UMUMISI

MUHTEREM SAFVET BEY

K F E N D I Y E

Cemiyetimiz şubelerinin Kânuni sani, ve merkezleri-  
nin de Mart ayı zarfında kongreolar ekit eykerek heyeti idarek  
lerini intihap eyleseler nizamnamemiz cumlesinden bulunmaktadır.

Intihap edilecek zevatin isimleri firkanız müst-  
tiğleri tarafından gösterilecek olan heyeti idare nazetlerinin  
bayır işlerinde çalışa bilecek ve cemiyetimizin yüksek bir mefkure  
ile mütchassis olan shhiyetlerle mütemadi ve yaratıcı bir feali-  
yete lûsum gösteren gayesine vakit ve gayret hasr eyleye bile-  
cek veraiti hais zevat arasından seçilmesine hizmet buyurulmasının  
tamamen tevsiyesini risa ve hürzetlerimi taktim eylesin Efendim,

R e i s D o k t o r

*Handwritten signature and number: 8-1-958*

490	01				1	2	8
-----	----	--	--	--	---	---	---

8-1-1929  
62

490/01

1052/14/2

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ  
24.4.1933

Son maruzat tarihinden  
bugüne kadar geçen zaman  
zarfında:

Yunanistanla ticaret, istandard  
ve Odalar ve Borsalar kanununda yapıl-  
ması lüzumlu görülen tadilatın ihzar ve  
münakaşası ile uğraşmıştır.

Mühim ve irgat edilmem müsterhan  
bir mesele:

1) Esnaf teşkilatını Ticaret Odaları ayırmak istiyoruz.  
mevcut iki fikir şudur:

a.- Bir çok memleketlerde olduğu gibi, mühim  
bir taazzuv halini alacak olan "Türkiye Dış Ticareti Milli  
Ofisi" ve kıs: ismile "Türkişofis" e köprü-Orta-Orta  
nif diye bir şube ilave ve "Ofis" kanununa bu sınıfların  
mesleki ihtiyaç ve inkışflarının temini gayeli: sekavi,  
mantakavi ve Milli birlikler halinde teşkilatlı hale gelme-  
lerini teklif, inşaf ve teşkil eder" gibi bir maddede ilave  
olmaz ya bu suretle kanuni müeyyidesini vücade getirerek  
bilhare yer yer Fırka direktif ve t. limatı dahilinde bu  
teşekkülleri vücade getirmek.

Bu suretle daha elatiki bir  
kütret elde ediliş olacağı fikri var.

b.- 50 den fazla esnaf tabirine dahil mesai  
erbabını hain yerlerde bir mahalli esnaf cemiyeti teşkilii  
ve bağlarına İktisat Mektebinde seçilecek bir Hukuki Katip  
getirilmesi fikri var. Bunları hain elde teşekkül ettikten  
sonra mantakavi ve milli birlikler halini de alabilecekler-  
dir.

Meselenin siyasi ve iktisadi cepheden mütalekesinde  
bu meseleyle ilgili olarak bazı teşekküller itibarile İtalya  
da vaziyetin bulasaten şu olduğu malumdur:

- a) vatandaşlar müstahsil ve gayri müstahsil diye  
diye iki büyük guruba ayrılıyor. Müstahsiller asıl  
b) Müstahsiller: 1) İş verenler yani patronlar 2)  
İş görenler 3) Hem iş veren hem iş gören vaziyet  
te olanlar olmak üzere üçe ayrılıyor.  
c) Bunlar, hem iş veren hem iş gören kısımlar itiba-  
rile: 1) Ticaret 2) Sanayi 3) Tiraat 4) Para ve ne-  
bir ve köl sularında nakliyat 5) Deniz ve hava

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ 2

6) Assurance' ve Crédit' diye 6 sa  
İş veren ve 6 sa ingranları temin eden Birlik  
Sédération' ve confédération' lara ayrılıyor ve  
bunlara serbest meslek erbabına temin eden 1,  
İnce bir Birlik confédération' da bulunuyor.  
Mesle ve patron confédération' a birleşmiş ve  
Milli Corporation' adını alıyor.

Hittabi hedef bir Corporation'a  
kavimci olmak değil, Ticaret Odaları dışında kala-  
cak mesleki erbabını da mesleği inkişaf ve müşterek  
ihtiyaçlar ve haysinin devrinde birleşen ve ahenk  
kaviminde toplanıyor.

Bu bapteki layiha hakkındaki kat'î kara-  
ra varine biraaktım, icap ederse dha ziyade tecil de  
tabii mümkündür.

Notice:

1) Birinci sahifede a fıkrasındaki lastikli  
ve Firkanın istediği gibi tatbik ve inkişaf ettireceği  
şeklini tesbit edelim.

2) Yoksa aynı sahifede b fıkrasındaki 50  
den fazla esnafı havi mahallerde bulun. rız Bir Birlik  
teşkilatı ve kışkırtan birimler esnafı havi  
mahallerde Birliklerin teşkilatı ve kışkırtan birimler  
Birlikleri de vücutte getirilmeye çalışılacağı esnasında

Eğer bu kararlar mevzuatla bitirilmelerden  
önceki muhbir görüşmelerinin rız suretile vakitlerini  
işlerden ictah edilecektir.

Esnaf ve işçi cemiyetleri kanunu

Projesi:

Mes'ul katip vasıtasıyla mahallin Belediyesi besinci madde mu-

Madde 1.- Kazanları ancak maaşlerini temine

kifayet edecek kadar az olan (küçük tacirler) ve (es-

leği, sermayesinden ziyade san'atine ait ihtisası ile

vücudünün çalışmasına istinat eden küçük san'atkarlar)

ve (bizzat veya kendi veya başkalarının nakil vasıta-

larile nakliyecilik yapan küçük nakliyeciler) esnaf

umumî namı altında birleştirilerek bunların ve aile-

umun işçilerin mesleki teşekküllerine ait hükümler bu

kanunda gösterilmiştir.

Madde 2.- Muhtelif sınıflardan olan esnaf ve

işçilerin adedi elliyi geçen şehirlerde birer esnaf

ve işçi cemiyeti teşkil olunacaktır. Esnaf ve işçile-

rin adedi daha fazla olan şehirlerde her esnaf veya

işçilerin ayrı birer cemiyet teşkil etmesi kabil ol-

duğu gibi bir kısmının birleşerek bir cemiyet halin-

de teşekkül etmeleri de caizdir. Esnaf ve işçileri

ayrı ayrı cemiyetler teşkil eden şehirlerde bu cemi-

yeterin bir federasyon teşkilâtı olacaktır.

Madde 3.- Esnaf ve işçi cemiyeti teşkili icap

eden yerlerde o mahallin Belediyesi besinci madde mu-

cibince tayin olunacak mes'ul katip vasıtasıyla cemi-

yeti teşkile mecburdur.

Madde 4.- Esnaf ve işçi cemiyetleri İktisat Ve

kâletinin daimi mürakabesine tabi olup vekalet bu

mürakabeyi sırasile Mintaka Ticaret ve İktisat Müdür-

Küçük ziraat  
çiler, bahçıvan  
ve çiçekçiler?

51 esnaf olur  
nasıl olur?

Mesul katip için  
Hükümetin tes-  
misleri!

leri ve mes'ul kâtipler vasıtasile yaptıracaktır.

Madde 5.- Esnaf ve işçi cemiyetleri İktisat Vekâletine merbut bir mes'ul kâtibî bulunacaktır. Mes'ul kâtipler cemiyetlerin bütün işlerini çevir-meğe memur oldukları gibi cemiyet nezdinde Hükümetin mürakibidirler. Ve Cemiyetlerin bütün işlerinden dolayı Hükümete karşı mes'uldürler.

Madde 6.- Esnaf ve işçi cemiyetlerinin icabına göre besten ona kadar azâdan mürekkep birer idare hey'etleri olacaktır. Bu hey'etlerin müddeti iki sene olup müddetlerinin bitmesini müteakip Ticaret ve İktisat Müdürü olan mahallerde bu Müdürlerin diğer mahallerde mes'ul kâtibin mürakabesi altında Cemiyet efradı tarafından idare Hey'eti intihapla tecdit olunur.

Madde 7.- Birinci maddede sayılan esnaf ve işçilerin kurulmuş olan cemiyetlerine yazılmaları mecburi olup Cemiyete girmemekte ısrar edenler/Kazalarda Belediyelerce ve Ticaret ve İktisat Müdürü olan yerlerde bu Müdürlükler tarafından icrayı san'atten men' kararı ittihaz olunur. Bu karar mahallin en büyük Mülkiye Âmiri tarafından polis ve jandarma vasıtasile infaz edilir. Şu kadar ki bu memnuiyet esnaf veya işçinin yazılmak için müracaatı anında kendiliğinden zail olun. Cemiyetine kayıtlı olduğuna dair hüviyet varakası göstermiyen esnaf ve işçilerin Hükümet ve Belediyeb Dairelerince işleri görülmez.

Madde 8.- Esnaf ve işçi cemiyetlerinin masrafları asgarî bir miktarı geçmiyecek ve bu masrafa karşılık olmak üzere esnaf ve işçilerden sınıflarına göre cüz'î miktar senelik ücret alınacaktır. Bu miktar Kazalarda her şahıs için senede elli kuruştan

başlayacak ve bir suretle üç lirayı geçmeyecektir. Kazancı en aşağı geçimini bile tamamen temine kâfi gelmeyen esnaf ve işçiler Cemiyetlerine ücretsiz kaydolunacaklardır.

Madde 9.- Esnaf ve işçi cemiyetlerinin vazifesi: Efradının umumî surette seviyesini yükseltmek, zümrevî ve ferdî menfaatlerini korumak, mesleklerinin inkişafına yarayacak tedbirler almak, esnaf ve işçiler arasında mütakabil muaveneti temin etmek ve bedeni sıhhatlerini takip ve muhafazasına karışmaktır.

Madde 10.- Esnaf ve işçi Cemiyetlerinin vazifelerini ifa ve teşkilatını icra hususunda tabi olacakları hükümleri göstermek üzere işbu kanunun tatbik suretini mübeyyin bir nizamname tenzim olunacağı gibi her cemiyetin merbut oldukları Ticaret veya İktisat Müdürlüklerince tasdikli bir de dahili talimatnamesi olacaktır.

Madde 11.- Bu kanunun hükümlerinin icrasına İktisat ve Dahiliye Vekilleri memurdur.



Umumi No. 59394  
Hususi No. 1760

# Beyanname

Ticaret ve Sanayi odaları kanununun 135,136 ncı maddelerile 21-9-341 günlü heyeti vekile kararname üzerine teşekkül eden esnaf ve işçi cemiyetlerinin şekil ve idarelerinde bazı aksaklıklar görülmüştür. Sıhhi, ictimai ve iktisadi gayeler üzerine teşekkül etmiş olan bu cemiyetleri daha canlı ve memlekete daha faydalı bir vaziyete sokabilmesi için her sınıf müessesede çalışan bütün esnaf ve işçiler aşağıda gösterilen kanuni ahkâma tamamen riayet etmeleri aksi takdirde haklarında ceza kanununun 526 ncı maddesine göre kanuni takibat yapılacağını ehemmiyetle bildiririm.

1 - Gerek ticaret ve sanayi odaları kanununun 135 ve 136 ncı maddeleri ve gerek 21-9-341 tarihli heyeti vekile kararnameinin üçüncü maddesi (Bilûmum efradın mensup oldukları cemiyete kayıt olunmaya ve senelik hüviyet cüzdanlarını almaya) mecbur kalmakla beraber talimatnamenin ikinci maddesi de (Henüz cemiyeti teşekkül etmemiş bütün esnaf ve işçilerin münasebetleri bulunan cemiyetlere karıştırılır) yolundaki kayıt ve hükümler karşısında bütün esnaf ve işçinin mensup oldukları cemiyetlere kayıt ve hüviyet cüzdanı almak mecburiyetindedirler.

Kararnamein 12 ncı maddesine göre efradın cemiyetlere karşı müteahhit buldukları vazifeleri ifa etmeyenler hakkında kanuni icabat yapılacaktır.

2 - Bütün sınaî, ticarî müesseselerde atelye ve mağaza ve dükkanlarda çalışmakta olan her sınıf işçi ve çırakların mensup oldukları cemiyetlere kaydettirilmesi ve 1-1-935 tarihinden 1-3-935 tarihine kadar tekrar gazetelerle ilân edilecek birlikler sırası veçhile işbu müddet içerisinde yeni hüviyet cüzdanı almaları mecburi olup aksi takdirde cemiyetler umumi kâtipleri tarafından verilecek raporlar üzerinde müessese ve ticarethane sahipleri hakkında kanuni, müeyyidelere göre ceza tertib olunacaktır.

3 - Cemiyetlere kaydedilen müessese ve ticarethanelerdeki işçilerin taahhütlerine göre verecekleri aidatları mensup oldukları müessese ve ticarethaneler tarafından yevmiye veyahut aylıklardan kesilerek makbuz mukabili cemiyetlerin selâhiyettar memurlarına teslim edilmesi icabeder.

4 - Cemiyetlere kayıt için müracaat eden her işçinin yeni hüviyet cüzdanına yazılacak hususatin derece sıhhatinin devlet yasalarıyla tevsiği zaruridir.

5 - Cemiyetler heyeti umumiyesince kabul ve hükümetçe tasdik edilen cemiyetler nizamnamei dahilisi cemiyetler kanununun mütemmimi olması itibarile efradının buna tamamen riayetkâr olması mecburidir. Mevzuat icabatının tamamen tatbik edilmesi işi polis ve belediye zabıtasınca da ehemmiyetle takip olunacaktır.

6 - Henüz cemiyeti teşekkül etmemiş esnaf ve işçilerin mesleki irtibatları dolayısıyla aşağıdaki cetvele müracaat etmeleri lâzımgelceği sarahaten bildirilmiştir

Bütün esnaf ve işçilerin mevzuatımızın tayin ettiği gaye ve hedefe doğru yükselmeleri için tesbit edilen yukarıdaki maddelerin alâkadarlarca ehemmiyetle tatbik edilmesini dilerim

Aslı gibidir.

Izmir Valisi  
Kâzım Dirik

## Mevcut birlikler ve bunlara ilhak edilen kısımlar

Her kısım halkın hangi cemiyetlere kayıt edileceğini gösteren liste :

1 - Sipahi pazarı, müzayede bedesteni federesi:

Cambazlar ve tellâlları, eski ve yeni batpazarındaki bütün esnaf ve müstahdemleri tellâllar, seyyar eski alanlar, müzayede salonları müstahdem ve işçileri.

490 01 1462 62 2

9  
15485

İşler: 5

S. Sami Aca

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Bülge

Ulusal ekonomi ve endüstrinin günden güne gelişmesi sonucu olarak yurdumuzda işçi kümeleri artmaktadır . Diğer taraftan esnaf dediğimiz kütle de eskidenberi şehir ve kasabalarımızda önemli bir kütle halindedirler . Bunların sağlık ve sosyal yardım bakımından ihtiyaçlarını düşünüp iş ve yaşayış şartlarını düzeltmek yükümü karşısındayız .

Partinin dördüncü Büyük Kurultayının onayladığı Parti programı Türk işçi ve esnafının hayat ve haklarıyla ilgilenmeyi ve bunları teşkilâtlandırıp ulusal kuram için faydalı bir kuvvet haline getirmeyi kabul etmiştir . Partinin prensiplerine göre yurdumuzun iş sahasında ne grev ve ne de lukavta yer verilmeyecek ve işçi ile iş sahipleri arasındaki anlaşmazlıklar uzlaştırma yolundan halledilecektir . Kamutayımızda müzakere edilmekte olan iş kanunumuz bu esasa göre hazırlanmış ve şimdilik işçiyi himaye eden sigortalardan yalnız kaza sigortasının kurulması kabul edilmiştir .

Yurdumuzda günden güne önemi artmakta olan işçi ve esnaf işlerine düzen verileceği sırada durumları bakımından bizim için enteresan olan , yabancı memleketlerde bu işlerin nasıl çevrildiğini bir kere daha gözden geçirmeyi lüzumlu bir iş bulduk . Bütün ilgilili Elçiliklerimizde soruyoruz . Sizin de kıymetli etüt-

Kayıtlı  
200

480.01 / 1445.25.1

120



CUMHURİYET HALK FIRKASI  
KATİBİ MÜMÜLLÜĞÜ

BAŞVURU ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
GENELİ YAZI

lerinizden faydalanmak ihtiyacındayız . Öğrenmek istediğimiz  
başlıca noktalar bu mektuba bağlı kâğıtta yazalıdır . İşimizi ko-  
laylaştıracağını umut ettiğimiz kıymetli cevaplarınızı esirgememe-  
nizi dileyerek candan saygılarımı sunarım

C.H.P. Genel Sekreteri  
Kütahya Saylavı

Karşılığı geldi  
Sayı: 15531

15537

Görsel Kaydedildi / 113

## ESNAF TEŞEKKÜLLERİ

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİNİ

- 1.- Esnafın cemiyet kurumları için kanunî hükümler nelerdir ?
  - A) Bir şehir ve kasabada çalışan esnafın her biri ayrı ayrı cemiyet kurmak için kanunun aradığı şartlar nedir . Şartlar tamam olduğu takdirde cemiyet kurmak kanunen mecburidir ( kısaca izah )
  - B) Bir şehir ve kasabada mevcut esnaf cemiyetlerini bir araya toplayan • şehir ve kasabaya mahsus bir esnaf birliği vücuda getirilmesi için kanunî mecburiyetler var mıdır ?
  - C) Bütün memleketin her tarafında kurulmuş olan her türlü esnaf cemiyetlerinin bağlı buldukları umumî bir birlik var mıdır , ve bunun için kanunî hükümler nasıldır ?
- 2.- Esnafın sağlık ve içtimâî yardım bakımından ayrıca teşkilât-ları var mıdır ?
- 3.- Esnaf için kanunî sigortalar mevcut olduğu takdirde esnaf ce-miyetleri, birlikleri ve Umumî Birlik bilhassa ne gibi işler-le uğraşırlar , bunların her birinin kongreleri ne nisbette âzanın iştirakile ne kadar müddet zarfında toplanmaktadır .
- 4.- Esnaf cemiyetlerinin, Birliklerinin ve Umumî Birliğin gelir-leri nasıl toplanır ve başlıca masraf kalemleri nelerdir ?
- 5.- Memleketteki muhtelif esnaf teşekküllerinin birlik ve umumî birlik halinde merkezlere bağlanmalarında intihap ve temsil sistemleri nasıldır ( kısaca izah )  
Hükümetin bu işler üzerinde müdahalesi veya nezareti ne tarzdadır ?
- 6.- Esnaf cemiyetlerinin , bir adamın esnaflığını kabul etmesi on-lara ehliyetname vermesi yolunda salâhiyetleri var mıdır bu ehliyetnameler Hükümetçe kabul ediliyor mu ?
- 7.- Esnaf cemiyetlerine kaydedilmeyen esnaf ne muamele görür , san'atı yapmaktan men edilir mi ? Esnaf cemiyetleri kendisine kayıtlı olan esnaftan her hangi birini bazı ahvalde cemiyet-ten çıkarmak ve san'attan menetmek salâhiyetine malik midirler ?

MK.

İŞÇİ TEŞEKKÜLLERİ

1.- İşçilerin cemiyet teşkil etmeleri hangi şartlara bağlıdır Bunların cemiyet kurmaları mecburi mi , ihtiyari midir ? Her iki halde cemiyete girmeyenler hakkında yapılan muamele nedir ?

2.- Bir şehir ve kasabada muhtelif iş sahasının muhtelif cemiyetleri o şehir ve kasabaya mahsus bir işçiler birliği vücuda getirmek ve bu birliklerden bütün memleket için umumî bir birlik yapmak hususunda kanunî hüküm ve mecburiyetler nelerdir ?

3.- Her nevi sigortaların kurulmuş olduğu yerlerde bu cemiyet , birlik ve umumî birliklerin başlıca meşguliyetleri nelerdir ve bu teşekküllerin gelirleri ne nisbetlerde nasıl toplanır ?

4.- Bu teşekküllerin kendi aralarında sağlık ve iktisadî yardım bakımından ayrıca aldıkları tedbirler var ise nelerdir ?

5.- Memleketteki işçi teşekküllerinin birlik ve Umumî Birlik halinde merkezlere bağlanmalarında intihap ve temsil sistemleri nasıldır ? (Kısaca izah)

ESNAF VE İŞÇİ TEŞEKKÜLLERİNİN SİYASAL  
PARTİLERLE MÜNASEBETLERİ

1.- Hükümet Partilerinin her şehir ve kasabadaki en küçük işçi ve esnaf teşekküllerinden başlayarak her şehrin birliklerini ve umumî birliği kendilerine bağlamak için takip ettikleri yollar ve usuller nedir ?

2.- İşçilerin , esnafın ayrı ayrı Partiye kaydettirilmeleri yolunda bir temayül mevcut mudur ?

3.- İşçilerin toplu bir halde oturdukları mahallelerde Parti ocakları açılmakta mıdır ?

4.- İşçi ve esnaf Cemiyeti , birlik ve umumî birlik kongrelerinden Parti prensiplerine uygun kararlar ve neticeler elde etmek için hangi yoldan çalışılmakta ve ne gibi vasıtalarla müracaat edilmektedir ?

Türkiye Cumhuriyeti  
Roma Büyükle Elçiliđi

71169/277.

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĐÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Leffi : 1 fakım .

Roma , 21 Kânunıevvel 1935

C. H. P. C. : 5-4-1935

Günüm : 8 K.Sani 1936

Sayı : 6453 | Fakı : 8

İđci ve esnaf hakkındaki kanunlar  
ve teğekküllere dair .

Cumhuriyet Halk Fırkası Umum Kâtibliğine

27 Haziran 1935 tarihli ve 9/15485 nümerolu tahrirat cevabıdır :  
İtalya'da işci ve esnafa ait kanunlar ile işci ve esnaf teğekkülleri  
hakkında alâkadar makamlardan alınan malûmat , yüksek makamınızca öğrenil-  
mek istenilen her noktaya cevap verilmek suretile ilişik kaâtda taktim  
kılınmıştır .

Esnaf Federasyonunun meşgul olduğu hususlara mütedair olup merbut  
kaâtta adı geçen 16 Ağustos 1934 tarihli dekrenin tedarikine tevessül  
edilmiş olup ayrıca arz olunacaktır .

in derin  
Hilvesile saygılarımı sunarım .

3kt

Roma Büyükle Elçisi

*Hüseyin Nazım Baydemir*

IX 9.I.1936  
M. A.

TÜRKİYE CÜMHURİYETİ  
BELGRAD ELÇİLİĞİ

Belgrad, 23 Kân.evvel 1935

No : 12.470

Öz

Amele teşkilâtı hakkındaki  
nizâmmamelere dair

Lef : 2

30 K. Evvel 1935	
Sayı: 15547	Kitap: 2

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Memleketimizde her gün adedi artmakta olan işçi kümelerinin bir intizam altına alınması ve bunların sağlık ve sosyal yardım bakımından ihtiyaçlarının temini hakkında yüksek partinin kıymetli mesâisi şayanı şükrandır. Bununla Yugoslavya'da mevcut kanunî mevzuatın bildirilmesi hakkındaki tahrirâtı Devletleri Bled'de olduğum bir sırada gelmiş ve Kaçılaryaya tarafından sehven muamelesi itmam edilmiş evrak meyanına konulmuş olduğundan cevabı bu güne kadar teahhur etmiştir. 19/XI/935 tarihli tekidin vürudu üzerine mezkûr tahrirat buldurulmuş ve bu hususta Yugoslavya'da en fazla salâhiyet sahibi amele kamarası umumî kâtibi M. Topaloviç'den muktazî izahat istenmiştir. Ahiren vürud eden bu malûmatı tahrirâtı Devletlerindeki sıra nûmerosunu takiben berveçhizir

Cumhuriyet Halk Partisi Genel Sökreteri

Kütahya Saylavı

Sayın Bay Receb Peker'e

490	01			1445	25	1
-----	----	--	--	------	----	---

175

Prag, 9 Sonkanun 1936.

No: 8/1936.

ilişigi: takım

C. H. P. Genel Sekreteri Şi
Günleşme: 9 Şubat 1936
Sayı: 6456

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

27 Haziran 1935 tarihli ve 9/15485 sayılı yazıları karşılığıdır:

Çekoslovakya'da meri kanun ve talimatnameler hükümlerine göre esnafa ait suallerin cevaplarını ilişik yazıda arz ediyorum. İşçiler hakkındaki kısmın hazırlanması ile meşgulüz. Ancak bu meseleler 2000 sahifaya yakın kanunî müdevvenatın tetkikini istilzam ediyor. Bu kanun ve talimatnameler geçceden başka bir dilde yazılı olmadığından evvela Elçilik tercümanının her mesele hakkında uzun boylu meşgul olması, sonra da vücuda gelen fransızca tercüme-ler üzerinde bizim tetkikata girişmemiz ve alakadar makamlardan, şifahi görüşmelerle, tahkikatta bulunmamız icap etmektedir. Bu vaziyetin arzı cevabımızın bütün arzumuza rağmen maatteessüf neden geçikmiş olduğunu izaha kâfidir.

En derin saygılarımın kabulünü dilerim.

IX

17.2.1936  
M. A.

İ ş g ü d e r

Vay: Mentis

Sayın

Bay R. Peker

Kütahya Saylavı ve C.H.P. Genel Sekreteri

A n k a r a

145

Cumhuriyet Halk Partisi  
Genel Sekreterliği

Sayı  
6/708.

Ankara: 3.4.936

C.H.P. Başkanlığına

1- 1935 yılında spor için tekmil ülkede özel idarelerle urayların ayırdıkları para bağlı çizelgede gösterilmiştir .

Bu çizelgeye göre hususî idareler 48.443 lira ve uraylar ise 29.147 vermek ve ayrıca stad yapılmasına yardım etmek üzere 12.852 lira tahsis eylemek suretile spora yardım etmişlerdir . Ayrıca parti merkezinden dahi muhtelif yerlerdeki spor sahalarına yardım olarak 13.750 lira yollamıştır .

2- Geçen sene aynı maksatla yapılan genelgede bazı illerin spora yardım hususunda çekingen davrandıkları işaret edilmiştir . Bu yıl başta İzmir olmak üzere sıra ile Balıkesir , Konya , Eskişehir , Tokat illeri spora yardımda fazla ilgi gösterdikleri görülmektedir .

3- Her il merkezinde ve ilçelerde plan dairesinde her türlü tesislerle bir spor alanının yapılmak zamanı gelmiş ve geçmiş bulunmaktadır . Geçen yıl Kamutaydan çıkan "belediyeler kanununa ek kanun" ile İl özel idarelere spor alanlarını yapmak ödevi yüklenmiştir . Henüz spor alanlarını yapmaya başlamamış veyahut yarıda kalmış olan il ve ilçelerin bu yıldan başlamak üzere üç , beş yıllık bir program ile işe başlamaları ve her yıl içinde yapılacak tesisleri ve bunun için özel idarelerle Uray bütçelerinden tahsis edilmeye karar verilen paranın miktarını gösteren bir iş planının yapılarak gönderilmesini lüzumlu görüyorum .

Sahaların mahalline göre ne suretle yapılacağı hakkında icap eden malumat Türkiye İdman cemiyetleri ittifakı başkanlığına baş vurularak tedarik edilebilir . .

490/01 / 1126 / 111 / 1  
42



10  
3519

DEVLET ARSIVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARSIVI

İlba ve C.H.P. Başkanlığına

İ Z M T R

Ora işçi ve esnaf kurumları birliği arasında aylık hesap cetvellerini doğrudan doğruya merkeze göndermektedir. Bu hesapların müfredatı izahında parti merkezince tetkikat yapılması mümkün olmadığı gibi böyle bir ilzüm de yoktur. Esasen sizin nezaret ve direktörlüğünüz altında cereyan eden mezkur kurumlar arası muamele ve hesapların icap ettikçe resmi muncilerine kontrol ettirilmesi ve her hesap senesi sonunda o seneye ait faaliyetin hulasasını hava bir rapor göndermekle iktifa edilmesi muvafıktır.

Dahiliye Vekili  
C.H.P. Genel Sekreteri adına  
Giresun Saylavı

9 Eylül 1937

490 01 1162 65 7

C. H. P.

İZMİR

İŞÇİ ESNAF KURUMLARI BİRLİĞİ  
DEVLET ARSIVLERİNE

CUMHURİYET ARŞIVI

SAYI: 2170

İzmir : 25/9/937

Sayın Bay Hüsnü Çakır:

Türkiye Teşekküller Şefi

Birliğimizin Mart, Nisan, Mayıs, Haziran, Temmuz, Ağustos 97 aylarına ait Hesap hulasası cetvelleri ile Yardım listeleri ilişik olarak yükecek -  
Pekkinize arz olmuştur.

TELEFON:

Başkanlık : 3702

Yardım : 2734

*Çakır*

Derin saygılarımızla.

C. H. P.

İŞÇİ ESNAF KURUMLARI  
BİRLİĞİ

*[Signature]*

Mayıs 937 Kurumlar Varidatı

Sıra NO:	Kurumların isimleri	Kaydiye Lira Kr	Sabıka Lira Kr	Haliye Lira Kr	Yekün Lira Kr
1	Tütüncüler	19 50	65 00	3983 00	4067 50
2	Şöförler	9 25	49 25	119 25	177 75
3	Ekmeğeçiler	6 10	65 70	126 65	198 45
4	Deniz İşçileri	.. ..	.. ..	7 25	7 25
5	Sanayi İşçileri	6 80	1 60	525 78	524 18
6	İmtiyazlı Şirketler	75 ..	.. ..	71 37	72 12
7	Yapıcılar	3 00	2 35	12 30	17 65
8	Eczacı Kalfaları	.. ..	25 ..	3 25	3 50
9	Tarziler	20 ..	6 80	5 70	12 70
10	Mizayede Bedestenli	40 ..	21 40	7 10	28 90
11	Küçük Sanatlar	95 ..	4 05	19 65	24 65
12	Balıkçılar	1 00	75 ..	205 93	207 68
13	Gümrük Hammalları	.. ..	13 20	90 ..	14 10
14	Berberler	1 00	44 30	53 40	98 70
15	Ayakkabıcılar	10 ..	10 30	13 55	23 95
16	Binek Arabacılar	50 ..	117 90	33 70	152 10
17	Sütçüler	2 95	33 00	91 65	128 60
18	Kahveçiler	2 15	27 15	72 95	102 25
19	Motorlu Vesait	6 25	8 25	192 50	207 00
20	Yük Arabacıları	5 35	129 20	110 40	244 95
21	Bakkallar	7 75	43 40	193 30	244 45
22	Kasaplar	2 00	6 00	38 80	46 80
23	Lokantacılar	1 00	11 35	45 05	57 40
24	Garsonlar	4 15	35 40	88 40	127 95
25	üzümcüler	50 ..	5 70	8 10	14 50
26	Ticarethane memurları	.. ..	.. ..	11 00	11 00
27	Çarşı Hammalları	3 50	10 30	9 00	22 80
28	Güzel Sanatlar	40 ..	1 20	5 40	7 00
29	Kolonyacılar	30 ..	50 ..	11 25	12 05
	Yekün	86 85	714 30	6056 58	6857 73
	Teberrüler				6 80
	İcardan				33 34
	Güzdandan				32 15
	Berber Ehliyetnamelerinden				1 25
	Amatör Şöför Güzdânlarından				1 50
	Senedattan				4 00
					6936 77



		Mayıs 937 ayına ait Muvakkat hesaplar mizanı		Bakiyesi	
Sıra NO:	Hesapların isimleri	Zimmet lira kr	Matlup lira kr	Zimmet lira kr	Matlup lira kr
1	Balıkçılarda	73 16	..	73 16	..
2	Yapıcılarda	70 00	..	70 00	..
3	Sandalcılarda	90 00	..	90 ..	..
4	Odacı ve Şoförlerde	44 06	44 06	..	..
5	Tasdikli Cüzdan	974 50	970 50	4 00	..
6	Deniz (Yol V.)	9 00	9 00	..	..
7	Deniz (Galip Yeniç)	81 67	81 67	..	..
8	Berberler Emaneti	..	550 00	..	550 00
9	Esnaf Bankası teminat H.	6000 00	6000 00	..	..
10	Dellal Esref	..	9 39	..	9 39
11	Tahsildarların teminatı	12 50	55 00	..	12 50
12	936 da 937 tahsilatı	62 65	62 65	..	..
13	Deniz işçilerinin 6 s1	1125 11	1159 14	..	33 03
14	Avukat	30 00	30 00	..	..
15	Berber Ehliyetnamesi tah.	9 00	32 75	..	23 75
16	Cüzdan tahakkuku	3025 95	3369 10	..	343 15
17	Senedat	21 88	1968 80	..	1946 92
18	Devir	1 20	647 70	..	646 50
19	İcar	214 70	214 70	..	..
20	Balıkthane mutemmedi tahak.	..	210 00	..	210 00
21	mahkeme masarifi avansı	25 00	..	25 00	..
22	Maas avansı	2465 00	2465 00	..	..
23	Avanstan vergi için aliko.	508 86	508 86	..	..
24	Subayaa avansı (mutemmede)	200 00	160 00	40 00	..
25	Ragıp Paşa Dalvani teminatı	112 50	112 50	..	..
26	Amator şoför Cüzdanı	19 00	5 00	14 00	..
27	Maas Emaneti	32 03	32 03	..	..
28	Bostan teberruu H.	..	94 95	..	94 95
29	Elektrik depozitosu	29 37	..	29 37	..
Toplam		15268 14	18792 80	345 55	3870 19

C . E . P .

İzmir İşçi - Esnaf Kurumları Birliği

MART 937 Kurumlar Varidatı

Kurumların ismi	Kayıde Lira K.	Sabıka Lira K.	Haliye Lira K.	Yekün Lira K.
Tütüncüler	7 75	63 60	4342 65	4414 00
Şöförler	1 00	81 25	91 25	173 50
Ekmekçiler	7 35	87 25	87 25	181 85
Deniz işçileri			32 00	32 00
Sanayi işçileri	6 54	24 33	757 86	788 73
İmtiyazlı Ş.	50		66 97	67 47
Yapıcılar	10 95	46 90	20 85	78 70
Bozacı kalfaları		75	5 75	6 50
Terziler	30	10 10	9 00	19 40
Hizayade Bedesteni	20	1 50	1 55	3 25
Küçük sanatlar	75	3 90	13 25	17 90
Balıklar	1 25	1 35	160 72	163 32
Gümrük hammalları		30 60	49 20	79 80
Berberler	2 60	77 10	60 40	140 10
Ayakkabıcılar	1 00	15 40	12 15	28 55
Binekaraacıları	2 50	26 60	20 40	49 50
Sütçüler	5 40	49 50	84 35	139 25
Kahveciler	2 45	65 20	66 70	134 35
Motörlü vesait	14 00	40 25	128 70	182 95
Yükaraacıları	6 05	57 60	65 90	129 55
Bakkallar	5 65	133 45	185 75	324 85
Kasaplar	3 75	42 20	40 00	85 95
Lokantacılar	1 00	33 90	41 16	76 05
Garsonlar	7 80	44 20	78 90	130 90
Üzüncüler	90	10 50	6 60	18 00
Ticaretخانه me. ve müs.	50	4 40	14 30	19 20
Garşı hammalları	24 00	75 30	34 30	133 70
Güzel sanatlar	1 35		11 05	12 40
Kolonyacılar		3 15	3 75	6 90
	115 54	1030 28	6492 80	7638 62
Şöförlerden teberru				1 00
Motörlü vesaitten teberru				3 00
Varidatı gayri melhuze				20 63
Motörlü vesaitten senedat tahsilatı				2 88
Kahvecilerden senedat tahsilatı				1 00
Berber ehliyetnämelerinden tahsilat				3 50
Güzdandan				68 50
Dewir hesabından				1 20
İcardan				37 34
				7777 67

T . İ . C . İ . Sekizinci Kongre Sayın Başkanlığına

Kongrenin önceden hazırlanarak Encümenimize verdiği yeni nizamname Projesi incelendi . Encümen bu çalışma arasında, mütakalardan nizamname değişikliği için gelen teklifleri tetkik etti . Projenin hazırlığıyla meşgul olan, bu güne kadar tatbik edilmekte olan eski nizamname hakkında bilgili bulunan ve genel olarak Spor işlerinde bir çok ödev almış ve hizmeti geçmiş arkadaşlarımızı da dinledi .

Fikirlerinden faydalandı ve bu suretle Projeyi bağlı olarak sunduğu şekilde tadil etti .

Encümenin bu çalışmasında götüğü esaslar şunlar olmuştur :

- 1- Bir fasıl altında toplanması lâzımgelipde diğer fasıllar içinde dağılmış olan madde ve hükümleri bir araya toplamak ve nizamnamenin tatbik cihetlerini göz önüne alarak fasıllara gereğine göre sıra ve yer vermek .
- 2- Prensip, ödev, örgüt, yetki, idare ve tatbik cihetinden tesbit edilmiş hüküm ve maddeler üzerinde, kurumumuzun disiplin, ahenk, intizam ve kolaylıkla işlemlerini temin edici değişiklikler yapmak .
- 3- Yene bu maksatla Projeye konmamış ve konmasında fayda görülmüş yeni hüküm ve maddeler koymak .

Spor işi , Cumhuriyet devrimizin başlarında mevzî bir takım teşekküller halinde idi . Sporculuk müteşebbis ve mensuplarının bütân hâsna niyetle mütavazi çalışmalarına rağmen mahdud durumundan ileri gelmemiştir . Cumhuriyet devri, ona feyizli yolu açtı . her

Sahada olduđu gibi bu yolda da gençliğin ulusal amaçlarımıza uygun bir disiplin içinde çalışması imkânlarını hazırladı .

Atatürk gençliğinin spor gibi önemli ve terbiyevî bir ihtiyacını, Millî ve fennî esaslara göre yurdun her bucağında aynı değer ve önemle karşılamak zaruretindeyiz .

İşte bunun için, Parolası : ( Hepimiz birimiz ve birimiz hepimiz için ) olan Türk Spor kurumu, Spor cephesinde mäsavi şeref ve onuru, yüksek Spor terbiyesini , gençliğin temiz, ahlaklı, yüksek karakterli, sağlam banyeli, daima canlı ve neş'eli, nefesine ve ulusuna inanlı, bütün erginlik şartlarıyla Türk devrimini, Cumhuriyeti ve yurdu korumayı en üstün amaç tanıyan ve bu uğurda bütün varlıklarını vermeğe hazır olan bir gençlik yetişmesini ödevlerinin en üstünde tanımaktadır .

Bunun için Encümenimiz, yeni nizamname projesini, Cumhuriyet devrinin Türk Sporculuğunu tesellüm ettiği yerden yeni Türkiyenin kuvvetli ve isabetli rejiminin dileğine uygun olarak Yurtsallığa ve ulusallığa eristirecek bir Kitap olarak heyeti umumiyemize tanıtmayı ve sunmayı borç bilmıştır .

Şunu da ilâve ederiz ki eski nizamname Türkiyede Sporun başlangıç ve mähdud bir devrinde o zamanın ihtiyaçlarını karşılamak ve yabancı memleketler kurumlarına da uygunluğu temin etmek maksadıyla aşağı yukarı onlardan iktibas edilerek meydana getirilmiş bir küçük teşkilât nizamnamesi idi .

Hepimiz teslim ederiz ki bu nizamname zaman zaman üzerinde bazı değişiklikler yapılmış olmasına rağmen, devrimimizin, her şeyde olduğu gibi Spor Cephesine de vermek istediği yeni ve ileri istikameti teminden uzak bulunmaktadır .

İşte bu gün kongremizin tadil ile mükellef olduğu eski nizamname yerine ulusal, ileri ve disipliner esasları ihtiva eden bu Proje tanzim ve yüksek katı nıza tevdi edilmiştir .

( 3 )

Şunular bu Proje ,tecrübelerinden ve teşkilâtın bu güne kadar geçirdiği safhalardan istifade ihmal edilmekle beraber yurdun hakikî ihtiyacının, devrin öz icabını ve kendi millî varlık ve vasıflarımızın bizi sevkettiği amaçların muhassalasıdır .

Gerek Genel Merkezin hazırladığı ilk Proje ve gerekse Encümenimizin tedkikinden geçerek tadil görmüş olan ikinci Proje sayın delegelere verilmiştir . Bu raporumuzla hıviyetini çizdiğimiz projenin isabetli tedkikinizden geçtikten sonra Türk Sporculuğuna feyizli ve verimli yollar açacak bir nizamname olacağına inanımız vardır .

Saygılarımızı sunarız .

Raportör

Nizam Kırşan  
(İzmit)

Nizamname Encümeni Başkanı

C . K . İncedayı  
(İstanbul ve Zonguldak )

Üye

Muhittin Kefeli  
(Samsun )

Üye

Ziya Ateş  
(Ankara)

Üye

Fethi Başaran  
(İstanbul)

Üye

Adnan Divenci  
(İzmir )

Üye

Necati Acar  
(Kocaeli)

12





Türk Olmak, Cumhuriyet Halk Partisinden olmak yer yüzünde insanlığın idealit-  
liğin örneği olmak demektir .

Sporcu Gençler ,filem Parti Üyelğine kabul edilmenizle saflarınızı bir kat  
daha sıklaştırdınız . bizim öz tabii ülkümüzü bir defa daha tahakkuk ettir-  
miş olduğunuz şahıslarınızda Türklüğün en sağlam ve zinde kuvvetlerinden bir-  
rinin daha Partimize katıldığını görmekle daha ziyade emniyetle sevgi duyuyoruz .  
bu gün sıralarında yer aldığınız Ulu Partimizin yarı büyük Kurultayında fi-  
kirleriniz , reyinizle çalışmanıza katılacaksınız . Partimizin Partilisin-  
den ve Türk sporcusundan şüphesiz tabiriile KAMAL ATATÜRK çocuğundan uduğu  
istediği aynı şeydirki : oda dürüst karakter , işlek kafa , sağlam vucuttur.

Her büyük işimizi ulusun kalkınması, Yurdun korunması ,  
gençliğin genişlemesi için yapıyoruz. Her işimizde nizami , tesadüdü, ahlaki  
göz önünde tutuyoruz. Bunlarsız bir iş yapılacağına kani değiliz.  
Milletin ruh, kafa vucut muvazemesini korumak yolunda en verimli adılarını  
beraber açacağız. Yeni sosyal, siyasal vazifelerinizi tebrik ederim. (sure-  
li alkışlar) .

spor kurumu Ordu bölgesi başkan vekili Bay Kamal gülen  
şu cevapla mukabelede bulundu.

Arkadaşlar , Sayın Valimiz çok değerli Parti başkanımıza  
sölediklerini kemali zevkle dinledik . Müjdeleri bize bu büyük bayramımız  
için katılmış ikinci bir bayram kıvançını verdi .

her yaştaki Genci, bu gün her yaştaki sporcusu ATATÜRK  
gönülden bağlantı ve onun gösterdiği nurlu yoldan ayrılmanağa azim et-  
miştir. rejimlerin en uysal, en vefakâr birer çocuğu ve fedayisidir.  
bu gün içimizde tek bir kışkı kalmamıştırki aydınlıkla karanlığın, hayal  
ile hakikatın, Hürriyet ile esaretin ne demek olduğunu anlamamış olsun .  
işte bunun içindirki hepimiz ATATÜRKÜN , ATATÜRK bizim, biz Partinin Par-  
tide bizim diyoruz.

Yüksek makamlardan aldıkları iğareti ve sporculara karşı besledikleri sevgi ve muhabbetlerini, yardımlarını hiç bir zaman esirgemeyen sayın Valimden büyük ATATÜRKE ve bütün Şeflerimize karşı beslediğimiz bağlılıklarımızı, saygılarımızı ve şükranlarımızı arz etmelerini burada bulunan Gençlik namına rica ediyoruz.

Bu söyleden sonra sporcularla konuşulmuş ve kendilerine çay ve kahve ikram edilerek merasime bu suretle son verildiğini arz eder sonsuz saygılarımı sunarım.

Vali

C.H.P. Y.K. Başkanı

*B. Balı*

*I, VI*

*23. XII - 1936*

*görülmüşdür & II ye sunuldu*

*277-ÖK*

*26.11.1936*

*Siz kula*

*28. XII - 1936*

*A. Akpak*

498	01			1108	65	1
-----	----	--	--	------	----	---

*AL*

CUMHURİYET HALK FIRKASI

*Istanbul*

*Vilâyet İdare Hey'eti*

1164

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

5  
3/7/933

C. H. F.
6. Temmuz 1933
33485 / 35

C.H.F. Kâtibi umumîliğine

11  
6670 sayı ve 13/12/932 tarihli tahrirata karşılıktır:  
Nizamnameleri ve teşekkülleri tarihinden itibaren faali-  
yetleri dereceleri hakkında malumat istenen cemiyetlerden ;

- \*✓ Tütün depo ve fabrikaları işçileri Teavün
  - \*✓ Kabataş Teavün
  - \*✓ Fıkara ve Yetimler muayene ve tedavi
  - \*✓ Hanımlar yardım
  - \*✓ Tramvay şirketi işçileri Tesanüt ve Teavün
  - \*✓ Nakliyatı umumîye Anbar ve idareleri Teavün ve Tesanüt
- cemiyetlerinin hâlen gayrı faal bulunmaları dolayısıyla geçen senelere ait mesailerini ve nizamnameleri bize verecek birer mercii bulunamamıştır. İstenilen malumat (yedi) Cemiyetten gelmiş ve bunlar ilişik olarak arzedilmiştir.

Sultan Ahmet Fakir Çocuklara Bakım Cemiyeti Firkamızın Divanyolu Çocuk muayenehanesinin gelir kaynaklarından birini teşkil etmek üzere kurulmuştu. Bilâhara muayenehanenin idamesi tedbirleri alınmakla bu Cemiyet heyeti umumîyesi kararile fesh edilmiş ve nizamnamesinin bir maddesi mucibince mevcut eşya ve nukuđu heyetimize teslim olunmuştur. Diğer teşekküller hakkında müteaddit tekitlerimize rağmen henüz cevap alamadık. Vürudunda derhal arzedilecektir. Hürmetlerimi teyit ederim efendim.

K.

C.H.F. Ist. Vilâyet  
i.H. Reisi

11  
30 VII  
3

432/01 1164/4/2

CUMHURİYET HALK FIRKASI

*İstanbul*  
Vilâyet İdare Hey'eti

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Haklarında malumat alınan teşekküller

Kadıköy Fıkaraperver Cemiyeti:	Mesaî raporları ve plançoları bağlıdır.
Topkapu Fıkaraperver Hayır Müessesesi:	Mesaî raporları, nizamnamesi ve plançoları bağlıdır.
İstanbul Verem Mücadele Cemiyeti:	Faaliyet raporları, nizamnamesi ve plançoları bağlıdır.
Yeşil Hilâl Cemiyeti:	Faaliyet plançosu bağlıdır.
Kasımpaşa Fıkaraperver Hayır Müessesesi:	Plançoları bağlıdır.
Kadıköy Kadınlar Fıkaraperver Cemiyeti:	Bir kıt'a mesaî cetveli bağlıdır.
İçtimai Yardım Kulubu:	Vaziyetlerini bildirir mektupları bağlıdır.

6670

C.H.F. İdare Heyeti Reisliğine

LEF

İ S T A N B U L

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

Vilâyetiniz mantakasında bulunan isimleri bağı listesinde yazılı cemiyetlerin nizamnamelerinden birer nüshasının ve cemiyetlerin teşekkül tarihinden 931 senesi nihayetine kadar veridat menbalarını ve yapabildikleri hayriyahane işlercait müfredatlı masrafları senesi itibarile gösteren birer tablonun tedarik ve irsalini rica ederim.

Bu tablonun yerine senelik bütçe ile mesai ve faaliyeti bildiren kongrelerce musaddak raporlar mevcut ise onlardan gönderilmesi daha muvafaktır. Hürmetler , efendim.

C.H.F. Katibiumumisi  
Kütahya Meb'usu

CEVABİGİ MİSAR  
No 33485

Cidene Kaydedildi 15. K. Evvel 1932

6



CUMHURİYET HALK FIRKASI  
KATİBİUMUMİLİĞİ

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

I S T A N B U L

<u>İsim</u>	<u>Mahal</u>
Fakir çocuklarına bakım cemiyeti	İstanbul- Sultanahmet
Kadıköy fikiraperver cemiyeti	" - Kadıköy
Topkapı " "	" - Topkapı
Verem mücadele cemiyeti	" - Cagaolu
Yeşil hilal cemiyeti	" - Divanyolu
Nakliyatı umumiye anbar ve idarehaneleri teavün ve tesanüt cemiyeti	" - Eminönü Mizanolu hanı
Şark şömenöferleri mistahdimini tevaün cemiyeti	" - Yedikule Mirahur caddesi
Etipba muavenet ve teavün cemiyeti	" - Ankara caddesi Türkiye eczihanesi
Betut İsrail musevi genç kızlar cemiyeti	" - Bakırköy zeytinlik musevi mektebi
İğtimai yardımçı kulübü	" - Haydarpaşa Karakol sok. kaga. No 27
Hanımlar yardım cemiyeti	" - Şişli büyükdere caddesi No 168
Çarşuyi kebir emin umran cemiyeti	" - Çarşuyi kebir Astane hanı
Karaköy ,şişli cemiyeti hayriyei islamiyesi.	" - Karaköy Fransız mezarlığı caddesinde meydan ihtiyariye odasında
Eyüp sultan fikiraperver cemiyeti	" - Eyüp Sultan bahçeye ca
Ortaköy teavünü ihvan cemiyeti	" - Ortaköy Sinagog caddesi Muse cemaati kulübünde
Fıkara ve yetimler muayene ve tedavi cemiyeti	" - Beyoğlu mektep sokak No 26
Tramvay şirketi işçileri tesanüt ve teavün cemiyeti	" - Eminönü Mırcıyan caddesi hanı
Tütün depo ve fabrikaları işçileri teavün cemiyeti	" - Beşiktaş C.H.F. binası
Zeytinburnu fabrikaları işçi teavün cemiyeti	" - Samatya çarşısı çeşme C.H.F binasında
Beyoğlu fikiraperver nisvan cemiyeti	" - Beyoğlu parmak kapı telgraf sokak
İstanbul musevi eytemhane cemiyeti	" - Beyoğlu yemenici sokak kamanto hanı

Kabataş teavün cemiyeti

Balatta (Orezdalim) fikiraperver cemiyeti

Kadıköy Kadınlar fikiraperver cemiyeti

Kasımpaşa fikiraperver müessesesi hayriyesi

İstanbul-kabataş tramvay caddesi

" - Balat Akrida sığagosun  
da

" - Kadıköy eski vapur  
iskelesi caddesinde

" - Kasımpaşa camii kebir  
mahallesi



# İKTİMAİ YARDIMCI KLUBU

HAYDARPAŞA - KADIKÖY

Haydar Paşa 9/11/1933

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

İSTANBUL HALKEVİ İDARE HAYRİYE ALİSİNE

22/12/932 tarih ve 488 numaralı tamimnâmenizi aldık. Klübümüz yeldeğirmeniindeki büyük angından sonra, vaziyeti maliyeleri nispeten ferah olan azalarımızın ekserisi Beyoğlu ve şehrimizin sair semtlerine dağılmış olduklarından klübümüzün gündün güne müşkül bir vaziyete düşmüştür.

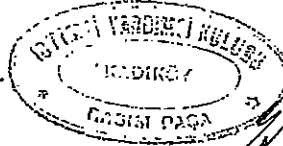
O vakıttan biri müessesemizi idare eden hey'etlerin gayretlerine rağmen eski hey'et ne giremediği gibi, bütçesini bile bin müşkülâtle tevzin edebilmektedir.

Şimdilik umuru hayriyeye ila ettiğimiz muavenet her sene bir kaç yıl için işe ve ilbasına yardım, fukaraya kışın kömür dağıtmak ve fakir hastalara ilaç tedarik etmekten ibarettir.

Bu günkü hey'eti idaremizin bu mühim vazifesi klübün idamesine çalışmak ve vasıdattan artabilen her kuruşu balâda cinsi zikredilen umuru hayriyeye sarfemekten ibarettir.

Teşebbüs bürülan insanî ve vatanî vazifede muvaffakiyeti tamme temennâ ile ederek ihtiramaî falkamızın kabulunu rica ederim. -

C. H. F.	
İstanbul halkevi	
30	17/1/1933
Kaydedildi.	



*Ris*  
*eller*

*Ris*  
*eller*

25

KADIKÖY  
TÜRK FUKARA PERVER CEMİYETİ

SAYI 49

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ  
CUMHURİYET ARŞİVİ

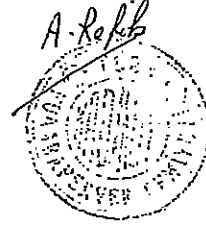
13 / 2 / 1933

İstanbul Halkevi Reisliğine

Efendim

Talep olunan Cemiyetimize Ait Mesai pilañçoları Bağlı olarak takdim kılışmıştır . Bilvesile Teyidi hürmet olunur efendim .

İdare Hey'eti Reisi



4 Foto

16

Kurulan	
Yil	Sayı
1908	6
1909	1
1910	1
1911	1
1912	1
1913	4
1914	2
1915	1
1916	0
1917	0
1918	0
1919	4
1920	5
1921	3
1922	1
1923	21
1924	7
1925	26
1926	18
1927	10
1928	17
1929	9
1930	13
1931	13
1932	19
1933	24
1934	15
1935	26
1936	20
1937	38
1938	18
1939	35
1940	33
1941	42
1942	31
1943	31
1944	32
1945	45
1946	94
1947	96
1948	93
1949	126
1950	132
1951	135
1952	221
1953	236
1954	280

1955	319
1956	256
1957	267
1958	340
1959	319
1960	358
1961	291
1962	405
1963	437
1964	547
1965	563
1966	747
1967	851
1968	853
1969	973
1970	1005
1971	1019
1972	1207
1973	10603
1974	5861
1975	5516
1976	5975
1977	5794
1978	6902
1979	4772
1980	2707
1981	988
1982	883
1983	701
1984	4057
1985	4279
1986	4223
1987	3587
1988	3813
1989	4205
1990	4613
1991	4445
1992	4768
1993	5475
1994	6409
1995	6822
1996	5676
1997	5576
1998	5208
1999	4721
2000	4200
2001	4812
2002	4929
2003	4880

2004	4837
2005	6495
2006	7828
2007	9018
2008	7615

Sıra no.	Kurum Adı	Kuruluş Tarihi	FESİH	DURUM
1	BODRUM ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DER	19.01.1937 00:00	11.11.1983 00:00	FESİH
2	TÜRK HEMŞİRELER DERNEĞİ GENEL MERKEZİ	01.01.1933 00:00	07.05.1984 00:00	FESİH
3	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ TOSYA ŞUBESİ	15.01.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
4	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ FETHİYE ŞUBESİ	10.02.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
5	ANKARA DEMİRSPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	19.08.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
6	KARAMÜRSEL SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	02.04.1927 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
7	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ TEKİRDAĞ ŞUBESİ.	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
8	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DER	24.04.1935 00:00	02.08.1983 00:00	FESİH
9	MECİDİYE KASABASI İLKOKULU VE ÖĞRENCİLERİ KOR.DERN	12.11.1930 00:00	25.10.1994 00:00	FESİH
10	TÜRK HAVA KURUMU M KEMAL PAŞA ŞUBESİ	16.02.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
11	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KÖYCEĞİZ ŞUBESİ	12.10.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
12	İZMİR ATATÜRK LİSESİNDE YETİŞENLERİN DERNEĞİ	01.01.1928 00:00	27.11.1984 00:00	FESİH
13	TÜRKİYE EKONOMİ KURUMU DERNEĞİ	01.12.1929 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
14	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KANDIRA ŞUBESİ	01.01.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
15	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ TRABZON ŞUBESİ	01.01.1927 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
16	UŞAK MERKEZ AVCILIK VE ATICILIK İHTİSAS SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	07.04.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
17	ARKADAŞLIK YURDU DERNEĞİ	01.01.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
18	RAMİ SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1924 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
19	KASIMPAŞA SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1921 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
20	Türkiye Kızılay Derneği Kirkağaç Şubesi	08.04.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
21	TÜRK EĞİTİM DER	31.01.1928 00:00		FESİH
22	MİLAS SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	16.05.1938 00:00	03.07.1978 00:00	FESİH
23	TÜRK HAVA KURUMU AMASYA ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
24	TÜRK HAVA KURUMU İZMİR ŞUBESİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
25	GÖZTEPE SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
26	TÜRK HAVA KURUMU MUĞLA ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
27	MUDANYA ŞEHİR KULÜBÜ DERNEĞİ	08.01.1936 00:00	03.04.1990 00:00	FESİH
28	TOPKAPI GENÇLİK SPOR DERNEĞİ	01.11.1920 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
29	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ ELMALI ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
30	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ TAVAS ŞUBESİ	23.04.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
31	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ ÇORUM ŞUBESİ	15.04.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
32	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KIRKLARELİ ŞUBESİ	30.10.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
33	TRABZON LİSELERİNDEN YETİŞENLER DERNEĞİ	01.01.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
34	BURGAZADA DENİZ KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
35	TÜRK HAVA KURUMU KÖYCEĞİZ ŞUBESİ	14.10.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
36	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ MERSİN ŞUBESİ	04.04.1929 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
37	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ ULA ŞUBESİ	26.08.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
38	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ BAKIRKÖY ŞUBESİ	08.04.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
39	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DEMİRKÖY ŞB	10.10.1934 00:00		FESİH
40	İSTANBUL BELEDİYE MEMUR VE HİZMETLİLER ÖLÜM YARDIM DER	01.01.1933 00:00		FESİH

41	HAYDARPAŞALILAR DERNEĞİ	01.01.1935 00:00	01.01.1990 00:00	FESİH
42	TÜRK HAVA KURUMU TAŞKÖPRÜ ŞUBESİ	01.01.1926 00:00	13.03.2005 00:00	FESİH
43	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ VAN ŞUBESİ	21.01.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
44	TÜRK HAVA KURUMU FETHİYE ŞUBESİ	26.07.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
45	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU ZİLE ŞB	15.01.1937 00:00	11.03.1983 00:00	FESİH
46	TCDD MEMUR VE İŞÇİLERİ EMEKLİLERİ ÖLÜM YARDIM DERN	01.01.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FESİH
47	TÜRK HAVA KURUMU KIRKLARELİ ŞUBESİ	07.01.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
48	ORHANGAZI İMAM HATİP OKULU YAP VE ÖĞR	23.06.1937 00:00	14.06.1979 00:00	FESİH
49	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ TOKAT ŞUBESİ	24.04.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
50	KÜÇÜK MAHFEL KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
51	SÜMERSPOR GENÇLİK KULÜBÜ DERNEĞİ	24.04.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
52	TÜRKİYE YEŞİLAY CEMİYETİ ANKARA ŞUBESİ	01.03.1920 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
53	TÜRK HEMŞİRELER DERNEĞİ	01.01.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
54	ÇAMLICA GÜREŞ İHTİSAS SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
55	TÜRKİYE İKTİSADİ VE TİCARİ İLİMLER TALEBELERİ STAJ KOMİTESİ DERNEĞİ	01.01.1920 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
56	GALATASARAYLILAR DERNEĞİ	21.04.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
57	ANADOLU KULÜBÜ BÜYÜKADA ŞUBESİ	19.05.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
58	ALEMDAR SPOR DERNEĞİ	01.01.1927 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
59	İSTANBUL ÖZEL ALMAN LİSESİ İDARE DERNEĞİ	13.03.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
60	ÜNYON FRANSEZ DOSTLUK VE YARDIMLAŞMA DERNEĞİ	21.05.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
61	HASKÖY SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
62	MALTEPE SPOR DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	01.01.1990 00:00	FESİH
63	Türk Hava Kurumu Manisa Şubesi	27.09.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
64	TMO SAMSUN BÖLGESİ MEMUR VE HİZMETLİLER YAR DERNEĞ	01.01.1934 00:00	01.09.1986 00:00	FESİH
65	TÜRKİYE TURİNG OTOMOBİL KURUMU DERNEĞİ	05.11.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
66	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ EMİNÖNÜ ŞUBESİ	14.08.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
67	TÜRK HAVA KURUMU HAYMANA ŞUBESİ	16.02.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
68	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ BİGA ŞUBESİ	01.01.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
69	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ SİMAV ŞUBESİ	15.04.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
70	ÇOCUK ESİRGEMİ KURUMU	29.01.1935 00:00	11.11.1983 00:00	FESİH
71	KAYSERİ DEMİRSPOR GENÇLİK KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
72	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DİKİLİ ŞUBESİ	01.01.1928 00:00	14.10.1983 00:00	FESİH
73	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ ÇEMİŞGEZEK ŞUBESİ	01.01.1935 00:00	23.05.2005 00:00	FESİH
74	MİMARLAR DERNEĞİ 1927	18.02.1927 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
75	TÜRK HAVA KURUMU KARAMÜRSEL ŞUBESİ	01.01.1936 00:00	01.11.2007 00:00	FESİH
76	KARACALI KÖYÜ CAMİ YAPTIMA VE YAŞ DERN SARICA	28.08.1929 00:00	13.02.1985 00:00	FESİH
77	HARP MALULLERİ GAZİLER ŞEHİT DUL VE YETİMLER CEMİY	19.04.1936 00:00	27.04.1976 00:00	FESİH
78	TÜRK HAVA KURUMU AKSARAY ŞUBESİ	24.11.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
79	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ SİMAV ŞUBESİ	10.05.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
80	TÜRK HAVA KURUMU MERSİN ŞUBESİ	11.02.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL

81	ORTAKÖY SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
82	TÜRK HAVA KURUMU ŞİLE ŞUBESİ	01.01.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
83	Türk Hava Kurumu Demirci Şubesi	27.04.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
84	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ UŞAK ŞUBESİ	23.04.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
85	ANKARA GALATASARAYLILAR BİRLİĞİ DERNEĞİ	27.12.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
86	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU GÖRDES ŞUBESİ	02.05.1932 00:00	01.06.1981 00:00	FESİH
87	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ SÖKE ŞUBESİ	04.05.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
88	ANADOLU KULÜBÜ DERNEĞİ	31.10.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
89	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ FOÇA ŞUBESİ	04.06.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
90	TRABZON ŞEHİR KULÜBÜ DERNEĞİ	24.04.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
91	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ SERİK ŞUBESİ	10.01.1928 00:00	27.02.1990 00:00	FESİH
92	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ ELEŞKİRT ŞUBESİ	01.01.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
93	TENİS ESKRİM DAĞCILIK SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	06.06.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
94	İSTANBUL AVCILIK VE ATICILIK SPOR KULUBÜ DERNEĞİ	01.01.1921 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
95	TÜRK DİŞ TABİBLERİ CEMİYETİ DERNEĞİ	10.09.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
96	TÜRK HEKİMLERİ DOSTLUK VE YARDIMLAŞMA DERNEĞİ	01.01.1919 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
97	FETHİYE SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	23.03.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
98	TÜRK HAVA KURUMU ANKARA ŞUBESİ	01.01.1930 00:00		FESİH
99	ORHANELİ MERKEZ SAĞLIK OCAĞI YARDIM VE YAŞATMA DERNEĞİ	13.02.1930 00:00	11.07.2004 00:00	FESİH
100	TÜRK HAVA KURUMU SULUOVA ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
101	İSTANBUL BELEDİYESİ MEMUR VE MÜNTESİL YAR DY DER	01.01.1933 00:00	01.01.1984 00:00	FESİH
102	TÜRK HUKUK KURUMU DERNEĞİ	09.04.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
103	KURTULUŞ SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	25.10.1924 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
104	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ ULA ŞUBESİ	23.02.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
105	Türk Hava Kurumu Soma Şubesi	02.04.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
106	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ TAVŞANLI ŞUBESİ	01.03.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
107	GENÇLERBİRLİĞİ SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	14.03.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
108	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KULA ŞB	27.01.1937 00:00	13.03.2003 00:00	FESİH
109	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU SOMA ŞB	02.04.1932 00:00	23.08.1983 00:00	FESİH
110	ÜST UMUM BAHCIVANLAR DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	08.03.1983 00:00	FESİH
111	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ DADAY ŞUBESİ	01.01.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
112	Türkiye Kızılay Derneği Salihli Şubesi	10.04.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
113	TÜRK HAVA KURUMU BODRUM ŞUBESİ	01.01.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
114	TÜRK HAVA KURUMU VAN ŞUBESİ	15.07.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
115	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ DENİZLİ ŞUBESİ	08.08.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
116	TÜRKİYE KİMYA DERNEĞİ	01.01.1919 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
117	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ EYÜP ŞUBESİ	05.03.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
118	KABATAŞ ERKEK LİSESİ MEZUNILARI DERNEĞİ	26.11.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
119	TÜRK PEDIATRİ KURUMU DERNEĞİ	02.05.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
120	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ EMET ŞUBESİ	11.06.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
121	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DENİZLİ ŞUBESİ	10.06.1931 00:00	03.03.1987 00:00	FESİH



122	ALTINORDU SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
123	TÜRKİYE ORMANCILAR DERNEĞİ	26.04.1924 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
124	MİLAS ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DER	01.01.1935 00:00	06.07.1981 00:00	FESİH
125	MUHARİPLER DERNEĞİ	01.01.1928 00:00	27.11.1984 00:00	FESİH
126	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU MANİSA ŞB	19.07.1931 00:00	26.10.1983 00:00	FESİH
127	KIZ VE ERKEK SANAT MEKTEPLERİ MEZUNLARI DERNEĞİ ÖDEMİŞ ŞB.	17.03.1935 00:00	26.03.1982 00:00	FESİH
128	TÜRK HAVA KURUMU SEYİTGAZİ ŞUBESİ	01.01.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
129	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU ALAŞEHİR ŞB	01.02.1937 00:00	02.09.1983 00:00	FESİH
130	AVCILIK VE ATICILIK İHTİSAS DERNEĞİ	04.08.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
131	TÜRK HAVA KURUMU GENEL MERKEZİ	16.02.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
132	VETERİNER HEKİMLER DERNEĞİ	07.02.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
133	Türk Hava Kurumu Salihli Şubesi	12.05.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
134	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU BAYINDIR ŞUBESİ	14.01.1937 00:00	14.10.1983 00:00	FESİH
135	FERİKÖY SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1927 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
136	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ GAZİANTEP ŞUBESİ	16.02.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
137	RUMELİHİSARI SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
138	BEYOĞLU FUKARAPERVER DERNEĞİ	08.10.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
139	TÜRK HAVA KURUMU ÜSKÜDAR ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
140	TÜRK HAVA KURUMU ÇATALCA ŞUBESİ	01.01.1924 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
141	TÜRK HAVA KURUMU BAKIRKÖY ŞUBESİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
142	ÖĞRENCİLERE YARDIM DERNEĞİ	17.11.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
143	TÜRK HAVA KURUMU SİVRİHİSAR ŞUBESİ	01.01.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
144	Türkiye Kızılay Derneği Demirci Şubesi	20.01.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
145	KÇÜKÇEKMECE İLKOKULU VE ÖĞRENCİLERİNİ KORUMA DERNEĞİ	01.01.1919 00:00		FESİH
146	BODRUM KIZILAY DER	11.05.1935 00:00	21.10.1987 00:00	FESİH
147	TÜRK HAVA KURUMU KASTAMONU ŞUBESİ	01.01.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
148	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ BEYKOZ ŞUBESİ	01.03.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
149	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU AFYON ŞUBESİ	14.12.1931 00:00	04.07.1983 00:00	FESİH
150	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU	01.01.1935 00:00	11.11.1983 00:00	FESİH
151	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ MANİSA ŞUBESİ	04.04.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
152	İSTANBUL YÜKSEK TİCARETLİLER DERNEĞİ	10.01.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FESİH
153	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ ÇANAKKALE ŞUBESİ	01.01.1929 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
154	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ URLA ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	24.06.2006 00:00	FESİH
155	MERKEZ EFENDİ CAMİ VE MÜŞTEMLATINI KORUMA DERNEĞİ	31.07.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
156	İzmir Spor Kulübü Derneği	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
157	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ KORKUTELİ ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
158	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ BEŞİKTAŞ MERKEZ ŞUBESİ	30.01.1932 00:00	18.01.2007 00:00	FESİH
159	TÜRK HAVA KURUMU ÇORUM ŞUBESİ	03.03.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
160	TÜRK HAVA KURUMU LÜLEBURGAZ ŞB	11.08.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
161	BEYLERBEYİ SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
162	İTALYAN TİCARET ODASI DERNEĞİ	12.03.1929 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL

163	UŞAK GENÇLERBİRLİĞİ GENÇLİK SPOR KULÜBÜ DER.	21.04.1932 00:00	10.09.2004 00:00	FESİH
164	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DERNEĞİ	03.03.1931 00:00		FESİH
165	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DERNEĞİ ÇANAKKALE ŞUBESİ	01.01.1939 00:00		FESİH
166	ULUS İLKOKULU YAPTIRMA VE ÖĞRENCİLERİNİ KORUMA	01.01.1936 00:00	31.01.1986 00:00	FESİH
167	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU SALİHLİ ŞB	25.02.1933 00:00	16.11.1983 00:00	FESİH
168	TÜRK EĞİTİM DERNEĞİ GENEL MERKEZİ	31.01.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
169	TÜRK HAVA KURUMU MİLAS ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
170	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ DATÇA ŞUBESİ	01.01.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
171	BARTINSPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
172	AKÇADAĞ BELEDİYE SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.09.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
173	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ DİKİLİ ŞUBESİ	01.01.1938 00:00	02.10.2004 00:00	FESİH
174	İSTANBUL TEKNİK ÜNİVERSİTELİLER BİRLİĞİ DERNEĞİ İSTANBUL ŞUBESİ	01.01.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
175	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KARACASU ŞUBESİ	30.01.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
176	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ AFYON ŞUBESİ	15.03.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
177	TÜRK HAVA KURUMU BOZDOĞAN ŞUBESİ	26.06.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
178	TÜRKİYE YEŞİLAY CEMİYETİ	01.01.1920 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
179	İSTANBUL YÜKSEK TİCARET VE MARMARA ÜNİVERSİTESİ İKTİSADİ İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ MAZUNLARI DERNEĞİ- İSTANBUL ŞUBESİ	01.01.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
180	ADANA ÇİFTÇİLER BİRLİĞİ DERNEĞİ	01.10.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
181	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ RİZE ŞUBESİ	01.01.1939 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
182	KURTULUŞ FUKARAPERVER DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	01.01.1998 00:00	FESİH
183	TÜRK HAVA KURUMU MİHALICCIK ŞUBESİ	01.01.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
184	YARDIM VE BAKIM HAYIR DERN	01.01.1926 00:00		FESİH
185	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU VİZE ŞB	01.01.1923 00:00		FESİH
186	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU ESKİŞEHİR ŞUBESİ	12.02.1929 00:00		FESİH
187	İHTİYARLARA MAHSUS CEMİYETİ HAYRİYE DERNEĞİ DÜŞKÜNLER EVİ	01.01.1939 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
188	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU ANTALYA ŞUBESİ	01.01.1924 00:00	06.01.1985 00:00	FESİH
189	YATAĞAN ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DER	01.01.1938 00:00	05.01.1982 00:00	FESİH
190	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ ÇANAKKALE ŞUBESİ	01.01.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
191	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU TEKİRDAĞ ŞUBESİ	01.01.1927 00:00	24.11.1983 00:00	FESİH
192	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KASTAMONU ŞUBESİ	06.04.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
193	TÜRK HAVA KURUMU KARACASU ŞUBESİ	30.01.1937 00:00	13.03.2005 00:00	FESİH
194	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ GERMENCİK ŞUBESİ	06.06.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
195	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU KIRKAĞAÇ ŞB	13.06.1932 00:00	24.12.1979 00:00	FESİH
196	EYÜP SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	05.01.1919 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
197	ABANA GENÇLERBİRLİĞİ SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	29.04.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
198	TÜRKİYE YARDIM SEVENLER DERNEĞİ GENEL MERKEZİ	01.01.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
199	İSTANBUL BALIK MÜSTAHSİLLERİ DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL

200	BOĞAZIÇI SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	29.11.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
201	TÜRK KARDİYOVAŞKÜLER VE GİRİŞİMSSEL RADYOLOJİ DERNEĞİ	09.07.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
202	BEYOĞLU SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	10.03.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
203	TÜRK OPTALMOLOJİ DERNEĞİ GENEL MERKEZİ	16.08.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
204	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU KIRKLARELİ ŞB	03.04.1930 00:00		FESİH
205	İZMİR VEREMLE SAVAŞ DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
206	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ ESKİŞEHİR ŞUBESİ	17.05.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
207	BEYOĞLU HİNG SCHOOL MEZUNLARI DOSTLUK DERNEĞİ	01.01.1937 00:00	03.12.2004 00:00	FESİH
208	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ MUĞLA ŞUBESİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
209	MUĞLA ÇOCUK ESİRGEME KURUMU DER	01.01.1925 00:00	11.11.1983 00:00	FESİH
210	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU NİKSAR ŞB	23.02.1935 00:00	13.04.1977 00:00	FESİH
211	TÜRK HAVA KURUMU BİGA ŞUBESİ	30.06.1927 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
212	TÜRK EĞİTİM DERNEĞİ İZMİR ŞUBESİ	01.01.1928 00:00	20.09.1976 00:00	FESİH
213	SAMSUN AVCILAR VE ATICILAR İHTİSAS KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
214	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ KEMALPAŞA ŞUBESİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
215	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ BOZDOĞAN ŞUBESİ	07.06.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
216	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU ÖDEMİŞ ŞUBESİ	01.01.1927 00:00	14.10.1983 00:00	FESİH
217	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ GENEL MERKEZİ	14.04.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
218	TÜRKİYE HAYVANLARI KORUMA DERNEĞİ	01.01.1924 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
219	TÜRK HAVA KURUMU KANDIRA ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
220	TÜRK HAVA KURUMU ŞARKÖY ŞUBESİ	16.02.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
221	ORTAKÖY FUKARAPERVER DERNEĞİ	01.01.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
222	TÜRK HAVA KURUMU KARTAL ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
223	İSTANBUL VEREM SAVAŞ DERNEĞİ	01.01.1927 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
224	Türk Hava Kurumu Kırkağaç Şubesi	06.02.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
225	TÜRK HAVA KURUMU KÜTAHYA ŞUBESİ	11.09.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
226	MARMARİS BELEDİYESİ GENÇLİK SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	06.11.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
227	AMASYA ÖĞRETMENLER YARD DERN	27.01.1938 00:00		FESİH
228	ULUDERE İLÇ MERKEZ VE MERKEZE BAĞLI KY CAMİ YAP DE	25.03.1934 00:00		FESİH
229	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ MARMARİS ŞUBESİ	26.02.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
230	GEMLİK GÜVEN SPOR KULÜBÜ DERN	10.07.1937 00:00	05.10.1994 00:00	FESİH
231	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KADIKÖY ŞUBESİ	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
232	ŞEHİR KULÜBÜ DERNEĞİ	08.04.1937 00:00	18.11.1999 00:00	FESİH
233	ÇOCUK ESİRGEME KURUMU TOKAT ŞUBESİ	03.02.1929 00:00	11.08.1983 00:00	FESİH
234	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU ŞARKÖY ŞUBESİ	01.01.1921 00:00	24.11.1983 00:00	FESİH
235	AFYONKARAHİSAR ELELE SOSYAL YARDIMLAŞMA VE DAYANIŞMA DERNEĞİ	17.11.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
236	TÜRK HAVA KURUMU DATÇA ŞUBESİ	01.01.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
237	Türk Hava Kurumu Alaşehir Şubesi	01.02.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
238	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ BAYINDIR ŞUBESİ	16.02.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
239	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KOÇARLI ŞUBESİ	05.05.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL

240	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KARASU ŞUBESİ	05.06.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
241	ÜMRANİYE SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
242	SİGORTA EKSPERLERİ DERNEĞİ	21.02.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
243	TÜRK MİKROBİYOLOJİ CEMİYETİ DERNEĞİ	22.07.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
244	YENİŞEHİR GENÇLİK SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
245	DARÜŞŞAFAKLILAR DERNEĞİ	01.01.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
246	TÜRK HAVA KURUMU BEYKOZ ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
247	TÜRK ÜROLOJİ DERNEĞİ	01.01.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
248	FOLKLÖR TANITMA VE EĞİTİM MERKEZİ GENÇLİK VE SPOR DERNEĞİ	28.01.1920 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
249	PENDİK BAHCİLİEVLER MH MEHMET ALİ TUNGA CAMİ YAP VE YAŞ DER	01.01.1930 00:00		FESİH
250	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURM.SİVRİHİSAR ŞUBESİ	01.01.1934 00:00		FESİH
251	GEBZE ALUCRA SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	07.04.1933 00:00		FESİH
252	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KUR.MİHALIÇCIK KURUMU	01.01.1937 00:00		FESİH
253	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ POLATLI ŞUBESİ	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
254	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ GAZİANTEP ŞUBESİ	02.02.1924 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
255	Türk Hava Kurumu Akhisar ŞB	11.02.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
256	İNEGÖL KERESTECİLER YARDIMLAŞMA DERNEĞİ	24.11.1937 00:00	29.09.2000 00:00	FESİH
257	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU İZMİR ŞUBESİ	01.01.1923 00:00	28.04.1987 00:00	FESİH
258	TÜRKİYE YARDIM SEVENLER DERNEĞİ KAYSERİ ŞUBESİ	01.01.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
259	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ MARMARİS ŞUBESİ	01.01.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
260	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ KARAMÜRSEL ŞUBESİ	01.01.1922 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
261	FAKİRLERİ KORUMA DERNEĞİ	18.02.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
262	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ HAVZA ŞUBESİ	01.01.1939 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
263	Manisa Şehir Kulübü Derneği	17.05.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
264	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ SİVRİHİSAR ŞUBESİ	01.01.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
265	Soma Kurs ve Okul Talebelerine Yardım Derneği	29.03.1933 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
266	İSTİNYE DEVLET HASTANESİNE YARDIM DERNEĞİ	01.01.1923 00:00		FESİH
267	ÇOCUK ESİRME KURUMA GAZİANTEP	20.09.1933 00:00	04.05.1981 00:00	FESİH
268	AŞAĞIDANA KÖYÜ KALKINDIRMA DER	29.04.1933 00:00	02.04.1980 00:00	FESİH
269	UŞAK TURAN İDMAN YURDU GENÇLİK VE SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	08.12.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
270	AKÇAABAT SEBATSPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
271	TÜRK HAVA KURUMU TOSYA ŞUBESİ	01.01.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
272	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ KARABURUN ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
273	TÜRK HAVA KURUMU ESKİŞEHİR ŞUBESİ	01.01.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
274	TÜRK HAVA KURUMU KAYSERİ ŞUBESİ	01.01.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
275	TÜRK HAVA KURUMU ADANA ŞUBESİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
276	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ SEYİTGAZİ ŞUBESİ	01.01.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
277	TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ ÖDEMİŞ ŞUBESİ	16.02.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL

BCA: 030.10 / 80.526.12 , 12.01.1933.

BCA: 490.01 / 2.9.2, 17. 02.1934.

BCA: 030.10 / 213.446.3, 08.12.1934.

BCA: 490.01 / 1445.25.1, 27.06.1935.

BCA: 030.10 / 80.525.19 , 25.12.1935.

BCA: 4 90.01 / 1444.21.1, 20.10.1935.

BCA: 490.01 / 3.12.25, 08. 04.1936.

278	EMİNÖNÜ İLKOKULLARA YARDIM DERNEĞİ	01.01.1937 00:00		FESİH
279	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ GÜMÜŞHACIKÖY ŞUBESİ	01.01.1930 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
280	İZMİR YETİM VE FAKİR ÇOCUKLARI OKUTMA HAYIR DERNEĞİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
281	TÜRK HAVA KURUMU TOKAT ŞUBESİ	24.06.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
282	TÜRK HAVA KURUMU DOĞUBEYAZIT ŞUBESİ	25.02.1938 00:00	25.09.2001 00:00	FESİH
283	TÜRK HAVA KURUMU AYDIN ŞUBESİ	05.05.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
284	ALANYA İMAR VE GÜZELLEŞTİRME DERNEĞİ	27.01.1937 00:00	10.02.1981 00:00	FESİH
285	TÜRKİYE ÇOCUK ESİRGEME KURUMU AKHİSAR ŞB	23.06.1932 00:00	20.11.1979 00:00	FESİH
286	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ ADANA ŞUBESİ	01.01.1929 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
287	İSTANBUL TEKNİK ÜNİVERSİTELER BİRLİĞİ DERNEĞİ	17.05.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
288	CEYHAN AVCILIK VE ATICILIK KULÜBÜ DERNEĞİ	28.08.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
289	İSTANBUL SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
290	TÜRKİYE TIP AKADEMİSİ DERNEĞİ	09.12.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
291	ANADOLU ANONİM TÜRK SİGORTA ŞİRKETİ MEMURLARI YARDIM DERNEĞİ	01.01.1923 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
292	YAHUDİ KARDEŞLİK KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1926 00:00		FESİH
293	ÇEMİŞGEZEK TÜRK HAVA KURUMU DERNEĞİ	01.01.1936 00:00		FESİH
294	İZMİR MUSEVİ KABRİSTAN HAYIR DERNEĞİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
295	TÜRK HAVA KURUMU GÜMÜŞHACIKÖY ŞUBESİ	01.01.1928 00:00	14.08.2008 00:00	FESİH
296	YÜKSELİŞ BİRLİĞİ DERNEĞİ	01.01.1932 00:00	04.03.1984 00:00	FESİH
297	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ EMET ŞUBESİ	12.03.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
298	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ MİLAS ŞUBESİ	01.01.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
299	TÜRK HAVA KURUMU	10.09.1936 00:00	02.02.1988 00:00	FESİH
300	HEKİMOĞLU DOĞANSPOR DERNEĞİ	11.05.1938 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
301	KAVAKLIDERE SOSYAL KULÜBÜ DERNEĞİ	28.04.1928 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
302	TÜRK HAVA KURUMU TEKİRDAĞ ŞUBESİ	16.02.1925 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
303	TUNALILAR EĞİTİM KÜLTÜR DERNEĞİ	13.01.1929 00:00	01.01.1984 00:00	FESİH
304	TOKAT DOĞAL HAYATI KÜLTÜR VE TABİAT VAR.VE ÇEV.YAŞ.KOR.VE	15.01.1933 00:00	30.12.2004 00:00	FESİH
305	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ ŞARKÖY ŞUBESİ	01.01.1926 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
306	TİRE SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	04.04.1936 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
307	BODRUM BELEDİYESİ BODRUM SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	30.01.1934 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
308	MODA DENİZ KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1935 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
309	VAPUR DONATANLARI VE ACENTELERİ DERNEĞİ	27.11.1927 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
310	İSTANBUL İSVİÇRE KULÜBÜ DERNEĞİ	19.11.1931 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
311	GALATA SPOR KULÜBÜ DERNEĞİ	01.01.1932 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL
312	TÜRKİYE KIZILAY DERNEĞİ MİHALICCIK ŞUBESİ	01.01.1937 00:00	01.01.1900 00:00	FAAL

## TEZ ONAY SAYFASI

**Üniversite** Galatasaray Üniversitesi  
**Enstitü** Sosyal Bilimler Enstitüsü  
**Adı Soyadı** Ali Selçuk Kaya  
**Tez Başlığı** Tek Parti Yönetiminin sivil toplum örgütlerine müdahale ve etkileri (1923-1938)  
**Savunma Tarihi** 31.08.2010  
**Danışmanı** Doç.Dr. Birol Caymaz

## Jüri Üyeleri

Ünvanı, Adı, Soyadı

İmza

Doç.Dr. Birol CAYMAZ

Doç.Dr. Ahmet KUYAŞ

Yrd. Doç.Dr. Buket TÜRKMEN

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. Mehmet BOLAK